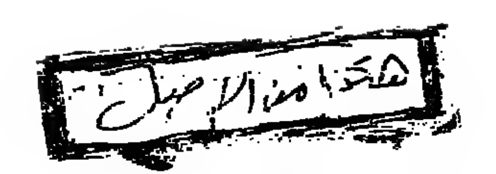



# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 15817 – 7 F

DIMANCHE 3 - LUNDI 4 DÉCEMBRE 1995

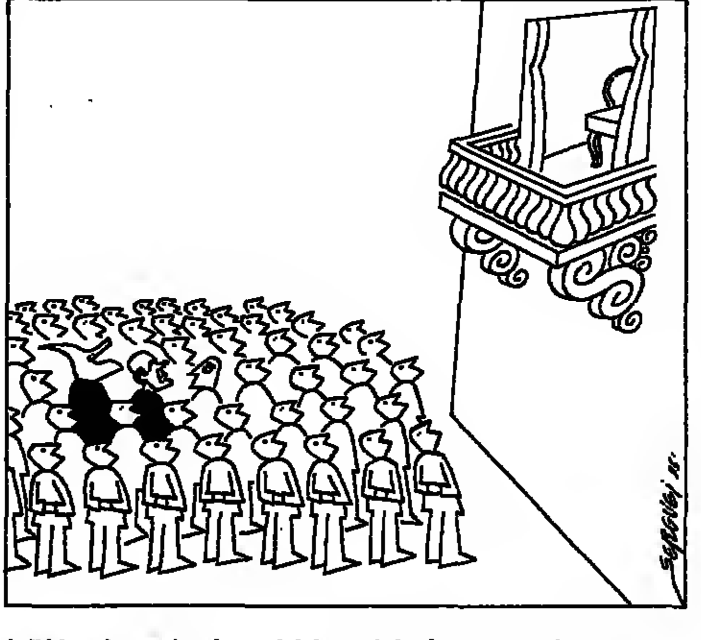
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI


# La CGT et Force ouvrière appellent à la généralisation de la grève

## Etudiants et agents de l'Etat veulent faire de la journée de mardi un nouveau temps fort

**LA PARALYSIE** des chemins de fer et des transports parisiens, qui demeurait totale durant le week-end des 2 et 3 décembre et devait se prolonger lundi 4 décembre, pourrait s'étendre à La Poste, dont quatre-vingts centre de tri sur cent trente étaient en grève samedi matin, et à EDF-GDF, dont le tiers des personnels avaient cessé le travail selon les directions.

La CGT, dont le congrès devait s'ouvrir dimanche 3 décembre, a appelé à un *« puissant temps fort de l'action »* le 5 décembre, tandis que Force ouvrière pourrait appeler à une grève générale illimitée à partir du 4. Plusieurs fédérations FO – dont celle des personnels hospitaliers – se sont prononcées en ce sens avant la réunion, samedi, de la commission exécutive confédérale. Dans l'éducation nationale, le SGEN (CFDT) de Paris a appelé à la grève dans les écoles, tandis que la FEN consulte ses adhérents.



La coordination nationale des étudiants mise en place dans la nuit de vendredi à samedi appelle à une manifestation le 5 décembre. Elle réclame an ministre de l'éducation nationale une loi de programmation de 50 milliards de francs sur cinq ans et la création de 25 000 postes d'enseignants chercheurs ainsi que 20 000 emplois de non enseignants. Une coordination de lycéens est en voie de constitution sur le thème de la sécurité et de la surcharge des classes.

L'inititiative du RPR d'organiser des comités d'usagers, préparant une manifestation nationale de soutien au gouvernement le 7 décembre, a été dénoncée par l'opposition de gauche. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a reproché à Alain Juppé de se comporter davantage en président du RPR qu'en premier ministre. La démarche du principal parti au pouvoir est diversement appréciée par ses propres députés et par ceux de l'UDF. Nombre de parlementaires refusent de *« jeter de l'huile sur le feu »*, et les élus de province, principalement, estiment que l'opinion n'est pas hostile aux grévistes. Un sondage CSA pour RTL et *Le Parisien*, publié samedi, indique que 30 % seulement des personnes interrogées sont opposées ou hostiles aux mouvements sociaux actuels.

Le Front national, dont le conseil national se réunissait samedi, dénonce la responsabilité du RPR dans la situation sociale et taxe d'*« incompétence »* le parti de Jacques Chirac et d'Alain Juppé.

*Lire pages 6 à 9 et 24*

# Paris désavoue le commandant français des « casques bleus » à Sarajevo

**LES AUTORITÉS** françaises se sont démarquées, vendredi 1er décembre, des propos très critiques envers l'accord de paix de Dayton tenus par le général Bachelet, responsable de la Forpronu pour le secteur de Sarajevo. Le général, reflétant le sentiment d'une partie des officiers français dans la capitale bosniaque, estimait que les dispositions prévoyant la réunification de Sarajevo, rejetées par les Serbes, vouaient le plan de paix à l'échec (*Le Monde* dn 2 décembre).

Le ministre de la défense, Charles Millon, envisagerait de demander le rappel en France du général Bachelet. Ses services ont publié un communiqué réaffirmant le *« respect scrupuleux »* par la France de l'accord de Dayton. A l'Elysée, on expliquait, vendredi, que la France souhaite la restauration d'une Bosnie *« pluriculturelle et démocratique »* et que c'est pour cela que Jacques Chirac avait suggéré, dans une lettre adressée il y a quelques jours à Bill Clinton, des *« garanties »* pour la population serbe de Sarajevo.

*Lire page 3*

# Homme de presse et collectionneur



DANIEL FILIPACCHI

**A SOIXANTE-SEPT ANS**, ce n'est pas seulement le responsable d'un puissant groupe de presse : il passe pour un des grands collectionneurs français d'art du XXe siècle, avec une prédilection pour le surréalisme. Daniel Filipacchi suit en cela l'exemple de son père, un des créateurs de la Pléiade et du Livre de poche, lui-même collectionneur enragé. Au milieu des années 80, Daniel Filipacchi avait acquis auprès de René Char vingt-huit manuscrits que le poète avait fait illustrer par ses amis peintres, Miro, Braqne, Picasso... Des œuvres exceptionnelles, dédiées à Yvonne Zervos, la directrice des *Cahiers d'art*. Que Daniel Filipacchi décida de vendre à son tour. Le 1er décembre, cet ensemble devait être dispersé aux enchères. Mais la veuve de René Char ne supportait pas l'idée de les voir partir aux quatre coins du monde. Elle plaida sa cause auprès du collectionneur et du ministre de la culture. Le premier a accepté l'offre du second : il vend l'essentiel de ses manuscrits à la Bibliothèque de France.

*Lire page 21*

# *Le nouveau James Bond : bons baisers de Greenpeace*

**DANS SES ÉDITIONS** du 2 décembre, *Le Monde* expliquait combien le ministère français de la défense avait à se louer du dernier « James Bond », *Golden Eve*, qui met en vedette deux fl[illegible] notre armée : la frégate dernier cri [illegible] l'hélicoptère d'attaque Tigre. Un coup [illegible]licité de premier ordre pour la technologie militaire française dont se félicitait à l'unisson tout notre état-major. Las ! Voici qu'on découvre aujourd'hui que, derrière l'élégante silhouette de Pierce Brosnan, le nouveau et cinquième 007 – après l'inégalable Sean Connery, le charmant Roger Moore, l'ectoplasmique George Lazenby et le discret Timothy Dalton –, se cachait un militant antinucléaire. Pire : un sympathisant de Greenpeace que nos services secrets n'ont pas su débusquer à temps.

Des Etats-Unis d'abord, puis à Paris où il était de passage pour assurer la promotion de son film, l'acteur s'est ainsi livré à des déclarations franchement hostiles aux essais chiraquiens. Estomaquées, les autorités ont préféré annuler la séance de gala programmée de longue date en avant-première de la sortie française du film (le 20 décembre), en présence du ministre de la défense et du gratin de l'armée, invités à venir admirer sur grand écran les évolutions de notre navire « furtif » et de notre « supercopter ». On craignait en effet quelque propos antifrançais de Mr. Bond qui aurait provoqué un fâcheux incident et contraint Charles Millon à quitter la salle. Précaution finalement inutile puisque, de toute façon, Brosnan a décidé de boycotter ces mondanités...

Fort élégant, calme et distingué, l'acteur irlandais a expliqué sa position au *Monde* dans sa suite du Plaza Athénée à Paris, en présence de deux jeunes femmes de Greenpeace-France qui le buvaient des yeux, ravies de ce coup médiatique inattendu au moment où la campagne du mouvement s'essouffle. « *On ne me convaincra pas*, dit-il, *que les armes nucléaires sont bonnes pour la paix... Je me suis rendu sur place et j'ai entendu les témoignages et les plaintes des Polynésiens... Il est impossible de croire que ces explosions n'ont aucune conséquence sur l'environnement, la nature et les hommes...* »

Ce contre-pied laisse nos militaires d'autant plus pantois que les experts envoyés à titre de conseillers sur les lieux du tournage avaient entretenu avec la star les rapports les plus cordiaux. Perfide Albion. Il est vrai que c'était en février dernier et que *« le contexte était différent »*. Les Français expliquent désormais cette malheureuse affaire par la liaison que l'acteur entretient avec une *« militante de Greenpeace qui le tient par le bout du nez »*. Ce que Brosnan, agacé, corrige : *« Une journaliste spécialiste de l'environnement... »*

Il s'est entretenu de tout cela le matin du vendredi 1er décembre, Rue Saint-Dominique, avec des collaborateurs du ministre de la défense qui ont tenté de le persuader, dossiers et chiffres à l'appui, du caractère inoffensif des expériences françaises dans le Pacifique. Il n'en est pas ressorti particulièrement convaincu.

*Jacques Buob*

# Les Etats-Unis virent au centre

**WASHINGTON**
*de notre correspondante*

A droite, l'Amérique ? Au royaume du show-business, les apparences peuvent être trompeuses. Un an après le raz-de-marée républicain qui a fait basculer le Congrès, plongé le pays dans une profonde introspection sur « la colère de l'homme blanc » et érigé Newt Gingrich en « leader de la révolution », le balancier est revenu au centre. Les grands débats de société lancés à l'automne 1994 ont en fait révélé une opinion publique foncièrement modérée et n'ont pas permis de véritable changement de cap.

L'exemple le plus spectaculaire est celui de l'*affirmative action*, cette pratique officiellement instituée il y a trente ans pour remédier aux *discriminations raciales* dans l'emploi et l'enseignement supérieur. Il y a un an, cible d'attaques sans précédent, elle paraissait condamnée.

Depuis un sous-sol de Berkeley, deux universitaires californiens organisaient une campagne de signatures pour soumettre son arrêt de mort au vote populaire en novembre 1996. Bob Dole, le chef de la majorité républicaine an Sénat, qui, en d'autres temps avait défendu l'*affirmative action*, opérait un virage à 180 degrés pour dénoncer ce vestige d'un égalitarisme anachronique. Sentant le vent tourner, le président Clinton commençait à exprimer ses propres doutes.

Aujourd'hui, le débat a pratiquement disparu des colonnes des journaux : les deux universitaires californiens n'ont toujours pas réuni les signatures nécessaires ; des projets de loi visant à abolir l'*affirmative action* ont échoué devant les Parlements d'une bonne douzaine d'Etats et la Maison Blanche a finalement opté pour un simple ravalement cosmétique. Quant à Bob Dole, désormais candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de 1996, il est remarquablement discret sur la question, d'autant que cet antomne le pays est tombé follement amoureux d'un homme qui se dit lui-même une preuve vivante des bienfaits de l'*affirmative action* : le général Colin Powell.

Un autre thème du grand coup de barre à droite de novembre 1994 fut l'immigration.

*Sylvie Kauffmann*

*Lire la suite page 14*



## Un nouveau secrétaire général pour l'OTAN

Javier Solana Madariaga a été designe, apres six semaines d'atermoiements, comme nouveau secrétaire général de l'OTAN. Ministre espagnol des affaires étrangeres, M. Solana est l'homme de confiance de Felipe Gonzalez, president du gouvernement espagnol.

p. 2
et notre éditorial p. 14

## Une loi-cadre contre l'exclusion

Pilote par Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli, un projet de loi d'orientation contre la grande pauvreté devrait être presenté au Parlement au printemps. Les exclus craignent d'être les laissés-pour-compte de l'actuel mouvement social. p. 10

## L'avenir de la Navigation mixte

André Launois, président de la Compagnie de navigation mixte, a écarté, vendredi 1er décembre, l'hypothese d'un démantèlement du groupe à court terme. p. 15

## Mick Jagger hors du temps



*Mick Jagger par Andy Warhol (détail)*

Trois concerts « intimes » à l'Olympia à Paris, a Amsterdam et à Brixton, ont fourni aux Rolling Stones la matière de leur dernier disque : *Stripped*. Un retour aux sources. p. 12

## Un demi-siècle d'exception bancaire

En décembre 1945, le général de Gaulle nationalisait les quatre principales banques de dépôt. En 1981, la gauche lui emboîtait le pas. Depuis, la tendance est à la privatisation. p. 13

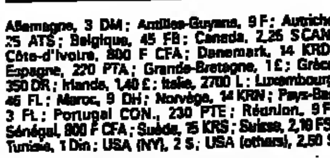
## « Styles »

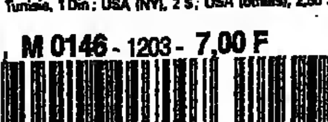
Chaque semaine dans *Le Monde* daté dimanche-lundi, une page « Aujourd'hui-Styles ». Dans ce numéro : les bonsaïs ; comment les abonnés au système de radio-téléphone SFR peuvent éviter les embouteillages ; Inno-Montparnasse ; les ex-soixante-huitards, cibles des publicitaires. p. 19

## Jacques Barrot au « Grand Jury »

Le ministre du travail et des affaires sociales est l'invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde* », dimanche 3 décembre, à partir de 18 h 30. L'émission est également diffusée en direct sur la chaîne câblée RTL-9.





Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 230 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 $ ; USA (others), 2,50 $.


M 0146 - 1203 - 7,00 F

**DÉFENSE** La nomination, vendredi 1er décembre, de Javier Solana comme secrétaire général de l'OTAN, arrive au moment où l'organisation atlantique se prépare à l'envoi de ses forces en Bosnie. ● LE NOUVEAU secrétaire général est présenté comme un négociateur habile et scrupuleux. Sa nomination permettra aussi à l'OTAN d'approfondir ses relations avec les pays du sud de la Méditerranée. ● FELIPE GONZALEZ pourrait tirer parti de cette victoire diplomatique et de la récente dissolution de la commission parlementaire sur les GAL pour mener une nouvelle fois son parti lors des élections générales de mars. ● LE SOMMET de Madrid, qui réunira le 3 décembre Bill Clinton et les responsables de l'Union européenne, risque de voir ressortir les dissensions entre Washington et certaines capitales européennes sur la libéralisation du commerce entre les deux continants. *(Lire aussi notre éditorial page 14)*

# L'Espagnol Javier Solana devient le nouveau secrétaire général de l'OTAN

## Américains et Européens n'ont pas voulu prolonger leurs dissensions à propos de la nomination du successeur de Willy Claes, alors que l'Alliance Atlantique lance en Bosnie la plus forte opération militaire de son histoire

**BRUXELLES (OTAN)**
*de notre correspondant*

Après plusieurs semaines de tractations, consécutives à la démission de Willy Claes, compromis dans l'« affaire Agusta » en Belgique, les seize ambassadeurs des alliés au Conseil atlantique se sont mis d'accord, vendredi 1er décembre, sur le nom du nouveau secrétaire général de l'OTAN : Javier Solana, ministre espagnol des affaires étrangères. Cette décision par consensus doit être confirmée formellement lors d'une conférence des ministres des affaires étrangères de l'Alliance, prévue de longue date pour le 5 décembre à Bruxelles.

Ainsi prennent fin des divergences entre Américains et Européens qui, si elles s'étaient prolongées, auraient pu nuire à la crédibilité de l'Alliance au moment où celle-ci s'apprête à lancer la plus grande opération militaire de son histoire avec le déploiement de la force de mise en œuvre des accords de paix en Bosnie (IFOR).

Quelques heures avant de choisir M. Solana, le Conseil atlantique avait ainsi autorisé les militaires à envoyer immédiatement 2 600 hommes à Zagreb et à Sarajevo. Il ne s'agit pas encore d'unités de combat mais d'éléments précurseurs chargés de résoudre les problèmes logistiques avant l'arrivée du gros des troupes. Présidé par le secrétaire général, le Conseil atlantique devra assurer le contrôle politique d'opérations militaires fort complexes dans les jours à venir. Une intense activité diplomatique va de pair avec l'opération « Effort concerté », par exemple pour formaliser avec les Russes l'accord de principe intervenu récemment quant à leur participation à l'IFOR. Ce qui demande encore beaucoup de travail, indique-t-on à l'OTAN.

### URGENCE

Agé de soixante-trois ans, le diplomate italien Silvio Balanzino, assurait l'intérim de M. Claes. Lors de la conférence des ministres de la défense, le 28 novembre, il s'était déclaré prêt à continuer *« jusqu'à Noël »*, si le désaccord pour la succession persistait, mais tout en soulignant qu'il aurait du mal à combiner longtemps la charge du numéro un de l'Alliance et sa fonction ordinaire de secrétaire général délégué. Il devenait urgent pour les alliés soit de trouver un successeur définitif, soit de confirmer M. Balanzino, ce qui eût été rompre avec l'usage de confier le poste de secrétaire général à un homme ayant assumé des responsabilités ministérielles dans son pays.

Le malaise existait depuis que les Etats-Unis avaient opposé leur veto à la candidature de l'ancien premier ministre néerlandais Ruud Lubbers, soutenu par la majorité des Européens. Après que celui-ci fut venu à Washington pour ce qu'un porte-parole appelait un *« entretien d'embauche »*, les responsables américains de la diplomatie et de la défense étaient apparemment parvenus à la conclusion qu'il ne ferait pas assez bonne impression au Congrès pour que celui-ci se laisse convaincre d'envoyer des hommes en Bosnie.

### AUTRE POSTULANT

Il y avait un autre postulant officiel, le Danois Uffe Ellemann-Jensen, présenté comme un *« candidat solide »* par le secrétaire à la défense, William Perry. Mais Paris n'en voulait pas, à cause de ses prises de positions contre les essais nucléaires, et parce qu'il ne parle pas français.

Alors que Copenhague espérait *« exprimer la sensibilité nordique »* dans une fonction où le Danemark, l'Islande et la Norvège n'ont jamais été représentés, c'est un Méditerranéen qui l'emporte. Un homme sans doute idoine, puisque, une fois réglée l'affaire bosniaque, l'OTAN entend approfondir un dialogue déjà amorcé avec l'Egypte, Israël, le Maroc, la Tunisie, la Mauritanie et la Jordanie, pays que les Seize tiennent pour *« capables d'apporter leur contribution à la paix et à la sécurité »* sur leur flanc sud.

Entrée dans l'Alliance seulement en 1982, l'Espagne participe aux réunions des ministres de la défense de l'OTAN, mais elle est absente des grands commandements intégrés. Ce n'est pas une situation semblable à celle de la France, en principe sortie des structures militaires depuis 1966, mais cela fait quand même de Madrid un allié pas tout à fait à part entière. L'argument fut avancé par certains à l'encontre de M. Solana. L'heure n'était plus à ces subtilités.

*Jean de la Guérivière*

# Felipe Gonzalez a de nouveau le vent en poupe

## La nomination d'un fidèle à Bruxelles et un rebondissement dans l'affaire des GAL le confortent

**MADRID**
*de notre correspondant*

A peine la commission d'enquête parlementaire sur les GAL (Groupes antiterroristes de libération) avait-elle commencé ses travaux au début de cette semaine qu'elle a été contrainte de se saborder. Alors qu'elle a été constituée par le Sénat le 18 octobre, le hara-kiri s'est imposé en raison de l'impossibilité de convoquer une bonne majorité des personnes citées et tout particulièrement celles qui sont considérées comme les protagonistes principaux de cette affaire d'Etat (*Le Monde* du 20 octobre). Les premiers appelés à comparaître se sont d'abord réfugiés derrière le secret professionnel tandis que d'autres virent leur intervention limitée par les autorités judiciaires qui instruisent ce dossier au niveau du Tribunal suprême. Ensuite, les nationalistes catalans ont décidé de changer leur *fusil* d'épaule et de s'allier aux membres socialistes de la commission pour faire obstacle à certaines comparutions. A cela s'est ajoutée une véritable cacophonie au sein même de la commission.

Son arrêt de mort était donc pratiquement signé et son principal instigateur, le Parti populaire (PP, droite), a été contraint de demander son autodissolution, ce qui constitue un véritable revers pour le principal parti d'opposition, qui comptait faire de cette instance une machine de guerre contre le pouvoir socialiste. Sa constitution, à la suite d'un vote à une courte voix de majorité, avait pourtant constitué une victoire, la première mise en minorité des socialistes au Sénat. Elle s'est transformée en déroute et en perte d'un outil de torture contre le pouvoir puisqu'elle disposait de la possibilité de faire citer n'importe quelle personne utile aux investigations, y compris le chef du gouvernement, Felipe Gonzalez.

### « ERREUR DE DÉBUTANTS »

Cette mort prématurée, même s'il était douteux que la commission puisse aboutir à des conclusions satisfaisantes avant les élections de mars prochain, constitue une belle revanche pour le chef du gouvernement, qui avait qualifié la formation de cette commission d'*« erreur de débutants »*. Son fonctionnement aurait néanmoins permis de harceler certains hauts fonctionnaires du régime et de jeter la suspicion sur certains agissements passés. Sa disparition est donc un succès pour les socialistes.

D'autant qu'il survient le jour même où Javier Solana, ministre des affaires étrangères, est assuré de devenir, le 5 décembre prochain, le secrétaire général de l'OTAN. De quoi faire taire les critiques selon lesquelles tout est pourri au royaume des socialistes et que ces derniers jettent le discrédit sur l'Espagne.

Felipe Gonzalez a donc réussi, quelques jours après le succès de la conférence euroméditerranéenne de Barcelone, à remporter un beau succès international et à ridiculiser l'opposition qui s'est empêtrée dans une commission jugée dès le départ comme une affaire politique, d'autant que ses éventuelles conclusions n'auraient aucunement lié les tribunaux qui mènent leur propre instruction. Ces trois événements illustrent la faculté de rebondir de l'actuel chef du gouvernement qui, après treize années au pouvoir, parvient encore à manœuvrer et se profile comme le très probable candidat à sa succession puisque son éventuel remplaçant, Javier Solana, est désormais promis à une autre destinée.

Officiellement, Felipe Gonzalez fera connaître sa réponse le 18 décembre, c'est-à-dire après le sommet européen de Madrid des 15 et 16 décembre pour lequel tout sera mis en œuvre afin qu'il soit un succès. Il n'y aura donc pas de meilleure rampe de lancement pour la cinquième candidature du secrétaire général du PSOE depuis vingt et un ans, et qui entend bien le rester jusqu'à l'an 2000, même s'il demeure encore un léger doute sur sa décision de mener la dernière bataille pour freiner l'arrivée de la droite au pouvoir.

*Michel Bole-Richard*

# L'homme de confiance du président

**MADRID**
*de notre correspondant*

Javier Solana est partagé. D'un côté, le ministre espagnol des affaires étrangères est triste de quitter la politique nationale et le gouvernement. De l'autre, il est heureux de pouvoir œuvrer pour la paix mondiale en tant que secrétaire général de l'OTAN. Tels étaient les deux sentiments qui animaient cet homme de cinquante et un ans quelques heures après avoir appris que son nom avait fait l'objet d'un consensus unanime pour présider aux destinées d'une organisation à la tête de laquelle il n'a jamais postulé et qu'il *ne s'est pas privé de critiquer* par le passé.

PORTRAIT

C'est vrai que le Parti socialiste, où il milite depuis 1964, va lui manquer. Tout autant que ses amis politiques et le premier d'entre eux, Felipe Gonzalez, dont il fut pendant si longtemps le fidèle second. Eternel compagnon, confident et homme de confiance du président du gouvernement, Javier Solana Madariaga a toujours été présent et complice. Lors de la séance de clôture de la conférence euro-méditerranéenne de Barcelone mardi dernier, la chaleureuse étreinte entre les deux hommes après le succès difficile de l'entreprise illustre parfaitement les liens qui les unissent. Il est d'ailleurs le seul de tous les ministres de Felipe Gonzalez à avoir été membre du gouvernement sans discontinuité depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1982. D'abord à la culture, puis à l'éducation et aux sciences avant d'être nommé en juin 1992 aux affaires étrangères, cet « historique » du parti avait donc toutes les chances de succéder à son chef vénéré au cas ou celui-ci déciderait de ne pas conduire la liste du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) aux *élections générales* de mars prochain.

Le dauphin potentiel s'en ira donc à Bruxelles, offrant par la même occasion une victoire personnelle à Felipe Gonzalez sur la scène internationale et une belle revanche sur l'histoire. L'appartenance de l'Espagne à l'OTAN fut toujours une question controversée depuis son adhésion en 1981. Les socialistes firent longtemps et énergiquement campagne pour le retrait en raison des liens unissant le régime franquiste au pouvoir américain. Jusqu'au jour où Felipe Gonzalez changea d'avis et offrit en 1986 à *une opinion publique divisée* le référendum promis afin que les urnes tranchent. Ce fut l'une des plus dures batailles des socialistes, d'autant qu'au sein même du gouvernement les avis étaient partagés. Javier Solana lui-même hésitait entre le cœur et la raison et dut avaler *« la pilule amère »* du *« oui »*. Finalement, neuf ans après, Felipe Gonzalez obtient le couronnement de ses efforts de 1986 qui faillirent lui coûter cher politiquement. Aujourd'hui, les Espagnols ne sont pas peu fiers de ce choix qui, selon Javier Solana, est *« une preuve de confiance »* à l'égard du pays.

Partisan d'un socialisme démocratique, après avoir flirté dans sa jeunesse avec le marxisme, ce madrilène d'origine, syndicaliste militant, membre du comité exécutif du PSOE de 1976 à 1984, est un scientifique, docteur en physique dont la formation fut complétée à l'université de Virginie, aux Etats-Unis. Ce séjour lui permettra de perfectionner son anglais, qu'il parle bien mieux que le français, mais ne lui servira guère par la suite pour exercer ses talents de professeur. En *homme du sérail socialiste*, ses talents de négociateur seront rapidement utilisés, notamment pour établir le dialogue tant avec les étudiants, lorsqu'il sera ministre de l'éducation, qu'avec les syndicats après la rupture historique avec l'UGT (Union générale des travailleurs) en 1988.

**D'un caractère réservé, d'une honnêteté exemplaire, il a toujours supporté sans protester les revers de la vie politique**

Personnage prudent s'il en est, sachant se taire derrière un sourire ouvert et fréquent, d'un caractère réservé en dépit d'un allant trompeur, d'une honnêteté exemplaire et d'une nature plutôt spartiate, il a toujours supporté sans protester les revers de la vie politique. Jamais, ou presque, il ne s'est départi de son humeur égale dans son opposition à Alfonso Guerra, l'ancien numéro deux du pouvoir, puis à son successeur Narcis Serra qui lui a ravi la place de vice-président du gouvernement. Les récentes déconvenues survenues aux candidats à la *succession de Willy Claes ont propulsé* hors de l'orbite nationale ce coureur de fond de la politique espagnole, qui, dans sa jeunesse, avait rêvé d'être conducteur de tramway ou Prix Nobel. Pour ce bon connaisseur des lois de la gravitation dans l'univers, cette nouvelle trajectoire est une surprise. Peut-être un tremplin pour rebondir sur un destin national qui fut toujours sa vraie préoccupation.

*M. B.-R.*

# Plusieurs pays européens inquiets de la libéralisation des échanges avec les Etats-Unis

***BRUXELLES***
**(Union européenne)**
*de notre correspondant*

*« Nous voulons créer un espace économique transatlantique en réduisant ou* [en] *éliminant les barrières qui freinent les flux de marchandises, de services et de capitaux »*, lit-on dans le projet de « Plan d'action conjoint Etats-Unis/Union européenne », que Bill Clinton, Felipe Gonzalez, le président en exercice du Conseil européen, et Jacques Santer, président de la Commission, s'apprêtent à signer lors du « sommet » qui se tiendra le dimanche 3 décembre à Madrid. Vaste programme, dont on ne voit guère en quoi il se distingue de l'idée de créer une zone de libre-échange transatlantique, suggérée, il y a plusieurs mois, par Warren Christopher, le secrétaire d'État américain, et reprise en Europe par Sir Leon Brittan, le commissaire chargé de la politique commerciale, mais écartée par le conseil des ministres des Quinze.

### « PLAN D'ACTION »

*« L'habitude prise par Leon Brittan de nous faire avaler par la bande des projets que nous récusons devient insupportable »*, rouspète un diplomate français. De fait, M. Brittan – qui sera présent à Madrid –, au vu de la fraicheur de l'accueil du conseil de l'UE, avait essayé de faire parrainer l'idée en organisant à Séville, les 10 et 11 novembre, une réunion rassemblant des dirigeants d'entreprise des deux rives de l'Atlantique. Le CNPF avait fait savoir qu'il trouvait l'initiative peu opportune, mais s'était déplacé... Les hommes d'affaires se prononcèrent pour une libéralisation *accrue mais progressive des échanges* industriels, au-delà des engagements pris dans le cadre de l'Uruguay Round.

Les thèmes du plan d'action euro-américain couvrent l'essentiel de l'activité économique. S'en dégage l'intention d'accélérer les réductions tarifaires déjà décidées et d'étudier, lors de la prochaine réunion ministérielle de l'OMC (Organisation mondiale du commerce), à Singapour, un nouveau « paquet » de réductions tarifaires.

Aux yeux des Français, la course à la libéralisation du commerce de bloc à bloc conduit à s'interroger sur ce qui subsistera du multilatéralisme et de la toute jeune OMC. Ils notent que cette frénésie libre-échangiste érode les régimes préférentiels que l'Union accorde à ses anciennes colonies, ainsi qu'à ses voisins d'Europe centrale. *« Brittan a gagné, le glissement sémantique vers la zone de libre-échange est en train de s'opérer, l'Europe subit la mondialisation des échanges, elle ne la maîtrise pas »*, estime un haut fonctionnaire.

Au demeurant, selon lui, il est peu probable que, du côté communautaire, on aborde à Madrid les vrais problèmes : le commerce global de l'UE avec les Etats-Unis est quasi rééquilibré, ce qui témoigne de la bonne compétitivité des entreprises de l'Union. Mais des pans entiers de l'industrie, tels l'aéronautique et, plus encore, l'armement, sont gravement menacés. *« Les Etats-Unis s'en cachent à peine, ils veulent la faire disparaître. »* Face à ce péril, les réflexions de ce côté de l'Atlantique sur une politique de défense commune et sur la création d'une Agence européenne de l'armement sont au niveau zéro.

Evoquer ces secteurs menacés conduit à soulever les problèmes posés par la sous-évaluation du dollar. Un sujet apparemment tabou, que ni les Américains ni bon nombre des pays de l'Union ne veulent discuter. Leon Brittan est exaspéré dès qu'on lui dit que les mouvements de Yo-Yo du dollar font s'interroger sur l'opportunité de nouvelles réductions tarifaires. *« Pour lui, toute élimination des entraves aux échanges est bonne, même si elle est déséquilibrée »*, note le haut fonctionnaire bruxellois.

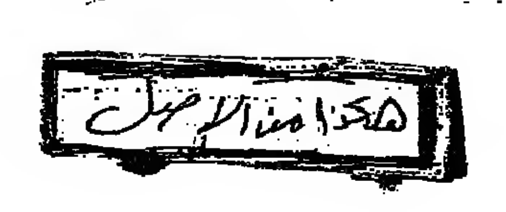
Les Allemands, les Anglais ne veulent pas que la monnaie figure à l'ordre du jour de Madrid. Membres du G 7, le club des pays les plus riches de la planète, ils préfèrent en parler dans cette enceinte. Et refusent de voir le dossier – sensible entre tous – tomber *entre les mains de la Commission.* Vu de Paris, le résultat n'est guère satisfaisant : les Français ont réussi à faire introduire dans le projet de texte une phrase emberlificotée d'une portée pratique limitée et dont il n'est même pas certain que les Américains acceptent qu'elle y soit maintenue.

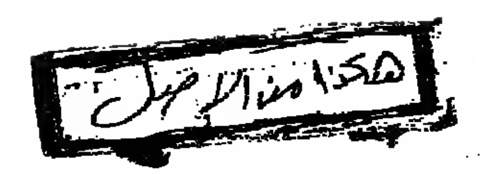
Autre sujet tabou, la sécurité. Le *joint action plan* oublie que la politique de sécurité est partie intégrante du traité de Maastricht et qu'une redistribution des rôles a été esquissée, il est vrai sans suite, lors du Sommet de l'OTAN en janvier 1994. Plusieurs pays membres (les neutres en particulier) ne veulent pas qu'on délibère de ces dossiers au niveau de l'Union. Sans compter que celle-ci, dans un domaine aussi sérieux, n'existe pas encore.

*Philippe Lemaître*

## *Les négociations sur le budget américain sont toujours dans l'impasse*

**Trois jours après leur reprise, les négociations budgétaires entre la Maison Blanche et la majorité républicaine du Congrès sont de nouveau dans l'impasse. Elles portent sur le montant de la réduction des dépenses nécessaire pour éliminer le déficit en sept ans. Qualifiées d'*« orageuses »*, les dernières discussions, vendredi 1er décembre, ont achoppé sur la question du montant de la réduction des dépenses pour éliminer le déficit en sept ans, chaque camp se basant sur des hypothèses de croissance différentes. *« Nous n'allons nulle part »*, avait déclaré jeudi soir le président de la commission du budget de la Chambre des représentants, le républicain John Kasich (Ohio), après une réunion avec les négociateurs de la Maison Blanche. *« Nous sommes encore loin d'un accord »*, avait de son côté lancé le sénateur démocrate Thomas Daschle (Dakota du Sud) qui ne voit pas de fin à ce bras de fer avant, au plus tôt, janvier.**







# Paris récuse le parti pris pro-serbe de certains officiers français à Sarajevo

## La France réaffirme qu'elle souhaite « le respect scrupuleux de l'accord de Dayton »

**Le ministère français de la défense a publié vendredi 1er décembre un communiqué désavouant les propos tenus par le général Bachelet, commandant de la Forpronu pour Sarajevo. Le général, ainsi que d'autres « casques bleus » français avaient paru prendre le parti des extrémistes serbes de Sarajevo, qui refusent la réunification de la capitale et réclament la révision de l'accord de Dayton.**

PARIS a désavoué, vendredi 1er décembre, le général Bachelet, commandant de la Forpronu pour la capitale bosniaque, qui avait mis en cause l'accord de paix conclu le 21 novembre à Dayton en raison du sort qu'il réserve aux Serbes de Sarajevo (*Le Monde* du 2 décembre). Ses propos *« ne reflètent pas la position du gouvernement français*, dit un communiqué publié par le ministère de la défense ; *la position de la France est fondée sur le respect scrupuleux de l'accord de Dayton auquel elle a pris toute sa part, et qui sera signé solennellement le 14 décembre à Paris »*.

La mise au point méritait d'être faite de la part du pays qui a tout fait pour accueillir cette cérémonie de signature de l'accord sur l'ex-Yougoslavie. Mais elle devait l'être surtout parce que les propos du général Bachelet avaient fait naître un grave soupçon sur la politique de la France en Bosnie. Certains officiers français à Sarajevo paraissent depuis quelque temps avoir pris fait et cause pour les leaders serbes séparatistes qui refusent que les quartiers dont ils ont pris le contrôle soient rattachés au reste de la capitale, sous administration bosniaque. Or, il y a quelques jours, Jacques Chirac écrivait à Bill Clinton que l'accord de Dayton ne comportait pas suffisamment de *« garanties »* pour les Serbes de Sarajevo. De là à supposer que la France, sous l'influence de ses militaires, vole au secours de ceux qui ont assiégé Sarajevo pendant trois ans et demi, il n'y avait qu'un pas.

*« Nous ne défendons évidemment pas les chefs de guerre d'Ilidza !* [l'un de ces quartiers serbes]*»*, déclarait vendredi un membre de l'entourage de M. Chirac. Le communiqué du ministère de la défense s'efforce lui aussi de briser cet amalgame, en rappelant le sens de la politique française en Bosnie : *« La France*, est-il dit, *est plus que jamais déterminée à affirmer l'identité d'une Bosnie-Herzégovine unie, pluriculturelle et démocratique. C'est dans ce cadre que s'inscrivent nos efforts pour donner les garanties nécessaires afin que les communautés concernées puissent y engager un processus de réconciliation et de paix. »*

**CHANCE PRÉCAIRE**

Paris veut croire que l'accord de Dayton offre une chance de faire revivre ensemble trois communautés qui se sont déchirées dans la guerre. C'est pour préserver cette chance – précaire – que la diplomatie française s'est efforcée ces dernières semaines de faire contrepoids aux Américains dans les négociations. Or, dit-on à l'Elysée, *« c'est à Sarajevo que cela se jouera, parce que Sarajevo est l'un des rares endroits de Bosnie où peut encore exister une vie démocratique et pluriculturelle »*. Le message que M. Chirac adressait à M. Clinton n'a pas d'autre sens que celui-là, affirme-t-on : *« Il n'est pas question de renégocier quoi que ce soit avec les chefs militaires serbes ; mais on ne peut assimiler tous les habitants des quartiers serbes de Sarajevo à des criminels de guerre. Il faut trouver parmi eux des interlocuteurs démocratiques et il faut aussi que les autorités bosniaques fassent des gestes envers eux. »*

Il y a sans doute, dans ces secteurs, une population serbe qui pense qu'elle ne survivra pas si on la livre sans protection aux autorités bosniaques de Sarajevo. Il y a aussi ses chefs, ceux qui ont « nettoyé » ces quartiers pour les investir et ont organisé le siège meurtrier du reste de la ville. Ceux qui menacent aujourd'hui de reprendre les armes ou bien d'organiser, sous les yeux des « casques bleus » français, le dernier grand exode de population en Bosnie : les miliciens, les militaires serbes, interlocuteurs « naturels » des officiers français à Sarajevo. A Paris, le président de la République, plus qu'aucun de ses homologues occidentaux, prête l'oreille à tous ceux qui plaident pour la survivance d'une certaine idée de la Bosnie, contre le fait accompli du « nettoyage ethnique » ; mais il prête aussi l'oreille à ses militaires, sans toujours s'apercevoir assez tôt de leurs dérives.

Vendredi, le discours que l'on tenait à l'Elysée était catégorique : c'est Paris qui impose sa ligne aux militaires et pas l'inverse. Si l'on ne nie pas en haut lieu que certains membres de la Forpronu aient une notoire tendance pro-serbe, on affirme qu'ils n'influencent pas la politique de la France et l'on souligne que les « casques bleus » français font un travail remarquable, dont l'essentiel profite aux Bosniaques. On dit comprendre aussi que les soldats sur place aient envie d'éviter *« d'avoir un jour à castagner »* si les forces serbes de Sarajevo s'opposent par les armes à l'entrée en vigueur de l'accord de Dayton qui prévoit leur retrait. Mais on soulignait vendredi que c'est *« la démarche politique qui prévaut »*, c'est-à-dire l'idée que Sarajevo ne sera véritablement la capitale réunifiée de la Bosnie que si elle compte encore une population serbe.

Une approche exactement inverse de celle du général Bachelet, qui a paru plaider contre la réunification de Sarajevo. Ses propos ont été mal accueillis par d'autres responsables de la Forpronu et, naturellement, par le gouvernement bosniaque, dont un membre suggérait vendredi à l'officier français de *« céder la place à quelqu'un de plus compétent »*. Le président Izetbegovic a de son côté répondu, dans une lettre à M. Chirac, au message que le chef de l'Etat français avait adressé à M. Clinton et rendu public. Il rappelle que *« les quartiers serbes de Sarajevo »* étaient en 1991 ceux où vivaient des minorités serbes, aux côtés de Croates et de Musulmans. Il écarte tout désir de vengeance contre des civils : *« Nous avons toujours trouvé la force d'établir une différence entre le peuple serbe et l'armée de Karadzic, et nous continuerons à le faire. »* Il n'est pas certain cependant que ce type de déclaration suffise à rassurer les Serbes de Sarajevo.

Quant à Radovan Karadzic, il a jugé vendredi que la France était mûre pour un chantage sur ses deux pilotes disparus, en suggérant que *« ceux qui les détiennent »* pourraient être sensibles à une action de Paris pour modifier le statut de Sarajevo prévu par l'accord de Dayton. La France a répondu une fois de plus qu'elle exigeait la libération sans condition des pilotes, et que M. Karadzic ne peut pas à la fois prétendre tout ignorer des deux hommes et poser les conditions de leur libération.

*C. T.*

# La laborieuse démocratisation turque

## Yachar Kemal, poursuivi pour un article sur la question kurde, a été acquitté grâce à la modification de la loi antiterroriste

**ISTANBUL**
*de notre correspondante*

L'acquittement, vendredi 1er décembre (*Le Monde* du 2 décembre) de l'écrivain turc Yachar Kemal par la Cour de sûreté de l'Etat sera probablement salué dans les capitales européennes comme un signe positif, un petit pas en avant dans la lente progression vers une Turquie plus démocratique. Les parlementaires européens, qui devront se prononcer le 13 décembre sur l'entrée en vigueur d'une union douanière entre la Turquie et l'Europe, ont imposé un certain nombre de conditions préalables pour entériner cet accord. Ils ont déjà obtenu la modification de l'article 8 de la loi antiterroriste, ce qui a permis l'acquittement de l'écrivain et la libération de cent vingt-trois détenus.

Si les restrictions à la liberté d'expression restent nombreuses et si des dizaines d'intellectuels demeurent en prison, le plus souvent du fait de leur prise de position sur la question kurde, le niveau du débat dans la société évolue considérablement. La presse turque, malgré ses lacunes, évoque maintenant les évacuations de villages kurdes et les excès des forces de sécurité. Sur les chaînes de télévision privées, la question kurde fait l'objet de débats marathon qui peuvent durer jusqu'à l'aube.

**ANACHRONISMES**

Les trois cent soixante mille personnes qui ont récemment visité la foire annuelle du livre à Istanbul ont été reçues par des dizaines d'employés vêtus de T-shirts noirs réclamant la *« liberté d'expression, tout de suite, pour tous »*. Les deux cent quarante-deux stands de la foire offraient aux acheteurs des ouvrages variés allant des traductions de romans étrangers aux livres sur le problème kurde, y compris certains ouvrages publiés par des intellectuels ayant été emprisonnés comme, par exemple, Haluk Gerger.

Dans un coin, des volontaires récoltaient des signatures : plus de vingt mille personnes se sont déjà déclarées coéditrices d'un nouveau livre sur la liberté d'opinion qui devrait paraître prochainement. Après avoir interrogé cent des mille quatre-vingts intellectuels qui avaient participé à une initiative similaire au printemps, le procureur, accablé par l'immensité de sa tâche, avait demandé à la Cour constitutionnelle de se prononcer sur la nécessité de poursuivre la procédure judiciaire.

Il serait dès lors faux de conclure que les lois anachroniques encore en vigueur ont réduit la Turquie au silence. Les autorités judiciaires ont beau multiplier les procès, elles ne parviennent pas à endiguer le flot d'informations. Les procès d'écrivains, de journalistes, paradoxalement ne font souvent que rehausser le prestige des condamnés qui utilisent le temps qu'ils passent en prison pour préparer leur prochain ouvrage.

*« Ceux qui défendent l'idée d'une division du pays sont interpellés. C'est une question d'interprétation des juges »*, explique Ilknur Ozdemir, directrice des éditions Can, qui avait publié le texte controversé de Yachar Kemal dans un recueil d'essais sur la liberté de pensée. Certains intellectuels, perçus comme étant une menace pour l'unité du pays, tels par exemple le sociologue turc Ismail Besikci, qui détient le triste record des condamnations avec un total de deux cents ans de prison pour ses publications sur la question kurde, sont jugés autant sur leurs intentions présumées que sur les termes utilisés. *« Même si Ismail Besikci écrivait un livre de géographie, il aurait des problèmes »*, explique Ayse Nur Zarakoglu, des éditions Belge, elle-même impliquée dans une quinzaine de procès. D'autres peuvent apparemment exprimer leur désaccord avec la ligne officielle impunément, pour autant que leur loyauté à la nation ne soit pas mise en doute.

Editeurs et intellectuels se plaignent de la *« paranoïa »* des autorités. Comment expliquer autrement l'ouverture du procès contre Yachar Kemal ? L'article qu'il avait publié était, certes, critique à l'égard de la politique du gouvernement, mais le doyen des lettres turques – parfois décrit comme *« le plus turc des écrivains kurdes, le plus kurde des écrivains turcs »* – a toujours milité pour la résolution du conflit et la cohabitation pacifique des Turcs et des Kurdes sur le territoire national.

*Nicole Pope*

# M. Millon envisage de demander le retour en France du général Bachelet

COMMANDANT les « casques bleus » du secteur de Sarajevo, le général de brigade Jean-René Bachelet a été désavoué par Charles Millon pour avoir critiqué l'accord de Dayton devant quelques journalistes. On considère, en effet, au ministère de la défense, que l'officier est sorti de son devoir de réserve. A l'un des journalistes avec lequel il s'était entretenu en privé et qui a néanmoins rapporté ses propos, le général Bachelet a affirmé que l'accord en question avait été signé *« quel que soit son prix »* pour *« servir les intérêts électoraux d'un candidat* [Bill Clinton est rééligible en 1996] *à la présidence des Etats-Unis »* et ajouté que *« le général de Gaulle aurait claqué la porte »* à Dayton. Dans l'entourage de M. Millon, on prête l'intention au ministre de la défense d'obtenir des Nations unies le retour en France du général Bachelet.

Saint-Cyrien et spécialiste de haute montagne, Jean-René Bachelet a notamment commandé le 27e bataillon de chasseurs alpins en 1987-1989. Avant d'être appelé à la tête du secteur de la Forpronu à Sarajevo, il a été, jusqu'au début de 1995, sous-chef d'état-major de l'armée de terre en charge des études, de la planification et des finances. Un poste où il s'est illustré par ses réflexions sur *« une nouvelle architecture »* des forces terrestres en termes de doctrine d'emploi et d'organisation.

A cinquante et un ans, le général Bachelet n'a jamais caché sa fierté de commander le contingent de la Forpronu à Sarajevo et, plus particulièrement, les bataillons français. En novembre, il confiait à des proches que *« les négociateurs américains* [à Dayton] *savent ce qui revient à l'action des forces françaises sans laquelle rien de ce qui a été réalisé à ce jour – en matière de retrait des armes lourdes des Serbes, d'ouverture des accès à Sarajevo et Gorazde, de rétablissement des services publics et de réalisation des conditions d'un cessez-le-feu – n'aurait pu l'être »*.

*J. I.*

# Le père d'un des deux pilotes disparus porte plainte pour séquestration

**NANCY**
*de notre correspondante*

*« Depuis quatre-vingt-douze jours, je n'ai aucune nouvelle de mon fils et de son camarade. Depuis quatre-vingt-douze jours, j'entends des informations et aussitôt leur contraire. Il suffit ! Je suis prêt à aller jusqu'au bout quel que soit le prix. Je veux qu'ils soient libérés et rapidement libérés. »* Jeudi 30 novembre, Jean-Louis Chiffot, père du capitaine Frédéric Chiffot, retenu en Bosnie, a déposé une plainte contre X... pour séquestration, auprès du procureur de la République de Nancy.

Le capitaine Frédéric Chiffot et le lieutenant José Souvigné sont tombés au cours d'une mission aérienne au-dessus de la Bosnie, il y a trois mois. *« Le ministre de la défense, qui détient des informations et a évoqué l'acte de "bandes inorganisées", devra être entendu le plus vite possible »*, déclarait Me Joël Lagrange, avocat du père du pilote. *« Des photos ont été publiées dans* Paris-Match, *on ne sait pas d'où elles venaient. Sur place, les journalistes et les militaires ont des informations. Nous voulons y accéder. »* Le procureur de la République, M. Finielz, a confirmé qu'il ouvrirait une information judiciaire. *« La procédure vise à obtenir des renseignements sur la situation actuelle des pilotes. Leur libération n'est pas de la compétence de la justice »*, a-t-il déclaré.

**OPACITÉ**

La succession d'informations contradictoires sur le sort des deux pilotes est jugée insupportable par les familles. Tendu mais déterminé, Jean-Louis Chiffot, militaire comme son fils, en retraite à la fin de l'année, a décidé d'agir pour dissiper l'opacité qui entoure l'affaire. *« La plainte délivre deux messages, le premier aux pouvoirs publics, qui ont un devoir de résultat. Le second aux ravisseurs pour qu'ils sachent qu'ils sont dans la ligne de mire de la justice française »*, soulignait Me Alain Behr, second avocat de la famille Chiffot.

*Monique Raux*

# Bill Clinton, le cousin d'Amérique, fait un triomphe en Irlande

**DUBLIN**
*de notre envoyé spécial*

La visite du président américain dans les deux parties de l'Irlande s'est achevée en triomphe, vendredi 1er décembre. Après avoir été fêté par les foules de Belfast et de Londonderry comme l'architecte de la paix retrouvée, comme celui qui, derrière la scène, a négocié et multiplié les pressions depuis trois ans sur toutes les parties au conflit, Bill Clinton a été accueilli un peu comme l'enfant du pays à Dublin. Tout semblait s'être arrêté pour sa visite. Pour les Dublinois, c'était un peu comme le retour d'un autre Irlandais, John Kennedy, il y a trente-deux ans. M. Clinton ne s'y est pas trompé qui, paraphrasant « J. F. K. » à Berlin, s'est exclamé : *« Je me sens comme un vrai Dublinois ! »*

Vedette d'un concert qui a électrisé une foule de près de cent mille personnes, cousin d'Amérique venu avec une promesse de paix dans la poche, mais aussi enfant prodigue qui n'avait plus foulé le sol de Dublin depuis 1968, alors qu'il était étudiant, M. Clinton était tout cela à la fois pour les Irlandais. Après avoir loué les écrivains et chanteurs de l'île – de James Joyce à U2 et aux Cranberries –, il a encouragé les Irlandais, du Nord et du Sud, à la réconciliation : *« Votre route est la nôtre, nous voulons la parcourir ensemble... L'Amérique sera avec vous sur le chemin de la paix – que vous voulez et que vous aurez »*, leur a-t-il dit avant de les *« remercier pour* [ce qu'ils ont fait] *pour la cause de la paix »* : *« S'il y a la paix en Irlande du Nord, c'est aussi votre victoire. »*

Après cette victoire, les Irlandais doivent continuer à bâtir la paix entre eux. *« Réalisez combien c'est difficile pour eux, au Nord, après avoir vécu opposés les uns aux autres. Aidez-les à franchir les prochains passages difficiles, cela en vaut la peine »*, leur a demandé M. Clinton. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le courant passe merveilleusement entre le président américain et les Irlandais, du premier ministre, John Bruton, à l'homme et à la femme de la rue ou au chef du Sinn Fein, Gerry Adams, invité au banquet officiel de vendredi soir. *« Bill »* a su trouver les mots pour toucher au cœur les gens de Dublin comme de Belfast, sans paraître prendre position pour l'un ou l'autre camp. Au contraire des dirigeants de Londres qui semblent aux Irlandais si éloignés de leurs préoccupations et trop froids.

Après le grand meeting de College Green et entre deux obligations officielles, M. Clinton a tenu à boire une pinte de bière locale dans un pub dublinois, Cassidy's, qui porte le nom de la mère du président. Ce fut le seul symbole des lointaines racines irlandaises du président. Lié à l'Irlande par sa mère et par son beau-père, Clinton, dont il a pris le nom, il n'a pas été à même de retrouver sur le terrain un parent incontestable, au contraire de Kennedy ou de Ronald Reagan.

D'un cottage en ruine du Fermanagh – juste au nord de la frontière –, au village d'Ardee, dont des habitants déployaient un calicot affirmant qu'il était *« la patrie du clan Clinton »*, nombreux ici sont ceux qui se voudraient apparentés au locataire de la Maison Blanche. Car Bill Clinton est aujourd'hui l'homme politique le plus populaire d'Irlande. A un an de l'élection présidentielle, il lui reste à convaincre ses compatriotes qui ne sont pas d'origine irlandaise.

*Patrice de Beer*

## L'opposition égyptienne n'a pas eu d'élu au premier tour des législatives

**LE CAIRE.** Pour la première fois depuis l'accession du président Hosni Moubarak au pouvoir, en 1981, aucun des quelque 500 candidats de l'opposition o'a pu entrer au Parlement, au terme du premier tour des élections législaoves en Egypte, marquées, selon l'opposition, par *« des fraudes massives »*. Avec 123 candidats élus, le Parti national démocrate (PND du président Moubarak) a remporté 90,4 % des sièges pourvus au premier tour, contre 13 *« indépendants »* élus. Ce résultat portait sur 439 des 444 sièges à pourvoir au total. Uo deuxième tour est prévu mercredi 6 décembre entre 606 candidats qui se disputeront 303 sièges. Le principal parti libéral égyptien, le Wafd (opposition), a accusé le gouvernement de ne plus vouloir *« supporter »* la présence de l'opposition au Parlement. – *(AFP.)*

### AMÉRIQUES

■ **MEXIQUE : après l'enregistrement par le Parlement d'une demande** d'ouverture de procès contre l'ancien président Carlos Salinas pour fraude et trahison, les autorités ont découvert, vendredi 1er décembre, que son frère Raul disposait d'un compte de 20 millions de dollars (100 millions de francs) à Londres. L'épouse de Raul Salinas a été récemment arrêtée eo Suisse, alors qu'elle s'apprêtait à retirer près de 84 millions de dollars d'un autre compte. – *(Reuter)*

■ **PÉROU : Miguel Rincon, numéro deux** du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, d'obédience guévariste, ainsi qu'une dizaine de ses guérilleros se sont rendus, à l'aube du vendredi 1er décembre, aux forces de l'ordre qui assiégeaieot la maison où ils s'étaient retranchés à Lima. Victor Polay, fondateur et idéologue du MRTA, a été arrêté en 1992 et condamné à la prisoo à perpétuité. – *(Corresp.)*

### PROCHE-ORIENT

■ **ISRAËL : une jeune colon soupçonnée d'avoir aidé l'assassin** d'Itzhak Rabin, a été libérée, vendredi 1er décembre, et placée en résideoce surveillée pour sept jours. Margalit Har-Shefi s'est vu confisquer son passeport et interdire tout cootact avec des journalistes ou des persoones impliquées dans le meurtre. – *(AFP.)*

### AFRIQUE

■ **CÔTE-D'IVOIRE : les élections municipales** ont été **reportées** au début de 1996, a annoncé, veodredi 1er décembre, le gouvernement ivoirien. Ce scrutin, qui était fixé au 17 décembre, aurait été la troisième consultation en moins de deux mois, après l'élection présidentielle du 22 octobre et les législatives du 26 oovembre. – *(AFP.)*

■ **LIBERIA : une zone démilitarisée** sera créée entre les fiefs des deux factions armées, le Front oational patriotique libérien (NPFL) de Charles Taylor et le Mouvement uni de libération (ULIMO) de Alhaji Kromah, a annoncé, vendredi 1er décembre, le gouvernemeot. Cette zone s'éteodra sur quinze kilomètre au nord de Gbarnga, la « capitale » de M. Taylot. – *(AFP.)*

### ASIE-PACIFIQUE

■ **AUSTRALIE : l'un des incendiaires du consulat de France à** Perth, le 17 juin, a été condamné vendredi 1er décembre à un an de prison. Il s'agit d'une femme de vingt-deux ans, Maya Catts, de nationalité israélienne, résidant eo Australie depuis un an. Elle était accusée d'avoir confectionné puis lancé des coktails Molotov pour protester cootre l'annonce de la reprise des essais oucléaires dans le Pacifique. Un complice, Bosco Boscovich, étudiant âgé de vingt ans, avait été condamné à trois ans de prison en août. – *(AFP.)*

■ **PHILIPPINES : un accord préliminaire avec les rebelles musulmans** a été signé par Manille, le vendredi 1er décembre, à Djakarta. Le gouvernement et le Froot de libération Moro (FMLN, qui a lancé une insurrection au début des années 70), étaient réunis depuis le 27 oovembre. Ils sont parvenus à des solutions dans les domaines de l'éducation, de l'économie et de la justice, mais n'oot pu conclure sur la mise en place d'un gouvernement provisoire pour la forte minorité musulmane de Mindanao, île du sud de l'archipel. – *(Reuter.)*

### ENVIRONNEMENT

■ **OZONE : la réunion d'experts gouvernementaux de 120 pays et de l'ONU**, tenue du 28 novembre ao 1er décembre à Vienne, pour discuter des moyens de freiner la destruction de la couche d'ozone s'est soldée par un échec. Les experts devaient adopter des recommandations sur les moyens d'accélérer l'interdictioo des substances anti-ozone. – *(AFP.)*

### ÉCONOMIE

■ **ÉTATS-UNIS** : l'indice de confiance des consommateurs calculé par le Conference Board a fortement augmenté en novembre, atteignant 101,4 points, contre 96,3 points en octobre. Les veotes de biens d'équipements noo militaires – meilleur indicateur de la conjoncture dans l'industrie – n'ont baissé que de 0,2 % en octobre (après 3 % de hausse en septembre. – *(AFP.)*

■ **UNION EUROPÉENNE : l'inflation est revenue à 3 % par an en** octobre, une légère baisse par rapport à septembre, selon les statistiques publiées par Eurostat. La Finlande a le taux le plus faible, la Grèce le plus élevé.

■ **VIETNAM : les bailleurs de fonds réunis à Paris ont octroyé**, vendredi 1er décembre, 2,3 milliards de dollars d'assistance au Vietnam pour 1996 (après 2 milliards en 1994). Vingt pays et seize organisations participaient à la oégociation. Les bailleurs oot encouragé Hanoï à accélérer ses réformes administratives et structurelles, en particulier son programme de privatisation, actuellement en panne. – *(AFP.)*

# Le président Caldera estime que le Venezuela est « disposé à accepter quelques sacrifices »

## Socialement, le pays reste un volcan prêt à exploser

**Elu président du Venezuela en 1993, au pire d'une crise bancaire sans précédent, Rafael Caldera voulait prendre ses distances avec la politique néolibérale de son prédécesseur, orchestrée par le FMI. Les négociations avec cet organisme international accusé de *« négliger le facteur social »* avancent cependant pas à pas. L'objectif de M. Caldera est de contrôler une grave crise aux multiples aspects.**

CARACAS
*de notre envoyé spécial*

Deux ans après son retour à la présidence du Venezuela – *« deux ons de problèmes et de souffronce »*, dit-il –, Rafael Caldera amorce avec beaucoup de prudence un virage spectaculaire pour affronter la crise la plus grave de l'histoire contemporaine du pays, seloo tous les experts. *« On ne comprend rien à lo situotion octuelle,* estime le président, *si l'on oublie lo dramatique crise bancaire dont nous avons hérité en 1993. Nous étions ou bord du kroch. Mon gouvernement a souvé lo mise à plus de trois millions de petits épargnonts. C'est un exploit. Autre héritage : les séquelles de l'épouvontable corruption des gouvernements précédents. »*

Rafael Caldera oe nie pas que sa victoire de 1993 est apparue comme une remise en cause d'une politique économique oéolibérale, mise en route en 1989 par l'ex-président Carlos Andres Perez, et orchestrée par le Fonds mooétaire internatiooal (FMI). Lui-même se flattait, pendant sa campagne, de vouloir signer une *« lettre d'intention »* avec le peuple vénézuélieo, allusion claire à une certaine distance prise avec l'organisme international.

Pourtaot, ce gouveroement vient d'eogager des oégociations avec le FMI pour un prêt de quelque 35 milliards de francs en échange d'un plan d'austérité impliquant des mesures draconiennes : dévaluatioo du bolivar, abandon du contrôle des changes et des prix, réduction de l'inflation (environ 70 % en 1995) et du très lourd déficit budgétaire (8 % du PIB), relance des privatisations.

Le président ooance : *« Je n'ai jomois dit que nous ne négocierions pas ovec les organismes internationoux de finoncement. J'espère que nous ollons vers un occord avec le FMI, mais rien n'est jamois sûr. C'est une équipe de techniciens compétents, mois qui a, de mon point de vue, une vision trop monétariste et donc limitée. Il néglige le facteur sociol. Ce qui n'est pas le cas de lo Banque interaméricoine de développement (BID), par exemple. »*

**SCEPTICISME**

Manifestemeot, Rafael Caldera ne souhaite pas accélérer le mouvemeot. Il préconise un accord *« groduel »* lui permettant de contrôler une crise qui impose pourtant, de l'avis de nombreux secteurs de la société et du FMI lui-même, des *« décisions rapides »* zon 1996. Pour le Vénézuélien moyen, il impliquera récession, chômage, hausse du coût de la vie, prévoit Roosevelt Velasquez, membre de la mission de négociations du FMI à Caracas. Il estime toutefois que *« lo dévaluation ne devrait pas être trop forte »*. L'instauration depuis fin octobre d'un taux de change préférentiel pour les touristes étrangers et les non-résidents, amorce en fait cette dévaluation inévitable.

Le gouvernement a remporté récemment une petite victoire en réussissant à augmenter le prix du super à la pompe sans provoquer de remous sociaux. L'essence ordinaire – un tabou dans un pays qui a longtemps cru être l'Arahie saoudite de l'Amérique latine – n'a pas été touchée. En février 1989, une hausse du carburant avait déclenché des émeutes ayant fait un millier de morts, selon un bilan officieux. *« Je crois,* dit le président Caldera, *que l'opinion est davantage disposée maintenant ò accepter quelques sacrifices. »* Mais, socialement, le Venezuela reste un volcan qui peut exploser à tont moment. Le taux de chômage officiel est de 25 %, et le secteur informel ne cesse de croître. Selon l'Unicef, 71 % des Vénézuéliens vivent dans des conditions de pauvreté. Conséquence : l'insécurité est aussi à la hausse, particulièrement à Caracas, où le bilan de fin de semaine atteint régulièrement une cinquantaine de morts violentes.

*« Après accord avec le FMI, le plan de privatisation pourrait nous rapporter 6 milliards de dollars en deux ans »*, affirme Carlos Bernardez, président du Fonds d'investissement (FIV). L'électricité, ce qui reste des téléphones, la corporation de Guyane sont en ligne de mire. Cette dernière devrait pourtant d'abord apurer ses comptes (7 milliards de francs de dette).

Et le pétrole, qui a rapporté quelque 1 500 milliards de francs à l'Etat depuis vingt ans ? Le docteur Giusti, patron de la Société nationale des pétroles vénézuéliens (PAV SA), est optimiste. Il estime que la *« croissance est une nécessité »* et prévoit *« une demande interne d'un million de barils par jour en 1996 »*. Pas question, selon lui, d'envisager une *« gorontie pétrole »* dans le cadre des futurs accords avec le FMI, comme ce fut le cas au Mexique. *« Les perspectives d'association avec le capital étranger sont excellentes »*, dit-il, particulièremeot pour les pétroles lourds de l'Orénoque et l'exploitation du gaz ; 300 milliards de francs d'investissements sont prévus pour les dix prochaines années.

Pour la première fois depuis la nationalisation du pétrole en 1975, les investisseurs étrangers ont un accès direct aux réserves pétrolières du pays. Là aussi, Rafael Caldera nuance sa philosophie : *« Je ne rejette pas les privatisations,* dit-il. *Si c'est utile, nous ouvrons lo porte ou capital étranger dans l'industrie pétrolière, mais l'Etat doit maintenir son contrôle sur l'essentiel. Pour nous, le pétrole n'est pas seulement un produit commerciol. »*

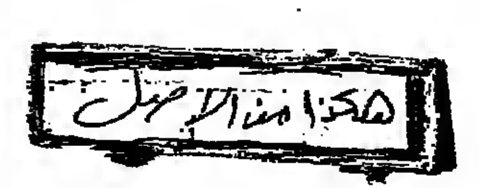
*Marcel Niedergang*

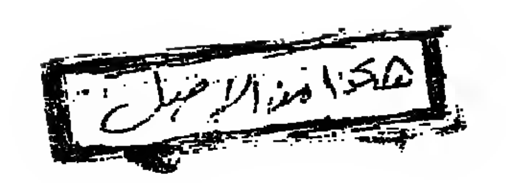
### Accord de principe entre Caracas et le FMI

**Le gouvernement vénézuélien est parvenu, vendredi 1er décembre, à un accord de principe avec le Fonds monétaire international concernant la discipline fiscale et une libération progressive du contrôle des changes en vigueur. Le ministre vénézuélien chargé de la planification, Edgar Paredes Pisani, a admis que l'augmentation des prix des carburants et de certains autres produits sont les principales entraves à un accord sans réserve. Les discussions achoppent aussi sur la réduction du déficit budgétaire dans un délai de deux ans, les taux d'intérêts, et le contrôle de l'inflation, qui a atteint 39,9 % au cours des dix premiers mois de 1995.**











# M. Boutros-Ghali « approuve la dimension politique que se donne la francophonie »

## Le secrétaire général de l'ONU s'oppose à des sanctions contre le Nigeria

**Le 6e sommet des pays *« ayant le français en partage »* devait s'ouvrir, samedi 2 décembre, à Cotonou, au Bénin, où Jacques Chirac était arrivé, la veille, sommet auquel assiste le secrétaire général des Nations unies. Le président français a déclaré que Paris *« ne banalisera pas »* ses relations avec l'Afrique.**

COTONOU
*de notre envoyé spécial*

Boutros Boutros-Ghali est un habitué des sommets francophones, naguère comme délégué de l'Egypte, aujourd'hui invité en tant que secrétaire général des Nations unies. Il a profité de sa venue au Bénin pour se rendre au Ghana, en Sierra Leone et au Libéria, ces deux derniers pays étant le théâtre de *« crises arphelines »*, oubliées par l'opinion mondiale, estime, dans un entretien au *Monde*, vendredi 1er décembre, M. Boutros-Ghali qui, à l'issue du sommet de Cotonou, ira en Côte-d'Ivoire pour la remise du prix Houphouët-Boigny au roi d'Espagne et à l'ancien président Carter.

A Abidjan, le secrétaire général de l'ONU pourrait évoquer le soutien dont cette capitale est créditée par certains à l'égard de l'opposition armée au Sierra Leone. A Freetown, il a *« encouragé »* les autorités locales à organiser *« sans coup férir »* les élections générales, fixées, en principe, au 26 février 1996, *« même si des opposants en armes occupent encore certaines régions. C'est ce qui fut fait au Cambodge, malgré l'existence des Khmers rouges, et cela a finalement profité au règlement politique, sans lequel l'aide économique occidentale ne reviendra pas au Sierra Leone »*.

Au Libéria, *« où la capitale est complètement détruite et où il y a eu plus de morts qu'en ex-Yougoslavie »*, le secrétaire général s'est entretenu avec les membres de l'autorité collégiale transitoire et a constaté leur *« réelle volonté d'aboutir à une solution politique »*. Le nombre des observateurs militaires de l'ONU (Monul) va passer de soixante-dix à cent soixante, mais la force interafricaine (Ecomog) n'est encore *« déployée que sur 15 % du territoire libérien »*.

La mise au ban du Nigeria après la récente pendaison de neuf militants ogonis n'arrange pas la situation au Libéria, car l'Ecomog est composée en majorité de soldats nigérians : 7 000 hommes sur 9 000. Après avoir vigoureusement condamné ces pendaisons d'opposants politiques, M. Boutros-Ghali ne paraît pas favorable à des sanctions internationales contre la junte d'Abuja, mesure qui, à ses yeux, risquerait d'aggraver les tensions en Afrique et de *« retarder en tout cas la solution de la question libérienne »*.

Le sort des réfugiés rwandais, *« qui sont au moins un million et demi »* éparpillés dans les Etats voisins, continue d'inquiéter le « patron » des Nations unies, qui a approuvé, vendredi, le retrait échelonné, sur deux à trois mois, des deux mille « casques bleus » de la Minuar encore présents sur place. Si ces personnes déplacées continuent, pour la plupart, de ne pas oser rentrer chez elles par peur de représailles, M. Boutros-Ghali craint que les donateurs étrangers, qui alimentent les camps de réfugiés, ne finissent par se lasser de cette situation. Au Burundi, *« l'action diplomatique à petits pas »* paraît toujours, à l'en croire, *« la seule voie »* pour atténuer les différends entre Hutus et Tutsis.

L'avenir du Sahara occidental est *« de nouveau d'actualité »* puisque le Conseil de sécurité de l'ONU s'apprête à adopter une résolution qui vise à simplifier les procédures d'identification des électeurs en vue du référendum d'autodétermination prévu de longue date. Si le Maroc et le Front Polisario rejetaient la nouvelle résolution, *« l'ONU pourrait alors cesser de s'occuper de ce dossier »*, menace M. Boutros-Ghali, qui se félicite, en revanche, de l'évolution du climat politique en Angola. *« Dans ce pays,* explique-t-il, *le succès est en vue, comme il a été atteint déjà au Mozambique et en Afrique du Sud »*.

S'agissant enfin des rumeurs qui ont circulé récemment sur sa possible reconversion en *« secrétaire général de la francophonie »*, poste politique dont la création doit être décidée par le sommet de Cotonou et qui sera pourvu d'un titulaire en 1997, M. Boutros-Ghali fait remarquer qu'il a *« encore un an à accomplir à l'ONU et* [qu'il n'a] *encore pris aucune décision au sujet de la poursuite de sa mission à New York ou non »*. Il approuve cependant *« la nouvelle dimension politique que se donne la francophonie, car elle ne peut qu'être bénéfique à la démocratisation et à la diversité des relations internationales »*.

*Jean-Pierre Péroncel-Hugoz*

■ **La chaîne francophone TV 5** doit diffuser, en collaboration avec *Le Monde*, dimanche 3 décembre à 18 h 30, des entretiens avec Jacques Chirac, Nicéphore Soglo et Boutros Boutros-Ghali à partir de Cotonou, à l'occasion du sixième sommet des pays *« ayant le français en partage »*.

### Le Boul'Mich à Cotonou

***« Ici, le Boul'Mich va jusqu'à la mer »*, ont lancé à Jacques Chirac des collégiens de Cotonou, venus assister, vendredi 1er décembre, à l'inauguration par le président français et son homologue béninois, Nicéphore Soglo, d'un boulevard Saint-Michel rénové. La cérémonie avait lieu à l'occasion de la visite officielle de M. Chirac au Bénin et de l'ouverture du sommet de la francophonie. Le boulevard a été aménagé aux frais de l'Association des maires francophones, que présida longtemps l'ancien maire de Paris. Le vieux rêve parisien de prolonger le Boul'Mich jusqu'à la mer a donc été réalisé à... Cotonou, où la longue artère aboutit à la lagune océanique qui baigne la capitale économique du Bénin.**

# Jacques Chirac affirme que le ministère de la coopération restera « indépendant »

## Le président français semble démentir les projets de « rapprochement » avec le Quai d'Orsay, un moment envisagés par Hervé de Charette, pour rassurer les gouvernements africains

JACQUES CHIRAC a assuré, vendredi 1er décembre, que tant qu'il serait président, il y aurait *« un ministère de la Coopération indépendant »*. Dans une allocution prononcée à Cotonou au cours du dîner offert en son honneur par le président béninois, Nicéphore Soglo, à la veille de l'ouverture du sommet de la francophonie, M. Chirac s'est ainsi inscrit en faux contre ceux qui préconisent le rattachement du ministère de la rue Monsieur à celui des affaires étrangères. En septembre, le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, avait provoqué une certaine surprise et des remous en déclarant que les deux ministères ne feraient *« plus qu'un »*, d'ici à deux ans. Devant l'embarras causé – notamment à l'Elysée – par cette annonce, qui semblait annoncer la fusion et, à terme, la disparition du ministère de la coopération, le Quai d'Orsay avait alors corrigé le tir en précisant qu'il ne s'agissait que d'un *« rapprochement »*.

En réaffirmant l'indépendance du ministère de la coopération, le président français a voulu manifestement rassurer les pays africains, qui voyaient dans le projet de rattachement un signe de désintérêt de la France à leur égard. *« Nous avions des inquiétudes, vous m'avez apporté un certain nombre d'apaisements »*, a déclaré le président Soglo à M. Chirac, après que celui-ci eut martelé que *« la France n'a aucune intention de se désengager dans le domaine du développement, ni de modifier le caractère privilégié de ses relations avec un certain nombre de pays africains »*. Ces relations privilégiées se maintiendront, *« contrairement aux analyses que j'entends ici ou là »*, a ajouté M. Chirac, qui a tenu à *« parler avec cœur »*, en renonçant au discours qu'il avait préparé, pour improviser son allocution.

Les propos de M. Chirac sont d'autant plus surprenants que les restrictions budgétaires en France portent aussi sur l'aide publique extérieure. M. Jacques Godfrain, qui est *« ministre délégué à la coopération auprès du ministre des affaires étrangères »* et qui accompagne le président de la République au Bénin, avait souligné, mercredi, en présentant au Sénat son budget 1996, que l'aide publique au développement serait en diminution par rapport à 1995. Baisse de 1,6 %, selon lui, mais nettement plus importante selon divers experts. – *(AFP, Reuter.)*

**MOUVEMENTS SOCIAUX** La CGT, dont le quarante-cinquième congrès s'ouvre dimanche 3 décembre, a appelé, vendredi, à *« un nouveau et puissant temps fort de l'action »* mardi 5 décembre. La commission exécutive de FO, réunie samedi 2 décembre, pourrait appeler à étendre le mouvement, voire à une *« grève générale illimitée ».*

**● ÉTUDIANTS :** François Bayrou devait recevoir, samedi 2 décembre, la coordination nationale, qui réclame une loi de programmation de 50 milliards de francs *(page 7).*

**● MOBILISATION.** Blocage à la SNCF et à la RATP. Prudence de la CGT chez Renault. Hésitations à La Poste. Trois syndicats de médecins pour une journée d'action *(page 8).*

**● LA PROVINCE** est moins affectée que l'Ile-de-France, les transports publics étant le plus souvent assurés. Les entreprises s'inquiètent du conflit à La Poste *(page 9).*

# La CGT et Force ouvrière veulent élargir le mouvement de grève

**Réunie en congrès pour six jours à partir de dimanche 3 décembre, la centrale à direction communiste est en pointe dans les conflits du secteur public, qu'elle voudrait élargir au privé. Cible du plan Juppé pour la Sécurité sociale, Marc Blondel durcit l'épreuve de force avec le premier ministre**

**SUR FOND** de durcissement et d'amplification du mouvement social, la fracture syndicale s'aggrave entre ceux qui, comme la CGT et FO et, dans leurs secteurs, le Groupe des dix et la FSU, jouent la carte de l'extension, et ceux qui, comme la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, jouent celle de l'apaisement.

Alors que, dans l'enseignement, la FEN consulte ses adhérents, l'UNSA s'interroge sur son maintien dans l'intersyndicale de la fonction publique. Tant à travers la dénonciation du plan Juppé sur la Sécurité sociale – avec la montée de la demande, comme dans l'appel commun des unions départementales CGT et FO de Loire-Atlantique pour une *« grève générale reconductible »* à partir de mardi 5 décembre, d'un *« retour aux trente-sept annuités et demie »* pour les retraites du régime général – que sur l'inclusion dans les cahiers revendicatifs des salaires, de l'emploi ou des privatisations, les revendications s'élargissent. Les syndicats ne maîtrisent pas toujours cette explosion des revendications, mais, si le mouvement s'emballe, il ne touche pas encore le secteur privé ou nationalisé concurrentiel, malgré des tentatives chez Renault et dans les banques.

En pointe, la CGT, dont le congrès s'ouvre dimanche 3 décembre, a proposé, vendredi, à FO, à la CFDT, à l'UNSA et *« à tous les autres »* syndicats de *« faire de la journée du 5 décembre un nouveau et puissant temps fort de l'action, avec l'objectif de renforcer l'unité, de développer encore plus de combativité, détermination, volonté de rassembler ».* Alors que ses fédérations de la fonction publique ont déjà appelé à une *« généralisation de la grève »*, la CGT veut *« obliger »* le gouvernement à *« ouvrir des négociations ».*

La CGT a l'avantage sur les autres d'être partout à la tête du mouvement, pesant d'un poids déterminant à la SNCF, à EDF-GDF, mais aussi à La Poste ou à la RATP, et de ne pas subir de concurrence, contrairement à la grève de la fin 1986 à la SNCF, où elle avait été mise hors jeu, comme les autres syndicats, par deux coordinations de cheminots. Elle multiplie d'autant plus les appels à la grève qu'elle ne veut pas être dépassée par des mouvements plus ou moins spontanés. Elle semble ainsi maîtriser la plupart des grèves et paraît « incontournable », à la SNCF notamment, pour la recherche d'une porte de sortie.

Force ouvrière est dans une situation moins favorable, étant justement dépendante, sur le terrain, de l'unité avec la CGT pour pouvoir mener des actions visibles, même si, au sommet, Marc Blondel, après avoir défilé aux côtés de Louis Viannet le 28 novembre, a, pour l'instant, refusé de renouveler l'exercice le 5 décembre. *« Lancer un appel unitaire,* expliquait M. Blondel, vendredi sur France-Info, *c'est un peu comme si, ensemble, nous définissions un programme et que nous voulions ensuite la réalisation de ce programme. »*

### Une majorité de Français soutiennent les grévistes

**39 % des Français soutiennent les actuels mouvements sociaux et 23 % ont pour eux de la *« sympathie »*, alors qu'ils ne sont que 30 % à y être *« opposés »* ou *« hostiles ».* C'est ce qu'indique un sondage CSA rendu public, samedi 2 décembre, par RTL et *Le Parisien-Aujourd'hui* et réalisé les 30 novembre et 1^er^ décembre auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes. Lorsqu'ils sont interrogés sur la mise en place d'un service minimum dans les services publics, 70 % des sondés s'y disent *« plutôt favorables »* et 25 % *« plutôt opposés ».* D'après cette enquête, 35 % des Français ne font *« pas du tout confiance »* et 30 % font *« peu confiance »* au gouvernement pour *« trouver des solutions satisfaisantes aux conflits sociaux dans les services publics »* ; ils ne sont que 31 % à faire *« très confiance »* ou *« assez confiance »* au gouvernement pour trouver des solutions.**

La commission exécutive de FO, réunie samedi 2 décembre, pourrait appeler à une grève générale illimitée ou reconductible ou, du moins, à une extension du mouvement à partir du 4 décembre. Plusieurs fédérations ont lancé des appels en ce sens, dès vendredi, dans la fonction publique, à la Sécurité sociale, dans les hôpitaux, à la défense, à EDF, ou dans plusieurs unions départementales. La Fédération FO des employés et cadres a même choisi la date du 1^er^ décembre pour une *« grève générale illimitée ».*

Cependant, FO souffre de sa dépendance vis-à-vis de la CGT dans une grande partie du secteur public, et de sa faiblesse dans le secteur privé. Inquiet devant une crise sociale qu'il juge *« très grave »*, Michel Huc, secrétaire général de la Fédération FO de la métallurgie, qui n'a pas appelé à une grève illimitée, estime que *« les salariés ne croient plus au bulletin de vote ». « La grève est la seule chose qui leur reste pour exprimer leur volonté de changement »*, explique-t-il.

M. Huc, qui pense que les salariés du privé sont *« solidaires »* des mouvements en cours, mais peu décidés à se lancer dans une grève illimitée, devait plaider pour que le mouvement n'apparaisse pas comme un *« conflit personnel »* entre M. Blondel et M. Juppé, au risque d'entraîner FO *« dans la voie d'une opposition politique ».* Vendredi, pourtant, M. Blondel s'en est pris au silence du premier ministre sur la lettre qu'il lui a adressée sur la Sécurité sociale, considérant que son désintérêt *« s'apparente à du mépris vis-à-vis des salariés et de leurs représentants ».*

La CFDT est très mal à l'aise. En apportant un soutien « critique » au plan Juppé, la confédération s'est privée d'être l'interlocuteur du gouvernement pour négocier l'issue d'un conflit dans lequel elle n'est pas directement partie prenante. Nicole Notat soutient ses organisations dans les entreprises publiques, mais ce sont généralement des fédérations oppositionnelles qui sont engagées dans les grèves en cours, à la SNCF, à la RATP ou dans les finances. Alors que, dans les entreprises, les militants CFDT sont en butte aux critiques des salariés pour leur *« caution »* au plan Juppé, la CFDT tente, avec succès pour l'instant, de résister aux « pressions unitaires » dans certains secteurs comme La Poste ou EDF (où elle a lancé une action pour le 13 décembre).

Néanmoins, des participations cédétistes sont inévitables dans les manifestations FO, le 4, ou CGT, le 5 décembre. M^me^ Notat, qui sait qu'elle devra attendre l'après-conflit pour jouer de nouveau sa carte d'un syndicat « responsable », est pourtant amenée à hausser le ton, prévenant, vendredi, sur France-Inter, qu'elle pourrait *« réagir fort »* si le remboursement de la dette sociale n'était pas déductible du revenu imposable.

Même si elle est engagée dans la grève à la SNCF – où elle a demandé sans succès un médiateur –, à la RATP et dans certains centres de tri, la CFTC a choisi de plaider pour une issue négociée, Alain Deleu, son président, dénonçant la *« chienlit » organisée par des « syndicats politisés »* qui rêvent d'un *« troisième tour social ».* Tout en se défendant de revoir en imagination le film de mai 1968, M. Deleu a demandé à MM. Chirac et Juppé de réunir pendant le week-end *« une table ronde avec les partenaires sociaux pour éviter le chaos ».*

Cette demande est vouée à l'échec, comme la proposition de *« sommet réformiste »* (CFDT, CFTC, CFE-CGC), que la CFDT juge, pour l'instant, prématurée.

***Michel Noblecourt***

# Les députés hésitent entre le dialogue et la stratégie de la tension

**LE 15 NOVEMBRE,** ils étaient heureux, rassurés, mobilisés. Pour la première fois depuis le mois de mai, les députés de la majorité s'étaient levés d'un même mouvement pour applaudir chaleureusement Alain Juppé, qui venait de présenter à l'Assemblée nationale son plan de sauvetage de la Sécurité sociale. La réforme, enfin, prenait corps. Quinze jours plus tard, grèves et manifestations ont douché ce bel enthousiasme. Les voilà inquiets, décidés à faire face, mais incertains sur la meilleure manière de sortir de ce bras de fer entre syndicats et gouvernement, hésitants sur le choix entre le dialogue et la stratégie de la tension.


RÉCIT

Rares, en effet, sont les parlementaires de droite qui, comme Yvon Jacob, affichent une réelle sérénité. *« On entend parler de mai 1968. Je n'y crois pas du tout et pas davantage à la montée d'un mouvement de grande ampleur. Dans ma circonscription, cela reste limité aux cheminots de Rennes et au centre de tri postal. La population n'a pas été entraînée »*, assure le député RPR d'Ille-et-Vilaine, dont l'optimisme n'est guère partagé. *« Ce mouvement a un côté irrationnel, imprévisible et par conséquent inquiétant »*, estime Bruno Bourg-Broc (RPR, Marne), président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. *« Moi aussi, j'ai été syndicaliste, je savais ce que je voulais. Là, on ne sait pas vraiment ce qu'ils veulent »*, observe François Guillaume, ancien président de la FNSEA et député (RPR) de Meurthe-et-Moselle.

Si beaucoup de parlementaires assurent, comme Denis Jacquat (UDF, Moselle), que *« la grève n'est pas très populaire »*, ils reconnaissent, pour la plupart, que la situation est incertaine et mouvante. *« Le sentiment est mélangé dans l'opinion publique. Il y a une irritation contre les grèves, mais cela n'exclut pas une certaine sympathie, du fait d'une inquiétude sourde »*, selon Thierry Mariani (RPR, Vaucluse). *« On est à un moment-charnière. Les gens sont hésitants, ni fondamentalement pour, ni radicalement contre ce mouvement. Beaucoup pensent que les fonctionnaires sont quand même des privilégiés, mais ils se disent qu'ils pourront peut-être profiter des revendications de la fonction publique »*, analyse Jean-Paul Anciaux (RPR, Saône-et-Loire).

Le sentiment unanime, cependant, est que la situation s'est tendue depuis jeudi ou vendredi. *« Jusqu'au début de cette semaine, dans une circonscription rurale comme la mienne, les gens ne voyaient encore dans cette agitation qu'un épiphénomène. Aujourd'hui, l'inquiétude est réelle »*, affirme Dominique Bussereau (UDF-PPDF). Tout y contribue : la paralysie des transports, brutale en Ile-de-France, devient chaque jour plus pesante en province, notamment pour les entreprises, privées d'approvisionnement, comme le remarquent aussi bien Bernard Accoyer (RPR, Haute-Savoie) que Simone Rignault (RPR, Nièvre). Tous soulignent que la paralysie progressive de La Poste constitue une menace de plus en plus sérieuse. Dans l'immédiat, enfin, chacun dénonce la *« politisation »* du mouvement et assure que la CGT est passée à la vitesse supérieure, multipliant les délégations et les pressions, durcissant le mouvement, de crainte d'être débordée.

**« TENIR » ET « EXPLIQUER »**

Reste la manière de gérer cette crise et d'en sortir. Dans l'ensemble, elle tient en deux mots : *« tenir »* et *« expliquer ». « Juppé ne doit rien lâcher sur le fond, même si l'on peut négocier sur la mise en œuvre. Si l'on recule cette fois-ci, on aura des morts sur n'importe quelle réforme »*, affirme Yves Nicolin (UDF-PR, Loire). Quant à la communication, la plupart se raccrochent à la conviction qu'elle permettra, petit à petit, de convaincre du bien-fondé de la réforme. *« Le projet a peut-être été mal vendu »*, reconnaît Yvon Jacob, pourtant enthousiaste dans les couloirs du Palais-Bourbon le 15 novembre.

Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne) estime que le dialogue *« se heurte à la recherche de l'affrontement et au rejet brutal ».* Ce que Jean-Michel Fourgous (RPR, Yvelines) traduit de façon beaucoup plus radicale : *« Il n'est pas question de continuer à négocier avec des gens qui ont montré dans quel mépris ils tiennent le pays. C'est une question de morale. Il va falloir que ces gens-là nous expliquent à quelle race ils appartiennent. »* Partagés entre l'espoir du dialogue et le constat que le message ne passe pas, les députés de la majorité jonglent avec toutes les hypothèses.

Christian Vanneste (RPR, Nord) a écrit à Alain Juppé, vendredi, pour lui demander de recourir au référendum. *« C'est prématuré »*, estime Jean-François Copé (RPR, Seine-et-Marne), résumant le sentiment général.

La dissolution de l'Assemblée pour renouveler le contrat de gouvernement ? *« Le risque est trop grand, et ça ne résoudrait aucun problème »*, assure Jean-Paul Anciaux. *« S'il y avait des élections demain, on se retrouverait avec cent ou cent cinquante députés du Front national »*, redoute, de son côté, Pierre Bédier (RPR, Yvelines), avant d'en appeler à des négociations rapides.

Quant à la mobilisation des usagers et à l'éventualité d'une contre-manifestation le 7 décembre, elle est loin de soulever l'enthousiasme, en tout cas en province. *« Ce n'est pas notre rôle »*, estime François Guillaume. *« Il faut être ferme, mais pas va-t-en-guerre »*, ajoute Jean Rosselot (RPR, Territoire de Belfort). Pour Denis Jacquat, *« ce serait une opération risquée, qui peut mettre de l'huile sur le feu ». « Une manifestation contre la grève, ça peut être une bonne chose vu de Paris, mais, en province, on ne mobilisera pas, car le mouvement ne pèse pas encore fortement sur la vie quotidienne »*, précise Alain Marsaud.

Il est vrai que la tonalité est très différente en Ile-de-France. Jean-François Copé, qui a été l'un des premiers à lancer un « comité pour la liberté du travail » et la défense des usagers dans sa ville de Meaux, assure que *« le moteur premier, dans cette affaire, c'est l'exaspération des usagers qui nous assaillent d'appels à la mairie, réclament des transports alternatifs ».* En Seine-Saint-Denis, l'ancien député Christian Demuynk, aujourd'hui sénateur, a tiré 80 000 pétitions de défense des usagers.

Jean de Gaulle (RPR, Paris) est lui aussi inondé d'appels de gens qui en ont *« ras-le-bol ».* Il entend pourtant calmer le jeu. *« Je suis partisan de la fermeté,* dit-il, *mais il faut préserver la cohésion sociale, et il serait dangereux de dresser une catégorie de Français contre une autre. »*

***Récit du service France***

# Le conflit gagne de nouveaux secteurs d'activité

**LE TRAFIC** ferroviaire demeurait paralysé sur l'ensemble du territoire samedi 2 décembre, tandis qu'à Paris la RATP était toujours dans l'incapacité d'assurer les transports publics. De multiples appels à la continuation de la grève, à son extension, ou à des rencontres entre syndicats ont été lancés vendredi dans la plupart des secteurs (banques, commerce, impôts, routiers, médecins, avions, enseignants, postiers...)

**● SNCF :** aucun train ne devait circuler samedi sur les lignes nationales. La SNCF prévoyait quelques liaisons sur Londres et Bruxelles. *« Pratiquement aucune desserte »*, selon la direction, ne devait être assurée sur les services régionaux de voyageurs (TER-Trans express régionaux). Un service de renseignements pour les usagers a été mis en place : 45-82-50-50, 40-45-42-87 (téléphone) ou 3615 code SNCF (Minitel).

**● RATP :** le trafic en banlieue parisienne était nul samedi dans le métro et le RER et *« quasiment inexistant »* pour les autobus, selon la RATP. Pour dimanche, la RATP prévoyait une situation identique. Renseignements au numéro vert (05-15-11-11) sur l'Info centre RATP (36-68-77-14) sur le répondeur RATP (43-46-14-14) ou sur Minitel (3615 code RATP).

**● TRAFIC AÉRIEN :** le trafic aérien a été interrompu pendant près de deux heures vendredi en raison de l'occupation des pistes par des grévistes de la direction du matériel d'Air France.

**● POSTE :** le mouvement de grève dans les centres de tri postal, qui touchait *« de l'ordre de la moitié »* des 130 centres vendredi, selon la direction, devrait déboucher sur un *« mouvement massif »* lundi à La Poste et à France Telecom, selon les syndicats. Vendredi en fin de journée, la CGT, majoritaire, et SUD-PTT affirmaient que la *« quasi-totalité »* des centres de tri étaient déjà en grève, alors que FO (22 % des voix) faisait état de 80 centres touchés. Le mouvement s'étendait également aux centres de camions jaunes de la région parisienne, mais semblait limité dans les bureaux de poste, ouverts dans leur *« quasi-totalité »*, selon la direction de La Poste. Le pourcentage de grévistes se situe *« en dessous de 2 % »*, selon la direction

**● POLICE-PRISONS :** la CGT-police invite *« toutes les organisations syndicales »* de policiers à rejoindre l'action revendicative dans la fonction et le secteur publics. Dans le secteur pénitentiaire, l'UFAP, syndicat majoritaire des gardiens de prison, se déclare favorable à la *« généralisation de la grève dans la fonction publique »* et à une manifestation nationale unitaire le 17 décembre. La CGT annonce qu'à son initiative, une rencontre avec l'UFAP et une troisième organisation syndicale, l'USP, est prévue lundi à Fleury-Mérogis afin de débattre *« des actions à proposer aux personnels ».*

**● INDUSTRIE :** les fédérations industrie chimique CGT et CGT-FO demandent à leurs adhérents de décider des actions, *« y compris la grève ».*

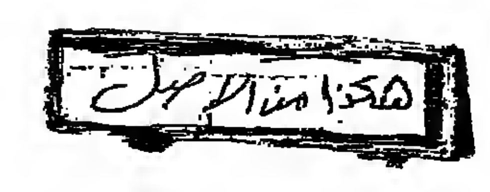
### La semaine sociale du 4 au 10 décembre

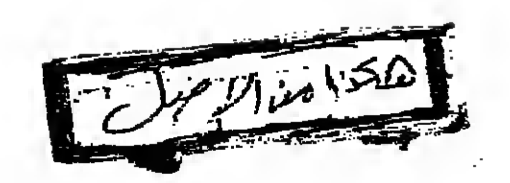
**● LUNDI 4 DÉCEMBRE.** La grève continue à la SNCF et à la RATP à l'appel de la quasi-totalité des syndicats.
L'UIAFP-FO (fonctionnaires, agents d'hôpitaux et PTT) appelle *« tous les fonctionnaires à développer l'action afin de paralyser les services y compris par la grève reconductible ».*
La Fédération des employés et cadres Force Ouvrière, une des plus importantes fédérations de FO, appelle à une grève générale illimitée. Appel commun des fédérations CGT et FO de l'équipement à la grève générale *« pour sauver la Sécurité sociale »* et *« pour le retrait du Plan Juppé ».*
La section parisienne du Syndicat national unitaire des instituteurs professeurs d'écoles et professeurs de collèges (SNUipp-FSU) ainsi que le SGEN-CFDT appellent à la grève dans les écoles de la capitale.
Les Fédérations FO-CGT-CFDT de la Banque appellent leurs organisations syndicales à *« développer l'action revendicative par des assemblées générales de personnel ».*
La Fédération FO Santé a déposé *« un préavis de grève générale reconductible à partir de lundi »* dans les hôpitaux.
Une assemblée générale du personnel de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime) a décidé d'appeler à un nouvel arrêt de travail de 24 heures, lundi, avec interruption de la fourniture de courant. Le syndicat FO d'Aéroports de Paris appelle à *« une grève immédiate »* pour *« le retrait du plan Juppé et des directives de remise en cause du service public ».*
La Fédération FO de la défense et des industries de l'armement appelle à continuer la lutte contre le plan Juppé *« y compris par la grève reconductible ».*

**● MARDI 5 DÉCEMBRE.** La CGT propose *« un nouveau et puissant temps fort de l'action »*, mardi 5 décembre, *« avec l'objectif de renforcer l'unité, de développer encore plus combativité, détermination, volonté de rassembler »* dans les secteurs public et privé. Une manifestation est envisagée à Paris.
Manifestation nationale de la coordination des étudiants.

**● *VENDREDI 8 DÉCEMBRE.*** A Air France et Air Inter, deux syndicats du personnel navigant commercial (hôtesses et stewards), le SNPNC et l'UNAC, ont déposé un préavis de grève pour le 7 décembre. D'autre part, les syndicats CGT, USPNT (pilotes et mécaniciens navigants), SNPNAC (pilotes), UGICT et CFTC ont déposé un préavis de grève de 24 heures reconductible pour le 7 décembre à Air Inter.
Chez Renault, la CGT appelle à une seconde journée d'action (après le 5) sur l'ensemble des sites du constructeur automobile. *« Ces journées doivent se dérouler sous forme de grèves et de manifestations »*, a déclaré la CGT.
L'intersyndicale CFDT, CGT, FO, SIC (indépendants et cadres) et SNA (autonomes) de la Banque de France appelle les salariés à tenir des assemblées générales et propose deux jours de grève les 7 et 8 décembre.












# François Bayrou ouvre les négociations

*« MA PORTE EST OUVERTE. J'attends la coordination, même à 3 heures du matin, je suis prêt. »* Pour sa première journée de consultations, François Bayrou, ministre de l'éducation nationale, aura patienté en pure perte. L'assemblée générale des deux cents délégués, réunie depuis vendredi 1er décembre dans la matinée à Censier (Paris-III), n'est parvenue à mettre en place une coordination nationale que tard dans la nuit de vendredi à samedi (*lire ci-contre*). Les entretiens avec les étudiants; que le ministre considère comme prioritaires, devaient donc débuter dans la journée de samedi.

Pour autant, M. Bayrou n'a pas perdu son temps. Tour à tour, il a rencontré les délégués de la Conférence des présidents d'université (CPU) puis les représentants des enseignants et des personnels, la Fédération syndicale unifiée (FSU), le SNE-Sup, la FEN, le SGEN-CFDT, FO et la FERC-CGT. A aucun d'eux, il n'a laissé percevoir le contenu de ses propositions. Elles seront présentées à l'issue de ce premier tour de piste, puis commentées dimanche 3 décembre lors de l'émission télévisée « 7 sur 7 » sur TF 1. Reçu par le premier ministre, Alain Juppé, vendredi vers 20 heures, le ministre de l'éducation s'est gardé de tout commentaire. Cette première négociation avec les représentants de l'enseignement supérieur apparaît comme un test de la volonté d'ouverture du gouvernement et de sa capacité à apaiser un conflit qui dure depuis huit semaines.

Le bureau de la Conférence des présidents d'université affichait une certaine satisfaction au terme d'un entretien d'une heure trente minutes qualifié d'*« encourageant »*. A la tête de la délégation de la Fédération syndicale unifiée (FSU), Michel Deschamps, son secrétaire général, était en revanche beaucoup plus circonspect : *« M. Bayrou et le gouvernement n'ont pas pris la mesure de l'ampleur de la crise. On ne sait toujours pas quels moyens ils entendent consacrer à l'enseignement supérieur. Le ministre de l'éducation ne peut guère rendre son plan crédible auprès des étudiants s'il pense s'en tirer avec des expédients, comme le transfert des agrégés du secondaire ou le recours aux réserves des universités. »*

Même tonalité au SGEN-CFDT : reçus pendant cinquante minutes, ses responsables ont développé leurs arguments devant un ministre peu bavard sur ses intentions, sauf pour parler de son projet d'états généraux de la *« rénovation de l'université »*. Accusé par la FSU *« d'avoir laissé pourrir le conflit »*, François Bayrou doit maintenant répondre aux revendications des personnels hostiles à la réforme de la Sécurité sociale. Des appels à la grève ont été lancés dès lundi par les syndicats parisiens du Snuipp, le syndicat des instituteurs de la FSU, et du SGEN-CFDT, ainsi que par la FERC-CGT, tandis que le SNE-Sup envisage des actions concertées avec les étudiants.

Dans les universités, la situation reste contrastée. La fin de la grève a été votée à la faculté des lettres d'Orléans, ainsi qu'à la faculté des sciences de Nice. En revanche, elle a démarré à la faculté des sciences de Montpellier et à celle d'Aix-Marseille, bloquée par près de huit cents personnels non enseignants. Tandis qu'une coordination lycéenne relayée par la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (FIDL) est en voie de constitution sur le thème de la sécurité, des classes surchargées, une autre coordination, formée d'étudiants handicapés, relève que *« beaucoup d'universités continuent à pratiquer l'exclusion par manque de moyens »* : manque d'accessibilité des facs anciennes, économie d'ascenseurs des facs nouvelles, absence d'équipements pédagogiques adaptés et personnel IATOS insuffisant pour les examens.

*M. D.*

# La coordination des étudiants appelle à manifester mardi 5 décembre

**CE FUT UNE JOURNÉE** et presque une nuit de dupes. Seize longues heures de palabres dans un « amphi » survolté et enfumé, émaillés de coups de gueule et d'horions, de crises de nerfs et de bousculades, de slogans martelés et de fréquents rappels à l'ordre. Ce fut un grand moment de *happening* ininterrompu comme savent les mettre en scène les spécialistes des manipulations de salle et des tractations tronquées, redoutables experts de la procédure en votes répétitifs pour savoir comment on vote et sur quoi on vote.

A 2 h 15, samedi 2 décembre, l'assemblée générale des deux cents délégués d'une cinquantaine d'universités, ouverte la veille à 10 h 30, avait enfin accouché d'une coordination et désigné ses 22 représentants. A ce stade, peu importait que François Bayrou attendît dans son bureau de la rue de Grenelle dans l'espoir vain de rencontrer des étudiants *« représentatifs »* après huit semaines de conflit. L'enjeu était ailleurs. Dans chaque camp, on faisait les comptes.

A ce jeu subtil, l'UNEF-ID, principale force syndicale, a perdu la partie, la délégation étant essentiellement composée de membres de sa rivale, l'UNEF. Ses responsables ont été contraints d'admettre leur défaite après l'élection d'une délégation composée en grande partie d'une alliance d'ex-frères ennemis : les communistes et les trotskistes, ceux de la Ligue et de Lutte ouvrière, les anarchistes de la CNT et les autonomes. Ils ont raflé l'essentiel des sept sièges dévolus aux universités parisiennes et une bonne partie des quinze réservés à ceux de province en ne laissant que des miettes au syndicat majoritaire. Ce n'est pas faute d'avoir tout tenté pour éviter cette *« coord, surréaliste »*, comme l'avait aussitôt baptisée un membre de la LCR.

*« Ça me fait mal au cul de voir ça. Je me casse. Notre chance est d'être uni. Faites du bon boulot. »* Vers 16 heures, le délégué d'Ageo avait hurlé son exaspération. Les problèmes de fond, les revendications, n'avaient pas encore été abordés et déjà se mettait en place un scénario prévisible. *« Vous allez voir. Certains ont intérêt à faire durer le plaisir pour qu'à la fin, il ne reste plus que des Parisiens »*, s'était écrié un délégué de Créteil. Vers 21 heures, ceux de Nancy, harassés et résignés, avaient délaissé le champ de bataille, sans donner une quelconque consigne de vote. Deux heures auparavant, ceux de Grenoble avaient été gentiment rappelés à l'ordre par le président de séance : *« Votre car va bientôt partir, n'oubliez pas de laisser vos procurations. »* En ce jour de grève, si l'essentiel des conclusions devait leur échapper, ils avaient au moins un moyen de transport. Toute la journée l'unique cabine de téléphone du couloir avait été assaillie par les étudiants qui se débattaient avec leurs problèmes d'avion, de voiture... et d'argent.

**« 150 000 EN PROVINCE »**

Dès le matin, l'entrée dans la salle constituait un véritable enjeu. *« Je suis maître de conf', laissez-moi rentrer, vous allez vous faire enculer par Bayrou et des délégués bidon ! »*, criait un professeur. Interdit de vote, un groupe d'étudiants « observateurs », noyauté par les *« totos »* (les autonomes, dans la mouvance anarchiste), avait réussi à pénétrer dans l'« amphi ». Durant des heures, l'essentiel des débats s'est enlisé sur la façon de représenter chaque faculté. Quelle place entre Paris et la province ? Un délégué par université ou un délégué par site ? Faut-il faire voter les universités médiocrement mobilisées comme celles qui ont mené le *« mouv' »* ? Procurations ou pas ? *« Nice a treize délégués, c'est du délire ! »* s'indignait quelqu'un. Le délégué de Nice, justement : *« Les facs parisiennes me font rigoler. Hier on était 20 000 à la manif à Paris, alors qu'on était 150 000 en province. »* Débat tranché : *« Une fac, un vote. »* Dans une assemblée indécise, les manœuvres d'appareil ont été déjouées dès lors qu'elles sont apparues trop voyantes. A Censier, Marie-Pierre Vieu, présidente de l'UNEF, prenait le pouls de ses troupes, tandis que d'un café voisin Pouria Amirshahi, président de l'UNEF-ID, percevait les échos tumultueux de l'« amphi ».

Sans s'être concertées, ces deux organisations partageaient la même volonté de mettre en place une structure appuyée par un Livre blanc de revendications opposables au ministre. L'accord fut près d'aboutir après la rédaction d'un appel de la coordination nationale adopté à une très large majorité. Balayant d'un revers le chiffrage de la Conférence des présidents d'université, avec qui l'UNEF-ID avait préparé une *« plate-forme »* commune, le nouveau texte ne fait pas dans la nuance : une loi de programmation de 50 milliards de francs sur cinq ans, la création de 25 000 postes d'enseignants-chercheurs et de 20 000 emplois IATOS (personnels non enseignants), l'arrêt des discriminations à l'égard des étudiants étrangers, la réquisition des facultés privées, un statut social de l'étudiant... un inventaire de la surenchère avec, en point d'orgue, un appel à une nouvelle manifestation nationale, mardi 5 décembre à Paris et l'association à celle du 17 décembre avec l'ensemble des salariés.

Par un renversement de tendance dû autant à la fatigue qu'à la nervosité ambiante, les délégués se montrèrent plus sensibles aux perspectives d'extension du mouvement social qu'à l'idée d'aller négocier pied à pied *« trois sous chez Bayrou »*. Dès lors, Omeya, délégué de Saint-Denis (Paris-VIII), nouvel élu de la coordination, n'eut guère de peine à faire acclamer un *« appel à la grève générale, le pouvoir aux assemblées souveraines et le refus des négociateurs imposteurs »*.

**Michel Delberghe** et **Béatrice Gurrey**

# Médecins : trois organisations appellent à une journée d'action

## Tout en se préparant à manifester le 17 décembre contre le plan gouvernemental sur la protection sociale, les professions de santé ne veulent pas se mêler aux fonctionnaires

**Sous la pression de leur base, trois syndicats de médecins ont décidé de traduire leur opposition au plan du premier ministre sur la protection sociale, en appelant les professions de santé et les assurés sociaux à une journée nationale d'action le 17 décembre. Ils n'entendent pourtant pas manifester en commun avec les fonctionnaires et les agents de l'Etat, dont certains syndicats avaient envisagé d'organiser, ce même jour, une grande manifestation nationale. La Confédération des syndicats médicaux français, un des organisateurs de ce mouvement, reproche au « plan Juppé » d'organiser un « *rationnement des soins* ». En revanche, MG-France, particulièrement bien implanté chez les généralistes, si elle juge « *inacceptable* » les pénalités financières imposées aux médecins, se refuse à condamner l'ensemble du projet du chef du gouvernement.**

LES « *TOUBIBS* » entrent dans la danse, mais à petits pas ! La Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), le Syndicat des médecins libéraux (SML) et la Fédération des médecins de France (FMF) ont appelé, vendredi 1er décembre, « *tous les professionnels de santé et les assurés sociaux à participer à une journée nationale d'action* » le 17 décembre. Elles organiseront, à Paris, une manifestation de protestation contre la réforme de la Sécurité sociale. Elles refusent, notamment, l'instauration d'un taux annuel d'évolution des dépenses d'assurance-maladie.

Jusqu'à présent, seul le SML s'était mobilisé. Cette organisation très minoritaire avait appelé ses adhérents à participer à la journée de grèves et de manifestations organisée le 28 novembre par FO. Le réveil de la CSMF, la plus importante organisation médicale, n'est pas surprenant. Son président, Claude Maffioli, avait sévèrement critiqué le plan Juppé, mais s'était montré hésitant sur la démarche à suivre (*Le Monde* du 29 novembre). Certains syndicats départementaux ont jugé son attitude trop complaisante à l'égard du gouvernement et ont réclamé une protestation plus vigoureuse.

Les trois organisations médicales ont joué, vendredi, au cours d'une conférence de presse commune, sur un registre alarmiste. « *Si le plan se met en place, c'est à terme le rationnement des soins* », a prévenu M. Maffioli. Sur la fibre sociale aussi. « *Ce rationnement touchera surtout les plus démunis et augmentera la fracture sociale* », a-t-il ajouté. Il n'a pas oublié d'agiter le spectre d'une étatisation, synonyme de pénurie. « *Est-ce que les Français sont prêts à s'inscrire sur des listes d'attente pour se faire opérer, comme en Grande-Bretagne ?* », s'est encore interrogé le président de la CSMF. Actuellement, les dépenses de santé par habitant sont supérieures de 25 % en France à ce qu'elles sont outre-Manche.

**CHACUN DE SON CÔTÉ**

MG-France, qui devait réunir son assemblée générale samedi et dimanche à Paris, ne s'est pas associé au mouvement. « *Je n'exclus pas une action, mais ce sera alors sur un point particulier* », précise son président, Richard Bouton.

A la tête d'un syndicat bien implanté chez les généralistes, il ne sent pas naître « *un véritable mouvement au sein du corps médical* ». MG-France juge certes « *inacceptables* » les pénalités financières imposées aux médecins pour non-respect des objectifs fixés en 1995. « *Nous ne rejettons pas pour autant l'ensemble du plan Juppé*, rappelle M. Bouton. *Nous approuvons totalement le principe d'une assurance-maladie universelle, l'élargissement de son financement à tous les revenus et l'intervention du Parlement pour fixer des objectifs de dépenses et de santé publique.* »

Il retrouve même, dans ce plan, l'esprit d'une de ses propositions : inciter les assurés à consulter en priorité un généraliste en améliorant leurs remboursements. MG-France est cependant hostile à l'« *expérimentation* » proposée par M. Juppé. « *L'expérimentation n'a de sens que si on veut rendre ce dispositif obligatoire*, explique M. Bouton. *Nous préférons un système volontaire pour le patient et le médecin.* »

Le rendez-vous du 17 décembre aura-t-il le succès du dernier défilé des professions de santé, qui avait jeté 200 000 personnes dans les rues de Paris, avec le soutien des partis de droite, en novembre 1992 ? Une chose est sûre : les médecins n'entendent pas, selon M. Maffioli, se joindre au mouvement des fonctionnaires et des employés des entreprises publiques, ni défiler aux côtés de la CGT ou de FO, comme en 1980. Le président de la CSMF assure que si les fonctionnaires et des salariés du privé manifestaient le 17 décembre, les médecins organiseraient « *une manifestation séparée* ».

*Jean-Michel Bezat*

# Renault : la CGT adopte une stratégie prudente

**ROUEN**
de *notre correspondant*

Les délégués CGT d'une dizaine d'établissements de Renault ont lancé, vendredi 1er décembre au matin, à Cléon, un appel pour que les salariés du groupe rejoignent le mouvement d'opposition au plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale « *par des arrêts de travail et des participations aux manifestations* ».

Réuni dans un gymnase du comité d'établissement de l'usine de Cléon, où sont fabriqués des moteurs et des boîtes de vitesses, l'état-major CGT de Renault avait choisi la Normandie « *pour des raisons pratiques* », la province étant plus aisément accessible que Paris et sa région.

Au terme d'un tour de table pour mesurer le niveau de mobilisation dans les principaux sites, le syndicat a adopté une stratégie prudente en fixant deux rendez-vous. Mardi 5 décembre, il appelle à participer à la journée d'action nationale « *pour la défense de la sécu et contre le plan Juppé* ».

## « Des départs pour tous à trente-sept ans et demi de cotisations au lieu de quarante »

Jeudi 7 décembre, il lancera une revendication spécifique au groupe Renault, « *la signature d'un contrat de solidarité qui permettra des départs des plus de cinquante-cinq ans pour embaucher des jeunes à la place. Comme en 1982 !* », a annoncé Daniel Sanchez, délégué central CGT du groupe Renault. Selon ses calculs, 3 500 salariés sur les 58 000 du « cartel » Renault seraient concernés. Le mot d'ordre sera « *Des départs pour tous à trente-sept ans et demi de cotisations au lieu de quarante* ».

Sollicitée jeudi 30 novembre par trois cents cheminots en grève du dépôt voisin de Sotteville-lès-Rouen venus aux grilles de l'usine de Cléon, la CGT de Renault se déclare prête « *à donner rendez-vous à tous ceux qui veulent opposer le public au privé* ».

Des assemblées générales organisées par les équipes du matin, de la journée et du soir ont réuni jeudi à Cléon un millier de personnes, selon la CGT, la moitié selon la direction, sur 5 500 salariés. Ce test a paru suffisamment concluant pour que soient « *menées des actions assez rapidement et que l'on rejoigne d'autres entreprises* », avançait vendredi un élu CGT de Cléon, pour qui la journée du lundi 4 décembre servira de véritable test.

« *Il s'agit de traduire sous la forme la plus appropriée le mécontentement des salariés de Renault.* » L'initiative sera laissée à chaque usine, où les autres organisations syndicales seront consultées, « *quelle que soit la position de leur confédération* ». Daniel Sanchez a fixé l'objectif sans en faire un véritable mot d'ordre : « *On est prêt à aller jusqu'au bout, y compris jusqu'à la grève générale.* » Mais pas question pour lui, cependant, de laisser Renault se fondre dans un mouvement aux thèmes trop généraux : « *On conservera notre propre dynamique. C'est la meilleure forme de solidarité que l'on peut apporter aux autres secteurs.* »

Les usines de l'ex-Régie ont aussi leurs propres problèmes à régler. Les mauvais chiffres des ventes d'automobiles sont venus en cette fin d'année amplifier une réelle inquiétude dans les ateliers. Deux indices en témoignent : la fermeture des usines de Cléon et de Sandouville, près du Havre, pendant la dernière semaine de 1995 et le maintien à un niveau très bas de l'intérim.

*Etienne Banzet*

# La Poste : les agents hésitent à faire grève

A MI-CHEMIN des grèves massives dans les transports publics et des mouvements ponctuels à EDF-GDF, les postiers hésitent. Vendredi 1er décembre, la direction dénombrait « *moins de 2 % de grévistes* », 3 500 personnes sur 220 000. Dans un communiqué, elle affirmait que « *de l'ordre de la moitié des centres de tri sont concernés par ce conflit. Toutefois, près de la quasi-totalité des bureaux restent ouverts et les tournées de distribution sont assurées* ».

Les deux syndicats les plus actifs dans ce mouvement, la CGT et SUD, se félicitaient de la mobilisation des postiers. Dans un communiqué publié jeudi, SUD ne cache pas sa volonté de politiser le mouvement : « *Des dizaines de centres PTT sont en grève (...). Juppé annonçait qu'il démissionnerait si deux millions de salariés manifestaient à Paris. A deux millions de grévistes, soyons persuadés qu'il reculera !* »

La mobilisation des centres de tri s'explique aisément. Souvent situés près des gares, ces établissements sont les plus influencés par les cheminots. De plus, chacun sait que les équipes de nuit sont davantage enclines à faire grève que celles de jour. Dans la plus grande discrétion, quelques centres auraient même repris le travail dans la journée de vendredi.

Les postiers n'ont pas de raison spécifique de se mettre en grève. Ni contrat de plan, ni changement de statut ne les menacent. Les précédents mouvements sociaux ont toujours été davantage suivis à France Télécom qu'à La Poste. Deux autres raisons expliquent le peu de succès, pour l'instant, du mouvement : les centres de tri parallèles quasi systématiques qui réduisent l'impact des grèves et la période de vente des calendriers particulièrement peu propice à la mobilisation des postiers.

Mais rien ne dit que cette situation va durer. Après les déclarations de François Fillon, ministre délégué à La Poste, aux télécommunications et à l'espace, semblant accélérer le changement de statut (*Le Monde* du 2 décembre), le personnel de France Télécom pourrait décider lundi de se mobiliser. Conscient du danger, l'Hôtel Matignon a atténué vendredi les propos ministériels : « *Les échéances qui résultent de l'ouverture à la concurrence du marché des télécommunications le 1er janvier 1998 ont été fixées par un communiqué du 30 août dernier* », affirme un communiqué qui rappelle que le capital de France Télécom « *demeurera majoritairement public et que les agents qui sont fonctionnaires conserveront leur statut* ». En raison des liens historiques entre France Télécom et La Poste, un mouvement dans la première entreprise pourrait inciter les postiers à durcir le leur.

*Frédéric Lemaître*

# « Le personnel hospitalier a basculé dans la catégorie des pauvres »

UNE VOITURE de police devant l'entrée. Deux ambulances. Des gens pressés. Des regards hagards ou simplement inquiets. Deux vieilles dames sur des civières : l'une gémit ; l'autre a les yeux fermés, une main sur le cœur. Un homme, prostré, observe le goutte-à-goutte qui irrigue son bras. Des froissements de blouses blanches, le balancement de portes mobiles, le cliquetis d'un lit à roulettes qui s'engouffre dans le couloir, une touffe de cheveux blancs sous une couverture crème, des milliers de pas silencieux qui tournolent, qui trottinent, courent d'une pièce à l'autre. Médicaments. Radios. Dossiers.

Le service des urgences de l'hôpital Saint-Antoine, à Paris, contraste avec la paralysie d'une capitale en panne. Ici, on ne chôme ni ne ralentit. Ici, « *c'est de la vie et de la mort que l'on traite* ».

« *Impossible* », la grève. Le mot d'ordre de débrayage des syndicats ? « *Parfait ! Juste inapplicable !* » Question d'« *éthique* », dit un jeune médecin. « *Jour de grève ou pas, il faut que l'infarctus qui arrive en urgence y reçoive le meilleur traitement du monde.* » De deux choses l'une, explique un aide-soignant : « *Ou bien on se déclare gréviste, et on est immédiatement réquisitionné pour un service minimal. Ou on laisse des copains se débrouiller seuls pour assurer le travail d'une dizaine de personnes, et il n'y a pas de quoi être fiers...* »

Donc, ils ne feront pas grève. Mais ils la soutiendront. Presque tous. Ils poseront à l'entrée du hall une banderole et porteront un brassard : « *En grève* ».

C'est en coulisses – une kitchenette de 5 mètres carrés, réservée au personnel qui ne s'y pose jamais plus de trois minutes – que les uns et les autres ont tenté d'expliquer les raisons de leurs velléités de rebellion. « *Un vrai gâchis, ce plan Juppé !* estime le jeune docteur. *C'était le moment de mettre à plat le financement du système de santé ; de s'attaquer courageusement au lobby des médecins, de comprendre que leur trop grand nombre est directement responsable de la surconsommation médicale ! (...) Ce projet est à la fois incomplet, couard, et mal communiqué.* »

**« RAS-L'BOL GIGANTESQUE »**

Il est surtout « *injuste* », dénonce une surveillante du service. « *On s'attaque aux faibles ! Comment ne pas voir, quand les boursicoteurs s'enrichissent, qu'une part importante de la population – dont le personnel hospitalier – a basculé dans la catégorie des pauvres, et que bien des anciens pauvres ont totalement sombré dans le monde des exclus ?* » Elle les rencontre chaque jour, aux urgences, largués, de plus en plus marginaux.

« *Juppé n'a aucune idée de la détresse de ce pays ! Il est d'une autre planète. Son incapacité à comprendre la nôtre va faire échouer une réforme que je sais urgente et nécessaire. C'est trop bête ! Sécu, pauvreté, chômage, sida, impôts... Tout s'amalgame dans un ras-l'bol gigantesque.* » Elle pense à 68. Mais c'est bien plus triste que 68. « *Car on débouche sur une impasse.* »

Trois aide-soignants prennent un repas sur le pouce, interrompus dix fois. « *Le coup de la retraite, ça c'est inadmissible ! Comme si, d'un coup, on baissait des salaires qui sont déjà minables ! Un coup bas qui anéantit des années de combat !* »

Un infirmier n'est pas d'accord. Il n'avait rien contre Mitterrand, il n'a rien contre Chirac. Mais il soutient la grève car il veut « *plus d'égalité* » en France : « *Tant de mal pour que ma grand-mère bien française obtienne une assistance médicale, alors que Roumains, Africains, Tunisiens se font soigner gratuitement et cumulent les avantages !* »

La petite infirmière blonde qui vient d'entrer dans la pièce n'a pas voté Chirac, ne fait donc pas partie des « *déçus* », et rejette toute idée de grève. « *Je suis la seule et je m'en moque ! On est des fonctionnaires. On est bourré de privilèges dans une société dévastée par le chômage. Alors on se la ferme !*

– *Mais je rêve !* dit l'aide-soignant anti-Juppé. *Quels avantages ?*

– *La sécurité de l'emploi.*

– *Et quoi d'autre ?*

– *Aujourd'hui, cette sécurité-là vaut de l'or.*

– *Mais, dis-moi, tu es contente de prendre parfois des vacances...*

– *Evidemment.*

– *Eh bien, si des syndicats ne l'étaient fermée, comme tu dis, tu n'aurais jamais acquis un droit aux vacances...*

– *C'était en d'autres temps. C'est quoi, ton ambition, en soutenant cette grève, qui ennuie tant de gens moins chanceux que nous le sommes ?*

– *Défendre notre régime de retraite.*

– *Je pense qu'un ouvrier, un artisan ou un mineur qui bosse douze plombes par jour est aussi pompé que moi ! Au nom de quoi continuerais-je à revendiquer un régime de faveur ? De toute façon, quand l'heure viendra, il n'y aura plus personne qui cotisera pour moi...* »

*Annick Cojean*



# SNCF : Bernard Pons laisse sa porte ouverte aux syndicats

BERNARD PONS, ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme, a reçu successivement vendredi 1er décembre des syndicats de la SNCF et de la RATP. A l'issue de leur entrevue avec le ministre, la quasi-totalité des syndicats de l'entreprise ferroviaire et de la Régie des transports parisiens ont appelé leurs adhérents à se prononcer sur la poursuite du mouvement de grève, dans le cadre des différentes assemblées générales qui devaient avoir lieu sur les lieux de travail samedi matin.

Les syndicats CGT, FO, Autonome, CFDT, CFTC et indépendants de la RATP ont établi une déclaration commune dans laquelle ils ont affirmé que le ministre n'avait pas voulu entendre le mécontentement des 39 000 agents de la RATP et qu'il persistait à vouloir remettre en cause « *la protection sociale et le régime de retraite de la RATP* ». Ils ont donc appelé leurs adhérents à « *continuer et amplifier l'action* ».

La CGT a expliqué que « *l'entrevue avec le ministre avait été pire que ce qu'on pouvait attendre* ». Le syndicat a expliqué que l'allongement des durées de cotisation pénaliserait notamment l'embauche des jeunes. La CFDT a mis en avant la spécificité du régime maladie de la RATP – les médecins sont directement rattachés à la caisse – en suggérant qu'« *il pourrait servir de modèle au régime général* ».

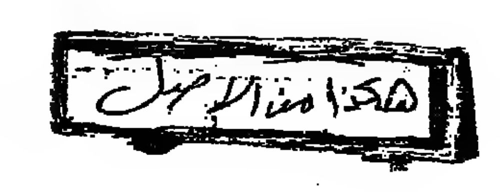
Les syndicats de la SNCF ont rappelé au ministre leur attachement à leur régime de retraite mais aussi leurs inquiétudes quant au futur contrat de plan. Ils ont expliqué que le ministre leur avait apporté « *deux réponses négatives* » et que le gouvernement voulait manifestement « *prendre les usagers en otage* ».

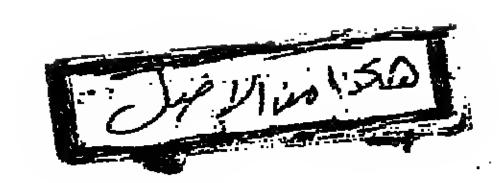
**« LA HACHE DE GUERRE »**

La CGT a déclaré qu'ainsi « *le gouvernement avait déterré la hache de guerre* ». Les syndicats se sont dit « *persuadés que les usagers pouvaient comprendre leur mobilisation pour la défense du service public et que la mise en place du contrat de plan de la SNCF se traduirait par une hausse des tarifs de 6 % par an* ». Ils ont « *conseillé au gouvernement de les revoir avant le comité central d'entreprise prévu le 12 décembre, à la veille du conseil d'administration qui doit approuver la signature du contrat de plan* ».

Bernard Pons a déclaré qu'il avait expliqué aux syndicats que le gouvernement avait constaté que certains régimes de retraite étaient en difficulté et qu'il avait donc mis en place une commission indépendante, composée d'hommes venant d'horizons différents. Il a ajouté qu'il avait invité les syndicats à se rendre devant cette commission pour expliquer les spécificités de chacun de leur métier qui justifient la spécificité de chacun de leur régime de retraite. Il a conclu en affirmant qu'il laissait sa « *porte ouverte* » aux syndicats.

*Christophe Jakubyszyn*







# En province, la grève des transports publics perturbe moins l'activité qu'en Ile-de-France

## Les entreprises s'inquiètent du mouvement à La Poste

**La situation provoquée par les conflits sociaux n'est pas perçue de la même façon en Ile-de-France et dans les agglomérations de province. La mobilisation étudiante et lycéenne n'a pas eu la même ampleur dans la capitale que dans d'autres villes comme Toulouse, Nantes, Strasbourg ou Dijon. L'initiative du RPR de susciter la création de comités d'usagers n'a, pour l'heure, recueillie que des échos limités.**

L'AGITATION sociale affecte essentiellement l'Ile-de-France où la grève des transports a des conséquences directes sur le déplacement quotidien de plus de dix millions de personnes et sur l'activité des entreprises. En province la situation est plus contrastée.

A Marseille, les cheminots restent très mobilisés et recourent parfois à des « opérations sourire », en allumant des grands feux de bois et cbantant des airs de Jean Ferrat. A Nantes, on commente largement les graves écbauffourées de jeudi. La condamnation des saccages est unanime, mais, dans les cafés, les avis sur la grève des services publics sont plus modulés. *« On sent monter une revendication de remise d plat de l'ensemble des revendications et privilèges des uns et des outres »*, explique Loïc Francheteau, patron du Flesselles, en ajoutant : *« L'heure est au partage solidaire, oui, mais aussi ou partage des déficits. Les chômeurs et les RMistes voudraient bien que ceux qui manifestent pour défendre leurs acquis les écoutent aussi. »*

Lyon coulerait presque des jours tranquilles. Certes le courrier a tendance à se raréfier, mais les transports en commun fonctionnent. Comme les trains sont aux abonnés absents, l'aéroport de Satolas ne désemplit pas. Pour la seule journée du 1er décembre, l'offre de sièges aériens a été augmentée de 91 %. Certaines entreprises font preuve d'opportunisme commercial : un transporteur privé, Jet Services, dont le siège est à Lyon, propose *« un service de distribution de documents et de petit colis urgents pour tous ceux qui sont actuellement démunis. »*

L'Alsace, qui est restée plutôt calme sur le front des manifestations, voit cependant se durcir la grève des cheminots. Les ateliers de Bischeim, qui entretiennent les TGV, sont bloqués par des piquets de grève. L'université de Strasbourg, qui était restée en marge, bouge : vendredi des étudiants ont investi les bâtiments de la faculté des sciences humaines. A Mulhouse, FO, syndicat majoritaire dans les transports publics de l'agglomération, a déposé un préavis de grève pour lundi 4 décembre.

Dijon semble vivre dans une parenthèse. Les jeudi, traditionnellement, sont particulièrement studieux sur le campus de l'université de Bourgogne, les « jeudis de l'entreprise » réunissant patrons et étudiants pour dialoguer sur les métiers de demain. Le 30 novembre n'a pas dérogé à la règle. Ils étaient 150 étudiants à s'intéresser à l'industrie de l'emballage et à la grande distribution. Le matin, guère plus de 800 étudiants et quelques lycéens étaient descendus en ville pour réclamer, du côté de l'IUT, machines-outils, ordinateurs et professeurs.

### LA ROUTINE BORDELAISE

Bordeaux, depuis qu'Alain Juppé en est maire, a eu le temps de s'installer dans la contestation. Une routine. La ville n'a jamais eu tant le sentiment d'être devenue le bureau des pleurs de la nation. *« Un premier ministre, ça n'a pas que des ovantages »*, disaient les Bordelais, qui complètent maintenant par : *« Un premier ministre, ça présente pas mal d'inconvénients... »*. Les embouteillages, on connaît depuis longtemps ! Les vraies inquiétudes ont commencé avec la grève de la SNCF qui pénalise les entreprises utilisant à la fois le rail et le port. Si le fret d'un cargo ne peut être évacué par le rail, il faut trouver en remplacement cinquante camions.

L'initiative du RPR de susciter la création de comités d'usagers n'a pas encore rencontré ici et là un écbo manifeste. Cependant Louis de Broissia, député RPR de la Côte-d'Or, dit qu'il reçoit de nombreuses lettres et appels de protestation des usagers. Membre du bureau exécutif du RPR, il *« occampagnera la création de ces comités car cette grève n'est pas un troisième tour sacial mais prend une tournure politique »*.

A Lyon les rédactions des quotidiens ont reçu un fax d'un « comité pour la liberté du travail » dont les coordonnnées de l'expéditeur ont été volontairement effacées. On laisse entendre dans l'entourage de Marc Fraysse, autre député RPR du Rhône qu'un comité serait en cours de création. *« Ce ne sont pas trois syndicalistes qui vont bloquer le pays »*, fait observer l'un de ses collaborateurs.

Secrétaire départemental adjoint du RPR des Bouches-du-Rhône Gérard Jouve veut organiser une manifestation prochainement. *« Naus serons 50 000 sur la Conebière, paysans, ortisons, chefs d'entreprises, braves gens. »* Quant à André Tameza, militant et pilier du mouvement néo- gaulliste de Loire-Atlantique, sa stratégie est claire : *« On descendra dans lo rue pour redonner l'expression d la majorité silencieuse. Il faudro bien choisir le moment, pas trop tôt pour ne pas provoquer de contre-émeute et ottendre que le mouvement s'épuise, comme en 1965. »*

*de nos correspondants*

# Sous les mots, les fantasmes de mai 1968

IL Y AVAIT *« Sous les pavés, lo plage »*, et Jacques Chirac était déjà là. Le 3 mai 1968, celui qui n'était encore qu'un jeune secrétaire d'Etat à l'emploi attend au square d'Anvers, un revolver en poche, qu'un inconnu le conduise jusqu'au troisième étage d'un immeuble de la rue Chaptal où, selon le récit qu'en a fait Philippe Alexandre (*L'Elysée en péril*, Fayard, 1969), deux responsables cégétistes, Georges Séguy et Henri Krasucki, sont prêts à l'entendre.

Ce sont là les prémices clandestines des accords de Grenelle, qui se traduiront peu après par un armistice, jugé plutôt bienvenu, entre le premier ministre de l'époque, Georges Pompidou, et les fauteurs de troubles, auteurs de la *« chienlit »*, comme a dit le général de Gaulle, inopinément rabelaisien. Cet épisode donne aussi une idée des relations discrètes qui peuvent exister, de tout temps, entre pouvoir et syndicats. Vingt-sept ans plus tard, un jeune député RPR des Yvelines, Pierre Bédier, espère, pareillement, que *« des émissaires se verront pendant le week-end »* pour éviter le pire – la *« chienlit »* que déclare précisément redouter Alain Deleu, président de la CFTC.

Sous les mots, les fantasmes. La dramatisation recherchée par le RPR – dont le secrétaire général évoquait l'hypothèse d'une *« contre-manifestation »*, tandis que le mouvement commençait à diffuser à ses cadres des conseils précis afin d'organiser la grogne des usagers des services publics (*Le Monde* du 2 décembre) – n'a rien de fortuit. La formation de comités d'usagers n'est pas sans rappeler celle des Comités pour la défense de la République (CDR), créés en mai 1968 par Charles Pasqua pour que, selon le voeu de de Gaulle, *« portout et tout de suite s'organise l'action civique »*.

A gauche, le secrétaire national du PSU, Michel Rocard, proposait alors d'organiser des « comités d'action ouvriers-étudiants ». A l'Assemblée nationale, le 22 mai 1968, le débat de censure n'intéressait guère que les habitués. Un député, François Mitterrand, réclama la dissolution de l'Assemblée nationale en lançant à l'adresse du premier ministre en place : *« Il faut d'abord que vous partiez ! »* Le surlendemain, un cortège d'étudiants passa devant le Palais-Bourbon sans un regard pour l'Assemblée souveraine.

Les députés pourraient discuter le 8 ou le 9 décembre de la motion de censure que le PS a décidé de déposer.

*Jean-Louis Saux*

# Autocars privés, bateaux-bus et réduction dans les hôtels...

L'IMAGINATION ou l'entraide ne suffiront pas. Dans les rues embouteillées de la capitale, de plus en plus de parisiens circulent à pied, à vélo, en patins à roulettes, on tendent le pouce. Dans les administrations comme dans les entreprises, le système D va bon train. Des listes d'automobilistes et de motocyclistes en partance circulent. Afin de ne pas pénaliser les usagers des transports en commun qui ont, par nécessité, pris leur véhicule personnel, la préfecture de police de Paris a décidé, jeudi 28 novembre, de suspendre les contraventions et les mises en fourrière. Une décision reconduite vendredi 1er décembre et étendue à l'ensemble de l'Ile-de-France. Malgré les contestations de plusieurs organisations syndicales, la préfecture de police de Paris envisage également d'autoriser l'ouverture des commerces tous les dimanches jusqu'à la fin du mois.

Le Syndicat des transports parisiens (STP) mettrait par ailleurs la dernière main à un plan pour que des sociétés d'autocars privées transportent les Franciliens jusqu'aux portes de Paris dès lundi 4 décembre. Entre 1 000 et 1 500 autocars pourraient être *« réquisitionnés »*. dans ses éditions du 2 décembre, *Le Parisien* publie la carte des quarante et une communes de la banlieue parisienne d'où devraient partir ces cars, ainsi que leur quatorze terminus parisiens. Mercredi 29 novembre, Michel Giraud, président RPR du conseil régional d'Ile-de-France, proposait d'utiliser *« les 2 200 autobus disponibles des entreprises de transport privées »*. Une dizaine de bateaux-bus devraient compléter le dispositif.

Dans les Hauts-de-Seine, à Châtenay-Malabry, la mairie a loué un car pour le ramassage scolaire et, à Bois-Colombes, le maire a affrété trois navettes pour la gare Saint-Lazare. Dès lundi, les habitants de Neuilly-Plaisance (Seine-Saint-Denis) pourront prendre une navette gratuite à destination de la Nation ou du Châtelet. Dans les Yvelines, la ville de Houilles a mis en place un service d'auto-stop. Ainsi, trois « points de rencontre » ont été installés. Dans le Val-de-Marne, afin de pallier la grève des postiers, les chômeurs ont été conviés à venir pointer à l'ANPE directement au guichet, à partir de lundi 4 décembre. L'Unedic invite tons les chômeurs à faire de même.

Les compagnies aériennes Air France et Air Liberté ont d'autre part augmenté leurs services de bus et la compagnie AOM propose des tarifs réduits aux détenteurs de billets de train non utilisés (*lire aussi page 20*). Les hôtels Ibis et Sofitel Saint-Jacques offrent quant à eux des réductions aux banlieusards, sur présentation d'un justificatif de domicile. A Lyon, l'association France-Voyageurs organise une desserte vers Paris ou d'autres villes de province avec l'aide d'un transporteur privé. De nombreux centres de tri postaux « parallèles » ont par ailleurs été installés. A Caen, la direction de La Poste du Calvados a mis en place sa plate-forme parallèle dans un hangar glacial, un court de tennis loué pour l'occasion. Quelques agents auxiliaires ont été recrutés par l'intermédiaire d'entreprises d'intérim.

Une soixantaine de véhicules, dont environ vingt camions de transporteurs privés, chargent et déchargent les sacs à longueur de journée. A Strasbourg ou à Carcassonne, des systèmes similaires fonctionnent.

*L. F.*

### *Aucun moyen militaire requis à ce jour*

**Le ministère de la défense examine, sans décision à ce jour, samedi 2 décembre, l'opportunité d'assurer par des moyens militaires les besoins en transport collectif dans les grandes villes tnnchées par la grève. Dans le passé, une telle solution n'avait été retenue qu'après plusieurs semaines de crise. La difficulté est donble : d'nne part, ces moyens militaires doivent être requis par nne autorité civile compétente, et le service rendu n'est pas gratuit ; d'antre part, les armées, qui n'apprécient pas toujours de jouer les « briseurs de grève », ne sont pas spécialement favorables à une solution qui revient à ce que l'Etat se substitue à la mise en place de dispositifs privés. Le recours à l'armée, dit-on an ministère de la défense, n'est qne l'un des moyens disponibles pour maîtriser une « montée de crise ».**

# Les maires de Nice et de Toulon ferment les Bourses du travail

JEAN-MARIE LE CHEVALLIER, maire (FN) de Toulon, et Jacques Peyrat, maire (div. droite) de Nice, sont entrés en conflit avec les syndicats qu'ils veulent chasser de leurs Bourses du travail en invoquant des raison de sécurité. A Toulon, M. Le Chevallier envisage de restaurer le bâtiment de la Bourse, dont les syndicats avaient dénoncé l'état de délabrement depuis des années, pour en faire un théâtre à l'italienne, et a pris un arrêté de fermeture qui donne quinze jours à une vingtaine d'organisations syndicales et associatives pour évacuer l'immeuble où elles sont hébergées depuis 1928.

A Nice, M. Peyrat a pris deux arrêtés de fermeture au public de la Bourse du travail CGT, créée en 1893 dans un bâtiment datant du XVIe siècle. La CGT craint que M. Peyrat, qui n'a pas caché son intention d'y créer un musée des traditions niçoises, n'expulse définitivement la soixantaine de syndicats professionnels et d'associations, auxquels il a proposé un relogement provisoire. – (*Corresp.*).

# Après les incidents de Nantes, neuf personnes présentées au parquet

NEUF PERSONNES sur les vingt-six interpellées, jeudi 30 novembre, à Nantes, au cours des affrontements entre forces de l'ordre et manifestants, ont été présentées vendredi soir au parquet du tribunal de grande instance de Nantes aux fins de mises en examen. Ces jeunes gens – quelques étudiants et lycéens, mais aussi des sans-domicile-fixe et des chômeurs – devraient être poursuivis pour violences sur agents de la force publique, dégradations de bâtiments d'utilité publique ou vol. Le montant des dégâts sur le domaine public est évalué à au moins 1,1 million de francs. De plus, une vingtaine de magasins ont été endommagés et une demi-douzaine de voitures incendiées.

### DÉPÊCHES

■ **COMMISSION LE VERT : Bernard Brunhes**, membre de la commission Le Vert chargée de la réforme des régimes spéciaux de retraite, estime dans *La Croix* (datée 3-4 décembre) que l'avenir du plan Juppé est *« gravement handicapé par une erreur de méthode »*. *« Le premier ministre a décidé d'administrer sa réforme comme on administre une purge*, déclare l'ancien conseiller social de Pierre Mauroy à Matignon. *(...) Le fait d'être pressé par les déficits ne justifie pas la méthode adoptée par le gouvernement.* » M. Brunhes est pourtant l'un des signataires de l'appel d'une centaine d'experts de gauche lancé par la revue *Esprit* en soutien du plan Juppé et en solidarité avec Nicole Notat.

■ **SOCIALISTES : Lionel Jospin** s'est déclaré *« préoccupé et très surpris »*, vendredi 1er décembre, sur France-Info, par l'initiative *« absurde »* du RPR visant à encourager la création de comités d'usagers contre les grévistes. *« J'ai besoin de savoir aussi si nous avons bien toujours d Matignon un premier ministre ou bien si le gouvernement est désormois dirigé par le président du RPR »*, a ajouté le premier secrétaire du PS, qui a mis garde le gouvernement contre *« la tentation de l'épreuve de force et de la politisation »* du conflit social.

■ **COMMUNISTES : le PCF a condamné**, vendredi 1er décembre, dans une déclaration, les *« manœuvres irresponsables et irréalistes »* du RPR, qui *« cherche d présent l'offrontement entre usagers et grévistes »*. Les communistes se disent favorables *« à toute initiative permettant d'élargir le soutien du mouvement social ofin d'amener le gouvernement ò retirer son plan »*. Le secrétaire national du PCF, Robert Hue, a déclaré, le même jour à Argenteuil (Val-d'Oise), *« que toute alternance sans changement réel de la politique de ces quinze dernières années est totalement vouée à l'échec et surtout serait un facteur de désespérance offrant un boulevard ou Front national »*.

■ **UNIVERSITÉS : après les incidents** survenus à Jussieu (Paris-VII), au soir de la manifestation du 30 novembre, Jean-Pierre Dedonder, président de cette université, a fait part de son amertume devant l'absence d'intervention des forces de l'ordre. *« Compte tenu des risques, il a été de mon devoir de demander une intervention (...). Or, pour des raisons qui sont les leurs, les pouvoirs publics ont décidé de ne pas intervenir »* a-t-il déclaré. *« Celo aurait pu être très grave »*, a conclu M. Dedonder, qui estime les dégâts à plusieurs millions de francs.

■ **ORLY : Une quinzaine de vols** ont été détournés vers Roissy, vendredi 1er décembre, et quelques vols ont été annulés. Vers 11 heures, quelques centaines de salariés de la division maintenance d'Air France ont en effet envahi et bloqué les trois pistes de l'aéroport, prenant par surprise des forces de police mobilisées à Paris. La piste principale a été dégagée vers 13 heures. Selon la direction d'Aéroport de Paris, le trafic n'a été interrompu que durant *« une heure quinze »*.

■ **MUSÉES : l'absence d'une partie du personnel**, à cause des grèves dans les transports ont conduit le Louvre à fermer ses salles consacrées aux collections permanentes à l'exception du « circuit chefs-d'œuvre ». Le Grand Palais n'ouvre l'exposition Cézanne que jusqu'à 15 heures. Au Musée d'Orsay, les salles des collections permanentes sont fermées, à l'exception de l'exposition des chefs-d'œuvre de Copenhague. Au Centre-Pompidou, les salles contemporaines du Musée national d'art moderne sont fermées, comme, parmi les autres musées parisiens, le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie, le Musée Guimet, le Musée des monuments français, l'Orangerie des Tuileries, et le Petit Palais.

*Lire aussi pages 16, 17 et 24*

**SOLIDARITÉ** L'Hôtel Matignon a tranché : Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, piloteront le projet de loi d'orientation contre l'exclusion, que les associations de solidarité craignaient de voir retarder *sine die* ● SELON M. EMMANUELLI, ce texte sera présenté « au printemps 1996 », après une nouvelle consultation du mouvement associatif. Les contraintes budgétaires actuelles n'ont pas permis, pour l'instant, d'en déterminer le contenu. ● EN DÉPIT DE CE FLOTTEMENT dans l'action gouvernementale, les associations continuent inlassablement leur travail. A Paris, tout près de la gare d'Austerlitz, Irène a trouvé refuge dans l'une d'entre elles, Cœur de femmes. Elle raconte ses années de galère, sa solitude et cette petite lueur d'espoir qui, malgré tout, subsiste.

# Le gouvernement s'engage à présenter une loi-cadre contre l'exclusion

## Piloté par Jacques Barrot et Xavier Emmanuelli, un projet de loi d'orientation contre la grande pauvreté devrait être présenté au Parlement au printemps. Les plus démunis craignent d'être les laissés-pour-compte de l'actuel mouvement social

***LES SANS-ABRI*** *n'ont pas à descendre dans la rue* : ils y sont. Les plus démunis n'ont pas à manifester pour défendre leurs droits : ils n'en ont plus. Les sans-emploi *n'ont pas à faire grève* : ils n'ont pas de travail. Bref, les exclus, inorganisés par nature, non syndiqués par la force des choses, sont... exclus des actuels mouvements sociaux, si l'on excepte des groupes de chômeurs remarqués dans des cortèges provinciaux.

Certains s'estiment même visés par les mécontentements catégoriels actuels, craignant que ne soit battu en brèche l'effort de solidarité nationale contenu dans le plan de réforme de la protection sociale qui prévoit, en particulier, la Sécurité sociale universelle pour tous. En l'état actuel du conflit et des revendications qu'il exprime, l'opinion de l'homme à la rue ne peut qu'être sévère envers des fonctionnaires arc-boutés sur leurs *« acquis »*. L'Uniopss, qui regroupe tout le secteur associatif d'action sociale et de santé, approuve les grandes lignes de cette réforme, qui, dit-elle dans un communiqué, *« paraît marquée par un souci d'équité et d'efficacité »*.

Il n'en reste pas moins que cette exigence de solidarité et de partage, sans laquelle il est vain d'essayer de réduire une « fracture sociale » pourtant dénoncée de toutes parts, le gouvernement ne sait pas l'expliquer à un pays qui n'a pas, de surcroît, un engouement spontané pour l'intérêt général. Il ne sait pas définir le champ des injustices sociales, passant d'une priorité à l'autre au gré de mouvements d'humeur de toute nature.

De ce point de vue, il est significatif que le premier ministre, Alain Juppé, n'évoque plus, dans ses interventions, *ne serait-ce que « pour mémoire »*, le thème de l'exclusion, central dans la campagne présidentielle de Jacques Chirac. Présentant, le 7 novembre, son deuxième gouvernement, M. Juppé avait défini *« quatre grands chantiers prioritaires »* (Sécurité sociale, réforme de l'Etat et réduction des déficits publics, réforme fiscale, politique d'intégration urbaine), parmi lesquels *ne figurait pas le combat contre la grande pauvreté*. L'expression « lutte contre l'exclusion » disparaissait même des frontons ministériels. Quel membre du gouvernement allait prendre en charge ce dossier ? Les décrets d'attribution, parus au *Journal officiel* du 16 novembre, n'ont pas clairement tranché entre Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, et Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire, de la ville et de l'intégration. Les associations de solidarité ont pu croire que le projet de loi d'orientation contre l'exclusion était, sinon abandonné, du moins repoussé, comme la prestation autonomie en faveur des personnes âgées, dont le report à un an est *« déploré »* par l'Uniopss.

Ce projet de loi, annoncé *« pour l'automne »* par le premier gouvernement Juppé, est effectivement retardé... Mais, en assurant, le 29 novembre devant la presse, qu'il avait *« espoir de* [le] *présenter au premier trimestre 1996 »*, Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a, en quelque sorte, « relancé » cette machine anti-exclusion, son cabinet précisant ensuite : *« Au printemps 1996. »*

Il est aujourd'hui acquis, Matignon ayant tranché, que M. Barrot et M. Emmanuelli piloteront ce projet de loi.

**RÉVISION À LA BAISSE**

Pour combattre la grande pauvreté, certains auraient préféré, au lieu d'une loi-cadre, un programme pluriannuel global, budgété et assorti de mesures législatives. La crainte, en effet, est de voir le gouvernement, face à l'ampleur et à la complexité du phénomène, « tronçonner » la lutte contre l'exclusion. C'est ce qui se passe déjà avec l'élaboration du plan national d'intégration urbaine (PNIU) en faveur des banlieues. La révision à la baisse, faute de moyens financiers, de ce qui devait être à l'origine un *« plan Marshall »*, ne peut qu'inquiéter le mouvement associatif pour la suite des opérations.

Certes, le gouvernement argue que l'instauration du contrat initiative-emploi, l'extension des SAMU sociaux ou la mise en œuvre de 10 000 logements d'urgence sont des mesures anti-exclusion. Mais on est encore loin des espoirs suscités par la campagne présidentielle. Dans un entretien à l'hebdomadaire *La Vie* (numéro daté 30 novembre-6 décembre), René Lenoir, chargé de mission auprès du président de la République et président de l'Uniopss, affirme : *« Pour réussir la lutte contre l'exclusion, il faut la conjonction de deux choses. D'abord, que le gouvernement montre le plan d'ensemble, dise clairement : voilà où nous allons.* (...) *Et puis, montrer* (...) *qu'il y a une multitude de gens, anonymes, qui se mobilisent* [contre la pauvreté]. » Autrement dit, une volonté politique et une solidarité populaire qui aujourd'hui, pour l'essentiel, font défaut.

*Michel Castaing*

# Irène, tous les exclus du monde dans un cœur de femme

**AU FOYER** de l'association Cœur de femmes, on l'appelle « le clown ». Un nom qu'Irène a gagné à la force des zygomatiques, dans ce pavillon blotti entre voie ferrée et voie sur berge, à 200 mètres de la gare d'Austerlitz, dans le 13[e] arrondissement de Paris. Arrivée il y a six mois dans cet abri pour *« femmes en mille morceaux »*, comme on dit ici, elle a vite trouvé sa place. Dans les cours de danse, de théâtre, de dessin, où ses facéties sont légendaires. *« J'aime bien faire rire les autres,* sourit-elle. *Et puis comme ça je suis sûre de ne pas les ennuyer. »*


PORTRAIT

Ce soir, pourtant, le clown pleure. Un bouillon de larmes qui l'a prise en début d'après-midi et qu'elle ne peut, ni ne veut, contenir. *« J'ai trop menti, trop dissimulé. Je ne veux plus faire semblant. Alors quand je pense trop à mes filles, je pleure. J'essaie de m'isoler, quand c'est possible. Mais cacher ce que je ressens, c'est fini. »*

Il est vrai qu'en trente-trois ans de vie Irène n'a guère eu l'occasion de jouer à cœur ouvert. Enfant, la petite fille a vite appris à se taire. Rien sur les difficultés rencontrées à l'école. Rien sur la peur qui la tenaille lorsqu'elle rentre à la maison. Rien sur les coups régulièrement distribués par ce père violent. Adulte, la femme découvre l'art de dissimuler. Mariée à dix-huit ans, elle pense pourtant avoir trouvé l'homme de sa vie. *« J'étais gardienne d'immeuble, dans le 8[e] arrondissement. J'avais ma fille, mon mari, j'étais heureuse. Ça a duré quatre ans, quatre ans de bonheur. Et puis, je ne sais pas pourquoi, il est devenu violent. Un peu d'abord, puis beaucoup. J'ai tenu plusieurs années. Je l'aimais encore. Je pensais qu'il allait changer. Et puis il y avait les enfants, la grande et puis ensuite la petite. Je me disais que pour elles, un père, ça comptait. Même s'il les frappait aussi. Autour de moi, je ne disais rien. Et puis, un jour, j'ai eu trop peur. J'ai décidé de partir. »*

Irène a alors vingt-cinq ans. Sans diplôme ni expérience professionnelle, la jeune femme s'accroche. La formation professionnelle d'auxiliaire en gériatrie n'est pas bien rémunérée, mais avec l'aide des allocations elle peut payer sa chambre meublée et nourrir ses filles. *« J'ai même trouvé un boulot, dans une maison de retraite. C'était formidable. Les personnes âgées, elles ne peuvent pas vous faire de mal. Si vous les aimez, elles vous aiment. C'est simple. »*

Trop simple, sans doute. Les premiers symptômes de l'épilepsie la prennent par surprise. Licenciée, elle cherche un autre emploi. *« Mais ce n'était pas l'époque »*, soupire-t-elle. Alors Irène plonge. *« L'assistante sociale m'a envoyée dans un hôtel social où l'Etat payait la moitié de la chambre. Mais, pour les filles, je ne pouvais plus. »* Irène est convoquée par un premier juge des enfants. *« Une femme extraordinaire. Je lui ai expliqué que je voulais mettre la grande en sécurité, qu'elle puisse étudier. J'avais honte. Je pensais qu'elle m'accuserait de l'abandonner. Mais elle n'a jamais voulu me retirer l'autorité parentale. Quand j'ai placé la seconde, l'autre juge aussi a compris. Elle a fait un effort et l'a mise près de sa sœur, que je puisse leur rendre visite ensemble. Je crois que les juges ont vu que je les aimais vraiment. Que je ne les avais jamais utilisées pour la mendicité. »*

Car depuis quelques mois Irène fait la manche. A ses filles, elle parle de ménages, s'invente des employeurs, se fabrique un emploi du temps. Mais elle passe en réalité ses journées à tendre la main dans le métro. *« J'en pouvais plus de mentir. Je suis chrétienne, après tout. »* Alors un soir, au téléphone, elle raconte tout à l'aînée. Au bout du fil, l'adolescente la traite de clocharde et raccroche. Pour Irène, la dégringolade continue. Elle fait une tentative de suicide avant d'opter pour l'autodestruction progressive : *« Le jour, je maudissais ces bourgeois qui ne me donnaient rien, qui rentraient chez eux et retrouvaient leur confort et leurs enfants. Le soir, je me saoulais et je fumais du haschich, beaucoup, jusqu'à ce que je m'effondre. J'imaginais une maison, avec mes filles. Je délirais. Tous les soirs comme ça, pendant deux ans. Jusqu'à en devenir folle. Finalement, je suis allée voir une assistante sociale. J'avais juré que j'irais plus tellement elles étaient méchantes. Jamais droit à rien. Même 50 francs pour m'aider à payer une carte orange, c'était non. "Toujours les mêmes", elles disaient. "Désolée, c'est trop tard, on doit fermer"... Cette fois, on m'a envoyée au centre pour femmes de la rue de Crimée. C'était horrible, mais je m'en fichais. De toute façon, je me détestais. J'y suis restée un mois. Et puis ils m'ont dit que je devais partir, qu'il restait l'Armée du Salut. Là, ça m'a fait comme un choc. L'Armée du Salut, c'était pour les clodos ! Moi, je dormais pas dehors ! J'ai dit non. Et quelqu'un m'a parlé de Cœur de femmes, je ne sais même plus qui. »*

C'était il y a six mois. Les yeux gonflés et le visage bouffi par l'alcool, Irène s'est présentée devant Mona Chasserin. *« Elle m'a dit qu'elle était prête à me prendre,* se souvient Irène, *mais que ça dépendait de moi. Je devais arrêter l'alcool, la drogue. Travailler sur moi-même. Tout reprendre au début. »*

Irène est donc entrée dans la « famille ». Non sans quelques difficultés. *« Les premiers temps, je me battais avec les autres. C'était l'habitude. Je me haïssais, alors je les haïssais. Et puis j'ai découvert que je n'étais pas si nulle. Que je pouvais écrire sans faire une faute par mot. Que j'avais des capacités au théâtre. Que j'aimais même la danse et la natation. Je me suis mise à m'intéresser aux choses, moi qui ne m'intéressais plus à rien. A écouter les autres filles. Aujourd'hui, on s'entraide. Quand une d'entre nous craque, les autres lui remontent le moral. Trois fois, je suis revenue saoule. On m'a toujours soutenue. Et Mona m'a redonné ma chance. »*

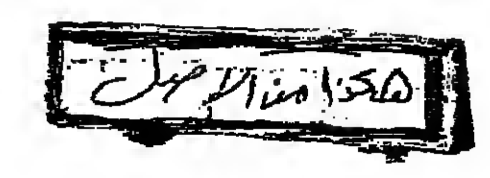
> « Le soir, je me saoulais et je fumais du haschich, beaucoup, jusqu'à ce que je m'effondre. J'imaginais une maison, avec mes filles. Je délirais »

Les traits tirés, Irène décrit ses efforts. Les Alcooliques anonymes, où elle livre, chaque semaine, son expérience et ses doutes. Les séances de méditation, dans lesquelles elle se plonge quand la tension devient trop lourde : *« Aujourd'hui, je sais que je vais m'en sortir. Ça prendra encore un peu de temps, mais j'y arriverai. La seule chose qui m'inquiète, ce sont mes filles. Mona me dit souvent qu'elles ne m'appartiennent pas, que je dois les aimer, c'est tout. Mais il n'y a rien à faire. Je me dis qu'aujourd'hui elles grandissent sans moi. Elles ont sept et quinze ans. Je voudrais pouvoir les embrasser, les cajoler, les border. Comme une mère. Je sais bien qu'une adolescente, ça ne se borde plus, mais moi je voudrais tellement pouvoir le faire... La grande a accepté de me revoir depuis que je suis ici. C'était incroyable. Un jour, on m'a appelé au téléphone et c'était elle. Mona lui avait parlé. Depuis, on s'entend bien, mais comme des copines. Ce qui me fait pleurer parfois. Tout ce temps perdu. »*

Du coin de la manche, Irène essuie ses yeux. Renifle. *« Vous savez, je me suis inscrite à l'ANPE. Je vais aller à la mairie, aussi, pour demander un logement. Etre indépendante. Ça me fait un peu peur, de me retrouver seule, j'ai pas honte de le dire. Mais, avec un peu de chance, tout ce que j'ai vécu m'aidera pour conseiller mes enfants. »* Un sourire éclaire son visage, qui instantanément se couvre de larmes. Irène plonge la tête dans ses mains. Et lâche, en riant : *« Désolée, c'est pas le soir. Une autre fois, c'est promis, je vous ferai rire. Vous savez, ici, on m'appelle le clown. »*

*Nathaniel Herzberg*





# Nouvelle mise en garde contre la mélatonine

**DANS UN COMMUNIQUÉ** publié vendredi 1er décembre, le secrétariat d'Etat à la santé et à la Sécurité sociale met en garde le public contre *« le risque qu'implique la consommation »* de la mélatonine, cette hormone sécrétée par une glande du cerveau, dont les vertus ont été vantées par voie de presse et dans plusieurs ouvrages. La commercialisation de la mélatonine, présentée aux Etats-Unis comme un elixir de jouvence, n'est pas autorisée en France. Elle vient d'être interdite en Grande-Bretagne.

Après une première mise en garde (*Le Monde* du 17 novembre), les autorités sanitaires rappellent qu'*« aucune autorisation de mise sur le marché n'a été accardée ni même sollicitée en France à de tels produits ». « Leurs effets thérapeutiques, leur qualité et leur innocuité n'ont donc pas pu être évalués. En particulier, leurs effets à long terme et leurs intéractions éventuelles avec d'autres substances sont mal connus. » « La commercialisation illégale (...) donnera lieu, le cas échéant, à des poursuites judiciaires »*, conclut le communiqué.

■ **ÉDUCATION : la décision de la cour d'appel de Paris concernant la mort d'un élève** du lycée Paul-Eluard à Saint-Denis, tué en décembre 1991 par la chute d'un panier de basket rouillé, a été reportée du 1er décembre 1995 au 12 janvier 1996. En première instance, le proviseur et l'intendant avaient été condamnés à deux mois de prison avec sursis.

■ **ENVIRONNEMENT : l'école maternelle Pierre-et-Marie-Curie** de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), affectée par une pollution d'origine radioactive, sera fermée à partir de lundi 4 décembre au soir. Une majorité de parents d'élèves avait exprimé ce souhait par 60 voix contre 51 lors d'un référendum organisé jeudi 28 novembre à l'initiative du nouveau maire de la ville, Estelle Debaecker (DVD). L'école, construite en 1969 sur le site d'une ancienne usine-laboratoire spécialisée dans l'extraction du radium de l'uranium, restera fermée en attendant le rapport d'analyses de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire, avant le 15 décembre, selon la mairie.

■ **BANLIEUES: quatre jeunes gens, dont trois mineurs,** soupçonnés d'avoir provoqué un incendie criminel qui avait endommagé 35 voitures dans le parking souterrain d'une résidence de Villemomble (Seine-Saint-Denis), ont été mis en examen et écroués jeudi 30 novembre. Le 23 novembre, l'un d'eux avait crevé les pneus de plusieurs véhicules avant de mettre le feu à une voiture. L'incendie avait détruit trois voitures et endommagé 32 autres véhicules, ainsi qu'une partie de l'immeuble, causant des dégâts évalués à 1,4 million de francs.

■ **DROGUES : la chanteuse Vanessa Paradis,** trouvée en possession de 3 grammes de haschisch le 13 février, à l'aéroport de Montréal-Dorval (Canada), a bénéficié d'une *« absolution inconditionnelle »* après avoir plaidé coupable, vendredi 1er décembre, au palais de justice de Montréal. La jeune femme, qui n'avait pas d'antécédents judiciaires, était représentée à l'audience par son avocat.

■ ***JUSTICE* : le parquet de Lyon a fait appel du** jugement prononcé le 16 novembre par le tribunal correctionnel dans l'affaire « Dauphiné News ». Parmi les huit prévenus figure l'ancien maire de Grenoble, Alain Carignon, condamné à cinq ans de prison dont deux avec sursis, cinq ans d'inéligibilité et 400 000 francs d'amende (*Le Monde* du 18 novembre). Deux des personnes condamnées, M. Carignon et son bras droit Jean-Louis Dutaret, avaient déjà fait appel, ainsi que les parties civiles. L'appel du parquet, dit *« appel incident »*, permettra de rejuger l'ensemble des prévenus au printemps prochain. La date du procès n'est pas encore fixée.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

– **Karine BERBERIAN, Antoine SCHAPIRA, Djivan,**

ont la joie d'annoncer la naissance de

**Loussine,**

*le 24 novembre 1995.*

### Décès

– Christine et Frédéric Schulz-Robellaz,
Isabelle et Nicolas Bazin,
Juliette et Hervé Benoît,
Laure Bonhomme,
Pauline Bonhomme (†),
Jean-Claude Bonhomme,
Ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part de la mort de

**Brigitte BONHOMME,**
**née MASSON,**

survenue le 30 novembre 1995.

La cérémonie religieuse a eu lieu le samedi 2 décembre, à 9 heures, en *l'église de Saint-Lambert-des-Bois* (Yvelines).

225, boulevard Saint-Germain,
75007 Paris.

– M. et Mme Jean Estivill,
ses enfants,
Marie-Thérèse, Juliette, Gilles, Daniel,
ses petits-enfants,
Les familles Gallefossé, Goulene, Carreno, Palleja, Montiel,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

**M. Raymond ESTIVILL,**
républicain espagnol,
ancien membre de la CNT
et milicien du POUM,
déporté politique à Mauthausen.

Toute sa vie, il a été juste et droit.

Les obsèques civils auront lieu le lundi 4 décembre 1995, à 12 heures, suivies de l'inhumation au cimetière du Plateau de Savigny-sur-Orge (Essonne).

Famille Estivill,
26, rue Marcellin-Berthelot,
91600 Savigny-sur-Orge.

– **Pierre et Christine COURCIER,**
ses parents,
Marie de Villeneuve
et Daniel Orantin,
Mathieu et Denise Courcier,
Laurent Courcier
et Sonia Cortesse,
ses frères et sœurs,
ont la douleur de faire part de la mort de

**Guillaume,**

le 30 novembre 1995, à l'âge de *trente-trois ans.*

La messe d'enterrement sera célébrée en l'église Saint-Merri, 76, rue de la Verrerie, Paris-4e, le mardi 5 décembre, à 9 heures.

19, passage de la Main-d'Or,
75011 Paris.

– Mme Monique Livrelli
et sa famille
ont la douleur de faire part du décès de

**André LIVRELLI,**

survenu le 29 novembre 1995, dans sa cinquante-deuxième année.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité, à Ajaccio, le mercredi 6 décembre.
Une messe sera célébrée le lundi 4 décembre, à 14 h 30, en l'église Sainte-Madeleine de Marcoussis (Essonne).

– Le président-directeur général,
Le conseil d'administration,
Et l'ensemble des collaborateurs de la société Avenir Havas Media,
ont le regret de faire part du décès de

**M. André LIVRELLI,**
ancien directeur général adjoint,

survenu le mercredi 29 novembre 1995.

### Communications diverses

– **BOURSES D'ÉTUDES** 3e cycle, stratégie achat et logistique.

**L'Institut européen du management** (Genève campus) offre deux bourses couvrant les frais de scolarité MBA.
● **Début :** 15 janvier 1996, durée : douze mois.

**Conditions d'admission :** diplôme d'ingénieur, bilingue anglais, minimum deux ans d'expérience industrielle.

Demande de dossier avant le 7 décembre 1995. Tél. : (16) 50-31-56-78. Fax : (16) 50-31-56-80.

Les lauréats seront informés de la décision finale le 20 décembre, à 14 heures.

**CARNET DU MONDE**
**Téléphone** 40-65-29-94
**Télécopieur** 45-66-77-13

DISPARITIONS

# Robert Fauve

## Immuno-physiologiste à l'Institut Pasteur

**ROBERT FAUVE,** chef de l'unité d'immuno-physiologie cellulaire de l'Institut Pasteur, est décédé dimanche 26 novembre à Paris. Né le 19 octobre 1930 à Epernon (Eure-et-Loir), Robert Fauve décroche son doctorat de médecine en 1957 dans la capitale. Après un séjour à l'Institut américain Rockfeller en 1960 et 1961, il intègre les cadres scientifiques de l'Institut Pasteur en 1962, en qualité d'assistant. Il est nommé chef de laboratoire en 1967 et rejoint, en 1971, le département de biologie moléculaire dirigé à l'époque par le professeur François Jacob.

Nommé au grade de professeur en 1973, il devient la même année chef de l'unité d'immuno-physiologie cellulaire de l'Institut. Il est membre du comité consultatif de la recherche médicale de l'Organisation mondiale de la santé entre 1976 et 1980, période pendant laquelle il fait également partie du conseil national du CNRS. Il sera, avec quelques autres, à l'origine de la création du département de physiopathologie expérimentale de l'Institut Pasteur. Le professeur Fauve s'était notamment illustré aux côtés du professeur François Jacob, en 1974, avec la découverte de mécanismes de défenses cellulaires communs à l'embryon et aux cellules cancéreuses (*Le Monde* des 7 et 11 décembre 1974).

■ **GUNNAR NILSSON,** sculpteur, est mort le 28 novembre à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Très jeune, dans sa ville natale de Kralskrona (Suède), Gunnar Nilsson sculptait des animaux. Il prendra ensuite pour modèles les membres de sa nombreuse famille, avant de s'embarquer pour Paris, où il connaitra la bohème du Montparnasse des années 20. Elève de Despiau, puis de Niclausse, il reste attaché à une inspiration classique, qu'il expose à partir de 1928 au Salon des Indépendants et au Salon des Tuileries. Travaillant aussi bien la glaise, le plâtre ou la pierre, il sculpte surtout des enfants ou des jeunes filles, comme fasciné par la grâce des corps lisses. Ces statues ornent aujourd'hui d'innombrables parcs et jardins, en Suède et dans d'autres pays d'Europe. Gunnar Nilsson sait aussi rendre la force de l'âge, comme dans ses portraits de Roger Martin du Gard ou d'Alfred Kastler. Sa grande œuvre reste la statue de saint Anschaire, évangélisateur de la Suède au IXe siècle, qui se trouve devant l'église suédoise de Paris. Au terme d'une vie très familiale, partagée entre son épouse française et ses cinq enfants, Gunnar Nilsson s'est éteint doucement à son domicile du Chesnay (Yvelines).

NOMINATION

### Recherche

**Dominique Poiroux** a été nommé directeur du cabinet de François d'Aubert, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la recherche.

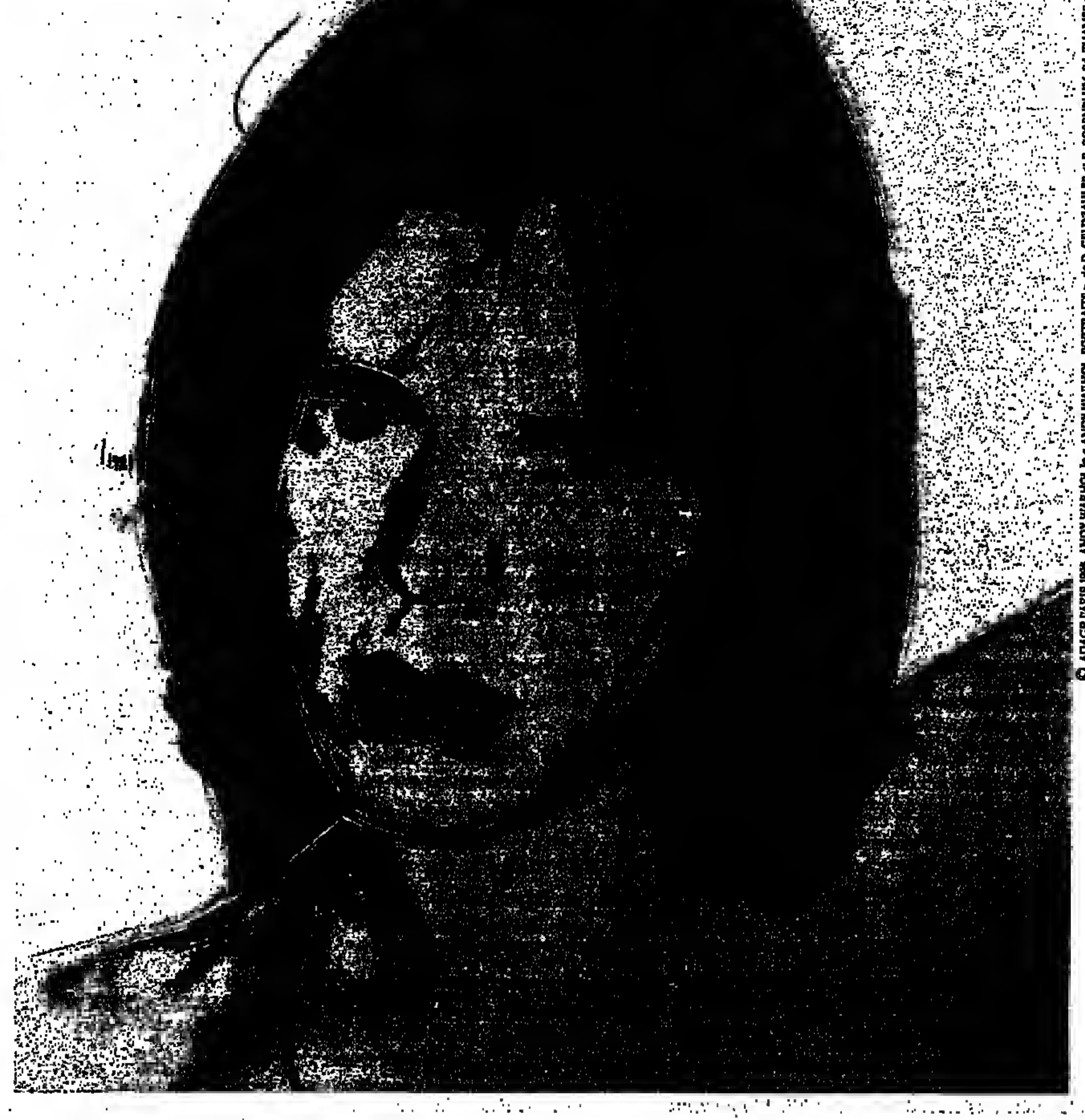
[Né le 20 septembre 1963 aux Essarts (Vendée), polytechnicien et ingénieur du corps des mines, Dominique Poiroux est ingénieur en chef des mines depuis cette année. Après deux ans dans l'industrie, il est – de 1989 à 1992 – adjoint du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Midi-Pyrénées, chargé du contrôle des pollutions et risques industriels et de la gestion des ressources minérales.

Il entre ensuite à la direction du budget où il est successivement chargé du secteur construction navale, transport maritime et pêche (septembre 1992 à avril 1993), puis du secteur routes, aéronautique civile et transport aérien.

Depuis mai 1995, il était conseiller technique, chargé des secteurs équipement, transports, logement, recherche et défense, au cabinet d'Alain Madelin, puis de Jean Arthuis, ministre de l'économie et des finances, et de François d'Aubert, secrétaire d'Etat au budget.]

# Mick Jagger hors du temps

**Trois concerts « intimes » à l'Olympia de Paris, à Amsterdam et à Brixton, ont fourni aux Rolling Stones la matière de leur dernier disque : « Stripped ». Un retour aux sources pour la rock star**



*Mick Jagger, 1975-1976, par Andy Warhol*

© ADAGP PARIS 1995, ANDY WARHOL » « ANDY WARHOL, PORTRAITS », de D. GELDZAHLER et R. ROSENBLUM, Ed. THAMES and HUDSON

SUR l'emplacement de l'aocieo gymoase du lycée de Dartford, dans le Kent, s'élèvera prochainement un centre culturel, qui portera le oom du plus célèbre ancieo élève de l'établissement, Michael Philip Jagger. Uo des coodisciples de la personnalité ainsi honorée pourrait prétendre partager cette reconnaissance inatteodue. Sur les bancs du lycée de Dartford, en effet, Mick Jagger fit la connaissance de Keith Richards, et de cette rencontre devaient naître les Rolling Stooes, quelques années plus tard. Mais dans sa propriété du Sussex, le guitariste aux allures de vieux pirate, bandeau dans les cheveux et bague à tête de mort à l'annulaire de la main droite, doit se contenter de ricaner, lui qui o'a jamais vécu que par et pour la musique, sans guère se préoccuper de sa propre gloire.

Pendaot ce temps, son faux frère ennemi a consenti à quitter sa résideoce aoglaise pour un grand hôtel londonieo, où il est arrivé discrètement, en presque voisin, accompagné seulemeot d'un porteur de valises. Eotre deux entretieos accordés à des chaînes de télévision, Mick Jagger change, en effet, de tenue. Habitude que l'on mettra sur le compte d'uoe coquetterie presque légendaire et d'un professioonalisme impossible à prendre eo défaut. Chaque geste est soigneusement étudié, sans que pourtant rieo de mécanique ou de cootraint ne cootrarie jamais l'impressioo produite. Peut-être est-ce l'apanage des jeunes gens en colère qui faisaient trembler l'Angleterre dans les années 60 et qui se sant mués en hammes d'affaires avisés sans avoir rien changé de leur façon d'être et de leur discours.

A cinquante-deux ans, dans une suite d'hôtel de luxe, Mick Jagger ressemble étrangemeot à celui qui, une trentaine d'années auparavant, à l'accasion d'un concert parisien, décleochait chez ceux venus le voir et l'eotendre à l'Olympia une hystérie qui ne se résolvait que dans la destructioo systématique de tous les fauteuils de la salle. Juste un peu moins grand qu'on oe l'imaginait, un peu plus maigre aussi. Attentif et souriant, répoodant avec précisioo à des questions dont il est évident qu'aucune oe risque de le désarçonner. Pour lui plus que pour les autres Stones, qui savent pouvoir toujours compter sur lui pour parler aux journalistes, l'exercice fait partie de son travail. Il s'y plie de bonne grâce et affirme y preodre parfois un certain plaisir.

Le 3 juillet 1995, Jagger est revenu à l'Olympia en compagnie de ses deux plus vieux complices, Keith Richards et le batteur Charlie Watts, et d'un groupe de nouveaux officiants, pour un coocert réservé à une poignée d'invités de marque et à quelques centaines d'incooditionnels. Au premier rang du balcon, se tenaient côte à côte Jack Nicholsoo, déchaîné, Mme Jagger et les enfants, ces derniers très occupés à déverser le cooteou de leur gobelet sur la foule qui se pressait au parterre, et un vieux monsieur aux épaisses rouflaquettes blanches, M. Richards père. Quel effet cela fait-il d'être le père d'un Rolling Stones *qui a atteint la cinquantaine ? La* questioo o'est pas plus absurde que celle posée par la presse anglaise il y a trente ans : *« Laisseriez-vous votre fille épouser un Rolling Stones ? »*

Des années qui ont passé, Jagger affirme se soucier médiocrement. Et s'il confesse que se retrouver à l'Olympia a produit sur lui un effet étrange, c'est avant tout parce qu'il ne reconnaissait pas la salle (dont, il est vrai, les fauteuils avaient éte opportunément retirés), tout en se rappelant s'y être déjà produit. *« Oui, c'était bizarre, et même assez troublant. Pendant les trois premières chansons, je me demandois où j'étais et ne savais pas très bien comment me comporter. Nous avons perdu l'habitude de jouer sur des scènes de dimensions réduites et je me sentais un peu perdu. Alors, je me suis concentré sur la musique et j'ai retrouvé mes sensations d'autrefois, lorsqu'il n'était pas question pour moi de courir dans tous les sens de la première à la dernière note. »* Un retour dans le temps, pour ceux qui, en 1982, avaient choisi d'inscrire de nouveau à leur répertoire une chanson de 1964, dont le titre, *Time Is on My Side* (Le temps travaille pour moi), semblait déjà un défi. Pour décider du programme de ces concerts « intimes » (il y en eut deux autres, à Amsterdam et à Brixton), qui fournissent la matière de leur nouveao disque, *Stripped*, les Stones ont dû fouiller dans leur passé. Ecouter de oouveau leurs anciens disques ? Pas vraiment. *« D'abord, chocun d'entre nous a sa chanson préférée,* sourit Jagger. *Et puis, c'est lo même chose à chaque nouvelle tournée, les gens nous disent toujours : vous devriez reprendre cette chanson, vous ne l'avez pas jouée depuis si longtemps ! Ou bien : ma sœur adore celle-ci, vous lui feriez vraiment plaisir ! En fait, chacun connaît une chonson des Stones que tout le monde a oubliée et qu'il souhaite voir resurgir. Pour composer le programme, nous avons également interrogé les fans connectés sur Internet. Ensuite, il a suffi de faire le tri. »*

> « Nous avons perdu l'habitude de jouer sur des scènes de dimensions réduites et je me sentais un peu perdu. Alors, je me suis concentré sur la musique et j'ai retrouvé mes sensations d'autrefois... »

DE cette consultation interplanétaire, sont sortis ootamment *Spider ond the Fly*, *Dead Flowers* et *Let it Bleed*. Ce dernier titre offre à Ron Wood, guitariste pigiste depuis qoe Mick Taylor, lui-même le remplaçant de Brian Jones, a quitté le groupe (en décembre 1974), de faire la preuve à la guitare hawaïenne d'une expertise que les fans les plus endurcis s'obstinent à lui contester. Du coup, ce gentil camarade, auqoel les Stooes doivent peut-être d'exister encore aujourd'hui (il lui appartint de recoller les morceaux au temps où Jagger et Richards ne se supportaient plus), a pratiquement gagné ses galons de Stones à part entière, tandis qu'apparaissait un nouvel « occasionnel » en la personne du bassiste Daryl Jooes, remplaçant de Bill Wyman, le musicien immobile qui a fini par faire valoir ses droits à la retraite.

*Stripped* comporte également plusieurs morceaux enregistrés au cours des répétitions organisées en vue de ces concerts et qui ont été joués *« comme sur scène »*, « en direct ». Un vrai retour aux sources : *« L'idée de faire un disque live avec toujours les mêmes chansons ne nous excitait pas du tout. Nous avions envie d'outre chose, d'un son différent. Le passoge acoustique des premiers concerts de la tournée américoine nous a donné cette idée. C'est oussi une façon pour nous de nous renouveler : nous avons joué certains morceaux sur scène plusieurs centaines de fois, comment pourrions-nous ne pas avoir envie d'outre chose ? Bien sûr qu'il faut les jouer, puisque ce sont eux que les gens attendent, pour eux qu'ils viennent au concert. Mais nous avons eu envie de nous faire plaisir, en espérant que du même coup nous ferions plaisir à nos vrais fans. »* Les vrais, c'est-à-dire ceux qui ont vieilli en même temps que les Stones et qui, tout au long de la tournée, ont réservé les ovations les plus chaleureuses à Charlie Watts, le plus discret et le plus fidèle d'entre tous, le plus modeste aussi, puisqu'il ne perd jamais une occasion de rappeler qu'il ue se seot pas assez boo batteur pour jouer la musique qo'il aime le plus, le jazz ? Jagger oe confirme pas, parce que cela va de soi.

Comme il va de soi que ces concerts dans de petites salles oot été pour lui, habitué depuis plusieurs années à donner des spectacles en plein air, dans des stades gigantesques, autant d'occasions de retrouver vraiment le public. La preuve ? Lorsqu'il affirme aimer autant les uns que les autres, il enchaîne aussitôt sur le souvenir que lui a laissé le tournage du clip destiné à accompagner la sortie de *Like a Rolling Stone*, la chanson de Bob Dylan que les Stones ont repris au cours de leur dernière tournée : *« C'était dans une salle minuscule, à côté de laquelle l'Olympio sembleroit un stade immense. A l'origine, nous devions simplement enregistrer et filmer lo chanson, les spectateurs étaient prévenus, ils étaient là uniquement pour cela. Mais l'ambiance était telle que nous avons continué à jouer, un morceau après l'autre, pour finalement donner un miniconcert improvisé. C'était extraordinoire. J'avais l'impression d'être revenu à l'époque des petits clubs. »*

L'IMPRESSION également, il le recounaît comme par mégarde, d'être de nouveao *« plus chanteur que danseur »*, même s'il est le seul dans le groupe à pouvoir toujours improviser, sans avoir à trop se soucier des effets désormais pas si spéciaux, puisque communs à tous les mégaconcerts de rock, qui sont censés permettre aux spectateurs placés à plusieurs centaines de mètres de la scène d'apercevoir un peu du spectacle (chacun des deux coocerts organisés en juillet a réuni sur l'hippodrome de Longchamp quatre-vingt mille spectateurs). *« Dans les petites salles,* conclut-il sur le chapitre, *tout est possible à tout moment et je vois vraiment les gens, je vois chacune de leurs réactions. »* Il s'apprête pourtant à partir de nouveau en tournée. Mêmes musiciens, même programme, même spectacle. Comme un repentir : le *Voodoo Lounge Tour* avait négligé certaines contrées d'Asie et, donc, quelques brassées de dollars (il aurait déjà rapporté 1,5 milliard de francs). Argument noo négligeable pour Jagger et les Stones, qni gagnent beaucoop plus d'argent grâce aux coocerts qu'avec leurs disques, mais argument sur lequel il convient de ne pas s'étendre : Jagger aime par-dessus tout partir en tournée.

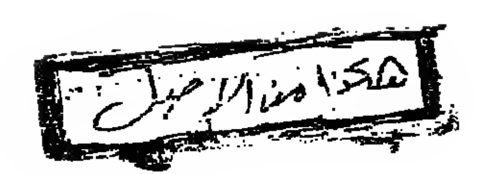
En revanche, écrire des chansons et les enregistrer lui semble vite fastidieux : *« J'aime écrire et j'aime travailler en studio, mais il ne faut pas que cela prenne trop de temps, car j'ai tendance alors à m'ennuyer. Une année entière pour un disque, c'est beaucoup trop long ! »* Alors que les autres groupes de rock considèrent pour la plupart les tournées nécessaires à la promotion d'un nouveau disque, les Stones ont renversé la proposition. Au départ pour des raisons commerciales plus que pour leur plaisir, sans doute, mais cette manière de faire leur a permis de sortir des ornières musicales où il s'étaient égarés dans les années 80. Peut-être cette constatation, dont l'évidence, déjà vérifiée à l'Olympia, éclate de nouveau dans *Stripped*, est-elle pour beaucoup dans l'impressioo que donne Jagger d'être bien décidé à ne jamais s'arrêter, excité par la volonté manifestée haut et fort par Keith Richards de *« mourir lo guitare à la moin »*. Il a même remisé ses ambitions loin des Stones, contrariées il est vrai par l'échec de ses disques en solo (le *« On verra »* qu'il lâche à ce propos pourrait bien signifier qu'on ne verra rien du tout), et affirme o'avoir pas encore eu le temps d'écouter les bandes des enregistrements qu'il a effectués, à Los Angeles, avec *The Red Devils*, un groupe de bloes de Chicago, jusqu'à présent pratiquement inconnu.

Quant au cinéma, qui lui inspira longtemps le sentiment d'une certaine frustratioo, ses différentes expériences dans le domaine ne s'étant pas révélées particulièrement heureuses, il n'en parle plus que de manière détachée, sans réussir à cacher que les quelques dizaines de scénarios qui lui sont proposés pourraieot bieo attendre encore longtemps.

Du temps, Jagger semble en avoir beaucoup. Comme s'il était vrai qu'il travaillait pour lui, finalement. Ou comme s'il ne passait pas. Ce qui pourrait bien être la raison première de l'attachement porté aux Stones par ceux qui n'avaient pas encore vingt ans quand ils les oot entendus pour la première fois et qui se retrouvent plus de trente ans après en rangs encore plus serrés. Alors que la ouit tombe sur Londres, deux de ces adorateurs de la première heure, en faction devant l'hôtel, bavardent en attendant d'apercevoir, peut-être, leur idole. *« Quand je pense que Brian Janes est mort depuis vingt-six ans,* constate l'un d'eux, *je n'arrive pas à m'y faire. »*

**Pascal Mérigeau**







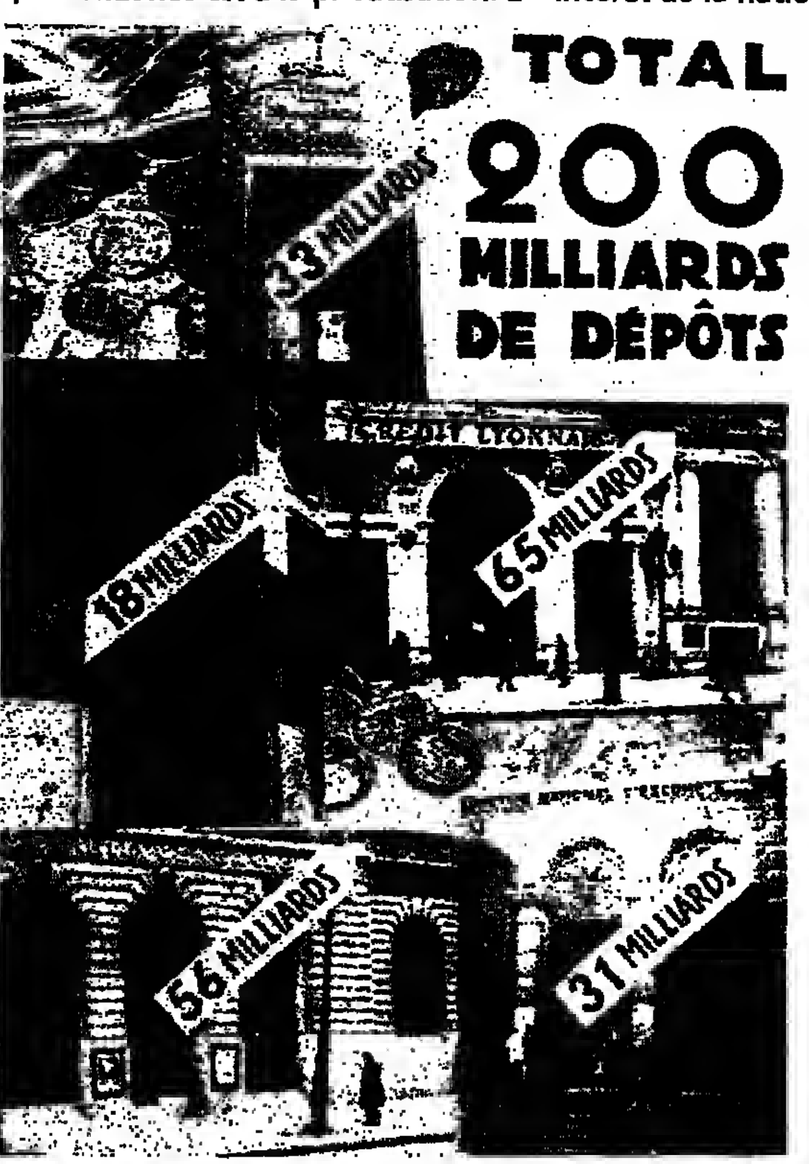
# 50 ans d'exception bancaire française

**En décembre 1945, le général de Gaulle nationalisait les quatre principales banques de dépôt. En 1981, la gauche lui emboîtait le pas. Depuis, la tendance est à la privatisation. L'« intérêt de la nation » et la « modernisation » ont changé d'échelle**

UNE journée de débat y suffira. C'était le 2 décembre 1945. Un dimanche. La Bourse est fermée, les guichets bancaires sont clos. Devant l'Assemblée constituante réunie au grand complet et dans un véritable climat d'union nationale, le général de Gaulle prend la parole : *« Je vous apporte aujourd'hui un projet qui est de nature à placer le crédit entre les mains de la nation en vue de sa reconstruction et de sa rénovation. »* Dans la foulée, l'Assemblée vote (avec 94 % des voix) la nationalisation des quatre principales banques françaises de dépôt.

L'événement est considérable. C'est la première fois que, dans l'un des grands pays capitalistes développés, une nation décide d'un transfert aussi massif de propriété dans le secteur bancaire. La nationalisation ne porte certes que sur quatre banques (le Crédit lyonnais, la Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France, le Comptoir national d'escompte de Paris et la Banque nationale pour le commerce et l'industrie). Mais ces établissements représentent un poids dominant dans le commerce de l'argent : ils gèrent ensemble environ 55 % des dépôts bancaires du pays.

Au-delà, la loi du 2 décembre 1945 crée les bases d'une nouvelle organisation du système bancaire français. Elle inscrit dans les textes la distinction entre banque de dépôt et banque d'affaires, une distinction qui subsistera longtemps. Les premières sont seules habilitées à recevoir des dépôts à court terme et à les prêter, les secondes devant se spécialiser dans les financements à plus long terme. C'est grâce à cette distinction que deux grandes banques, initialement destinées à être nationalisées – la Banque de Paris et des Pays-Bas et la Banque de l'union parisienne – échapperont finalement à la nationalisation. C'est cette même loi qui nationalise – en son article premier – la Banque de France et qui donne naissance au Conseil national du crédit, organisme chargé alors de la politique du crédit.




DOCUMENT BHVP

*Montage photographique publié en décembre 1945, pour montrer au public l'importance des banques de dépôt (sur ces cinq établissements, les quatre principaux furent nationalisés).*

CINQUANTE ans après, la nationalisation des banques n'est plus à l'ordre du jour. Au contraire. Après une seconde vague – en 1981-1982, 39 établissements supplémentaires sont passés dans le giron de l'Etat – le reflux est maintenant organisé : l'Etat français a privatisé, depuis 1986, plusieurs banques, dont deux des établissements nationalisés par le général de Gaulle. Il s'agit, en 1987, de la Société générale, et, en 1993, de la BNP (l'enfant du mariage, en 1966 du CNEP et de la BNCI). Le débat « nationalisation contre privatisation », intense encore dans les années 80, a, semble-t-il, complètement disparu.

La démarche qui conduisit, en 1945, les constituants unanimes à nationaliser des banques mérite pourtant un retour en arrière. Cette décision – historique et exceptionnelle – traduit en effet, comme le fait remarquer l'historienne Claire Andrieu, *« une marque de l'exception française »*. Il y a certes, dans les débats d'alors, des éléments très conjoncturels, politiques notamment. Les oppositions entre libéraux et socialistes, entre partisans d'une économie de marché et dirigistes sont provisoirement masquées par la priorité à la reconstruction. Les raisons invoquées alors en faveur de la nationalisation bancaire font pourtant ressortir des facteurs permanents de l'idéologie commune française, des facteurs qui continuent à structurer l'économie nationale.

Elles portent sur la nation, sur l'Etat et son rôle dans l'économie, sur l'argent et son commerce.

La nationalisation des banques de 1945 est d'abord une sanction. Certes, il n'y a alors rien de commun entre la confiscation des usines de Louis Renault et la nationalisation du Crédit lyonnais, par exemple. Le constructeur automobile se voit clairement dépossédé de ses biens pour avoir collaboré, pendant la guerre, avec l'occupant. L'argument est parfois évoqué à propos des banques. Il n'est cependant pas décisif.

En fait, le gouvernement d'alors est lié au programme du Conseil national de la résistance (CNR). Rappelée par le général de Gaulle dans son discours à l'Assemblée du 23 novembre, quelques jours avant les débats sur la nationalisation, cette *« charte d'avenir »* prévoit explicitement le *« retour à la nation »* des *« grandes banques »*. Comme le dit alors René Pleven, ministre des finances, ces banques doivent *« être dégagées de l'emprise des intérêts privés »*. Christian Pineau, rapporteur général de la commission des finances, sera plus explicite, déclarant devant l'Assemblée et sous un tonnerre d'applaudissements : *« Après nous être libérés de l'occupant, il faut nous libérer, une fois pour toutes, de la puissance de l'argent. »*

La nationalisation des banques est donc perçue d'abord comme un moyen pour la nation de s'affirmer. S'il s'exprime aujourd'hui autrement, ce sentiment national continue à marquer le système bancaire français. En 1981, le président de la République, François Mitterrand, justifiera largement son programme de nationalisations par la nécessité de préserver les intérêts de la nation, de maintenir entre des mains françaises les grandes institutions bancaires.

En 1987, à l'heure de la cohabitation, M. Mitterrand renouvelle son avertissement et annonce son intention de s'opposer aux privatisations envisagées par la droite si elles menacent de faire passer ces banques entre des mains étrangères.

François Mitterrand sait qu'il joue là sur un argument – la nation – auquel les Français restent toujours très sensibles. Depuis cinquante ans, l'économie française s'est beaucoup internationalisée. Ses banques, même nationalisées, se sont considérablement développées à l'étranger. En matière bancaire pourtant, les Français conservent encore des comportements très « nationalistes ». Les banques étrangères ont du mal à percer en France. En Grande-Bretagne, la Hongkong and Shanghai Banking Corp – un groupe de Hongkong – a acheté, en 1992, la Midland Bank, l'une des quatre grandes banques britanniques. Une telle opération reste inimaginable en France.

En décidant, en 1945, de nationaliser les grandes banques de dépôt, les Constituants voulaient aussi donner à l'Etat les moyens d'agir directement dans l'économie. C'est très explicitement la philosophie qui inspire alors le général de Gaulle. Une approche qui continue à marquer l'exception française.

C'est en mars 1945, devant l'Assemblée consultative, que le chef de gouvernement explique le mieux sa démarche. Claire Andrieu résume ainsi les propos du général de Gaulle : *« Seul l'Etat est capable d'assurer* « l'ascension vers la puissance », *cette grande ambition nationale »*, en prenant en main les *« leviers de commande »* tout en faisant respecter *« l'intérêt général »*.

Les nationalisations allaient être l'instrument de la reconstruction, *« le fer de lance de la modernisation »*. L'expression utilisée par les socialistes en 1982 avait déjà été largement usée en 1945. Cette philosophie était à l'époque très partagée : elle n'était pas un monopole des communistes et des socialistes. Lorsque Léon Jouhaux, patron de la CGT, expliquait que les trois objectifs de la nationalisation des banques devaient être *« de débarrasser la politique de la tutelle de l'argent, de financer judicieusement l'économie et d'éviter l'inflation »*, il était approuvé par tous.

LES banques nationalisées de 1945 ont-elles réellement assuré un rôle moteur dans la reconstruction ? En fait, comme l'explique Claire Andrieu, on constate, a posteriori, que ces nationalisations, si elles ont été un acte politique fort, n'ont en revanche été, sur le plan économique, qu'un *« quasi-non-événement »*. Les quatre banques ont continué à participer à l'économie de marché. Elles sont restées soumises, en vertu même de la loi de 1945, à la législation commerciale. L'Etat nouvel actionnaire ne s'est finalement que peu mêlé de leurs affaires. Le seul acte d'autorité qu'il ait engagé sera, en 1966, la fusion imposée de la BNCI et du Comptoir national d'escompte, fusion qui donnera naissance à la BNP.

**Donner à l'Etat les moyens d'agir directement dans l'économie, c'est explicitement la philosophie qui inspira le général de Gaulle**

Les banques nationalisées se sont finalement comportées comme des banques privées. Leurs performances ne seront ni meilleures ni pires. Elles se sont même plutôt bien comportées : en 1981, les « trois vieilles » (la BNP, le Lyonnais, et la Générale) figuraient parmi les plus grandes banques du monde. La nature de la propriété et du pouvoir dans l'entreprise bancaire n'a finalement constitué qu'un rôle secondaire.

Aujourd'hui, il y a eu un renversement presque complet. En 1993, le ministre de l'économie, Edmond Alphandéry, expliquait que *« l'objectif du programme de privatisation* [des banques] *du gouvernement était d'accélérer la modernisation de notre économie »* ! Le poids du secteur public bancaire issu de 1945 a cependant beaucoup pesé pour imprimer au capitalisme français l'une de ses principales caractéristiques : un système qui repose moins que d'autres sur la finance directe.

Le développement s'est appuyé, en France, davantage sur un financement bancaire – la dette – que sur un financement de marché – la Bourse. Là réside l'un des grands éléments de l'« exception française », l'une des différences avec les économies anglo-saxonnes, une différence qui perdure, malgré le développement des marchés depuis le milieu des années 80.

L'Etat-actionnaire banquier, celui donc qui devait animer – après la nationalisation des quatre banques de 1945 – la reconstruction ne sera finalement qu'un élément moteur modeste. L'Etat, en revanche, interviendra par de multiples autres canaux dans les circuits de financement de l'économie nationale.

Il jouera un rôle très important pendant toute la période des « trente glorieuses », à travers notamment l'encadrement du crédit, la politique d'investissement, les priorités au logement et la création, à chaque occasion, d'institutions financières spécialisées. Cinquante ans après, il n'est plus question de nationaliser le crédit. Le contexte est radicalement différent. Mais on sent bien, dans les débats comme dans les décisions gouvernementales, que les éléments de « l'exception bancaire » continuent à peser dans le capitalisme français et dans son évolution.

**Erik Izraelewicz**



FRANÇOIS KOLLAR

*Chambre forte, de la Banque nationale pour le commerce et l'industrie, 1938.*

## La nationalisation n'a rien changé

**André Levy-Lang, aujourd'hui président du directoire de Paribas, racontait, lors d'un colloque organisé en 1993 à Paris par le comité pour l'histoire économique et financière de la France, une anecdote révélatrice que lui avait rapportée Pierre Besse, chargé en 1945 de la nationalisation des quatre banques. *« M. Besse était allé voir chacun des présidents de ces banques – confirmés dans leur position – et il leur avait posé la même question : pour vous, qu'est-ce que la nationalisation change ? Les trois premiers lui avaient répondu : "Ça ne change rien." Le quatrième avait répondu : "Ça change tout, il n'y a plus de risque." »***

## Jacques Chirac en 1995 comme François Mitterrand en 1981

**SI LA FRANCE** a nationalisé, en 1945 puis à nouveau en 1982, des banques, c'est aussi la conséquence d'une forte méfiance de l'opinion à l'égard du commerce de l'argent. En France, la banque a mauvaise réputation. C'était le cas en 1945.

Les déclarations lors des débats de l'Assemblée constituante comme les propos que l'on entendait alors dans les milieux politiques ou chez les industriels sont révélateurs. L'image de la banque avait été ternie par les scandales financiers des années 20, puis par leurs attitudes pendant la crise des années 30 (un certain malthusianisme, selon les industriels). Plus généralement, l'opinion avait alors le sentiment d'un pouvoir occulte tout-puissant, privilégiant uniquement ses propres intérêts, refusant la prise de risque et n'agissant que dans une perspective à très court terme.

*« L'éthique du catholicisme, avec sa méfiance de l'argent – l'argent ne fait pas de petits – a exercé une influence dans la nationalisation des banques »*, note Claire Andrieu qui ajoute : *« A ce niveau de l'inconscient collectif, la décision fut, peu ou prou, une sanction. »*

Cette méfiance à l'égard de la banque continue incontestablement à peser dans le système français. C'est un autre élément de *« l'exception française »*. En 1945 comme en 1981, *« le socialisme et le catholicisme culturel ont scellé leur alliance dans un élan à la fois national et social »*. Ils pèsent toujours dans le fonctionnement de notre système financier.

**ATTITUDE SYMPTOMATIQUE**

L'attitude de la classe politique française est à cet égard fort symptomatique. Jacques Chirac en 1995 comme François Mitterrand en 1981 tenaient à ce sujet des propos très proches. L'un et l'autre ont dénoncé, pendant leurs campagnes électorales respectives, l'attitude frileuse des banques et leurs responsabilités dans la crise. Recevant au printemps dernier les représentants du patronat à l'Elysée, Jacques Chirac aurait vivement encore attaqué *« ces hommes à chapeau à plumes »* qui préfèrent *« médire dans les dîners en ville plutôt que de prendre des risques »*. A chaque fois, les politiques à la recherche de boucs émissaires évoquent l'idée selon laquelle il y aurait dans les banques des coffres pleins. Une fois au pouvoir, ils doivent cependant se rendre à l'évidence : les banques françaises sont plutôt plus pauvres que leurs homologues étrangères. Elles n'ont pas réellement de magots cachés.

*E. I.*

## Bibliographie


- ***La Banque sous l'Occupation : paradoxes de l'histoire d'une profession, 1936-1946***, de Claire Andrieu. Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1990.
- ***Les Nationalisations de la Libération***, de C. Andrieu, L. Levan-Lemesle et A. Prost. Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1987.
- ***Les Patrons sous l'Occupation***, de Renaud de Rochebrune et Jean-Claude Hazera. Paris, Editions Odile Jacob, 1995.
- ***Les Banques en Europe de l'Ouest de 1920 à nos jours***, actes du colloque à Bercy des 7 et 8 octobre 1993. Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1995.
- ***La Banque du XXI[e] siècle***, d'Hervé de Carmoy. Paris, Editions Odile Jacob, 1995.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction : Thomas Ferenczi, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhomeau, Manuel Lucbert, Luc Rosenzweig
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur de la gestion : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffaud, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) *André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)*
*Le Monde* est édité par la SA Le Monde.
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 885 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, président du directoire
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206 806F
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Beuve-Méry 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex 261 311F

# Les Etats-Unis virent au centre

*Suite de la première page*

L'adoption par référendum en Californie – toujours elle – de la « proposition 187 », une mesure privant les immigrants clandestins de l'accès à l'éducation et à la santé publique, devait – prédisait-on – faire tache d'huile. Il y a dix jours, un juge fédéral a déclaré inconstitutionnels plusieurs pans de cette mesure. Ses partisans tenteront sans doute de porter l'affaire devant la Cour suprême, mais, pour l'heure, la « proposition 187 » n'est pas près d'être appliquée. Un projet de loi restreignant l'immigration est en cours d'élaboration au Congrès, mais le Parti républicain est loin de parler d'une même voix sur la question, et certains États, comme le Texas ou celui de New York, dirigés par des gouverneurs républicains, défendent l'immigration légale comme un atout.

La droite religieuse, certes, n'a rien perdu de sa vigueur. Cependant, sur aucun de ses chevaux de bataille privilégiés – avortement, prière à l'école, homosexualité –, elle n'a enregistré de succès décisif. La Cour suprême, où la droite est aujourd'hui bien représentée, ne paraît nullement encline à revenir sur l'arrêt de 1973 par lequel elle avait légalisé l'interruption volontaire de grossesse.

Les sondages traduisent une grande constance de l'opinion à ce sujet, la majorité des Américains se disant opposés à l'avortement mais fondamentalement attachés à la liberté de choix. Au Congrès, les législateurs se gardent bien d'attaquer de front le droit à l'avortement, essayant plutôt des manœuvres latérales contre certaines dispositions marginales, comme l'avortement thérapeutique en fin de grossesse.

Le débat au Congrès sur la réforme de l'aide sociale et de l'assistance aux retraités a fait apparaître tout aussi clairement les réticences de l'opinion américaine à l'égard du jusqu'auboutisme. La compassion a beau être passée de mode, les arguments selon lesquels une réforme radicale de l'aide sociale *« ferait basculer un million d'enfants dans la pauvreté »* n'ont pas laissé les Américains indifférents. Dans les sondages, pendant la bataille du budget, Bill Clinton – le défenseur des acquis sociaux – a battu à plate couture Newt Gingrich – le pourfendeur des filles-mères.

L'aggravation de la fracture raciale, objectera-t-on, ne creuse-t-elle pas le fossé entre les extrêmes ? Là aussi, les apparences sont trompeuses. Le choc, pour l'Amérique blanche, du verdict d'acquittement d'O. J. Simpson a été considérablement amorti par un événement dont la portée n'a peut-être pas été mesurée à l'époque : la *« marche d'un million d'hommes noirs »* à Washington. On y attendait la consécration de Louis Farrakhan l'antisémite, le misogyne ; on assista à un rassemblement digne, accueillant et ouvert – y compris aux femmes – d'hommes nettement plus préoccupés par le souci de mettre fin à la spirale d'autodestruction de leur communauté que par la rhétorique obtuse du chef de La Nation de l'islam.

Quant à la colère de l'homme blanc, elle n'a probablement pas disparu, mais le drame d'Oklahoma City en avril l'a mise en sourdine. Attribué à deux extrémistes obsédés par la puissance maléfique du pouvoir fédéral, cet attentat dans lequel 168 personnes ont trouvé la mort a discrédité le mouvement des milices de citoyens et jeté une lumière crue sur le discours agressif de certains animateurs de radio.

*Souvent perçue comme un virage* à droite, la réaction contre la tyrannie du *politically correct* et certaines manifestations du féminisme radical dénotent surtout la recherche de solutions à la profonde crise morale que l'Amérique a le sentiment de traverser et que les *talk shows* télévisés dissèquent à longueur de journée. Ce qui explique peut-être que le consensus autour de la répression pénale n'ait, lui, jamais fléchi : la prison et la chaise électrique restent les valeurs les mieux partagées.

*Sylvie Kauffmann*

Le Monde

ÉDITORIAL

# Un réformateur pour l'OTAN

**APRÈS le camouflet infligé par les Américains à leur premier candidat, les Européens ont réussi à imposer au secrétariat général de l'OTAN, avec Javier Solana, un homme convaincu de la nécessité de rééquilibrer l'organisation atlantique au profit du Vieux Continent. Venant d'un pays qui, comme la France depuis le coup d'éclat de de Gaulle en 1966, ne fait pas totalement partie des *institutions militaires intégrées*, le ministre espagnol des affaires étrangères paraît bien placé pour animer la réforme de l'OTAN, autour d'un pilier nord-atlantique et d'un pilier européen. Après sa confirmation officielle, probablement mardi 5 décembre, par les ministres des affaires étrangères des seize membres de l'Alliance, il devra d'abord s'attaquer à des tâches d'urgence immédiate : le déploiement des 60 000 hommes de la force de paix (IFOR) que l'OTAN envoie en Bosnie pour faire appliquer l'accord de Dayton.**

**Mais la manière dont cette opération réussira ou échouera, les conditions de la participation de pays qui ne sont pas en permanence dans le commandement intégré, les liens qui seront tissés avec des Etats n'appartenant pas à l'OTAN, qu'ils soient candidats, comme la République *tchèque*, la Pologne ou la Hongrie, ou qu'ils continuent à tenir l'OTAN en grande suspicion, comme la Russie, tout cela aura une influence considérable sur la future architecture de sécurité en Europe après la fin de la guerre froide.**

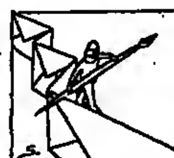
**Cette intervention de l'OTAN, la première depuis sa création en 1949, consacre une organisation qui a survécu à la disparition de son objectif d'origine : faire face à la menace soviétique. Elle peut aussi bien conforter la position dominante des Etats-Unis dans l'organisation que préparer la voie à une modernisation des relations entre les deux rives de l'Atlantique. C'est évidemment cette deuxième hypothèse que privilégie Paris, qui plaide depuis des années pour une « identité de défense européenne », par ailleurs prévue dans le traité de Maastricht.**

**Cette modernisation suppose deux conditions. D'abord, la France ne doit plus feindre d'ignorer que ses principaux partenaires européens sont intégrés dans l'Alliance atlantique ; elle doit donc redéfinir ses rapports avec l'OTAN et, loin de tout dogmatisme, participer aux instances de décision quand ses intérêts l'exigent. Cette évolution est en cours. *Les Etats-Unis* doivent ensuite accepter – et pas seulement par des déclarations de principe comme ils l'ont fait jusqu'alors – que l'Europe organise sa défense, au sein de l'Alliance, et qu'elle ne soit pas entravée dans une action autonome, par la bonne ou la mauvaise volonté de leur grand allié.**

**Ce développement d'un pilier européen de l'OTAN, suffisamment intégré pour ne pas inquiéter Washington et suffisamment indépendant pour ne pas effrayer Moscou, pourrait représenter une issue au dilemme dans lequel les Américains se sont enfermés : élargir l'OTAN pour répondre au besoin de sécurité des nouvelles démocraties d'Europe centrale sans pour autant renforcer en Russie un complexe d'isolement, porteur de tous les dangers.**

## L'AVIS DU MÉDIATEUR

**Plusieurs lecteurs s'étant émus de la connotation, selon eux raciste, d'une expression que *Le Monde* a employée dans le cours d'un article, le médiateur répond ci-dessous à cette interpellation. C'est l'occasion de publier deux critiques d'un jugement porté par le journal dans une autre affaire, relevant elle aussi de la sémantique. Il y a, dans les deux cas, débat sur le maniement de la langue, et nos lecteurs y participent pleinement. *Le Monde*, en tant qu'organe public d'expression, est évidemment porté, sans ignorer qu'elle n'est pas neutre, à garantir à cette dernière la plus grande plénitude, quitte à se prêter aux confrontations qu'elle peut soulever et à la discussion des jugements qu'il assume.**



# L'intention et la formulation

*par André Laurens*

L'ACTUALITÉ ne se programme pas et, pas davantage, le courrier qu'elle provoque, dont une sélection est publiée soit au jour le jour, soit, de manière régulière, au rendez-vous fixé dans cette page hebdomadaire. C'est ainsi que l'on retient des lettres sur la réforme de la Sécurité sociale ou sur les problèmes de l'Université, et qu'une autre correspondance s'impose, ne serait-ce que parce qu'elle met en cause *Le Monde*. Elle a, dès lors, priorité, puisque telle est la règle que le journal s'efforce de respecter depuis qu'il a pris l'initiative d'un échange interactif avec ses lecteurs.

En l'occurrence, l'échange a démarré avec virulence à propos du compte rendu d'un ouvrage sur les liens entre la télévision et le sport (*Le Monde* du 22 novembre). Le signataire de cette bibliographie a évoqué en ces termes la figure de l'un des protagonistes décrits dans le livre : *« Jean-Claude Darmon, le petit juif devenu le vrai patron de foit du foot, du rugby, du patinage artistique réunis. »* Le raccourci a déclenché des réactions aussi vives que spontanées. A côté de ceux qui, comme Pierre Medioni (La Celle-Saint-Cloud) ou Serge Viala (Saint-Germain-Laval), expriment leur surprise et leur tristesse devant un telle formulation, ou qui, comme M. Slabodsky (Paris), la jugent extrêmement désagréable et désobligeante, d'autres, tel Jean Hamburger (Paris), laissent éclater leur indignation en nous renvoyant à *la presse* où fleurit l'antisémitisme.

Revenons aux faits, pour répondre sereinement : dans la bibliographie en cause, notre collaborateur exposait l'analyse de l'auteur du livre, Eric Maitrot, sur *« les liaisons secrètes »* entre sport et télévision, analyse étayée par des entretiens avec les principaux acteurs du système. Parmi lesquels Jean-Claude Darmon, qui assume avec une légitime fierté, semble-t-il, son itinéraire de pied-noir d'origine juive et de condition modeste devenu un personnage important, dominant, dans son activité professionnelle. Tel est le portrait tracé de lui, qu'il assume, et dans lequel ses familiers le reconnaissent. Au reste, il n'a pas protesté auprès du *Monde* contre une qualification qui, à l'évidence, soulignait sa réussite sociale. Il va de soi que ce n'était pas sa taille – il est plutôt de haute stature – qui était visée et que le rappel de son appartenance à la communauté juive n'avait d'autre objet que de donner une plus juste idée de son cursus social, de même qu'on aurait pu le faire d'un *« petit Noir »*, *« Arabe »* ou *« Chinois »* s'étant distingué dans des conditions au départ plus difficiles que pour d'autres.

L'intention n'était pas maligne et tendait à enrichir l'information. Reste la formulation, qui pouvait souffrir d'une assimilation éventuelle à l'antisémitisme et à tout le mal que celui-ci a produit. *Le Monde* est averti de ce genre de dérive. Il peut lui arriver de se fourvoyer, par insuffisance de vigilance, dans des rapprochements condamnables, des formulations suspectes ou ambiguës. Ce n'est pas le cas en l'occurrence : le raccourci mis en cause doit être lu pour ce qu'il dit, dans son contexte, et non pour ce qu'on lui prête avec quelque précipitation. Sinon, cela reviendrait à conjuguer l'esprit de système et le procès d'intention, au nom d'un formalisme politiquement et moralement correct.

Au-delà de cet exemple, la question de l'énoncé dans le débat public se pose dans bien d'autres cas et invite à la réflexion : que resterait-il de la liberté d'expression si elle devait être contrainte par de plus en plus d'interdits, fussent-ils implicitement acceptés par les intervenants, ce qui ouvrirait davantage la voie à l'autocensure ? A quoi se réduirait le maniement de la langue s'il devait subir toutes sortes d'impérialismes du sens ? Les mots ne sont pas des outils neutres, mais ce sont des outils, qu'il vaut mieux jauger à la tâche, c'est-à-dire à la nature des causes, des passions et des idées qu'ils servent.

## REVUE DE PRESSE

### INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

*Flora Lewis*

■ Tôt ou tard, même sans l'Union européenne, la France aurait été obligée de réduire ses déficits et sa dette. Mais on ne l'a jamais vraiment dit à l'opinion. (...) Toutefois, ce qui trouble plus profondément les Français, c'est l'idée que la France est devenue un pays moyen. (...) D'une façon ou d'une autre, les grèves prendront fin, mais les blessures de l'Histoire resteront douloureuses.

### L'EXPRESS

*Christine Ockrent*

■ Le pays va-t-il si *mal* que ça ? Sûrement pas. Mais, à force d'avoir cru à l'exception française sans remarquer qu'alentour nos voisins s'ajustaient progressivement à la mondialisation de l'économie, le voici brutalement rappelé à l'ordre et contraint, dans une conjoncture médiocre, d'aller vite. Le calendrier n'attend plus. Encore faut-il savoir l'expliquer.

## RECTIFICATIF

### DISNEYLAND

Euro Disney a démenti, jeudi 30 novembre, les informations communiquées par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris selon lesquelles les grèves ont provoqué une chute du taux de remplissage du parc de loisirs de 85 à 8 % (*Le Monde* du 1er décembre). La société indique que son parc est plus fréquenté que l'an passé à même époque, en précisant, d'ailleurs, qu'elle ne sait pas expliquer l'absence d'impact des mouvements sociaux.

## AU COURRIER DU « MONDE »

### A QUOI SERVENT LES DICTIONNAIRES ?

La toute récente « affaire » du *Dictionnaire des synonymes et contraires* d'Henri Bertaut du Chazaud (équivalence entre juif et avare...), publié dans la collection des Usuels du Robert (*Le Monde* du 17 novembre), me paraît révélatrice d'une grande méconnaissance de ce qu'est l'objet dictionnaire. Ne serait-ce pas là l'occasion de rappeler aux consultants de ce type d'ouvrages que le dictionnaire est une tentative de description, la plus objective possible, du lexique d'une langue, celui-ci étant à son tour le reflet fidèle de l'histoire des idées, des civilisations, des multiples aventures et techniques humaines ? Or, la péjoration et le mépris de l'autre sont à n'en pas douter des constituants importants, sinon essentiels, de toute société ; constituants négatifs, certes, qui peuvent aller jusqu'à la xénophobie et au racisme, mais constituants tout de même ! Dès lors, quoi d'étonnant que les désignations ethniques soient souvent détournées à des fins de défoulement collectif !

Si les juifs, que je respecte au même titre que toute communauté humaine, obtiennent définitivement la suppression demandée, il va falloir retrancher des dictionnaires quelques dizaines d'acceptions ou de locutions profondément installées dans la langue, que je ne citerai pas, par délicatesse, mais qui ont pour cible non seulement les étrangers : Arabes, Asiatiques, Polonais (ivresse), Italiens (*combinazione*), Grecs (le jeu), Espagnols, Ecossais (comme les juifs !), Allemands (querelle, etc.), mais aussi... les Auvergnats, les Parisiens, les Bretons, les Gascons, les Alsaciens, etc. Un seul exemple pour montrer la vanité de ces condamnations et la réciprocité de ces tendances xénophobes : si le mot français dépréciatif *hâbleur* vient de l'espagnol *hoblar*, qui signifie simplement « parler », n'oublions pas que les Espagnols ont un autre verbe, lorsqu'ils veulent péjorer la parole « vaine » : c'est *parlar*, c'est-à-dire *parler*... à la française !

Je ne crois pas que ce soit en censurant les réalisations lexicales, dont certaines sont fort anciennes et d'un très mauvais goût – que ne saurait faire excuser leur caractère « ludique » – qu'on extirpera les racines du mal, mais bien plutôt en recherchant les multiples raisons qui, au cours de l'histoire, ont fait s'affronter dérisoirement et criminellement tant de peuples... et de préjugés stupides !

**Jean-Paul Colin**
**auteur du « Dictionnaire des difficultés du français » chez Robert**

### UN INDEX DES MOTS INTERDITS

Ainsi donc, vous prônez, à la suite des regrets exprimés par les éditions Le Robert à propos du synonyme « juif » accolé au mot « avare », rien de moins qu'un *« salutoire contrôle des dictionnaires »* (*Le Monde* du 17 novembre dernier). Certes, l'équivalence apparaissait inopportune, dès lors que le synonyme proposé n'était pas, semble-t-il (je n'ai pu consulter l'édition), assorti de la mention *« péjoratif »* ou *« injurieux »*, mais seulement du « discriminant » *« argotique »*.

Mais, ignorez-vous que des dictionnaires aussi estimables que le Grand Larousse encyclopédique (édition de 1962), ou Le Robert lui-même (édition de 1980), incluent, respectivement, les acceptions suivantes du mot « juif » : *« Péjor.* Usurier, avare » et *« Fig.* et *péjor.* Personne âpre au gain, usurier ». Je ne sache pas que ces éditions aient été condamnées ou expurgées. *Le Monde* voudrait-il rétablir la censure ? (...) Faudra-t-il désormais solliciter l'*imprimatur* des autorités religieuses, catholiques, juives ou musulmanes ? Accepterons-nous, en 1995, de nous soumettre au diktat des intégristes, des fondamentalistes et des ayatollahs ? (...)

**Claude Cymerman**
**Paris**

### LA SAINE MUTATION DE LA PUBLICITÉ

Remettons les pendules à l'heure. La loi Sapin sur la publicité a sanctionné les pratiques discriminantes, a obligé tous les acteurs à se comporter honnêtement. Elle a rappelé aux agences qu'en économie, un intermédiaire ne se justifie que s'il apporte une *réelle valeur ajoutée*. Elle a rappelé aux médias qu'ils vendaient de l'audience qualifiée, pas des taux de négociation. Dure, mais nécessaire prise de conscience pour tous.

Alors, pourquoi des résultats si contrastés sur 1994 ? La crise de la publicité est la conséquence d'une crise mondiale brutale, qui a saisi les annonceurs par surprise. En quête d'économies rapides, ils ont coupé leurs dépenses publicitaires. Non, la publicité n'est pas punie par la loi Sapin ; en bout de chaîne de l'économie, elle a souffert, plus que d'autres secteurs, de la crise.

En chinois, *« crise »* et *« opportunité »* sont construits sur le même idéogramme, certains l'ont compris. Ils ont accompli une profonde mutation compétitive, en misant sur la qualité des hommes et des méthodes, en retrouvant leur valeur ajoutée historique : le conseil sur le business des marques. Cette mutation est payante : les chiffres 1995, déjà acquis, le prouvent. Si la croissance du marché sera deux points au-dessus de l'inflation, elle sera encore supérieure pour les agences qui ont su s'adapter. Les bonnes agences sont enfin faciles à identifier, ce sont celles qui se portent bien. Par exemple, les trois grandes agences françaises, parmi les quinze premières dans le monde, sont les seules européennes à rivaliser avec les américaines.

Quand des pans entiers de l'économie restent à réorganiser, pas d'apitoiement nombriliste sur la publicité. Ce n'est qu'un petit secteur, il emploie 20 000 personnes (il y a moins de publicitaires en France que de chauffeurs de taxis à Paris), et surtout, il est déjà sorti de la crise.

Nous ne manquons pas de raisons objectives d'être optimistes. Ce qui fait mal au moral, c'est qu'on nous renvoie sans cesse l'image obsolète d'un métier en décomposition, menacé des germes mortels de l'abattement. Qu'on occulte la réalité présente, saine et porteuse. Qu'on minore le rôle d'un métier qui construit des marques, donc de la valeur ajoutée. Qu'on rechigne à voir que la vitalité de l'économie dépend aussi de l'effet d'entraînement de la publicité. Alors, à bas la morosité, vive la publicité !

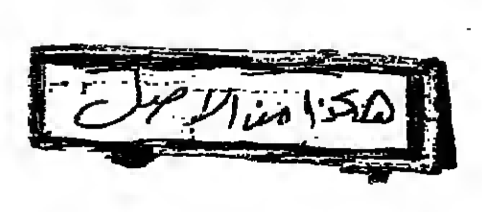
**Jean-Michel Carlo**
**président de BDDP**

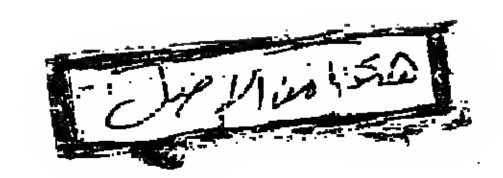
### GIDE ET L'EX-CONGO FRANÇAIS

Permettez-moi de révéler une erreur commise en vos colonnes, non par un de vos rédacteurs, mais par le malheureux Ken Saro-Wine – dont je respecte et le nom et la cause qu'il *défendait* – *dans* l'extrait de son livre que vous avez publié dans *Le Monde* du 15 novembre.

Non, André Gide n'a pas *« constaté les multiples violations des droits de l'homme commises par le roi Léopold II de Belgique et ses représentants »*. Pour la bonne raison qu'il avait mené son enquête au Congo... français, où, effectivement, il y avait bien des choses à dénoncer en 1927. Ce qui ne veut pas dire qu'il n'y eut pas d'exactions au Congo belge, ou plutôt dans l'Etat indépendant du Congo dont Léopold II était également le souverain. Mais c'était vingt-cinq ans plus tôt ! A chacun son dû !

**Robert Hennart**
**Bruxelles**







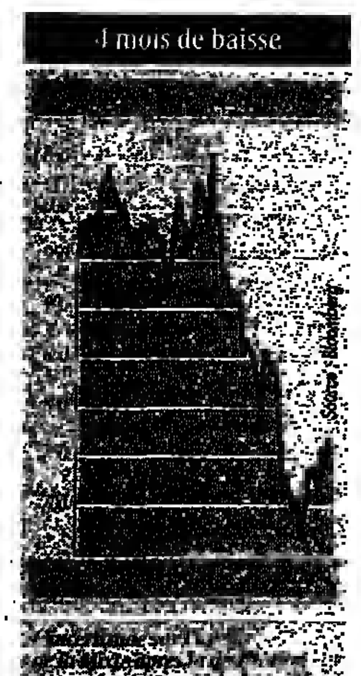
**RESTRUCTURATION André Launois, président de la Compagnie de navigation mixte depuis le mois de juin, a écarté vendredi 1er décembre l'hypothèse d'un démantèlement du groupe à court terme. La Mixte regroupe des activités dans le transport, l'industrie, l'agroalimentaire, la banque et l'assurance. ● L'ÉTAT DES LIEUX, réalisé à la demande du conseil d'administration, fait apparaître la nécessité de passer de fortes provisions sur certaines participations. Le groupe devrait afficher une perte comprise entre 300 et 500 millions de francs en 1995, contre un résultat positif de 787 millions l'année précédente. Fichet-Bauche, dont la Mixte détient 61,4 %, devrait accuser un déficit compris entre 200 et 250 millions de francs. ● LA PARTICIPATION de 34 % dans l'assureur Allianz Via Holding, dont le groupe allemand Allianz détient 66 %, pourrait être cédée rapidement.**

# Le conglomérat Navigation mixte procède à son inventaire

## André Launois, à la tête de la Compagnie depuis juin dernier, a annoncé des pertes comprises entre 300 et 500 millions de francs pour 1995. Le démantèlement du groupe n'est pas à l'ordre du jour, du moins à court terme

**SI L'ON EN CROIT** André Launois, qui a succédé fin juin dernier à Marc Fournier à la tête de la Compagnie de navigation mixte, les coffres-forts, les oranges, le champagne, les transports, les équipements infrarouges, les flacons, le thon en conserve, l'assurance et le sucre continueront à cohabiter au sein du conglomérat. En tout cas à court terme. Certes, si l'allemand Allianz fait one proposition *« convenable »*, André Launois ne se fera pas prier pour lui céder les 34 % de l'assureur Allianz Via Holding que la Mixte détient. D'autres participations, moins importantes, pourraient suivre. Ao fond, nul ne sait quelle sera, dans deux ans, la configuration de ce groupe qui possède 17 milliards de francs d'actifs et 3,5 milliards de trésorerie.

Pour sa première prestation devant la presse vendredi 1er décembre, André Launois avait à remplir une tâche délicate : montrer que le conglomérat financier a de beaux restes tout en soulignant ses faiblesses. Autrement dit, ne pas désespérer les actionnaires tout en justifiant le limogeage de son fondateur. Le 23 juin dernier, une coalition d'actionnaires, représentant 50 % du capital, menée par le premier d'entre eux, Paribas, qui détient 30,3 %, avait renversé Marc Fournier après vingt-sept ans de règne sur la maison de la rue Volney. Ce putsch, en forme de reprise en main musclée de Paribas, était intervenu deux mois seulement après la fin du pacte d'actionnaires qui liait la Mixte à la maison de la rue d'Antin. (*Le Monde* daté 25-26 juin 1995). C'est encore Paribas qui avait proposé le nom d'André Launois, personnalité indépendante, certes, mais qui avait passé sept ans à la présidence de Fives Lille, filiale à 30 % de Paribas.




Porté à la tête d'un groupe qu'il connaissait à peine, André Launois a consacré les cinq premiers mois de sa présidence à faire un état des lieux. Côté beaux restes, l'inventaire est plutôt flatteur pour l'ancien patron de la Mixte : *« Une structure du bilan très solide, pratiquement pas d'endettement, aucun risque immobilier »*. La Mixte possède, de surcroît, un beau portefeuille de participations majoritaires : Saupiquet, leader européen de la conserverie de thon, GTI pour les transports, la Compagnie française de sucrerie, numéro trois du secteur en France. Et même Fichet Bauche qui, malgré ses problèmes, a un nom connu, *« ce qui vaut quelque chose »*. Très diversifiée, la Mixte est moins vulnérable aux à-coups d'un secteur. Ses équipes sont compétentes.

### CAS PARTICULIERS

Le tableau serait idyllique s'il n'y avait pas les participations *« dont nous n'avons pas le contrôle »* et sur lesquelles, *« quelle que soit notre volonté, nous ne pouvons agir »*. Sont visés : Paribas, dans laquelle la Mixte a 9 %, la Société centrale d'investissement de Jean-Marc Vernes (18 %) et Allianz Via Holding (34 %). *« Si elles marchent bien et dégagent une rentabilité suffisante, parfait. Dans la mesure où il s'agit d'activités qui, pour langtemps, ne dégagent qu'une rentabilité médiocre au pas du tout, il s'agit d'investissements malheureux »*, estime André Launois. On pourrait en déduire qu'il faut s'en séparer de toute urgence.

Par malchance, les trois citées constituent des cas particuliers. Les deux premières sont des participations croisées difficiles à dénouer en raison de leur faible cours. Et la Mixte ferraille depuis trois ans devant la justice avec son ancien allié, l'assureur allemand Allianz, sur la valorisation d'Allianz Via Holding, société commune qui regroupe les activités d'assurance du groupe.

Les participations incontrôlées ne sont pas les seuls défauts que M. Launois a décelés dans la Mixte. Via Banque, la banque du groupe, a mené de front son rôle avec celui d'investisseur industriel, un mélange des genres que le nouveau président ne goûte pas. Et puis, la holding péchait par la légèreté de ses structures. André Launois s'est donc attelé à mettre en place *« un minimum de procédures qui permettent de connaître la situation de chaque filiale, ses besoins en trésorerie »*, bref à doter le groupe d'un peu plus d'organisation. Par ailleurs, il a entamé le redressement des filiales *« qui méritent d'être encouragées »*, comme Fichet Bauche, qui devrait afficher entre 200 et 250 millions de francs de pertes en 1995. Enfin, un audit, dont les conclusions sont attendues à la fin de l'année, a été commandé au cabinet Deloitte et Touche pour étudier les perspectives d'avenir de Via Banque.

L'heure est donc au nettoyage des bilans et noo à la stratégie. D'importantes provisions devraieot être passées ou renforcées sur différentes participations détenues par la bolding. Elles devraient faire plonger dans le rouge le résultat de la Mixte en 1995 qui affichera entre 300 et 500 millions de francs de pertes avant réalisation de plus-values.

Quant à la stratégie, cinq mois n'ont pas suffi à André Launols pour même en donner quelques orientations. Il n'envisage d'ailleurs pas cette étape avant deux ans. *« Quels sont les secteurs dans lesquels il faut se développer, je ne le sais pas encare »*, déclare-t-il en affirmant *« ne pas être dans une optique de démantèlement »*.

Tout dépend de ce que le mot veut dire. La cession de la participation dans Allianz Via Holding, apporterait certes près de 4 milliards de francs dans les caisses de la Mixte, mais ferait apparaitre une moins-value de plus de 1 milliard. Pour la compenser, la Mixte pourrait être amenée à céder la Compagnie française de sucrerie qui, elle, dégagerait quelque 2 milliards de plus-values. Pour André Launois, la Compagnie de Navigation mixte n'a pas vocation à être vendue par appartement. Les événements décideront peut-être pour lui. Mais il ne fait guère de doute que, d'ici deux ans, la géométrie du groupe aura radicalement changé. Son actionnariat également. Le 1er décembre, le conseil d'administration *« a renauvelé son souhait de voir la direction du groupe poursuivre ses efforts dans le sens d'une meilleure rentabilisation de ses actifs, dans l'intérêt de l'ensemble de ses actiannaires »*.

***Babette Stern***

### *Le casse-tête de Paribas*

**La participation croisée qui lie Paribas et la Compagnie de navigation mixte remonte à 1989, lorsque la banque de la rue d'Antin a échoué dans sa tentative de prendre le contrôle du groupe fondé par Marc Fournier. Achetées à prix d'or, les actions de la Mixte n'ont cessé depuis de se dévaloriser. De leur côté, les titres Paribas ont perdu 40 % de leur valeur depuis la privatisation de la banque. Le pacte de non-agression signé entre les deux maisons est arrivé à échéance en mai 1995. Le mois suivant, Marc Fournier était destitué.**

**Depuis, les actionnaires des deux maisons attendent une justification industrielle à l'opération de mainmise de Paribas sur la Mixte. La position de la banque est rendue d'autant plus difficile qu'une forte baisse de la valeur de la Mixte aurait un lourd impact sur ses comptes, ce dont elle n'a pas besoin. André Launois, placé par Paribas à la tête de la Mixte, a donc choisi de ne pas clarifier la situation, se contentant de passer en revue les différentes participations du groupe.**

# Saint-Gobain affirme ses vues sur Essilor

**C'EST UNE DES VIEILLES IDÉES** de Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain. Lorsqu'il n'était encore que directeur du plan en 1976, il avait inclus Essilor dans la liste des entreprises intéressantes pour le groupe. Il n'a pas changé d'avis. Depuis 1988, il grignote patiemment le capital de la société, numéro un mondial dans les verres optiques. Vendredi 1er décembre, Saint-Gobain a annoncé qu'il venait de franchir le seuil de 20 % du capital d'Essilor.

Ce renforcement était tentant pour Saint-Gobain, premier actionnaire de la société d'optique depuis plusieurs années : avec 20,5 % des actions et 23,5 % des droits de vote, il peut désormais consolider dans ses comptes, par mise en équivalence, les résultats d'Essilor. Depuis qu'il s'est recentré sur son métier de base – les verres correcteurs –, Essilor est redevenu une firme très rentable. Au premier semestre, il a réalisé un bénéfice net de 244 millions de francs, en hausse de 31 % par rapport à la même période de 1994, alors que le chiffre d'affaires ne progressait que de 3,4 % à 3,3 milliards de francs.

Pour la fin de l'année, la société prévoit une croissance de même ordre. Prié par la Commission des opérations de Bourse de préciser ses intentions futures à l'égard d'Essilor, Saint-Gobain déclare dans un communiqué qu'il *« envisage de poursuivre à terme le renforcement de sa position et qu'il se réserve d'examiner, en fonction des circonstances, les opportunités susceptibles de se présenter au cours des douze mois à venir »*. Cela signifie-t-il que le groupe pourrait prendre le contrôle total de la société d'optique et s'adjoindre ainsi un buitième métier, comme Jean-Louis Beffa en a souvent évoqué la possibilité ? Le groupe se contente de répondre que *« rien n'est exclu »*.

### SIMILITUDES

Saint-Gobain se plaît à souligner les similitudes qui existent entre les deux groupes. Comme lui, Essilor travaille un matériau de haute technologie, le verre. Comme lui, il a acquis une position de *« leader »* dans ses métiers. Bien avant lui, il s'est implanté aux Etats-Unis. A partir du milieu des années 80, la société d'optique s'est attachée à prendre des positions fortes outre-Atlantique, où elle réalise le tiers de son chiffre d'affaires. De même, bien avant Saint-Gobain, elle s'est implantée en Asie, d'abord pour y produire moins cher des verres ordinaires, puis pour y prendre des parts de marché. Saint-Gobain, qui a joué un rôle d'actionnaire actif chez Essilor depuis 1990, ajoute qu'il peut apporter un soutien financier à la société. *« Il existe aussi des complémentarités techniques entre nous, notamment dans les traitements de surface pour les verres »*, précisait en janvier Jean-Louis Beffa.

Dans les années 80, le groupe verrier britannique Pilkingtoo avait utilisé les mêmes arguments pour justifier sa diversificatioo dans les verres correcteurs. Il avait racheté le fabricant d'optique Sola puis les lentilles de contact Visioncare. L'aventure s'est achevée l'an dernier par la vente de la branche « optique » et par une perte de 375 millions de livres (environ 3 milliards de francs) pour dépréciatioo d'actifs.

***Martine Orange***

# Le trente-cinquième Salon nautique sous petite voilure

**SORTIE** prudemment d'une crise de trois ans en 1993-1994, l'industrie française aborde le trente-cinquième Salon nautique qui se tient du 2 au 11 décembre à Paris (*Le Mande* du 1er décembre) avec une certaine inquiétude. Nouvelles dispositions fiscales, cbute des achats de biens durables et morosité générale : les constructeurs de bateaux envisagent avec appréhension l'hiver 1995 et même les deux prochaines années.

Le secteur avait vu son activité se stabiliser en 1994-1995, (exercice du 1er septembre au 31 août) avec un cbiffre d'affaires de 2,15 milliards de francs coutre 2 milliards de francs en 1992-1993 et 3 milliards de francs, au plus haut, en 1990. Le premier semestre de l'exercice 1995 (entamé en septembre 1994) avait enregistré une reprise notable des commandes. Annette Roux, présidente de Beneteau et, à l'époque, de la Fédération des industries nautiques, prévoyait une progression de 6 % du chiffre d'affaires des constructeurs en 1995 et de 8 % en 1996. A partir de mars 1995, un net coup d'arrêt a été porté à la reprise, peu avant les élections. Le Salon de Cannes, début septembre 1995, redonnait un peu d'espoir, cassé net au Grand Pavois, huit jours après, par l'annonce de la réforme fiscale. Cette dernière supprimait, pour les bateaux, le bénéfice de la défiscalisation dans les DOM-TOM, an titre de la loi Pons, et celui de la procédure de BIC en métropole, qui permet, dans certaines conditions, de déduire du revenu personnel, les frais d'achat d'un bateau, en général assez gros (au-dessus d'un million de francs) par le biais de sociétés de louage plus ou moins régulières.

C'était le *« coup de bambou »* pour la construction nautique, qui pouvait perdre ainsi plus de 30 % de son chiffre d'affaires. Le bénéfice de la loi Pons fut rétabli *illico*, mais celui des BIC reste, en principe, supprimé. Une possibilité reste ouverte aux investisseurs particuliers d'obtenir une dérogation en se rattachant au régime des porteurs de parts de bateau de commerce (quiratalres), qui resteraient très défiscalisées.

Sur une flotte de 850 000 bateaux, doublée en buit ans, la demande ne porte guère que sur le renouvellement. L'ennui est que les coques en matière plastique durent très longtemps, deux à trois fois plus que les voitures. La première coque construite en ce matériau, livrée en 1967, celle de l'Arpège de Dufour, navigue toujours : une catastrophe pour les fabricants ! En outre, le volume des transactions annuelles sur le marché de l'occasion représente deux fois et demie celui du neuf. Pour l'exercice clos en septembre, celui-ci s'est élevé à 17 600 unités, dont 2 650 voiliers et 13 000 bateaux à moteur, contre 18 215 l'an dernier.

Une restructuration sévère de la profession va se produire. *« Le soleil noir de la réalité est en train de se lever »*, prédit un observateur sagace. L'un des deux grands chantiers, Jeanneau, 600 millions de chiffre d'affaires et 900 salariés, a déposé son bilan au début du mois de novembre dernier. Après l'avoir mis en redressement judiciaire, le tribnnal de commerce de La Roche-sur-Yon décidera, le 8 décembre, si son activité pourra se poursuivre ou s'il sera vendue (*Le Mande* du 2 décembre).

Le chantier Gibert qui construit les Gibsea (70 millions de francs de chiffre d'affaires et 18 millions de pertes cumulées) vient d'être vendu par la famille Gosset aux frères Van Gaver (deux Français). La société Couach d'Arcachon (250 millions de francs de chiffre d'affaires) a été cédée à un groupe bollandais. Le chantier Kirié (famille Chauffour), mis en redressement judiciaire en 1993, n'a plus que cinquante salariés, et Jeantot Marine n'est pas très à son aise.

Cette restructuration pourrait aboutir an maintien d'un ou deux grands constructeurs. Le premier sera certainement Beneteau, qui s'en tire honorablement avec 700 millions de chiffre d'affaires (+ 8,3 %) et un retour aux bénéfices (4,6 millions de francs cette année et plus de 20 millions de francs prévus l'an prochain), grâce à une Europe en reprise (24 % des ventes), à une zone américaine qui représente 33 % des ventes, la France ne comptant plus que pour 35 % du chiffre d'affaires. Le secnnd sera, peut-être, Jeanneau.

A l'autre extrémité, on trouvera des « nicbes » très profitables : Alubat d'Yves Roucher, nouveau président de la Fédération, un véritable petit bijou avec 6 millions de francs de bénéfice et 22 millions de francs de trésorerie nette pour 35 millions de francs de cbiffre d'affaires ; Amel à La Rochelle et ses bateaux de luxe pour particuliers fortunés ; Dufour et Sparks d'Olivier Boncin et les catamarans pospères de Fountaine-Pajot. Que restera-t-il au milieu ? Peut-être Gibert et Kirié, mais solidement arrimés ou repris.

***François Renard***

# Nick Leeson a été condamné à six ans et demi de prison

**NICK LEESON**, ancieo courtier de la banque britannique Barings, a été condamné samedi 2 décembre par un tribunal de Singapour à six ans et demi de prison pour faux et tricherie. M. Leeson a déjà passé près de neuf mois dans une prison allemande en attendant soo extraditioo à Singapour, et ce temps sera soustrait de la peine qu'il devra purger. Nick Leeson est accusé d'avoir, par des spéculations hasardeuses sur les marchés dérivés, accumulé des pertes estimées à 1,4 milliard de dollars (7 milliards de francs) qui ont entraîné la débâcle de la banque Barings. Arrêté le 2 mars à Francfort quelques jours après avoir disparu de Singapour, il a été extradé d'Allemagne le 23 novembre. Seloo ses avocats, Nick Leeson, 28 ans, pourrait être libéré dans trois ans et demi environ. Il avait plaidé coupable de faux et tricherie après l'abandon, vendredi, par le tribunal de neuf autres chefs d'inculpation (*Le Mande* du 2 décembre).

■ **GENERAL MOTORS : le constructeur automobile américain** va devoir rappeler 470 000 Cadillac que le gouvernement américain soupçonne d'être équipées de matériels illégaux afin de mettre en échec les contrôles anti-pollution. General Motors, qui conteste les accusations de l'administration américaine, a toutefois accepté un compromis. Elle payera 11 millions de dollars (55 millions de francs) d'amendes et remettra aux normes tous les véhicules incriminés, ce qui représente un coût de 33 millions de dollars.

■ **IBÉRIA : les discussions entre la Commission** européenne et Madrid sur les aides que l'Etat espagnol entend accorder à la compagnie aérienne nadonale Ibéria se poursuivront la semaine prochaine, a indiqué une porte-parole de la Commission vendredi 1er décembre. Madrid veut procéder à une augmentation de capital d'Iberia de 130 milliards de pesetas (5,2 milliards de francs) pour combler ses pertes (41,5 milliards de pesetas en 1994). Bruxelles demande qu'Iberia cède sa participation de 85 % dans Aerolinas argentinas.

■ **BHP : le groupe minier australien** a lancé vendredi 1er décembre une offre d'achat de 2,5 milliards de dollars australiens (environ 9,2 milliards de francs) sur le producteur de cuivre américain Magma Copper Co. Cette fusion permettra à BHP de devenir le deuxième producteur mondial de cuivre.

■ **NTT : l'exploitant télépbonique japonais** semi-public doit être démantelé, selon le comité consultatif du gouvernement sur les réformes et la déréglementation, rapporte le *Nihon Keizai Shimbun* du vendredi 1er décembre. Cet influent comité doit remettre ses conclusions sur NTT an gouvernement vers la mi-décembre. Le ministère japonais des P&T est opposé au démantèlement de NTT.

■ **MANNESMANN : le groupe allemand** a annoncé vendredi 1er décembre le rachat de 25,01 % des parts de la société Krauss-Maffei AG, détenues jusqu'ici par Diehl GmbH, portant sa participation totale à environ 97 %. Mannesmann était déjà, depuis janvier 1990, actionnaire majoritaire de Krauss-Maffei, qui fabrique notamment le char Leopard.

■ **CONCURRENCE : la cour d'appel de Paris** a annulé vendredi 1er décembre les condamnations des sociétés Spie-Trindel, Entreprise industrielle et Cegelec prononcées le 3 janvier dernier par le Conseil de la concurrence pour une entente illicite dans un appel d'offres lancé par EDF en 1988. La Cour d'appel relève que le ministre de l'économie avait saisi le Conseil de la concurrence le 6 décembre 1989 et que *« la prescription était acquise lorsque ant eu lieu les premières auditions par le rapporteur le 25 mai 1993 »*.

■ **INTERHOTEL : la chaîne hôtelière de l'ex-Allemagne de l'Est** va être sauvée de la faillite par ses banques créancières qui ont accepté de transformer la majorité de leurs prêts en capital. La Deutsche Bank, qui est la plus engagée, prendra 45 % du capital, et la direction. Réservé aux touristes étrangers du temps de la RDA, le groupe hôtelier privatisé accuse une perte de 3,1 milliards de marks (10 milliards de francs).

# Revue des valeurs

*Semaine du 27 novembre au 1er décembre 1995*

| PARIS | NEW YORK | TOKYO | LONDRES | FRANCFORT |
|---|---|---|---|---|
| ↘ | ↗ | ↗ | ↗ | ↗ |
| CAC 40 | DOW JONES | NIKKEI | FT 100 | DAX 30 |

## PARIS

Indice CAC 40 **– 3,75 %**

## L'inquiétude gagne

*LA RAPIDITÉ* avec laquelle le climat peut changer du tout au tout sur les marchés financiers sera toujours un sujet d'étonnement pour les observateurs. La relative euphorie, née des annonces de la priorité accordée par le gouvernement à la réduction des déficits et du plan de réforme de la Sécurité sociale, a totalement disparu. Les taux d'intérêt à court terme sont repartis à la hausse et le scénario d'une reprise de la Bourse guidée par la baisse du loyer de l'argent appartient presque au passé. A moins que les boursiers, après avoir fait preuve d'un peu trop d'optimisme, exagèrent les conséquences d'un mouvement social qui pourrait apparaître dans six mois comme une simple péripétie.

En tout cas, les investisseurs qui, pendant près d'une semaine, avaient superbement ignoré les grèves dans le secteur public, s'inquièteot cette fois des conséquences imprévisibles du durcissement du conflit. Ils craignent – surtout les étrangers – que le gouvernement finisse par céder, et soulignent que la démocratie française a ceci de particulier que la rue l'emporte presque toujours. Du coup, les veotes de précautioo se sont multipliées en fin de semaine, trouvant difficilement des contreparties, faute d'acheteurs.

L'indice CAC 40 aura finalement cédé 3,75 % d'un vendredi à l'autre, à l'issue de cinq séances consécutives de baisse. Voilà qui ne va pas faciliter la privatisation, déjà difficile, de Pechiney.

C'est à partir de mercredi que d'importants fonds d'investissements anglo-saxons ont commencé à prendre peur et à vendre des valeurs françaises. *« Il a fallu que les chaînes de télévision anglo-saxonnes montrent des images de la ville de Paris paralysée pour que les investisseurs américains et anglais cammencent à s'inquiéter »*, explique un opérateur. Comme les investisseurs étrangers dictent la tendance à la Bourse de Paris et assurent à eux seuls la moitié des transactions, les valeurs françaises ont plongé. Mercredi, les marchés de taux ont d'ailleurs été plus affectés que les actions. Le CAC 40 n'a finalement perdu que 0,70 %.

La nervosité était plus sensible jeudi. Le CAC 40 a terminé la journée sur une perte de 1,56 % dans un marché cette fois bien plus actif que les jours précédents, le volume des échanges s'élevant à 5,5 milliards de francs. Vendredi, l'indice a encore abandonné 0,40 % dans un marché inquiet.

La Bourse a d'autant plus de raisons d'être fragile que les signes d'affaiblissement et de ralentissement de l'économie française se multiplient. Les immatriculations automobiles sont en chute libre, le moral des patrons au plus bas et le nombre de chômeurs a augmenté de 0,3 % en octobre. Les perturbations causées par les grèves sur l'activité oe vont pas améliorer la situation. Pour rendre le tableau encore plus snmbre, les analystes ne cessent de réviser à la baisse leurs prévisions de résultats.

Le cabinet Jacques Chahine Finance souligne dans sa dernière étude intitulée, « 1995, une année de profits record, sauf en France », que les estimations de croissance des bénéfices ont été révisées à un rythme sans précédent. En septembre, la prévision moyenne pour les valeurs composant l'indice SBF 250, était d'une progression en 1995 de 48,3 % des résultats. Une estimation ramenée à 25,4 % de croissance à la fin du mois d'octobre et à 13,8 % à la fin novembre ! L'étude du cabinet Chahine est encore plus inquiétante puisqu'elle estime que sur l'année les résultats moyens par action en 1995 des 250 valeurs vont diminuer de 4,7 %.

Sans une baisse rapide des taux d'intérêt, qui ne semble plus se dessiner aujourd'hui, la Bourse de Paris aura beaucoup plus de raisons au cours des prochaines semaines de continuer à perdre du terrain que de s'orienter à la hausse.

**Eric Leser**

### VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

| | 24-11-95 | 27-11-95 | 28-11-95 | 29-11-95 | 30-11-95 |
|---|---|---|---|---|---|
| RM | 3 621 039 | 2 403 016 | 3 232 748 | 4 316 720 | 5 635 111 |
| Comptant R. et oblig. | 32 831 347 | 22 674 464 | 16 571 374 | 28 974 532 | 25 243 948 |
| Actions | 254 435 | 166 757 | 210 527 | 109 209 | 158 055 |
| Total | 36 706 821 | 25 244 237 | 20 014 649 | 29 400 911 | 31 057 114 |

### INDICES

| | 27-11-95 | 28-11-95 | 29-11-95 | 30-11-95 | 1-12-95 |
|---|---|---|---|---|---|
| (base 1 000, 31 décembre 1990) | | | | | |
| SBF 120 | 1 294,94 | 1 284,05 | 1 276,43 | 1 259,11 | 1 255,58 |
| SBF 250 | 1 247,15 | 1 237,22 | 1 230,93 | 1 215,35 | 1 212,04 |
| (base 1 000, 31 décembre 1987) | | | | | |
| CAC 40 | 1 889,76 | 1 870,34 | 1 857,33 | 1 828,26 | 1 820,91 |

### VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

| | Nombre de titres échangés | Valeur en KF |
|---|---|---|
| Elf Aquitaine | 3 268 124 | [illegible] |
| Carrefour | 346 695 | [illegible] |
| LVMH Moët Vuitton | 1 263 343 | [illegible] |
| AXA | 1 997 865 | [illegible] |
| Saint-Gobain | 795 475 | [illegible] |
| Société générale | 1 387 877 | [illegible] |
| Total | 2 869 885 | [illegible] |
| Eaux (Cie des) | 996 421 | [illegible] |
| Alcatel Alsthom | 1 303 944 | [illegible] |
| L'Oréal | 395 737 | [illegible] |
| BNP | 2 001 648 | [illegible] |
| Lafarge | 1 283 366 | [illegible] |
| Paribas | 1 555 183 | [illegible] |
| Air Liquide | 520 849 | [illegible] |

### LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RÈGLEMENT MENSUEL)

| Valeurs en hausse | % |
|---|---|
| UIC | [illegible] |
| SFIM | + 13,73 |
| UIS | [illegible] |
| Elf Gabon | + 8,19 |
| CGIP | [illegible] |
| Intertechnique | + 5,67 |
| Geophysique | + 4,55 |
| Thomson-CSF | + 3,53 |
| Remy-Cointreau | + 5,22 |
| Essilor | + 5,05 |
| Casino Guichard | + 5,01 |
| Casino Guich. ADP | + 4,94 |
| Canal + | + 4,40 |
| GAN | + 3,91 |

| Valeurs en baisse | % |
|---|---|
| Dev. R.N.-P. Cal #Li | [illegible] |
| Comptoir Entrep. | [illegible] |
| Renault | [illegible] |
| GTM-Entrepose | [illegible] |
| Bertrand Faure | [illegible] |
| Damart | [illegible] |
| Groupe André | [illegible] |
| Interbail | [illegible] |
| Marine Wendel | [illegible] |
| Selectibanque | [illegible] |
| UAP | [illegible] |
| UIF | – 7,72 |
| Nordon | – 6,72 |
| Lafarge | – 6,59 |

### LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

| AGROALIMENTAIRE | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Bongrain | 2 685 | – 2,54 |
| Danone | 765 | – 5,55 |
| Eridania Béghin-Say | 815 | – 2,74 |
| Fromageries Bel | 4 485 | – 0,33 |
| LVMH | 954 | + 0,31 |
| Pernod-Ricard | 284,90 | – 0,38 |
| Remy-Cointreau | 141 | + 5,22 |
| Saint-Louis | 1 296 | – 4,14 |

| ASSURANCES | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| AGF | 161 | + 0,06 |
| AXA | 298,30 | – 3,86 |
| GAN | 164,50 | + 3,91 |
| SCOR SA | 152,80 | – 4,29 |
| UAP | 124,40 | – 8,32 |

| BÂTIMENT ET MATÉRIAUX | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Bouygues | 544 | [illegible] |
| Ciments français | 201,90 | [illegible] |
| Colas | 800 | [illegible] |
| Eiffage | 733 | [illegible] |
| Eurotunnel | 7,15 | [illegible] |
| GTM Entrepose | 310 | [illegible] |
| Imétal | 589 | – 3,35 |
| Jean Lefebvre | 300 | [illegible] |
| Lafarge-Coppée | 312,90 | – 6,59 |
| Poliet | 393,50 | – 4,22 |
| Saint-Gobain | 579 | – 4,29 |
| SGE | 118,20 | [illegible] |

| CHIMIE | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Air liquide | 800 | – 1,42 |
| Gascogne | 429 | – 5,50 |
| Michelin | 201,30 | – 2,18 |
| Plastic-Omnium | 343 | [illegible] |
| Rhône-Poulenc A | 106,20 | – 1,57 |
| Roussel-Uclaf | 756 | + 0,26 |
| Sanofi | 291 | + 2,47 |
| Synthélabo | 286,60 | – 3,43 |

| CONSOMMATION NON ALIMENTAIRE | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Bertr. Faure (EBF) | 135,00 | [illegible] |
| BIC | 471,00 | + 3,51 |
| Chargeurs | 1 062,00 | + 8,66 |
| Christian Dior | 480,00 | + 0,40 |
| Clarins | 430,00 | – 2,05 |
| DMC | 219,00 | + 2,81 |
| Essilor Int. | 935,00 | + 5,05 |
| Gr. André | 352,50 | – 9,61 |
| Oréal (L') | 1 234,00 | [illegible] |
| Moulinex | 83,70 | – 1,99 |
| Salomon | 2 800,00 | + 0,03 |
| SEB | 569,00 | – 2,73 |
| Skis Rossignol | 1 270,00 | + 1,20 |
| Sommer-Allibert | 1 290,00 | – 4,78 |
| Zodiac | 700,00 | – 0,78 |

| CRÉDIT ET BANQUES | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Bancaire (Cie) | 550 | + 2,80 |
| BNP | 215,50 | – 3,60 |
| CCF | 231,80 | – 3,05 |
| Cetelem | 829 | – 3,93 |
| Comptoir entrepr. | 12,50 | – 13,89 |
| CPR | 379,70 | – 4,74 |
| Créd. fon. France | 93 | – 1,58 |
| Crédit local Fce | 386,50 | [illegible] |
| Créd. lyon. CIP | 297 | – 0,66 |
| Crédit national | 345 | + 2,37 |
| Société générale | 587 | – 2,92 |
| SOVAC | 577 | – 5,40 |
| UFB Locabail | 400 | – 1,48 |
| UIC | 69 | [illegible] |
| Via Banque | 161 | – 5,28 |

| DISTRIBUTION | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Carrefour | 2 761 | – 3,64 |
| Casino Guichard | 142,30 | + 5,01 |
| Castorama Dubois | 785 | – 0,63 |
| Comptoirs modernes | 1 482 | – 0,73 |
| Damart | 3 780 | – 10,14 |
| Docks France | 715 | – 2,16 |
| Galeries Lafayette | 1 263 | – 2,14 |
| Guilbert | 578 | [illegible] |
| Guyenne Gascogne | 1 274 | – 1,85 |
| Pinault-Print. Red. | 939 | – 3,91 |
| Primagaz | 374 | [illegible] |
| Promodès | 1 085 | [illegible] |
| Rexel | 810 | [illegible] |

| ÉLECTRICITÉ ET ÉLECTRONIQUE | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Alcatel-Alsthom | 410,60 | – 5,82 |
| Alcatel-Câble | 339,10 | – 3,58 |
| CS (ex-CSEE) | 197,50 | – 7,25 |
| Intertechnique | 410 | + 5,67 |
| Labinal | 480 | – 4,58 |
| Legrand | 766 | – 2,17 |
| Matra-Hachette | 94,70 | – 0,52 |
| Radiotechnique | 265 | [illegible] |
| Sagem | 2 669 | [illegible] |
| Schneider SA | 181,20 | [illegible] |
| Thomson-CSF | 110,50 | [illegible] |

| IMMOBILIER ET FONCIER | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| GFC | [illegible] | [illegible] |
| Olivar | [illegible] | [illegible] |
| Rue Impériale | 3 540 | [illegible] |
| Sefimeg | [illegible] | [illegible] |
| Simco | [illegible] | [illegible] |
| UIF | 439 | [illegible] |
| Lucia | [illegible] | [illegible] |
| Silic | 675,00 | [illegible] |
| Sogeparc | 648,00 | [illegible] |

| INVESTISSEMENT ET PORTEFEUILLE | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Bolloré Techno. | 422 | [illegible] |
| Cepus Europ. Reun. | 65 | [illegible] |
| CGIP | 1 018 | [illegible] |
| Eurafrance | 1 650 | [illegible] |
| Gaz et Eaux | 1 725 | [illegible] |
| Legris Ind. | 95 | [illegible] |
| Marine-Wendel | 329 | [illegible] |
| Navigation mixte | 751 | [illegible] |
| Nord-Est | 115,90 | [illegible] |
| Paribas | 270 | [illegible] |
| Suez | 184,80 | [illegible] |
| Worms & Cie | 230 | [illegible] |
| Parfinance | 190 | [illegible] |
| Montaignes P. Gest. | - | [illegible] |

| MÉTALLURGIE, MÉCANIQUE | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| CarnaudMetalbox | 219,60 | [illegible] |
| Dassault Aviation | [illegible] | [illegible] |
| De Dietrich | 235 | [illegible] |
| Fives-Lille | 409,80 | [illegible] |
| Legris Industrie | 166 | [illegible] |
| Métaleurop | [illegible] | [illegible] |
| Pechiney CIP | [illegible] | [illegible] |
| Pechiney Int. | 93,50 | [illegible] |
| Peugeot | 633 | [illegible] |
| Renault | 137,60 | [illegible] |
| Strafor Facom | 562 | [illegible] |
| Valeo | 215 | [illegible] |
| Vallourec | [illegible] | [illegible] |

| MINES D'OR, DIAMANT | 2-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Anglo-American | 220 | [illegible] |
| Buffelsfontein | [illegible] | [illegible] |
| De Beers | 140,50 | [illegible] |
| Driefontein | [illegible] | [illegible] |
| Gencor | [illegible] | [illegible] |
| Harmony | [illegible] | [illegible] |
| Randfontein | [illegible] | [illegible] |
| Saint-Helena | [illegible] | [illegible] |
| Western Deep | 157,50 | [illegible] |

| PÉTROLE | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Elf Aquitaine | 345 | [illegible] |
| Esso | [illegible] | [illegible] |
| Géophysique | 190 | [illegible] |
| Total | 304,50 | [illegible] |
| BP France | [illegible] | [illegible] |
| Erap | 303,50 | [illegible] |

| SICOMI OU EX-SICOMI | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Bail Investiss. | 830 | [illegible] |
| Interbail | 301,60 | [illegible] |
| Klépierre | 560 | [illegible] |
| Locindus | 836 | [illegible] |
| Sélectibanque | 103,20 | [illegible] |
| Unibail | 498 | [illegible] |
| Genefim | 316 | – 6,82 |
| Immobail | 145 | [illegible] |

| TRANSPORTS, LOISIRS, SERVICES | 2-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| Accor | 607 | [illegible] |
| BIS | 426,00 | [illegible] |
| Canal Plus | 900 | + 4,40 |
| Cap Gemini | 148,50 | [illegible] |
| CEP Comm. | 427 | [illegible] |
| Club Méditerranée | 397,60 | [illegible] |
| Eaux (Cie des) | 481,60 | [illegible] |
| Ecco | 773 | [illegible] |
| Euro Disney | 12,80 | [illegible] |
| Filipacchi Médias | 712 | [illegible] |
| Havas | 368,50 | [illegible] |
| Lyonnaise-Dumez | 416 | [illegible] |
| Publicis | 397 | [illegible] |
| SITA | 847 | [illegible] |
| Sigma | 400,10 | [illegible] |
| Sodexho | 1 269 | [illegible] |
| SDV | 715 | [illegible] |
| Technip | 309 | [illegible] |
| Laurent GTA | 200 | [illegible] |
| OGF Dem. Gest. Fin. | 950 | [illegible] |
| TF1 | 492,60 | [illegible] |

| VALEURS À REVENU FIXE OU INDEXÉ | 1-12-95 | Diff. |
|---|---|---|
| 6 % 1993-1997 | 100,30 | [illegible] |
| EDF-GDF 3 % | 7 520 | [illegible] |
| CNB 5 000 F | 100,80 | [illegible] |
| CNB Par. 5 000 F | 100,01 | [illegible] |
| CNB Suez 5 000 F | 100,01 | [illegible] |
| CNI 5 000 F | 100,80 | [illegible] |

## TOKYO

Indice Nikkei **+ 3,39 %**

## Optimisme

**LA BOURSE** de Tokyo s'est assez nettement redressée au cours de la semaine et se retrouve à ses plus hauts niveaux depuis le mois de janvier. L'indice Nikkei a gagné 617,87 points (3,39 %) d'un vendredi à l'autre pour terminer la semaine à 18 833,10 points. Il avait progressé de 0,35 % la semaine précédente.

Le marché a été soutenu par l'espoir d'un nouvelle baisse des taux d'intérêt dans les principales économies, notamment au Japon, aux Etats-Unis et en Allemagne. La reprise des achats des titres du secteur de la haute technologie par les investisseurs étrangers et le reflux des inquiétudes au sujet des systèmes financiers japooais après l'aononce par les principales banques de leurs résultats semestriels ont également contribué au retour de la confiance.

L'optimisme est de retour et, selon les analystes, le marché pourrait bénéficier d'un soutien plus fort encore au début de l'année prochaine, les autorités japonaises devant prendre plus de mesures concrètes pour faire face au problème des créances douteuses des banques et les investisseurs individuels devant transférer leurs fonds vers les titres boursiers en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Indices du 1er décembre : Nikkei 18 833,10 (contre 18 215,23) ; Topix 1 497,65 (contre 1 442,08).

## LONDRES

Indice FT 100 **+ 1,56 %**

## Nouveau record

**LA BOURSE** de Londres a poursuivi son ascension cette semaine, les investisseurs pariant sur une prochaine baisse des taux d'intérêt afin de donner un nouvel élan à la croissance. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 56,4 points (1,56 %) sur la semaine pour terminer veodredi à 3 680,40, un nouveau sommet historique.

La perspective d'un prochain assouplissement monétaire s'est renforcée avec la présentation mardi par le chancelier de l'Echiquier, Kenneth Clarke, du projet de budget 1996-1997. En révisant à la baisse ses prévisions de croissance pour 1995 et en n'accordant qu'une baisse des impôts limitée, le gouvernement a laissé la porte ouverte à une baisse de 0,25 à 0,50 % du taux de base de la Banque d'Angleterre, actuellement à 6,75 %. Cela offrirait un appel d'air bienvenu à l'économie, en nette phase de ralentissement. L'activité dans l'industrie manufacturière a ainsi reculé en novembre pour la première fois en trois ans, a montré vendredi l'indice des directeurs d'achats.

Enfin, le Footsie a également profité de l'activité toujours soutenue dans les fusions-acquisitions. Les rumeurs d'offres de rachat ont surtout profité aux assurances cette semaine.

Indice FT 100 du 1er décembre : 3 680,40 (contre 3 624,00).

## FRANCFORT

Indice DAX 30 **+ 2,84 %**

## Rebond

**LA BOURSE** de Francfort a repris des couleurs cette semaine, enfonçant allègrement le seuil de résistance des 2 200 points de l'indice DAX, sous l'influence d'un billet vert ferme et des envolées de Wall Street. L'indice DAX des trente valeurs vedettes a gagné en tout 2,84 % sur la semaine, affichant 2 260,66 points vendredi en clôture. La semaine dernière, le DAX avait reculé de 0,14 % sur cinq séances, à contre-courant des places de Londres et de New York.

*« La chasse persistante au record à New York, où l'indice Dow Jones a pour la première fois dépassé les 5 100 points, de même que les hauts niveaux des ploces de Londres et d'Amsterdam ont donné de l'élan à la Bourse allemande »*, indique la Commerzbank dans son rapport hebdomadaire. Le marché des valeurs francfortois avait entamé en fanfare la semaine, dopé à la fois par le raffermissement persistant du dollar face au deutschemark et par des spéculations sur une baisse des taux d'intérêt directeurs de la Bundesbank lors de la réunion de son conseil central de jeudi. L'enthousiasme est retombé comme un soufflé dans les jours suivants, le DAX terminant sur des gains modestes et dans des volumes de transactions réduits.

Indice DAX du 1er décembre : 2 260,66 (contre 2 198,16).

## NEW YORK

Indice Dow Jones **+ 0,76 %**

## Toujours plus haut

*WALL STREET* a atteint de nouveaux sommets cette semaine, avant de finir par marquer une pause sous l'effet de prises de bénéfices. L'indice Dow Jones a franchi un nouveau seuil mercredi, celui des 5 100 points. Le Dow Jones battait alors son treizième record en quinze séances. L'indice est revenu jeudi sous les 5 100 et s'est inscrit en clôture à 5 087,13 points, en hausse de 38,29 points (+0,76 %) sur la semaine. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les obligations du Trésor à 30 ans, principale référence, est tombé vendredi à 6,10 % contre 6,24 % la semaine dernière.

La grande Bourse new-yorkaise a encore profité de la déteote du marché obligataire, les taux d'intérêt à long terme sont à leur plus bas niveau depuis deux ans. *« Tant que le morché obligataire estime qu'il y aura un accord sur le budget d'ici au 15 décembre, les taux d'intérêt continueront à reculer »*, indique Steven Slifer, de Lehman Brothers.

Les chartistes avertissent toutefois que la tendance du marché peut s'inverser pour donner lieu à une sérieuse correction du Dow Jones. *« Les investisseurs pessimistes sont plus nambreux que les aptimistes »*, affirme John Bollinger, de Bollinger Capital. Selon lui, une correction pouvant aller jusqu'à 10 % se profile à l'horizon de Wall Street. Plus modéré, Richard McCabe, analyste technique chez Merrill Lynch, table sur une correction comprise entre 5 et 10 %, tout en soulignant que l'indice Dow Jones a gagné plus de 30 % depuis le début 1995 et que si cette tendance se maintient jusqu'à fin décembre il enregistrera sa meilleure performance annuelle depuis 1975.

Indice Dow Jones du 1er décembre : 5 087,13 (contre 5 048,84).

### COURS DE CLÔTURE D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

**NEW YORK** — Les valeurs du Dow Jones

| En dollars | 1/12 | 24/11 |
|---|---|---|
| Alcoa | 57,38 | 58 |
| Allied Signal | 47,75 | 45,63 |
| American Express | 42,38 | 43,25 |
| AT & T | 66,75 | 64,88 |
| Bethlehem | 14,25 | 14,63 |
| Boeing Co. | 73,50 | 73,50 |
| Caterpillar Inc. | 61,13 | 59,75 |
| Chevron Corp. | 49,38 | 49,25 |
| Coca-Cola Co. | 75,25 | 75,25 |
| Disney Corp. | 61,13 | 62,50 |
| Du Pont Nemours & Co. | 67,63 | 67 |
| Eastman Kodak Co. | 67,50 | 69,88 |
| Exxon Corp. | 77,75 | 78,63 |
| Gen. Electric Co. | 68,50 | 66 |
| Gen. Motors Corp. | 48,38 | 49,63 |
| Goodyear T & Rubbe. | 42,88 | 42,38 |
| IBM | 94,88 | 95,88 |
| Intl Paper | 37,50 | 36,75 |
| J.P. Morgan Co. | 79,88 | 77 |
| McDonald's Corp. | 44,88 | 43,63 |
| Merck & Co. Inc. | 61,50 | 58,63 |
| Minnesota Mng & Mfg | 65,25 | 64,25 |
| Philip Morris | 88,38 | 89,13 |
| Procter & Gamble C | 84,75 | 86,50 |
| Sears Roebuck & Co. | 38,38 | 39,50 |
| Texaco | 74,88 | 71,38 |
| Union Carb. | 39,75 | 40 |
| Utd Technol. | 95,13 | 92,38 |
| Westingh. Electric | 17 | 16,13 |
| Woolworth | 15 | 15,13 |

**LONDRES** — Sélection de valeurs du FT 100

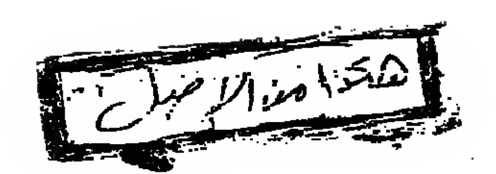
| En livres | 1/12 | 24/11 |
|---|---|---|
| Allied Lyons | 5,09 | 4,92 |
| Barclays Bank | 7,87 | 8,02 |
| BAT industries | 5,67 | 5,68 |
| British Aerospace | 8,23 | 7,87 |
| British Airways | 4,56 | 4,69 |
| British Gas | 2,39 | 2,37 |
| British Petroleum | 5,24 | 5,05 |
| British Telecom | 3,61 | 3,60 |
| BTR | 3,37 | 3,28 |
| Cadbury Schweppes | 5,52 | 5,56 |
| Eurotunnel | 0,82 | 0,98 |
| Glaxo | 8,72 | 8,80 |
| Grand Metropolitan | 4,38 | 4,30 |
| Guinness | 4,61 | 4,58 |
| Hanson Plc | 1,88 | 1,90 |
| Great Ic | 6,12 | 6 |
| HSBC | 9,36 | 9,32 |
| Imperial Chemical | 7,64 | 7,39 |
| Lloyds Bank | 8,47 | 8,57 |
| Marks & Spencer | 4,27 | 4,53 |
| National Westminst. | 6,68 | 6,74 |
| Peninsular Orienta. | 4,84 | 4,96 |
| Reuters | 6,17 | 6,15 |
| Saatchi & Saatchi | 0,90 | 0,87 |
| Shell Transport | 8,12 | 7,95 |
| SmithKline Beecham | 6,95 | 6,89 |
| Tate and Lyle | 4,24 | 4,51 |
| Unilever Ltd | 12,72 | 12,23 |
| Wellcome | 10,80 | 10,55 |
| Zeneca | 13,15 | 12,92 |

**FRANCFORT** — Les valeurs du DAX 30

| En deutschemarks | 1/12 | 24/11 |
|---|---|---|
| Allianz Holding N | [illegible] | 2 718 |
| BASF AG | [illegible] | 316,50 |
| Bayer AG | 377,05 | 368 |
| Bay Hyp & Wechselbk | [illegible] | 34,10 |
| Bayer Vereinsbank | [illegible] | 39,82 |
| BMW | [illegible] | 784 |
| Commerzbank | [illegible] | 323 |
| Continental AG | 21,26 | 20,87 |
| Daimler-Benz AG | [illegible] | 693,50 |
| Degussa | [illegible] | 452,20 |
| Deutsche Babcock A | [illegible] | 147,50 |
| Deutsche Bank AG | [illegible] | 65,16 |
| Dresdner BK AG FR | [illegible] | 38,27 |
| Henkel VZ | [illegible] | 519,50 |
| Hoechst AG | 375,70 | 365,70 |
| Karstadt AG | [illegible] | 613 |
| Kaufhof Holding | [illegible] | 454 |
| Linde AG | [illegible] | 845 |
| DT. Lufthansa AG | [illegible] | 189,50 |
| Man AG | [illegible] | 409,50 |
| Mannesmann AG | [illegible] | 476,80 |
| Mettallges AG | [illegible] | 28,30 |
| Preussag AG | [illegible] | 409 |
| RWE | [illegible] | 517,50 |
| Schering AG | [illegible] | 97 |
| Siemens AG | [illegible] | 742,50 |
| Thyssen | [illegible] | 256,10 |
| Veba AG | [illegible] | 56,85 |
| Viag | [illegible] | 552 |
| Wellag AG | [illegible] | 725,50 |

**TOKYO** — Sélection de valeurs du Nikkei

| En yens | 1/12 | 24/11 |
|---|---|---|
| Akai Elec. | [illegible] | 309 |
| Bank of Tokyo | [illegible] | 1 600 |
| Bridgestone | [illegible] | 1 490 |
| Canon | [illegible] | 1 730 |
| Daiwa Sec. | [illegible] | 1 310 |
| Fuji Bank | [illegible] | 2 020 |
| Hitachi Ltd | [illegible] | 1 070 |
| Honda | [illegible] | 1 780 |
| Japan Airlines | [illegible] | 635 |
| Kirin Brew | [illegible] | 1 080 |
| Kobe Steel | [illegible] | 281 |
| Matsushita El. | [illegible] | 1 450 |
| Mitsubishi Corp. | [illegible] | 1 180 |
| Mitsui Marine | [illegible] | 639 |
| Nikko Sec. | [illegible] | 7 070 |
| Nintendo | [illegible] | 7 550 |
| Nippon Steel | [illegible] | 354 |
| Nissan | [illegible] | 705 |
| Nomura Sec. | [illegible] | 1 940 |
| NTT | [illegible] | 820 000 |
| Pioneer | [illegible] | 1 700 |
| Sanyo | [illegible] | 520 |
| Sega Enterprises | [illegible] | 5 160 |
| Sharp | [illegible] | 1 360 |
| Sony | [illegible] | 5 190 |
| Sumitomo Bk | [illegible] | 1 890 |
| Suzuki Motors | [illegible] | 1 090 |
| Toshiba | [illegible] | 717 |
| Toyota | [illegible] | 1 980 |
| Yamaichi Sec. | [illegible] | 598 |





# Crédits, changes et grands marchés

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### La baisse des taux et la garantie de l'Etat

**LA BAISSE** des taux d'intérêt incite les emprunteurs à remplacer des dettes anciennes par d'autres qui leur coûteront moins cher à servir. Il n'y a rien de plus naturel, et pourtant c'est un sujet dont on se préoccupe sur le marché international des capitaux, car il pose la question de la garantie accordée par l'Etat aux transactions de certains établissements financiers français.

Nombreux étaient naguère ceux qui bénéficiaient de cette précieuse garantie lorsqn'ils se procuraient des ressources en devises. Aujourd'hui, c'est un privilège exceptionnel réservé à deux entreprises seulement : la Caisse française de développement et la Banque française du commerce extérieur. Et encore ne peuvent-elles s'en prévaloir que dans quelques cas bien précis : la première, quand elle pourvoit aux besoins de la France pour sa contribution au Fonds monétaire internatiooal ; la secoode, quand elle agit pour le compte de l'Etat dans le cadre de procédures publiques d'aide à l'exportation.

Il résulte de cette raréfaction de la garantie que les investisseurs s'interrogent sur la qualité intrinsèque de beaucoup de nouvelles transactions françaises. Leur prudence est légitime. Elle s'explique par les déboires essuyés récemment par plusieurs emprunteurs au nom prestigieux depuis qu'ils sont livrés à eux-mêmes. La cbute des cours des obligations du Crédit foncier de France a mis la puce à l'oreille.

Nul n'est désormais à l'abri du soupçon, mais même les investisseurs les plus timorés ayant tout passé an crible ont eu tôt fait de dissiper leurs craintes pour ce qui est des débiteurs qui ont encore en circulation des emprunts garantis par l'Etat. Les émissions les plus récentes ne risquent rien, parce que cette protection s'étend normalement aux opérations non garanties. Cela tient à une clause dite de « défaut croisé » dont elles sont assorties et qui s'appliquerait si le pire arrivait. La présence de cette clause est une sorte d'assurance, parce qu'elle met sur un pied d'égalité les emprunts de premier rang, ceux qui sont garantis et les autres.

C'est dans ce contexte que le repli des taux d'intérêt – et le remplacement d'anciennes transactions qu'il peut susciter – prend toute son importance. Petit à petit, le nombre d'opérations garanties diminue, soit parce qu'elles viennent à échéance en bout de course, soit parce que les bénéficiaires s'étaient au départ laissé la possibilité de les rembourser par anticipatioo et qu'ils jugent le moment opportun de les dénoncer. La Banque française du commerce extérieur va ainsi rembourser en février prochain deux euro-émissions libellées en deutscbemarks qui auraient dû courir l'une jusqu'en 1997, l'autre jusqu'en 1998. Il est probable qu'elle les remplacera par une nouvelle émission dans la même monnaie, et, comme elle agira dans son rôle officiel pour le compte de l'Etat, cette nouvelle affaire sera garantie.

Précisons que la BFCE conservera son activité de bras financier de l'Etat même si, comme il est prévu, elle était privatisée pour entrer dans le giron du Crédit national. Ajoutons que cette même entreprise a récemment dénoncé un emprunt en dollars qui avait, à l'époque de son lancemeot, fait l'objet d'un contrat d'échange de façon à lui procurer des francs français. Cette transaction devrait être remplacée sous peu par une autre, garantie elle aussi, émise directement en francs.

Le compartiment des emprunts internationaux en francs français a bien résisté, ces derniers jours, aux pressions ambiantes. Il a accueilli deux nouvelles euro-émissions de 500 millions chacune, qui sont des réussites. La première était réalisée pour le compte de la Compagnie bancaire, et sa direction était assurée par le Crédit commercial de France. Le débiteur de la seconde est une banque allemande de tout premier plan, la Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank, qui se présentait par l'intermédiaire de la banque Indosuez.

*Christophe Vetter*

## DEVISES ET OR

### Faiblesse du deutschemark

**LES MALHEURS** du franc oot quelque peu éclipsé, en France, l'événemeot majeur observé cette semaine sur le marché des changes internationaux, à savoir le brutal accès de faiblesse du deutscbemark. La monnaie allemande est tombée, vendredi, jusqu'à un niveau de 1,4509 mark face au dollar, soo cours le plus faible depuis le 21 septembre. Elle a également cédé du terrain face à la devise japooaise (69,83 yens) et face à l'ensemble des monnaies européennes, franc excepté. La lire italienne a progressé de 1 125 lires à 1 108 lires pour 1 deutschemark.

La mommaie allemande souffre des anticipations de baisse des taux directeurs de la Bundesbank. Celle-ci rendrait les placements à court terme libellés en marks moins rémunérateurs et moins attractifs. Si le conseil de la banque centrale allemande a choisi, jeudi, de ne pas modifier sa politique monétaire, les analystes considèreot néammoins qu'un assouplissement interviendra tôt ou tard.

Plus que par les anticipations de réductioo des taux outre-Rhin, le deutschemark est pénalisé, selon certains experts, par la défiance croissante des investisseurs à l'égard de l'économie allemande. Cette dernière connait des difficultés conjoncturelles (la croissance serait limitée à 1,4 % pour la partie occidentale en 1996 selon les spécialistes de la Deutsche Bank) mais aussi structurelles. La politique de redressement des comptes publics connait des déboires. « *Des coupes efficaces dans la structure des dépenses publiques n'ont pas été faites. Il faut de façon urgente rattraper le retard dans ce domaine si l'an veut conserver une certaine efficacité à lo poliòque budgétaire et prendre en compte les exigences du traité de Moastricht* », a sévèrement jugé le conseil des cinq « sages », un comité d'experts économiques désignés par le gouvernement allemand.

La capacité de l'Allemagne à respecter les critères de convergence fixés par le traité de Maastricht, considérée il y a peu de temps encore comme un fait acquis par les investisseurs, n'apparaît plus aujourd'hui aussi évidente.

L'Allemagne ne faisant plus figure d'élève modèle, le deutschemark perdrait par là-même son statut de monnaie refuge. De nombreux analystes contestent ce scénario. Ils observent que les difficultés de l'Allemagne, aussi grandes soient-elles, apparaissent minimes comparées à celles de ses principaux voisins et en particulier de la France.

*P.-A. D.*

**L'OR**

| | Cours 24-11 | Cours 1er-12 |
|---|---|---|
| Or fin (k. barre) | 59 800 | 62 100 |
| Or fin (en lingot) | 60 250 | 62 650 |
| Pièce française (20F) | 347 | 359 |
| Pièce française (10F)* | 349 | 349 |
| Pièce suisse (20F) | 345 | 359 |
| Pièce latine (20F) | 344 | 358 |
| Pièce tunisienne (20F)* | 341 | 343 |
| Souverain | 447 | 454 |
| Souverain Elisabeth II* | 433 | 442 |
| Demi-souverain* | 285 | 285 |
| Pièce de 20 $ | 2 500 | 2 500 |
| Pièce de 10 $ | 1 340 | 1 408 |
| Pièce de 5 $* | 600 | 650 |
| Pièce de 50 pesos | 2 245 | 2 335 |
| Pièce de 20 marks* | 445 | 445 |
| Pièce de 10 florins | 359 | 374 |
| Pièce de 5 roubles* | 269 | 269 |

* Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

**COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 27 NOVEMBRE AU 1er DÉCEMBRE**

| DEVISE | New York 1er-12 | New York 27-11 | Paris 1er-12 | Paris 27-11 | Zurich 1er-12 | Zurich 27-11 | Francfort 1er-12 | Francfort 27-11 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Livre | 1,5285 | 1,5608 | 7,6563 | 7,6073 | 1,7952 | 1,7824 | 2,2105 | 2,2117 |
| $ E.U. | - | - | 5,0090 | 4,8740 | 1,1745 | 1,1420 | 1,4462 | 1,4170 |
| Franc français | 19,9641 | 20,5178 | - | - | 23,4478 | 23,4304 | 28,8720 | 29,0726 |
| Franc suisse | 85,1426 | 87,5657 | 426,4794 | 426,7951 | - | - | 123,1332 | 124,0806 |
| Deutschemark | 69,1467 | 70,5716 | 346,3560 | 343,9661 | 81,2128 | 80,5928 | - | - |
| Franc belge | 3,3636 | 3,4341 | 16,8483 | 16,7376 | 3,9506 | 3,9217 | 4,8644 | 4,8661 |
| Florin | 61,7665 | 63,0120 | 309,3885 | 307,1204 | 72,5448 | 71,9597 | 89,3267 | 89,2880 |
| Lire italienne | 0,00623 | 0,00628 | 3,1228 | 3,0616 | 0,7322 | 0,7173 | 0,9016 | 0,8901 |
| Yen | 0,985222 | 0,985513 | 4,934975 | 4,803390 | 1,157143 | 1,125456 | 1,424828 | 1,396472 |

| DEVISE | Bruxelles 1er-12 | Bruxelles 27-11 | Amsterdam 1er-12 | Amsterdam 27-11 | Milan 1er-12 | Milan 27-11 | Tokyo 1er-12 | Tokyo 27-11 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Livre | 45,4423 | 45,4585 | 2,4746 | 2,4770 | 2451,71 | 2484,79 | 155,14 | 158,37 |
| $ E.U. | 29,73 | 29,12 | 1,6190 | 1,5870 | 1604 | 1592 | 101,50 | 101,47 |
| Franc français | 5,9353 | 5,9746 | 32,32182 | 32,56055 | 320,2236 | 326,6311 | 20,26555 | 20,26353 |
| Franc suisse | 25,3129 | 25,4991 | 1,37846 | 1,38967 | 1365,6875 | 1394,0455 | 86,41975 | 88,85289 |
| Deutschemark | 20,5273 | 20,5505 | 111,94855 | 111,99718 | 1109,1135 | 1123,9004 | 70,18393 | 71,60903 |
| Franc belge | - | - | 5,4457 | 5,44986 | 53,95224 | 54,67833 | 3,41406 | 3,48455 |
| Florin | 18,3632 | 18,3491 | - | - | 990,7350 | 1003,1506 | 62,69302 | 63,95825 |
| Lire italienne | 1,8535 | 1,8291 | 1,009552 | 0,996899 | - | - | 0,063279 | 0,063737 |
| Yen | 29,290640 | - | 1,595074 | 1,564009 | 15,802956 | 15,689966 | - | - |

## MARCHÉS MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Les taux dans la tourmente sociale

**L'EXTENSION** des conflits sociaux a mis cette semaine un terme à la détente monétaire observée depuis la fin du mois d'octobre. Au cours de cette période, les échéances à trois mois avaient reculé de 7,3 % à 5,2 %. Elles sont remontées, vendredi soir, à 6,35 %, après s'être hissées, en début de matinée, jusqu'à 6,70 %. L'écart avec l'Allemagne s'est élargi à 2,5 %.

Jusqu'à mercredi, les investisseurs étrangers, dans leur immense majorité, n'avaient gnère prêté d'atteotioo aux mouvemeots de grève dans la fonction publique. Les difficultés dans le secteur des transports ne constituaient pas un motif sérieux de préoccupation. Elles font, selon eux, presque partie du paysage français. Les grèves à répétitioo des compagnies aériennes françaises ont contribué à entretenir, à l'étranger, cette image.

La contagion du mouvement à d'autres catégories de fonctionnaires et la diffusion sur les chaînes de télévision étrangères d'images montrant Paris totalement paralysé par les embouteillages ont fini par leur faire prendre conscience qu'il ne s'agissait pas là d'une crise ordinaire. Le choc, sur les marchés financiers, a été d'autant plus brutal que l'indifférence initiale avait été grande.

Les opérateurs étrangers s'interrogent sur les risques de contagion au secteur privé et sur la capacité d'un gouvernement au plus bas dans les sondages à pouvoir résister à la colère des fonctionnaires. Les difficultés qu'ils éprouvent à pouvoir évaluer précisément, à des milliers de kilomètres de distance, l'ampleur réelle de la protestatioo sociale constitue pour eux une raison supplémentaire de se montrer prudents et de se tenir à l'écart du marché français. L'incertitude sociale et politique – des rumeurs de démissioo du premier ministre oot circulé mercredi – expose leurs placements libellés en francs à uo risque élevé qu'ils ne peuvent supporter. Dans ce contexte, ils préfèrent transférer leurs actifs financiers vers des pays plus stables politiquement et moins agités socialemeot, au premier rang desquels figure l'Allemagne. L'élargissement de l'écart de rendemeots entre les emprunts d'Etat français et allemands à dix ans a reflété ce mouvement de bascule. Alors qu'il s'inscrivait à 0,60 % lundi, il est remonté à plus de 0,85 % vendredi (6,99 % en Allemagne, 6,14 % en France).

**LA HAUSSE DU « JJ »**

Selon de très nombreux professiounels, l'attitude de la Banque de France, jeudi, a contribué à alimenter les tensions observées sur les taux d'intérêt à court terme. L'institut d'émission, en début de matinée, a laissé le loyer de l'argent au jour le jour – le « JJ » – se tendre de un seizième de point. Celui-ci est remonté de 5,13 % à 5,19 %. Cette hausse, aussi minime soit-elle, s'est traduite par un décrocbage du contrat Pibor 3 mois du Matif (– 25 centièmes). La hausse du « JJ » n'a pas seulement dramatisé une situation qui ne demandait qu'à l'être. Elle a aussi été interprétée comme le prélude à un resserrement de la politique monétaire française.

Les opérateurs considèrent en effet – à tort – le taux de l'argent au jour le jour comme une sorte de troisième taux directeur de la Banque de France. L'institut d'émission a renforcé ce sentiment en pilotant avec doigté sa baisse, au cours des dernières semaines, par des petites réductions de un seizième de point. En réalité, le « JJ » n'est plus aujourd'hui, comme il l'était dans le passé, entièrement contrôlé par l'institut d'émission. Il est également déterminé par l'évolution des reodements de marcbé. Ces derniers s'étant tendus mercredi après-midi, le loyer de l'argent au jour le jour a été automatiquement tiré vers le haut jeudi matin. D'où un malentendu, aux graves conséquences, entre la Banque de France et les investisseurs. Ce qui n'était qu'un mécanisme de marché a été interprété comme un message de l'institut d'émission. Vendredi matin, ce dernier a d'ailleurs joué la carte de l'apaisement en maintenant inchangé le taux de l'argent au jour le jour, permettant un reflux immédiat des rendements de marché. Les analystes soulignent que la Banque de France, qui approuve le plan de réforme de la sécurité sociale, fera tout pour éviter d'accroître la pressioo sur le gouvernement eo relevant ses taux directeurs.

Le gouvernement se retrouve aujourd'hui dans une position très inconfortable, confrooté en même temps à la colère des fonctionnaires et à l'inquiétude des marchés financiers, les revendications des deux parties apparaissant rigoureusement opposées. Le premier ministre sait – l'accès de faiblesse du franc lui en donne un aperçu – que s'il cède aux premiers, il déplaira aux seconds. A peine sorti d'une crise sociale, il retomberait alors dans une crise monétaire d'une ampleur probablement sans commune mesure avec celle du mois de septembre. S'il abandonnait un pouce de terrain sur son projet de réforme de la sécurité sociale, la sanction des investisseurs serait immédiate et sévère. Elle se traduirait par une forte hausse de la prime de risque sur les taux d'intérêt français, laquelle compromettrait l'eosemble de la politique économique du gouvernement. La croissance, déjà très faible, risquerait de connaître un ralentissement supplémentaire, l'assainissement des finances publiques serait remis en cause, tout comme la capacité de la France à respecter en temps voulu les critères de convergence imposés par le traité de Maastricht.

Le conseil de la Bundesbank s'est refusé, jeudi, à faire le geste qui aurait permis d'apaiser, au moins en partie, les tensions sur les marchés financiers français. Il a laissé inchangés ses deux principaux taux directeurs. Les opérateurs espéraleot un geste de la banque centrale allemande, compte tenu de l'essoufflement marqué de l'économie outre-Rhin (croissance nulle au troisième trimestre), du faible niveau d'inflation (+ 1,5 % sur un an en novembre) et de l'évolution modérée de la croissance monétaire (+ 1,8 % au mois d'octobre). Les analystes continuent à anticiper une baisse d'un demi-point du taux d'escompte au cours des prochaines semaines. Pour les marchés financiers français, le plus tôt serait le mieux.

*Pierre-Antoine Delhommais*

**MATIF**

| Echéances 1er-12 | Volume | Dernier prix | Plus haut | Plus bas | Premier prix |
|---|---|---|---|---|---|
| **NOTIONNEL 10 %** | | | | | |
| Déc. 95 | 170 655 | 119,22 | 119,56 | 118,88 | 119,38 |
| Mars 96 | 14 682 | 118,54 | 118,88 | 118,32 | 118,80 |
| Juin 96 | 480 | 118,62 | 119,04 | 118,60 | 119,04 |
| Sept. 96 | | | | | 118,30 |
| **PIBOR 3 MOIS** | | | | | |
| Déc. 95 | 95 049 | 93,29 | 93,68 | 93,29 | 93,51 |
| Mars 96 | 32 421 | 94,15 | 94,40 | 94,15 | 94,24 |
| Juin 96 | 12 680 | 94,50 | 94,76 | 94,50 | 94,68 |
| Sept. 96 | 5 420 | 94,68 | 94,85 | 94,64 | 94,79 |
| **ÉCU LONG TERME** | | | | | |
| Déc. 95 | 1 815 | 90,14 | 90,38 | 90,04 | 90,32 |
| Mars 96 | 412 | 89,30 | 89,30 | 89,18 | 89,24 |

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Céréales en grève, produits tropicaux en berne

**LES CÉRÉALES** ne qnittent pas les sommets. A Londres, le blé coûte 127 livres la tonne depuis le milieu de la semaine. Le marcbé reste à la fois calme et ferme, attentiste et sûr de nouvelles acquisitions. De quelle origine ? Le mystère demeure mais des transactions sont, de toute évidence, en train de se nouer. Les négociants accepteront d'en parler lorsque les contrats seront signés.

Par contre, les céréaliers exportateurs se plaignent plus volontiers de la grève des cheminots. Michel Soufflet, premier exportateur européen de céréales, affirme se trouver dans une impasse. « *Nous n'ovons pos les copacités de stocker plus d'une dizoine de milliers de tannes et la grève des trains nous empêche d'expédier nos céréoles.* » De son côté, Cbampagne Céréales, première coopérative européenne de collecte estime « *ovoir 50 000 tonnes de céréoles en souffronce et subir une situo0on qui empire de jour en jour* ». Le directeur général, Benoît Arnould a indiqué que la coopérative « *olloit payer des pénolités pour les boteoux laissés vides à quoi* ». Plus grave « *un millier de tonnes de semoule de moïs destinée à l'Afrique dons le codre de l'oide alimentaire est également bloqué* ».

**WEATHER MARKET**

Chicago, premlère Bourse mondiale des céréales, est entrée, quant à elle, en effervescence : des rumeurs d'achats circulent à propos de l'Afrique du Nord (Maroc et Algérie notamment). Par ailleurs, un temps sec sévit aux Etats-Unis. Les opérateurs n'écbappent pas aux caprices du *weother morket* et sont d'autant plus inquiets qu'ils ont déjà subi deux mauvaises années.

Dans ce contexte, même les prévisions du Conseil international des céréales (CIC), d'ordinaire très écouté, sont sujettes à caution. Cet organisme d'Etat qui ne tient probablement pas à ce que les prix flambent, n'bésite pas à affirmer que la récolte mondiale « *reviendra à des niveaux confortables lors de lo soisan prochoine* ». « *Confortable* » pour le CIC signifie 555 millions de tonnes, soit environ 5 % de plus que les deux dernières campagnes (une campagne s'écbelonne entre le mois de juillet et le mols de juin de l'année suivante). Les Etats-Unis soot eo panne de stocks et les négociants savent que, quelle que soit la volonté exportatrice de l'Oncle Sam, une troisième campagoe anssi calamiteuse que les deux précédentes se traduirait automatiquement par le seul approvisionnement du marché intérieur. Les Etats-Unis consomment un peu moins de la moitlé de leur blé, mais les quatre cinquièmes de leur maïs !

L'Europe n'a pas hésité à se retirer cette année du marché mondial faute de marchandise ; elle n'a pas délivré les autorisations nécessaires pour que les négociants puissent exporter. Les Etats-Unis ne manqueront pas de suivre cet exemple, pensent les opérateurs, s'ils ne peuvent regarnir leurs stocks. « *Comment le Conseil internotianol des céréoles peut-il être aussi affirmatif* », se demande un intervenant de la filière, « *d'ici au mois de juillet, la météo o le temps de passer par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel* ».

**LE CAFÉ EN TRISTE POSTURE**

A l'opposé, les cours du café restent déprimés, malgré la diminution des stocks mondiaux. La consommation de cette boisson, considérée comme luxueuse au slècle dernier, est victime aujourd'bui de désaffection. Les opérateurs sont rassurés : la marchandise ne manque pas et le Brésil qui, en janvier, portait l'étendard de la révolte contre les pays consommateurs en décidant de ne vendre son café qu'au compte-gouttes, adopte une attitude résolument inverse. Par ailleurs, le Brésil enlève toute crédibilité au plan de rétention car il étudie actuellement « *la passibilité d'utiliser son stock de coté comme garantie pour obtenir des prêts internationoux* ». Cette déclaration du président de la Fédération brésilienne des exportateurs de café, Oswaldo Aranba, à l'agence Reuter a eu l'effet d'une douche froide. Écouler un stock, et de surcroit l'annoncer, semble maladroit : ces volumes encombreront le marché et vont à l'encontre de toute tentative de reochérissement des prix. Pour ne rien arranger, le président du Conseil national du café, Gilson Ximenes, a donné une estimation des quantités concernées : 5 millions de sacs de 60 kilos.

Outre le problème de la quantité, se pose celui de la qualité : de l'avis des opérateurs, elle sera défectueuse. Le café entreposé depuis trop longtemps perd de son arôme. Les torréfacteurs n'ont que faire de cette denrée.

*Marie de Varney*

**LES MATIÈRES PREMIÈRES**

| INDICES | 1-12 | 30-11 |
|---|---|---|
| Dow Jones comptant | 215,66 | 215,79 |
| Dow Jones à terme | 324,10 | 323,59 |
| **MÉTAUX (Londres)** | | |
| Cuivre comptant | 2 934 | 2 920 |
| Cuivre à 3 mois | 2 711 | 2 724 |
| Aluminium comptant | 1 653 | 1 648,50 |
| Aluminium à 3 mois | 1 691 | 1 685 |
| Plomb comptant | 756 | 742,50 |
| Plomb à 3 mois | 721 | 730 |
| Etain comptant | 6 245 | 6 305 |
| Etain à 3 mois | 6 275 | 6 340 |
| Zinc comptant | 1 023 | 1 023 |
| Zinc à 3 mois | 1 046 | 1 047,50 |
| Nickel comptant | 8 146 | 8 235 |
| Nickel à 3 mois | 8 265 | 8 360 |
| **MÉTAUX PRÉCIEUX (New York)** | | |
| Argent à terme | 5,23 | 5,17 |
| Platine à terme | 424 | 413 |
| Palladium | 155,25 | 131,25 |
| **GRAINES ET DENRÉES** | | |
| Blé (Chicago) | 5,02 | 5,02 |
| Maïs (Chicago) | 3,38 | 3,37 |
| Graine soja (Chicago) | 6,83 | 6,83 |
| Tourt. soja (Chicago) | 213,80 | 212 |
| P. de terre (Londres) | - | - |
| Orge (Londres) | 107,60 | 118 |
| **SOFTS** | | |
| Cacao (New York) | 1 329 | 1 312 |
| Café (Londres) | 2 545 | 2 135 |
| Sucre blanc (Paris) | | |
| **OLÉAGINEUX, AGRUMES** | | |
| Coton (New York) | 0,73 | 0,85 |
| Jus d'orange (New York) | | |

# AUJOURD'HUI

COMMUNICATION

**AUDIOVISUEL** Avec le dernier sondage Médiamétrie qui lui donne 17,6 % d'audience cumulée, RTL boucle sa treizième année consécutive de numéro un des radios françaises. Une position que la station privée généraliste a gagné en respectant l'héritage des anciens et en évoluant en douceur, sans jamais brusquer ni déstabiliser ses auditeurs. ● AU FIL DES ANNÉES, le « moule » RTL s'est ainsi imposé aux animateurs et aux journalistes autour de quelques règles simples comme la proximité et l'interactivité. ● DES RECETTES qui ont largement inspiré par la suite les autres radios. Face aux défis de la fin du siècle, RTL a choisi de mener une politique active de décrochages locaux, afin d'être « plus près » de son public, et de s'ouvrir aux nouvelles technologies. La station généraliste est aujourd'hui relayée en FM par satellite et se prépare au DAB, pour un meilleur confort d'écoute.

## RTL demeure, depuis treize ans, la radio la plus écoutée

### La station a su évoluer au fil des années sans virages brusques ni bouleversements susceptibles de déstabiliser des auditeurs restés fidèles à des équipes qui mettent en avant la proximité et l'interactivité

À RTL, l'héritage est un principe. La mémoire, une valeur. Rue Bayard, on n'hésite pas à citer les anciens, à se référer à ceux qui ont créé la station ou qui ont tenu l'antenne durant des années. Le patrimoine qu'ils ont laissé nourrit cet esprit de continuité que Jacques Rigaud, président de RTL et administrateur délégué de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), la maison mère, qualifie de *« quasi biologique »* et qui est une des clés de la réussite de la station privée.

Une continuité qui apparait dans les programmes – longévité des émissions, permanence des voix – mais aussi dans un organigramme qui reste imperméable aux changements de gouvernement. Jacques Rigaud est président de RTL depuis quinze ans, Rémy Sautter et Philippe Labro occupent les postes de vice-présidents depuis 1985, et Olivier Mazerolle celui de directeur de l'information, depuis 1986.

Première radio de France depuis treize ans – le sondage Médiamétrie de septembre-octobre lui donne 17,6 % d'audience cumulée –, RTL a évolué sans virages brusques ni bouleversements susceptibles de déstabiliser l'auditeur. Bien que de personnalités, de styles et de profils différents, les directeurs d'antenne qui se sont succédé à la tête de la station – Jean Farran, Raymond Castans puis Philippe Labro – ont réussi à apporter leur touche personnelle tout en respectant cette ligne de conduite d'une progression en douceur. *« RTL a gardé sa personnalité et son public car chacun de ses dirigeants a su se couler dans le moule et tirer le meilleur de tous ceux avec qui il travaillait »*, remarque Jacques Rigaud. Aujourd'hui, Philippe Labro maintient le cap, en affirmant : *« Depuis mon arrivée, je fonde ma conduite sur une phrase de Nietzsche, la révolution avance à pattes de colombe. »*

**UN JOLI SLOGAN**

Le *« moule RTL »* n'est pas un vain mot. Il fonde la personnalité de RTL, depuis sa création, et s'appuie sur quelques règles : la proximité, l'interactivité, l'équilibre entre une information dense et du divertissement varié.

*« RTL, c'est vous. »* La formule utilisée, il y a vingt ans, par Jacques Farran pour lancer « Allô Luxembourg » (une matinée entièrement dédiée aux auditeurs) n'a pas seulement fourni à la radio un joli slogan, elle a jeté les bases de sa philosophie. Bien avant que les mots n'apparaissent et ne soient galvaudés, elle a fait de la proximité et de l'interactivité les deux piliers du fonctionnement de la généraliste. *« Etre un média populaire signifie pour nous que tout le monde puisse nous écouter. On s'applique donc – et en particulier sur l'information – à être clair, simple et précis. Même la texture des voix ne doit pas être élitiste. Tout le monde doit s'y reconnaître. On a choisi d'être familier sans être vulgaire, explicite sans être pédagogique et on refuse le parisionisme pour privilégier l'ancrage sur tout le territoire »*, souligne Philippe Labro.

Cette attention portée aux auditeurs passe aussi par le dialogue. « Malice... au pays des merveilles » (8 h 30-10 heures), « Le Cekoidon » (10-11 heures), « La Clé des modes » (11-13 heures), « Les auditeurs ont la parole » (13 h 30-14 heures), « La vie c'est la vie » (14 heures-15 h 30), « Les Grosses Têtes » (16 h 30-18 heures), « Opinion publique » (18 h 30-19 heures), « Tous les coups sont permis » (19-21 heures)... autant d'émissions qui invitent le public à prendre la parole.

A tout moment de la journée, l'auditeur de RTL peut jouer, intervenir, donner son avis, demander un conseil, un service, un renseignement. *« Il y a absorption du public à l'intérieur de la couleur sonore de la radio »*, remarque le directeur. *La diversité des voix, des accents, des expressions fait que les auditeurs de toute la France peuvent, à un moment ou à un autre, se reconnaître sur l'antenne. Les passifs s'identifient aux actifs »*. Cet échange crée chez le public un sentiment d'appartenance et le fidélise.

RTL prend d'ailleurs soin d'entretenir ce sentiment à travers sa politique de communication. *« Nous faisons beaucoup de publicité car, en tant que radio, nous n'avons pas la maîtrise de l'image »*, note Philippe Labro. Le logo RTL apparaît partout ; il est *« sur toutes les avenues de la vie »*, comme le souligne son directeur : dans la variété, le sport, le théâtre, la musique classique, les associations caritatives, les maillots de football de la Coupe du monde... RTL affiche sa mission haut et fort : elle veut accompagner, à tous les moments et en tous lieux, la vie de ses auditeurs à l'image de sa dernière campagne, qui déclinait le thème : « Essentiel RTL ».

**L'INFORMATION POUR TOUS**

Axe majeur de sa programmation – six heures d'antenne par jour –, l'information a, elle aussi, définitivement choisi son camp : s'adresser au public plutôt qu'à la profession. RTL a l'ambition de donner le maximum d'infos à un maximum de personnes. *« Une généraliste populaire ne doit pas seulement s'adresser à une partie de la population mais à toutes les catégories sociales et à toutes les tranches d'âge*, précise Olivier Mazerolle. *A RTL, même si on privilégie l'information nationale, on ne fait pas l'impasse sur l'étranger ; simplement, on s'interroge sur la formulation et l'angle qu'on doit donner à l'international parce qu'il faut amener l'auditeur à se sentir concerné. »* La proximité passe aussi par une politique de décrochages locaux – RTL compte dix journaux d'info locale (7 h 22-7 h 28) – qui semblent présager de bons résultats.

Tout en restant fidèle aux grandes lignes d'une politique fixée il y a une quinzaine d'années, l'information, comme les programmes, a évolué sans heurter ses auditeurs. Les équipes ont cherché à s'adapter aux nouvelles tendances et à faire face aux exigences du marché et de la concurrence.

*« Ecoutée par un très large public, RTL n'a jamais abandonné l'idée de pouvoir gagner certaines catégories sociales – comme les cadres – qui écoutaient* d'*autres radios*, souligne Olivier Mazerolle. *Nous avons progressivement augmenté le volume d'information, installé des émissions comme « Controverses », « Opinion publique », « Electron libre » (une tranche d'infos pour la jeunesse), et avons avancé à 6 heures le journal continu du matin. Enfin, nous avons fait de gros efforts sur la rigueur. »*

Résultat, dans le domaine de l'information, RTL arrive en tête des radios depuis douze ans. Les journaux offrent à la station ses plus forts taux d'écoute : 25,6 % de parts de marché de 5 à 6 heures, 22,3 % entre 6 et 7 heures, 25,9 % à 13 heures.

Le refus d'un quelconque élitisme ne dicte pas seulement les décisions prises par ses équipes, elle crée, au sein de la radio, un esprit particulier. *« C'est une radio qui laisse à ses animateurs le temps de se former et de faire leur chemin*, remarque Evelyne Pagès, qui a commencé sa carrière à RTL en 1965 dans le « Tirelipot ». *La station sait vous garder et vous y êtes attaché, comme à une famille. »* Un sentiment que semblent partager ses auditeurs.

*Véronique Cauhapé*

### *Dix « éditions locales » en province*

**S'appuyant sur son réseau en modulation de fréquence, RTL a décidé de mener une politique active de décrochages locaux d'information. Le 9 janvier, elle était la première radio, devant Europe 1 et RMC, à créer des « éditions locales » de cinq minutes à Bordeaux, à Lyon et à Nancy. Elle a poursuivi avec Lille, Marseille, Nantes, Nice, Rouen, Strasbourg et Toulouse. Ces dix villes diffusent désormais un journal quotidien, de 7 h 22 à 7 h 28, *fait* et *présenté* par des journalistes débutants.**

**Traditionnellement diffusée en grandes ondes, RTL est aujourd'hui relayée en FM par satellite dans 130 sites français. L'ensemble des émetteurs est équipé en RDS, système qui permet l'écoute de la station en FM tout au long d'un axe routier sans avoir à changer de fréquence, le RDS se chargeant lui-même de capter l'émetteur le plus proche. Enfin, RTL se prépare au DAB, système de diffusion sonore numérique capable d'offrir aux auditeurs un confort d'écoute équivalant à celui d'un disque compact.**

SPORTS

## RÉSULTATS

**TENNIS**

**COUPE DAVIS Finale à Moscou**

P. Sampras (E-U) b. A. Chesnokov (Rus.) 3-6, 6-4, 6-3, 6-7 (5-7), 6-4

E. Kafelnikov (Rus.) b. J. Courier (E-U) 7-6 (7-1), 7-5, 6-3

Les Etats-Unis et la Russie sont à égalité 1-1 à l'issue *des deux premiers matches*

**BOXE**

**Championnat du monde des super-mouche (WBO)**

L'Américain Johnny Tapia conserve son titre en battant le Mexicain Willy Salazar, par arrêt de l'arbitre à la neuvième reprise, vendredi 1er décembre à Palm Springs (Californie).

**FOOTBALL**

**CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE**

16e journée (matches avancés)

| | |
|---|---|
| Bayer Leverkusen-SC Fribourg | 0-1 |
| Werder Brême-FC Cologne | 0-1 |
| Borussia Dortmund-Munich 1860 | 5-1 |

**NATATION**

**Meilleure performance mondiale en 200 m nage libre en petit bassin**

La Costaricienne Claudia Poll a battu la meilleure performance mondiale, détenue par Franziska van Almsick (All) (1 min 55 sec 84) en réalisant 1 min 55 sec 42 en finale des Championnats du monde de natation, vendredi 1er décembre à Rio de Janeiro



## Les Russes espèrent s'imposer en Coupe Davis

### La lenteur des courts en terre battue de Moscou surprend les joueurs américains

**LA FINALE** de Coupe Davis inédite que l'équipe américaine comptait pouvoir aborder comme une formalité a pris un tour inattendu. Les joueurs se croyaient couverts sur tous les fronts. Hébergés et nourris dans un hôtel sous gestion américaine situé face au théâtre du Bolchoï, les porteurs de la bannière étoilée ne craignaient personne. Ils ont donc courtoisement affirmé leur intérêt pour la ville. Ils n'avaient, en réalité, qu'une idée : rapporter au pays le « saladier sacré » pour la trente et unième fois depuis 1900.

C'était avant. Avant qu'ils ne découvrent la lenteur du court en terre battue et la lourdeur des balles choisies, exaspérantes pour leur conception du tennis-éclair. Avant qu'André Agassi, toujours blessé, ne leur fasse faux bond, même s'il s'est déplacé avec son copain-sosie, Rick McKee. Même si, tous deux vêtus du survêtement d'une équipe nationale avec laquelle McKee n'a rien à voir, ils ont suivi les matches d'un oeil morne. C'était avant qu'on s'interroge sur les véritables motifs de la présence du joueur de Las Vegas. Avant qu'on se demande si l'habilleur officiel des deux meilleurs joueurs mondiaux n'a pas prévu une séance de photos sur la place Rouge pour ces mannequins-vedettes.

C'était avant que le numéro un mondial, Pete Sampras – souvent en panne de service et à la peine sur son coup droit – ne frôle la catastrophe face au 92e joueur mondial : Andreï Chesnokov. Avant qu'il ne s'écroule sur le court terrassé par des crampes dans les jambes, incapables d'aller serrer la main de son adversaire. Avant que Jim Courier, double vainqueur de Roland-Garros et de l'open d'Australie, ne s'incline en trois manches face à Kafelnikov, un droitier insolent, solide et brillant, mais aussi freluquet de vingt et un ans qui ignore la pression d'une finale du Grand Chelem. C'était avant que la vieille magie qui fait l'incertitude des rencontres de Coupe Davis n'opère.

Sampras a laissé les Moscovites sur une image saisissante : le bout de ses chaussures raclant la terre battue, soutenu par les soigneurs américains, il a été évacué comme une victime. Une heure après son match, l'émotion et le stress oubliés, il a déclaré : *« cela m'a pris à trois jeux partout dans le cinquième set. J'ai beaucoup joué en salle et je n'étais pas prêt pour cette sorte de terre battue »*.

Chesnokov peut pester. Il a assisté en spectateur privilégié au supplice vécu par son adversaire pendant cinq manches sans parvenir à tirer parti d'une surface qui lui convient à merveille. La frange en bataille, le Russe s'est irrité des commentaires désobligeants sur le choix de cette terre si brune qu'elle semble toujours gorgée d'eau.

Jim Courier, rouge comme un coq, casquette vissée à l'envers sur le crâne, est venu s'expliquer en compagnie de son capitaine. Depuis qu'il a cédé sa place de leader du tennis mondial, Courier s'est habitué à la défaite. Celle-ci l'irrite mais il plaisante : *« Depuis que je suis ici, je n'ai guère vu que ce court, le personnel du service d'étage de l'hôtel, un peu de neige et beaucoup d'obscurité »*.

Il passe sur l'humiliation de la désertion collective des coéquipiers de Kafelnikov qui ont quitté leur banc pendant les trois quarts du match. Le joueur russe affirme : *« Ils me croyaient incapable de battre Jim. Alors, ils sont partis. »* Avec sur la chaise de capitaine Anatoly Lepeshin, l'homme qui le suit à plein temps depuis plusieurs années, le Russe était paré. Il est tout de même resté un long moment sous le coup de sa victoire, incapable d'exprimer sa joie.

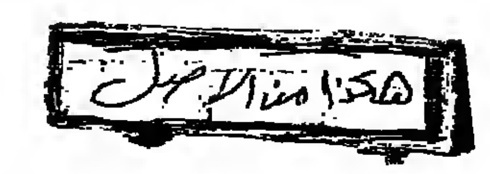
*Patricia Jolly*

## Luc Alphand remporte la descente de Vail

**VAINQUEUR** de la dernière Coupe du monde de descente, Luc Alphand a remporté, vendredi 1er novembre, à Vail (Colorado), la première épreuve de vitesse de la saison masculine de ski alpin. Luc Alphand avait déjà remporté trois descentes de Coupe du monde la saison dernière, en réalisant le doublé à Kitzbuehel puis en remportant l'épreuve de Bormio. Il s'est imposé aux Etats-Unis d'une demi-seconde devant le Norvégien Lasse Kjus, qui prend la tête du classement général de la Coupe du monde, et devant l'Autrichien Patrick Ortlieb. Alors que le Norvégien avait réalisé le meilleur temps à l'entraînement, Luc Alphand était légèrement en retrait durant les jours précédant la course.

Parti avec le dossard n° 27, le skieur français a su se lâcher sur le parcours. *« J'étais très calme, très détendu au départ*, a déclaré Luc Alphand à la fin de l'épreuve. *J'ai pris tous les risques pour l'emporter. Je suis satisfait parce que c'était la première course de la saison et que je veux vraiment conserver la Coupe du monde de descente. »* Luc Alphand est âgé de trente ans. *« Lucho »*, comme l'appellent ses camarades de l'équipe de France, est originaire de Serre-Chevalier. Il a déjà donné rendez-vous à ses supporters français pour les prochaines épreuves de la Coupe du monde, qui doivent avoir lieu dans les Alpes, à Val-d'Isère, à l'occasion du Critérium de la première neige.



# Sous l'empire des bonsaïs

**Voilà un petit bout d'arbre oriental qui vous tient en permanence sous sa délicate tyrannie. Ce chef-d'œuvre est le cadeau le plus empoisonné que l'on puisse vous faire. Avec de la patience et de l'attention, il est pourtant domesticable**



DESSINS AURORE DE LA MORINERIE

**LE BONSAÏ** est à peu près aussi difficile à entretenir qu'une nichée de colibris. Mais la commercialisation du premier est libre, quand celle du second est si sévèrement réglementée que la possession de cet oiseau est liée à un certificat de capacité que l'oiseleur ne peut obtenir qu'après avoir apporté la preuve de ses compétences d'éleveur. Si l'on y réfléchit bien, voilà pourtant deux créatures vivantes dont la première, pour ne pas s'attirer la compassion des amoureux de la nature, n'a que le désavantage d'être impassible. Il faudrait cependant s'intéresser au sort de ces grands arbres torturés, rapetissés par des ciseaux habiles à en conditionner le développement, avec au moins autant d'énergie que les citadins qui s'enchaînent aux arbres qu'ils ne veulent pas voir disparaître de leur environnement.

Des bonsaïs, en Occident, il s'en vend des vrais et des faux, des jeunes et des vieux, des « modèles » d'extérieurs et d'autres, aussi frileux qne des *beija flor* (« baise fleurs », nom donné par les Brésiliens au colibri). Il en crève des milliers peu de temps après leur achat. Le bonsaï est victime de sa perfection plastique, de son caractère décoratif et précieux qui en fait presque un objet, une sculpture. En sorte que les plus vieux, les plus beaux d'entre eux finissent sur une table basse entre *FMR* et *Egoïste*.

Chez lui, le bonsaï est l'acmé, le plus haut point d'une culture. En Chine, au Japon, il est l'objet d'attentions qui dépassent de loin l'existence de celui qui les soigne : il vit plus longtemps qu'nn homme. Il n'est pas rare que certains de ces arbres réduits aient été soignés par plusieurs « jardiniers » qui leur ont soumis leur existence. Car il ne suffit pas d'arroser, d'enrichir, de changer la terre dans laquelle croissent les bonsaïs, il faut les tailler, guider leurs branches le long de minces tiges de cuivre qui parfois s'enroulent autour d'elles, tailler leurs racines, envelopper leur tronc dans de fines bandelettes de tissu, les bassiner, les traiter contre les maladies, les protéger de la froidure, du soleil, de la grêle, de la neige, des courants d'air et du vol. Aussi fragile qu'un bébé, le bonsaï a besoin des attentions précautionneuses que l'on porte aux petits.

RESPONSABILITÉ

En posséder un, c'est l'assurance d'en faire un membre de la famille, d'avoir sous les yeux un baromètre réagissant au jour le jour à nos désordres intérieurs ; de vivre dans la culpabilité de le voir insensiblement quitter cette terre, en silence et sans une larme. Accueillir un bonsaï chez soi, c'est la contrainte d'avoir à lui chercher une nounou pour les vacances, un orthopédiste pour le tailler, un pédiatre pour surveiller sa croissance ; c'est partager son destin, sentir peser sur ses épaules une responsabilité effrayante, être certain que l'on lira tous les manuels disponibles, que l'on apprendra à différencier les types de bonsaïs en fonction de la taille à laquelle la « folie » des hommes les a soumis.

Le bonsaï est le pire cadeau que l'on puisse recevoir. Quels soins donner à ce petit vieillard cacochyme ? Les mains vertes sauront. Mais les autres ? Si elles ont dans leurs connaissances un jardinier aussi consciencieux que prêt à tous les sacrifices, elles s'épargneront un triste spectacle : en quelques jours, un bonsaï peut perdre ses feuilles, passer d'un joli vert à un fauve inquiétant, se recroqueviller, se ratatiner. Parfois, elles tombent, sans prévenir, provoquant la panique du propriétaire. Ses racines peuvent pourrir dans leur soucoupe pleine d'eau. C'est attristant, un arbre qui crève.

Alors, si le seul fait de regarder une plante fait que vous l'envoyez *od patres*, donnez votre bonsaï. Ou libérez-le. Si vous avez un jardin. *Le* Jour du Jugement dernier, l'arbre de la sagesse trouvera des excuses à toutes vos fautes. Les bonsaïs d'extérieur étaleront leurs racines dans la terre, leurs branches partiront à la conquête du ciel et de leur liberté avec assurance. Plantés dans un grand pot, ceux d'intérieurs feront de belles plantes vertes. Evidemment, si ce bonsaï est vénérable, il est dommage de ruiner en quelques mois le labeur d'une vie de jardinier.

DES ÉGARDS ET UN RANG

Mais l'on ne devrait jamais offrir ou acheter un tel chef-d'œuvre, si l'on n'est pas certain qu'il sera traité selon son rang et avec les égards qui lui sont dus. Les plus sensibles pourront toujours tenter de les réexpédier dans leur pays d'origine, d'où ils n'auraient jamais dû partir. Ce retour aux sources est coûteux et cette réacclimatation incertaine.

Offrir un bonsaï, c'est faire prendre conscience à un ami qu'il souffre de défauts de comportement qu'il ne s'avoue pas ; c'est le contraindre à ne plus batifoler, à devenir casanier ; c'est aussi s'en débarrasser pour les vacances ; c'est le voir enfin préoccupé par un autre que lui. Ce peut être aussi, mais c'est plus rare, être à l'origine d'une vocation qui ne le lâchera plus.

C'est là que vos ennuis commenceraient. Il ne se passerait alors plus de jours sans que le papa ou la maman du bonsaï vous donne des nouvelles d'un être qui, sans le faire relever la nuit, le tiendrait sous son pouvoir impérieux. Victime soumise d'un rituel sadomasochiste dont vous n'ignoreriez aucune des turpitudes et dont vous seriez le complice.

*Alain Lompech*

★ Allô Bonsaï, 30, rue du Château-d'eau, 75010 Paris. Tél. : 42-06-16-00.
★ L'Arbre de vie, 8, avenue du Maine, 75015 Paris. Tél. : 45-49-13-86.
★ Bonsaï Remy Samson, 10 rue Comète, 75007 Paris. Tél. : 45-56-07-21.

## *Le désembouteilleur*

**Coïncé place de la République, l'automobiliste francilien se rêve chauve-souris, ce chiroptère qui, disposant elle aussi d'un horizon visuel plus que réduit, compense ce handicap par un sens de l'orientation hors pair. Or, un téléphone portable peut parfaitement faire office d'émetteur d'ultra-sons. A condition bien sûr, d'obtenir, en écho, le message salvateur qui conseillera, juste avant de se piéger sur le périphérique, un virage sur l'aile vers les Maréchaux...**

**A l'automobiliste privé de flair, la société américaine Métro Traffic Controle (MTC) propose depuis juillet 1994 des informations anti-bouchons réservées toutefois aux abonnées des radio-téléphones SFR. Après avoir composé un numéro à deux chiffres, il suffit de choisir, par analogie, une zone géographique sur le clavier. La touche du 4 permet de choisir l'Ouest, le 6 l'Est, le 8 le Sud alors que le point sur le trafic dans Paris intra-muros et sur le périphérique sera disponible sur le 5. A ces zones, correspond un message d'une quarantaine de secondes réactualisé toutes les vingt minutes pour un prix qui, à la longue, n'est pas tout à fait modique : 4,50 francs pour une minute. Au moins, la parisien pressé saura-t-il que la queue de la manifestation des étudiants ayant atteint Montparnasse, la place d'Italie est rendue à la circulation.**

**MTC, contrairement aux Etats-Unis où elle vend ses services à une soixantaine de chaînes de télévison, a renoncé à utiliser hélicoptères et avions, des moyens jugés trop peu efficaces en raison du manque de couloirs aériens utilisables au-dessus de la région parisienne et, surtout, trop chers. On s'en remet donc à la synthèse des données recueillies par les services publics – préfecture de police, Mairie de Paris, centres d'information routière – complétées par des renseignements obtenus par deux ou trois motos qui sillonnentla région.**

**Ce système un peu artisanal, qui entraîne tout de même mille cinq cents appels quotidiens, repose sur deux principes : préciser, autant que possible, l'origine d'un bouchon (*« cela rassure les gens »*) et indiquer une durée approximative avec un renouvellement rapide et régulier. *« Nous ne prétendons pas à l'exhaustivité mais à la crédibilité : l'inexactitude ne pardonne pas »*, assure Jérôme Leenhardt, directeur délégué de MTC. La société, qui alimente déjà plusieurs radios, ne va pas en rester là. En 1996, des informations-trafic seront disponibles pour l'accès aux stations de sport d'hiver. Dans quelques mois, les *pagers* « Tam-Tam » recevront eux aussi des messages précisant que la circulation s'effectue en accordéon entre la porte de la Villette et la porte de la Chapelle.**

*Jean-Michel Normand*

★ SFR (Société française de radiotéléphone), 35, boulevard Brune 75014 Paris ; tél. : 45-88-90-00. Abonnement au service de transmission numérique : 245 francs par mois, plus 2 francs par minute dans la journée.
★ MTC (Metro Traffic Control France), 1, rue du Départ 75014 Paris ; tél. : 40-64-11-30.

LIEU

# Le magasin à visage urbain

**LE NOUVEAU FRANC** ne remontait qu'à deux ans. On roulait en DS ou en Dauphine. Référendum, accords d'Evian, un million de rapatriés arrivaient d'Algérie. Croissance économique, boom de la construction, achat de téléviseurs, de réfrigérateurs, et bientôt de lave-vaisselle. On ne parlait pas encore d'hypermarchés, les abords des villes n'étaient pas encore accaparés par cette succession d'entrepôts, de parkings et d'enseignes « à l'américaine », qui viennent de subir les critiques du premier ministre. On découvrait les plaisirs troubles de la consommation, on s'équipait. En 1962, à Paris, dans un quartier bientôt en grand chambardement, la chaîne de magasins belge Innovation ouvrait le premier libre-service de France : Inno-Montparnasse.

Libre-service. Pas de vendeurs, et pourtant un comble de cette société de consommation, cible des contestataires de 1968. Devant l'abondance des marchandises empilées, l'acheteur est livré, seul, à la tentation du choix. Un marketing insidieux et pavlovien l'incite à jeter dans le même panier à roulettes le pull en *lombswool* et la lessive dernier cri, du champagne et des boîtes d'ananas, des cahiers et des yaourts aux fruits. Et bientôt à remplacer les sardines par du saumon fumé. Ou par ce crabe russe que l'on trouvait déjà dans les premiers Inno. Les produits livrés en vrac au jackpot du tiroir-caisse. Le rituel – et la corvée – des provisions qui transforme la voiture en Caddie et donne à chacun la mesure régulière de son « pouvoir » d'achat.

NEUF MOIS DE TRAVAUX

Contrairement à certaines prévisions des années 70 où l'on imaginait que le pavillonnaire l'emporterait et que les centres urbains cesseraient de vivre dès la fermeture des bureaux, la vie urbaine a conservé – et repris – des attraits. Le commerce, dans son évolution, accompagne celle des modes de vie. De même que les grands magasins ont, il y a une dizaine d'années, créé des étages de « boutiques » pour la mode en accueillant les enseignes connues du prêt-à-porter, les grandes surfaces alimentaires, en ville, cherchent à créer un style « marché », ou « produits de luxe » avec des comptoirs spécialisés. Le nouvel Inno-Montparnasse qui vient de rouvrir après neuf mois de travaux (les 5 000 mètres carrés sur deux niveaux ont été remaniés de fond en comble) est un bon exemple de cette tendance.

Au lieu de rester un équipement seulement utilitaire – les caisses étaient placées juste derrière les portes –, le nouvel Inno est devenu un « passage couvert », un lien attrayant entre la rue du Départ et le boulevard Edgar-Quinet, au long duquel on trouve aussi bien un stand de sandwiches anglais frais, un comptoir où l'on sert des cafés et des thés du monde entier qu'un bureau de poste automatisé. Le reste du magasin – qui appartient depuis 1964 au groupe Galeries-Lafayette-Monoprix – est toujours soumis au régime du libre-service, pour le textile, les livres, les disques comme pour l'alimentation.

Les espaces, cependant, sont nettement personnalisés : bar à vins et cave tenue par un sommelier, une femme qui a fait ses armes à Lafayette-Gourmet, mais aussi une sélection d'eaux minérales du monde entier. Boucherie, poissonnerie et fromager, fruits et légumes frais ont pour ambition de rivaliser avec les marchés de plein air ou les épiceries genre « delicatessen ». Et comme le nouvel Inno n'a toujours pas de parking attenant, l'accent a été mis sur la livraison à domicile dans les deux heures qui suivent l'achat. Du commerce à visage urbain.

*Michèle Champenois*

★ Inno-Montparnasse, 31, rue du Départ, 75014 Paris. De 9 heures à 21 heures, du lundi au samedi. Tél. : 43-20-69-30. Livraisons dans Paris intra-muros, forfait : 60 F.

# Sous les pavés, la « pub »

**Les anciens combattants de mai 68 sont de plus en plus convoités par les publicitaires**

**ILS ÉTAIENT ÂGÉS** de vingt ans en mai 1968 et ont aujourd'hui un fort pouvoir d'achat. Quadragénaires nostalgiques de leur jennesse estudiantine, ils sont une cible de choix pour les publicitaires. Hasard ou pas, plusieurs annonceurs ont profité de la période récente pour leur remettre en mémoire leurs belles années. *« Adieu pétards, bonjour cigares »*, lit-on en lettres anglaises sur les publicités d'un fabricant de canapés, Ligne Roset. Ou bien dans la même veine : *« Avant on méprisait l'esprit bourgeois, aujourd'hui on s'assied dessus »* et *« Six bourgeois de caller »*.

Les aspirations de ces anciens soixante-huitards désormais installés n'ont pas échappé non plus au voyagiste Pacific Holidays, auteur d'une campagne récente sur le thème : *« Nostalgiques de Woodstock, en vingt ans vous avez changé. Et alors ? N'êtes-vous pas toujours le même voyageur pacifique ? »* Et Citroën de leur vanter les qualités de son Evasion, avec un clin d'œil complice : c'est la marque aux chevrons, leur rappelait-elle au moment de son lancement, qui a inventé la monospace, le fameux « panier à salades » dans lequel la police les embarquait...

PASSÉ COMMUN

Pour qui veut louer les mérites d'une « familiale » confortable ou d'un canapé douillet, quoi de plus banal que cet humour décomplexant ? Ligne Roset, le plus prolixe, n'en finit pas de broder, annonce après annonce, sur le même thème cocasse : *« Bourgeois, d'accord. Petit, jamais ! »* Ou encore : *« Marx est mort. Staline est mort. Mao est mort. Mais Togo* [un canapé] *est toujours là. »* Ouf !

Peu importe que les quadragénaires d'aujourd'hui soient ou non des enfants de Mai 68. Qu'ils n'aient pas tous sillonné le Quartier latin en s'époumonant contre la société de consommation. Les « gens de pub » leur attribuent un passé commun. Trotskistes, anarchistes, maoïstes, d'un printemps ou plus, ils se sont rangés, estiment les annonçeurs. Non sans garder la nostalgie de leur révolte d'antan. Quoi de plus tentant que de faire fructifier cette mythologie ?

Pierre Berville, de l'agence Calegari Berville, qui a imaginé la campagne de Ligne Roset, a son idée sur la génération de mai 1968 : *« Ils apprécient le confort bourgeois mais n'en sont pas dupes. C'est la grande différence avec leurs parents. »* Philippe Sénejoux a réalisé la pub Citroën pour Euro RSCG Scher, Lafarge. Il confirme : *« Malgré les années, les anti-conformistes de 68 restent épris de liberté. Il était tentant de faire* d'un *modèle appelé Evasion la voiture-symbole* d'une *génération. »* Directeur de Pacific Holidays, François Giustini observe pour sa part que les 35-49 ans ne prennent plus les chemins de Woodstock ou de Katmandou mais qu'*« ils aiment toujours autant les voyages »*.

Recul, amour de la liberté, attrait du grand large. Les publicitaires se font une idée formidable de la génération de mai 1968, la leur souvent. Même s'ils se sont embourgeoisés, les anciens soixante-huitards *ne* seraient pas des bourgeois comme les autres. Il leur resterait un petit quelque chose de leurs utopies juvéniles. Et ce petit quelque chose, aujourd'hui, vaut de l'or.

*Bertrand Le Gendre*



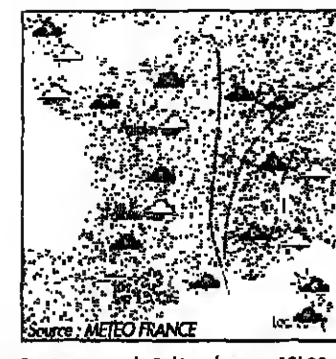
# Nuages et pluies pour le week-end

*UNE VASTE* et profonde dépression située au voisinage de l'Islande dirige sur notre pays un flux de sud-ouest océanique, doux et humide. Dans ce flux circulent des perturbations, qui apportent nuages et pluies. La façade est de notre pays restera toutefois épargnée, grâce à un anticyclone centré sur la mer Baltique.

Sur l'Alsace, le Jura, l'ensemble de l'arc alpin et la Côte d'Azur, après la dissipation de quelques brumes ou brouillards matinaux dans les fonds de vallée, la journée sera partagée entre les nuages et les éclaircies. En Corse, le soleil jouera à cache-cache avec des bourgeonnements nuageux. Sur le Languedoc et le Roussillon, le ciel du matin sera encombré de nuages ; ensuite, une petite tramontane se lèvera, permettant le développement d'éclaircies. En Lorraine, en Bourgogne, en Franche-Comté, dans la région lyonnaise et la vallée du Rhône, la matinée sera grise, avec de nombreux nuages bas. Cette grisaille persistera la majeure partie de la journée. Sur les régions du Nord, l'ensemble du Bassin parisien, du Massif central, et du Sud-Ouest, ainsi que sur le Poitou, les Charentes, et les Pays de la Loire, la journée sera maussade, avec un ciel qui restera couvert tout au long de la journée et de la pluie, toutefois, sur le Sud-Ouest, elle tombera de façon modérée durant la matinée, pour faiblir en fin de journée. Sur les Pyrénées, ces précipitations tomberont sous forme de neige au-dessus de 1800 mètres environ. Sur la Bretagne, le ciel sera gris avec une petite bruine jusqu'à la mi-journée ; un bref renforcement des précipitations se produira en début d'après-midi.

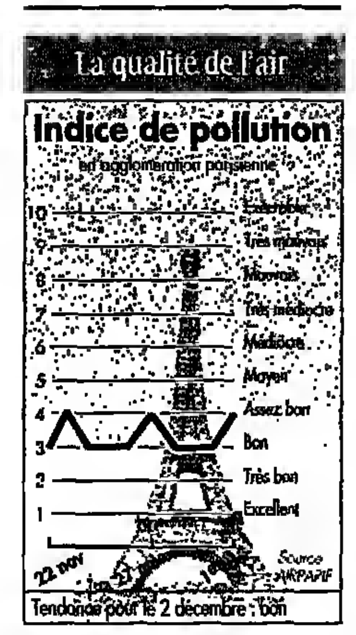
Les températures joueront dans le registre de la douceur : il ne subsistera le matin que quelques rares et faibles gelées dans les vallées alpines, tandis que sur l'ensemble des régions de la façade est, elles seront comprises entre 2 et 4 degrés ; ailleurs, elles seront comprises entre 6 et 8 degrés, jusqu'à 10 degrés sur les franges littorales. En ce qui concerne les maximales, elles seront comprises entre 6 et 8 degrés sur l'extrême Nord-Est et la région Rhône-Alpes, 10 à 12 en général ailleurs, jusqu'à 14 degrés dans le Sud-Ouest et les régions méditerranéennes.

*(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)*



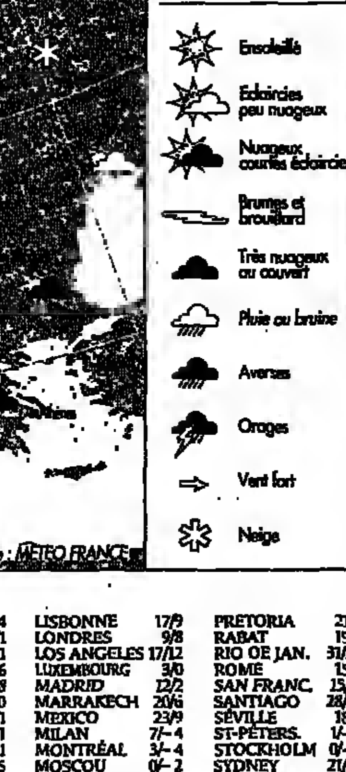

Prévisions pour le 3 décembre vers 12h00

La qualité de l'air




Tendance pour le 2 décembre : bon



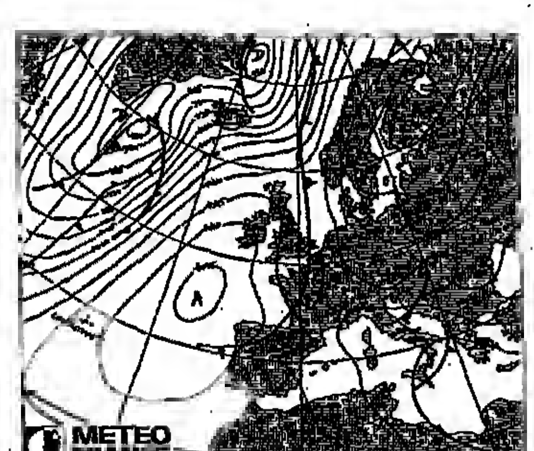




**TEMPÉRATURES du 2 déc. 1995 maxima/minima**

| | |
|---|---|
| **FRANCE** | |
| AJACCIO | 17/6 |
| BIARRITZ | 18/9 |
| BORDEAUX | 16/10 |
| BOURGES | 8/3 |
| BREST | 13/12 |
| CAEN | 11/9 |
| CHERBOURG | 12/11 |
| CLERMONT-F. | 9/0 |
| DIJON | 3/3 |
| FORT-DE-FR. | 29/22 |
| GRENOBLE | 7/–2 |
| LILLE | 7/4 |
| LIMOGES | 10/3 |
| LYON, BRON | 4/0 |
| MARSEILLE | 12/3 |
| NANCY | 2/0 |
| NANTES | 13/10 |
| NICE | 15/7 |
| PARIS | 8/7 |
| PAU | 17/5 |
| PERPIGNAN | 12/5 |
| POINTE-À-PIT. | 30/22 |
| RENNES | 13/11 |
| ST-DENIS-RÉUNION | 29/23 |
| ST-ÉTIENNE | 9/–1 |
| STRASBOURG | 8/1 |
| TOULOUSE | 14/4 |
| TOURS | 10/8 |
| **ÉTRANGER** | |
| ALGER | 18/10 |
| AMSTERDAM | 4/0 |
| ATHÈNES | 17/11 |
| BANGKOK | 32/24 |
| BARCELONE | 15/8 |
| BELGRADE | 6/0 |
| BERLIN | –1/–4 |
| BOMBAY | 27/20 |
| BRASILIA | 26/18 |
| BRUXELLES | 6/0 |
| BUCAREST | 1/–2 |
| BUDAPEST | 3/2 |
| BUENOS-AIRES | 22/15 |
| CARACAS | 28/21 |
| CHICAGO | 9/–4 |
| COPENHAGUE | 5/1 |
| DAKAR | 26/21 |
| DJAKARTA | 31/26 |
| DUBAI | 24/18 |
| DUBLIN | 12/10 |
| FRANCFORT | 2/1 |
| GENÈVE | 4/–1 |
| HANOÏ | 24/21 |
| HELSINKI | 1/–5 |
| HONGKONG | 22/18 |
| ISTANBUL | 11/8 |
| JÉRUSALEM | 24/10 |
| KIEV | –3/–4 |
| KINSHASA | 31/23 |
| LE CAIRE | 24/12 |
| LIMA | 20/18 |
| LISBONNE | 17/9 |
| LONDRES | 9/8 |
| LOS ANGELES | 17/12 |
| LUXEMBOURG | 3/0 |
| MADRID | 12/2 |
| MARRAKECH | 20/6 |
| MEXICO | 23/9 |
| MILAN | 7/–4 |
| MONTRÉAL | 3/–4 |
| MOSCOU | 0/–2 |
| MUNICH | 0/0 |
| NAIROBI | 20/15 |
| NEW DELHI | 18/8 |
| NEW YORK | 8/2 |
| PALMA DE MAJ. | 18/9 |
| PÉKIN | 8/0 |
| PRAGUE | –2/–2 |
| PRETORIA | 21/8 |
| RABAT | 19/9 |
| RIO DE JAN. | 31/25 |
| ROME | 15/2 |
| SAN FRANC. | 15/11 |
| SANTIAGO | 28/13 |
| SÉVILLE | 18/9 |
| ST-PÉTERS. | 1/–5 |
| STOCKHOLM | 0/–6 |
| SYDNEY | 21/17 |
| TENERIFE | 24/20 |
| TOKYO | 15/5 |
| TUNIS | 19/11 |
| VARSOVIE | –2/–6 |
| VENISE | 10/3 |
| VIENNE | 2/2 |




Situation le 3 décembre, à 0 heure, temps universel




Prévisions pour le 5 décembre, à 0 heure, temps universel

## IL Y A 50 ANS DANS *Le Monde*

# Les jouets, ce luxe

**POUR** la joie des enfants, Noël, que l'acide borique paillette de frimas, règne dès cette semaine sur un monde enchanté dans les vitrines des grands magasins parisiens. Rougis de froid, les petits nez s'épatent contre les longues glaces brillantes ; béats d'admiration sur les épaules de papa, on reste silencieux, les yeux s'agrandissent, on voit tous les anges à la fois, et, comme la chose est rare, soudain, bouche ouverte, on bat des mains.

Ici, Barbe-Bleue, sanglé de buffleterie, l'oeil ardent, la trogne enluminée, songe à compléter sa sinistre garde-robe. Là, Chat-Botté lisse ses moustaches et, galant mousquetaire, balaie des plumes de son feutre le sol où Cendrillon pose ses pieds mignons chaussés de vair ; que l'Ogre, ronflant là-bas sur son rocher, ne s'y fie pas ; notre matou a lu Perrault et s'occupera de lui plus tard : amour, délice et... Ogre, en quelque sorte.

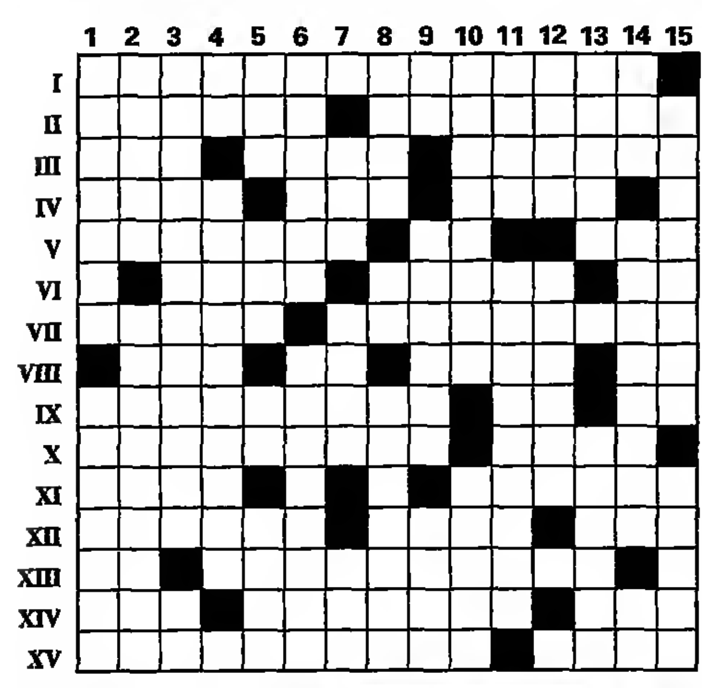
Si le merveilleux ne perd pas ses droits, l'actualité garde cependant la faveur du plus grand nombre ; quels éclats de rire devant cette reconstitution animée d'un quai du métro à une heure d'affluence : *« Oh ! dis, m'man, ils pourront pas tous monter. Pourquoi il part pas, le train ? Pourquoi ? ... »* Jeannot non plus ne voudrait pas partir, mais sa mère l'entraîne, à demi tourné, vers un autre métro bien moins amusant, bien moins beau, le vrai, un joujou pour grandes personnes.

Il serait évidemment vain de chercher au rayon des jouets une réplique des promesses de l'extérieur. Le bois, la toile cirée, le tissu peluché, la colle et le papier ont remplacé les splendeurs de jadis. Qu'importe ! Les enfants ont tant d'imagination qu'ils savent bâtir un monde autour d'un bout de carton peint et faire une reine de Saba d'un fétu de paille recouvert d'un chiffon de couleur.

*Henry Magnan*
*(4 décembre 1945.)*

## MOTS CROISÉS

**PROBLÈME N° 6705**




**HORIZONTALEMENT**

I. Peut-être que certains d'entre eux n'aimaient les femmes que lorsqu'elles étaient très tendres. – II. Comme un océan devenu Arctique. A de beaux yeux quand il est gras. – III. Grande, au Brésil. Pas épais. Un peu d'Espagne en France. – IV. Celui de Florence fournit de la poudre. Ile. Prophétisait avant la chute de Samarie. – V. Est moins dure quand elle a été bien mâchée. Abréviation. Où il n'y a rien à enlever. – VI. Frère devenu général. N'est pas très pur à la cuisine. Conjonction. – VII. Matière pour un soulier. Qui peut facilement exploser. – VIII. Attendu après une tétée. Dieu. Bénéficia d'un rajeunissement. Symbole. – IX. Provoqua une grave crise dans l'Eglise. Un métal brillant. Largeur de crêpe. – X. Des fleurs et des légumes. En Allemagne. – XI. Faire un emploi. Devenu plus raisonnable. – XII. En Italie. Qu'on peut facilement semer. Certain peut être assimilé à un produit de la terre. – XIII. Un métal blanc. Fera encore mieux. – XIV. Dans un alphabet étranger. Peuvent toujours mâcher leurs mots. Qui a besoin de repos. – XV. Autrefois, elles étaient à rouleaux. Met en balance.

**VERTICALEMENT**

1. *Peuvent être mis aux arrêts. Est méchante* comme la teigne. – 2. Couleur de mer. Diminueras la surface d'une voile. – 3. Couvert de luxe. Traditions. – 4. *Pour faire l'appel.* Des hommes qui vivent comme des vers. – 5. Bien *pris quand il est fait. Esprit. Un métal mou.* Assortir les couleurs. – 6. Dans la composition des huiles. Une femme qui ne compte pas. – 7. *Pour trouver sa trace, il faut remonter* au Déluge. Mis en place. Petite quantité. – 8. N'a aucun mal à faire son trou. Saint. Font *les gros yeux quand ils sont frits.* – 9. Vaste plaine. Très libres. Maison d'Italie. – 10. Des oiseaux vraiment très chouettes. De bonnes prises. – 11. *On peut en faire des chapelets.* Des gens qui se moquent souvent du monde. – 12. Un ensemble de cellules nerveuses. Airs *d'enterrement.* – 13. *On y trouve des tours.* Qualifie une école pour une population flottante. – 14. Pronom. Une méthode de conservation. Fait souvent un pli. – 15. *Une femme* dont on ne peut pas dire qu'elle manque de fibres. Qui en fait voir de toutes les couleurs.

**SOLUTION DU N° 6704**

**HORIZONTALEMENT**

I. Rechapage. – II. Echassier. – III. Cor. Râ. – IV. Inodore. – V. Dominical. – VI. Imine. Oil. – VII. Viser. Tee. – VIII. Istres. – IX. Sée. Utile. – X. Tés. Saler. – XI. Es. Cerise.

**VERTICALEMENT**

1. Récidiviste. – 2. Economisées. – 3. Chromistes. – 4. Ha ! Dîner. – 5. As. Onéreuse. – 6. PS. Ri. Star. – 7. Aï. Écot. Ili. – 8. Ger. Aïeules. – 9. Eraillé. Ere.

*Guy Brouty*

## PARIS EN VISITE

**Mardi 5 décembre**

■ **DE SUFFREN** à La Bourdonnais (50 F), 11 heures et 15 heures, sortie du métro Ecole militaire côté escalier roulant (Emilie de Langlade).

■ **NOTRE-DAME DE PARIS** (50 F), 14 heures, devant le portail central (Institut culturel de Paris).

■ **LE 5e ARRONDISSEMENT** en suivant le mur de Philippe-Auguste (40 F), 14 h 30, 49, rue Monge (Sauvegarde du Paris historique).

■ **L'ÉGLISE SAINT-ROCH** (37 F), 14 h 30, 296, rue Saint-Honoré (Monuments historiques).

■ **L'ÎLE DE LA CITÉ** (50 F), 14 h 30, 2, rue d'Arcole (Paris autrefois).

■ **MAISON DE BALZAC** : exposition Balzac imprimeur (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 47, rue Raynouard (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE BOURDELLE** (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Antoine-Bourdelle (Musées de la Ville de Paris).

■ ***MUSÉE CARNAVALET*** : la peinture décorative à Paris (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musées de la Ville de Paris).

■ **MUSÉE DE LA VIE ROMANTIQUE** (25 F + prix d'entrée), 14 h 30, 16, rue Chaptal (Musées de la Ville de Paris).

■ **LE QUARTIER LATIN**, origine de l'Université (40 F), 14 h 30, 5, rue Lagrange (Sauvegarde du Paris historique).

■ **AUTOUR DU JARDIN DU PALAIS-ROYAL** (60 F), 15 heures, place du Palais-Royal devant la pâtisserie Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

■ **LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (60 F + prix d'entrée), 15 heures, 12, rue Daru (Isabelle Hauller).

■ **L'ÉGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS** et son quartier (55 F), 15 heures, devant l'entrée de l'église (Paris et son histoire).

■ **MARAIS** : hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

■ **MONTPARNASSE** : ateliers d'artiste (50 F), 15 heures, carrefour Vavin au pied de la statue de Balzac (Psalmodi).



## LES SERVICES DU *Monde*

| | |
|---|---|
| Le Monde | 40-65-25-25 |
| Télématique | 3615 code LE MONDE 3617 LMPLUS |
| Documentation | 3617 code LMDOC ou 36-29-04-56 |
| CD-ROM : | (1) 43-37-66-11 |
| Index et microfilms : | (1) 40-65-29-33 |
| Cours de la Bourse : | 3615 LE MONDE |

Films à Paris et en province
36-68-03-78 ou 3615 LE MONDE (2,23 F/min)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.
Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN : 0395-2037

Imprimerie du *Monde*, 12, rue M. Gunsbourg, 94852 Ivry-cedex.
PRINTED IN FRANCE.

*Le Monde* PUBLICITÉ
*Président-directeur général* Jean-Marie Colombani
*Directeur général* Gérard Morax
*Membres du comité de direction* Dominique Alduy, Gisèle Peyou

133, avenue des Champs-Elysées
75409 Paris Cedex 08
Tél. : (1) 44-43-76-00 ; fax : (1) 44-43-77-30

## A nos abonnés

**L'AMÉLIORATION** du service à nos abonnés passe par une modification très importante de notre système informatique. Du 28 novembre au 10 décembre, notre service relations avec la clientèle restera à votre disposition, mais toute modification de votre abonnement (suspension, changement d'adresse...) durant cette période ne pourra être enregistrée qu'à partir du 11 décembre. Nous comptons sur votre compréhension pour excuser cette gêne temporaire.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

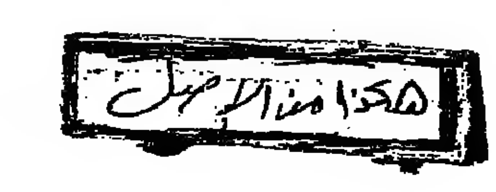
■ **FRANCE.** Pour répondre à la demande de voyageurs pénalisés par la paralysie des transports ferroviaires, la compagnie aérienne TAT a lancé un tarif spécial « SOS Air 24 » à 350 francs l'aller simple sur tout son réseau national hors Corse. Destiné aux enfants, aux jeunes, aux étudiants, aux familles, aux personnes âgées et aux militaires, ce tarif est valable depuis le 1er décembre jusqu'au 10 décembre et sera reconduit si la grève se poursuit. Les réservations se font la veille ou le jour du départ dans toutes les agences de voyage.

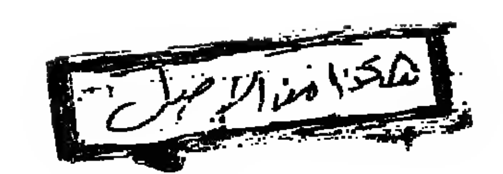
■ **PARIS.** Plusieurs hôtels parisiens proposent des chambres à des prix réduits aux banlieusards qui, en raison des grèves dans les transports, ont des difficultés à se rendre sur leur lieu de travail puis à rentrer chez eux. – *(AFP.)*

■ **HÔTELS.** D'après une enquête à paraître dans le mensuel *Hôtels et Marketing* de décembre, le nombre d'hôtels très économiques en France a été multiplié par six au cours des huit dernières années. L'essentiel du parc se concentre sur trois enseignes *sans étoile*, Formule 1, Première Classe, Nuit d'hôtel et sur trois enseignes une étoile, Balladins, Fasthôtel, Etap Hôtel. – *(AFP.)*

■ **FINLANDE.** La Banque centrale de Finlande vient de mettre en circulation une nouvelle pièce de 10 marks finlandais destinée à célébrer l'entrée du pays dans l'Union européenne. Dessinée par le sculpteur Pertti Maekinen, elle porte sur une face le dessin d'un cygne en vol accompagné des douze étoiles du drapeau européen et sur l'autre les mots EU 1995. – *(AFP.)*

■ **POLYNÉSIE.** Une campagne de promotion pour relancer le tourisme en Polynésie, affecté ces derniers mois par la reprise des essais nucléaires français, a débuté mercredi 29 novembre. – *(AFP.)*







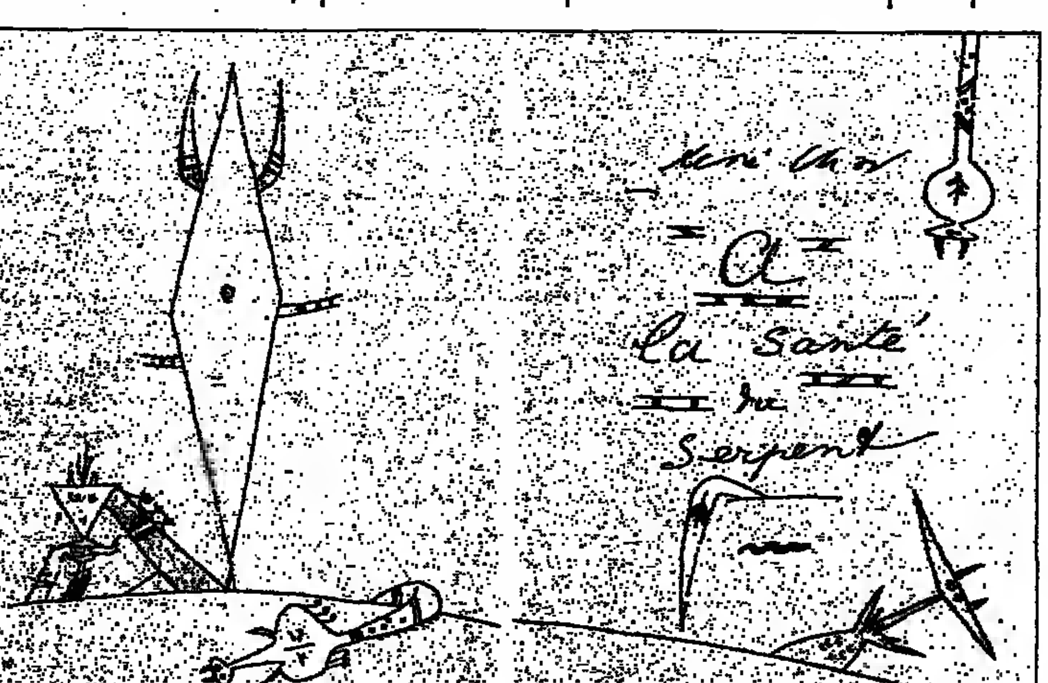
**MARCHÉ DE L'ART** Des manuscrits de René Char enluminés par des grands peintres du XXe siècle, appartenant à l'éditeur Daniel Filipacchi, et plus de 700 livres illustrés modernes, devaient être dispersés par Me Loudmer, les 1er et 2 décembre, à Drouot. ● PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, le ministre de la culture, a négocié directement avec Daniel Filipacchi, la veille de la vente, la cession de vingt-quatre des vingt-huit manuscrits à la Bibliothèque nationale de France. Daniel Filipacchi les a donc retirés de la vacation, et conservera les quatre plus beaux. ● Me LOUDMER affirme n'avoir appris la nouvelle que le matin du 1er décembre. La vente devait avoir lieu l'après-midi. Les enchérisseurs potentiels n'ont pas apprécié de s'être déplacés pour rien, même si près de 700 autres lots, livres rares et précieuses reliures modernes, valaient aussi le voyage.

# Une vente de livres à Drouot est en partie gâchée par M. Douste-Blazy

## Le ministre de la culture a négocié directement avec l'éditeur Daniel Filipacchi l'achat d'une exceptionnelle collection de manuscrits illustrés de René Char, qui devait être dispersée lors d'enchères publiques. Au grand dam du commissaire-priseur...

C'ÉTAIT LA GUERRE. Dans Paris occupé, un apprenti typographe des établissements Aulard, qui imprimait clandestinement les livres des éditions de Minuit, se penchait sur ses casses pour composer *Au Rendez-vous allemand*. Eluard en personne corrigea les nombreuses coquilles du petit apprenti Daniel Filipacchi.

Un demi-siècle plus tard, le « compositeur » est devenu responsable d'un important groupe de presse et d'édition. Il a créé plusieurs revues célèbres, dont *Salut les Copains* et *Lui*. Dans son bureau a longtemps trôné une splendide paire de fesses, œuvre du peintre hyperréaliste américain John Kacere. Mais son « prote » Eluard est toujours à ses côtés : Daniel Filipacchi possède une des plus belles collections de livres surréalistes qui soit. Bon sang ne saurait mentir : Henri, son papa, un des géniteurs de La Pléiade et du Livre de poche, collectionnait déjà. Sa maman était apparentée au peintre, pompier il est vrai, Paul Albert Besnard, l'immortel auteur de *La Femme qui se chauffe*, présentée au Salon de 1889.




*Double page de couverture pour « A la santé du serpent », illustrée par Wifredo Lam. Une des plus belles pièces de la collection de Daniel Filipacchi, qu'il a décidé de conserver.*

### CADEAU

La peinture est le seul secteur où il accepte de s'endetter, disent ses proches. Ce n'est pourtant pas par plaie d'argent qu'il a décidé de se séparer de vingt-huit manuscrits exceptionnels, des poèmes de René Char illustrés par ses amis peintres. On évoque un déménagement, le désir de passer à autre chose, qu'importe : les œuvres que Me Loudmer devait disperser le 1er décembre sont un véritable cadeau de Noël. Un peu cher, peut-être : entre 14 et 18 millions de francs pour l'ensemble. De 2 à 2,5 millions pour le Miro, par exemple, trente-deux pages d'une liberté totale où dansent les lignes calligraphiées de Char, les étoiles et les petits bonshommes de Miro, l'encre de Chine et l'aquarelle.

Même estimation pour *A la santé du Serpent*, quarante-quatre pages illustrées par Wifredo Lam, ou pour le très leste *Rougeur des matinaux*, orné de quarante et un dessins de Picasso, vignettes, et cul-de-lampe, dont un fort joli phallus qui répond à la vingt-sixième strophe : « *Enfin si tu détruis, que ce soit avec des outils nuptiaux.* » Nul ne sait ce qu'Yvonne Zervos, la directrice de la galerie Cahiers d'art à qui étaient destinés ces manuscrits, en pensa.

Par contre, on sait aujourd'hui que Philippe Douste-Blazy les apprécie : dans un communiqué, publié le 30 novembre, soit la veille de la vente, le ministre de la culture a annoncé que « *la Bibliothèque nationale de France se porte acquéreur pour le compte de l'Etat de vingt-quatre des vingt-huit manuscrits* ». Et le communiqué de préciser que, « *à la suite d'une démarche du ministre de la culture auprès de M. Filipacchi, ce dernier a accepté l'offre de 9,6 millions de francs que l'Etat lui faisait.* [... ] *Le ministre de la culture se réjouit de cet enrichissement du patrimoine des bibliothèques de France* ». La veuve de René Char s'en félicite aussi. Elle s'est beaucoup dépensée pour que cet ensemble reste en France et ne soit pas dispersé. L'événement appelle quelques commentaires quant aux méthodes : ainsi, en ces temps de pénurie, quand les budgets d'acquisition des musées nationaux sont au plus bas, au point qu'ils n'aient pas cru bon d'acheter, pour une somme sensiblement équivalente, le papier collé de Picasso que vendait Me Briest, auquel avait été refusé son certificat de sortie du territoire (*Le Monde* du 11 novembre 1995), il est encore possible de maintenir des œuvres dans le patrimoine national. Bravo, même si, par souci de ménager les deniers publics sans doute, Philippe Douste-Blazy s'est contenté de vingt-quatre des vingt-huit pièces d'un ensemble.

Daniel Filipacchi, en collectionneur avisé, conserve en effet par devers lui les quatre plus beaux : le Miro, le Lam, le Brauner et le Ernst. Entre 6 et 8 millions de francs, selon les estimations. La Bibliothèque nationale pourra toujours lui faire une nouvelle offre d'achat, lorsque ses crédits seront renfloués.

C'est sans doute le même souci qui l'a entraîné à cette transaction directe, jugée préférable à une préemption : nul ne sait, en effet, jusqu'où les manuscrits pouvaient monter. Les seuls déçus de cette histoire seront les acquéreurs potentiels, parfois venus de loin au prix des difficultés que l'on sait. Déçus à plus d'un titre : Me Loudmer, pour ne pas casser une vente par ailleurs fort belle, s'est abstenu de déclarer le retrait des manuscrits de sa vente. Et pour cause : à cinq minutes du début de la vacation, aucun de ses collaborateurs n'était au courant du communiqué ministériel.

Lui-même n'en avait pris connaissance que le matin de la vente, par lettre (mieux loties, les rédactions des journaux avaient eu droit à une télécopie, la veille). Il a donc fait servir du champagne, en lieu et place des manuscrits, aux enchérisseurs frustrés : la politesse, sinon du désespoir, du moins de l'amertume.

Hormis ces œuvres-phares, qui sont les seules à provenir de la collection de Daniel Filipacchi, la vente comprenait plus de sept cents numéros, tous très réjouissants. La Bibliothèque nationale a, pour sa part, préempté le *Pyramidenrock*, d'Arp, et Montpellier s'est offert une de ces jolies éditions de Pierre-André Benoit, lesquelles abondaient au musée d'Alès et à la Bibliothèque nationale : cet exemple de collaboration avec Picabia devait leur manquer.

**Harry Bellet**

### *Un vrai bonheur de catalogue*

**Le catalogue de la vente est à vendre aussi, 250 francs, à l'étude de Me Loudmer : c'est un vrai bonheur, propre à consoler les amateurs déçus, et il n'y aura pas, dans son cas, de préemption. Rigolo comme tout, avec sa petite tirette de carton qui permet de faire alterner, en couverture, les portraits des écrivains et des artistes, en couleurs acidulées ou en noir et blanc, il est d'une respectable épaisseur, d'un aspect plus muséal que réellement cossu. Quelques années de travail pour l'expert chargé de rédiger les notices. Un effort remarquable, et rarement consenti en France, pour promouvoir une vente aux enchères. Elle en valait la peine, même si les méthodes du ministère de la culture sont de celles qui tuent définitivement un marché.**

# La mode africaine défile à Cotonou dans le cadre du sommet de la Francophonie

COTONOU

*de notre envoyée spéciale*

Alerte à Cotonou : boubou extensible et ultra-fendu, des sirènes noires traversent la ville en moto-taxi pour une séance photos dans le plus grand marché de l'Afrique de l'Ouest... Lamine Kouyate, alias Xuly Bet, vient présenter pour la première fois sa mode sur le continent noir. En direct de son atelier de Pantin, il a déboulé au Bénin avec ses mannequins, Anahi (Rwandaise métisse), Margaret (bombe martiniquaise de l'agence Fam) et quelques rappeurs rastas, tous membres de la « Xuly Bet funkin'Factory », invités par la république du Bénin à l'occasion de Modafolies : un défilé de créateurs africains dans le cadre du sommet de la Francophonie, les 2, 3 et 4 décembre.

Abidjan, « le petit Paris de l'Afrique », avait organisé en 1987 Les ciseaux d'or de la haute couture. « Quartier latin » du continent noir, le Bénin du président Nicéphore Soglo ne pouvait rester inactif. Ces Modafolies sont nées de l'adorable « caprice » de Claude Borna, jeune conseillère à la présidence, pilier de la jeunesse dorée de Cotonou, retournée au pays avec un CV griffé Montréal-Paris-New York.

« *Nous sortons d'années de silence* », rappelle-t-elle dans une allusion aux dix-sept ans de régime marxiste-léniniste. « *Avant, les filles ne s'habillaient pas. Il était mal vu de porter des minijupes.* »

Couturier star – le seul à tenir un stand au Carrousel de la mode à Paris pendant les défilés –, le Nigérien Alphadi est apparu comme le leader du renouveau. Issu d'une famille princière nigérienne musulmane, il préside la Fédération des créateurs africains. Et mesure le chemin parcouru : « *Au départ, on disait que je prostituais les filles. Maintenant, je suis une idole.* »

### UN FESTIVAL FIN 1996

Parmi ses projets, un festival de mode africaine à Cbiriet, près d'Agadès, en novembre 1996. « *Le décor ? Mille chameaux, quatre cents tentes touaregs, deux mille invités. Le podium sera en Plexiglass. Il y aura des reines, des princesses...* » Toujours souriant et sans rival, il taille aussi bien des ensembles d'après-midi dans du bogolan, que les costumes de *Britannicus*. A Niamey, quarante-cinq personnes travaillent pour lui. « *Notre problème, c'est qu'il nous manque le petit sérieux de la mode européenne.* »

A voir le public en boubou de gala, une tendance se confirme : le « retour » de la tradition et le culte de l'africanité, dont le tissu pourrait bien être le vecteur. A ce titre, et même si aucun hommage ne lui a été rendu à Cotonou, Chris Seydou, couturier malien mort en 1994, était un visionnaire : le premier à prendre le ciseau pour couper la toile de Korhogo ou de Kita. Dans son sillage, on retrouve Ly Dumas, descendante d'une lignée de rois camerounais, qui associe à la soie et aux taffetas des velours de Kasaï, ou des Ndop royaux et des Rabal, brocarts de coton. Elle vient d'ouvrir une boutique à Paris.

La tendance s'officialise : Nicéphore Soglo pose pour la presse internationale en boubou du même imprimé que sa redoutable épouse, Rosine. Les « grandes dames » africaines délaissent le crêpe satiné et l'organza, pour le kita, le fasso-danfani, un tissé baoulé de Côte-d'Ivoire. Sous l'autorité des puissantes « mammas Benz » – les femmes d'affaires béninoises –, des ateliers de couture ont proliféré, baptisées « Conviction » ou « Dieu Fera », sortes de cahutes remplies de machines à coudre à pédales.

### MARCHÉ INTÉRIEUR

Les créateurs déçus par leur expérience parisienne se tournent vers le marché intérieur : « *A Paris, au salon du prêt-à-porter, on nous met au fond, au niveau trois. Le stand est payé par le ministère de la coopération. Les gens touchent, regardent. Disent* : "C'est africain, c'est beau"... *Et ils repartent. J'ai décidé de ne plus y aller. On a davantage besoin de machines à coudre que d'une minute à la télé* », dit Pathé O, né au Burkina Faso.

Loin de cette vision académique de la femme africaine relayée par nombre de stylistes, deux créateurs ont fait l'événement : le Malien-Sénégalais Xuly Bet (sorte de voyeur, en wolof) et la fausse vraie béninoise Agnès Hekpazo : « *La tradition, c'est le mouvement.* » L'un vit à Paris, la seconde à Cotonou.

Xuly Bet semble électrisé par cette génération des déracinés des villes, de ces filles de la nuit, amazones des banlieues, beurettes et « petites nanas », auxquelles il offre les vêtements qu'elles désirent sans le savoir. Ses fils rouges apparents et ses étiquettes géantes sont comme des symboles de ces tribus qui plantent et replantent leurs racines en voyage.

« *On vit une crise d'identité. D'un côté, une perdition totale dans les valeurs admises aujourd'hui ; de l'autre, un repli obscurantiste et presque kitsch. J'essaie d'avancer sans renier une mémoire. L'important c'est d'être universel en sachant d'où on vient...* » Avec éclat, il ose. Faisant peindre le visage des filles noires en noir, unissant bout à bout des visions surprises : un mannequin à perruque afro, un déhanchement fluo dans la nuit... Dans ce pays où une femme en costume traditionnel ne peut entrer dans un lieu public sans son mari, les épouses africaines restent circonspectes : « *C'est trop moulant, trop mode. Ce n'est pas pour nous.* »

Plus fourmi que cigale, Agnès Hekpazo, chef d'entreprise en pantalon cigarette, bouscule autrement la tradition. Née à Nancy d'un père *métis*, elle s'avère être la descendante du fondateur du royaume du Dahomey. Considérée néanmoins comme la « yuo » – la blanche –, elle se bat contre les tabous et les immobilismes, prouve qu'on peut sortir 1 200 mètres d'indigo par jour à Cotonou, tissant, teignant elle-même ses étoffes distribuées à Lyon. Elle envisage de créer un atelier dans le village de ses ancêtres. En semant le trouble, Agnès Hekpazo, comme Xuly Bet, donnent un sens à ce vêtement « francophone » qui a perdu ses attributs : celui du métissage propre aux années 90.

**Laurence Benaïm**

### *Les « géographies tissées » de Di Rosa et Hazumé*

**Hervé Di Rosa, le « Mister Gadget » de la peinture figurative des années 80 en France, et Romuald Hazoumé, dadaïste béninois, ont recomposé le puzzle du monde francophone à leurs couleurs. Leurs « géographies tissées » constituent le projet le plus authentique de ces francophonies culturelles. Les quarante-sept pays sont devenus des « appliqués », pièces de lin cousues dont la tradition remonte au XVIIe siècle. D'un côté, le bestiaire folk d'Hervé Di Rosa, qui s'inspire des contes et légendes populaires du monde ; de l'autre, l'univers symbolique de Romuald Hazoumé, jouant sur les signes, drapeaux et clichés : une 504 tricolore pour la France, un ballon de foot pour le Cameroun, la chanteuse Cesaria Evoria pour le Cap-Vert, les initiales de MC Solaar pour le Tchad. Réalisés en double exemplaire, les uns seront offerts aux quarante-sept chefs d'Etat, les autres reviendront aux artistes, après une escale à Paris, au Musée des arts africains et océaniens, en février et mars 1996.**

# Du sommier aux sommiers

## Découverte d'inédits de Purcell et Louis Couperin pour clavecin et orgue



L'HISTOIRE a parfois de drôles de détours : la même année, deux manuscrits de taille sont révélés au public. Des pièces pour clavecin inédites de Purcell d'un côté, 70 compositions pour orgue de Louis Couperin de l'autre. L'excellent claviériste Davitt Morooey a enregistré les deux : les Purcell chez Virgin Classics, et les Couperin au sein du premier volume de la nouvelle collection d'orgue « Tempéraments », coproduite par France-Musique et le conseil général de l'Aisne (distribuée par Harmonia Mundi). Morooey touche l'orgue de Saint-Michel en Thiérache.

Le manuscrit Purcell a été découvert dans un lot d'imprimés acquis par une antiquaire britannique et acheté pour 500 francs. La British Library l'a acquis, par préemption, pour la somme de... 3 millions de francs.

Les pièces de Louis Couperin, dont l'existence était en revanche connue, dormaient cachées sous le sommier d'un riche excentrique qui n'a accepté que tout récemment que Davitt Morouey les publie et les enregistre.

★ Eglise Saint-Gervais, place Saint-Gervais, Paris-4e. Mo Hôtel-de-Ville. 17 heures, le 3 décembre ; 20 h 30, le 4 décembre. Entrée libre.

# UNE SOIRÉE À PARIS

**CINéMÉMOIRE**
De Georg af Klercker, cinéaste suédois dont la carrière a été interrompue en 1918, on ne connaissait que le nom, jusqu'à ce qu'Ingmar Bergman se passionne pour les films de ce pionnier. Des copies ont été restaurées, dont certaines sont présentées dans le cadre de CINéMÉMOIRE. Mais Bergman a également écrit une pièce sur Klercker, *Le Dernier Cri*, et en a réalisé pour la télévision une adaptation magistrale. Ce film est présenté en avant-première.
*Auditorium du Louvre, entrée par la Pyramide, Paris-1er. Mo Palais Royal. 16 heures, le 3. Tél. : 40-20-51-86. 40 F et 60 F.*

**Fabulous Trobadors**
Le peintre sétois Hervé Di Rosa a décoré la salle, les deux compères occitan et toulousain ont pris leurs dispositions pour distraire Paris : voix, tambourin, humour sans peur et sans reproche. Ces raconteurs d'histoires puisent leurs références dans le creuset des troubadours de la grande Occitanie, qui ont fait des émules de l'Espagne au Brésil.
*Salle Valencia, 116, boulevard Rochechouart, Paris-18e. 20 heures, les 2 et 5 décembre.*

**Alison Kinnaird, Christine Primrose**
L'Ecossaise Alison Kinnaird, licenciée en études celtiques, archéologue, graveuse sur verre, joue de la harpe à trente et une cordes avec une finesse remarquable. Christine Primrose, originaire des Hébrides, chante en gaélique. Une tradition intimiste, tendre et rude à la fois (album *The Quiet Tradition*, 1 CD Temple Records COM2041, en import).
*Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4e. Mo Châtelet. 17 heures, le 2 décembre. Tél. : 42-74-22-77. Location Fnac. 80 F.*

**ONJ Laurent Cugny**
Pour ses derniers concerts au Dunois, l'Orchestre national de jazz de Laurent Cugny a établi un programme où figurent de nombreuses nouvelles compositions, des extraits des répertoires « Miles Davis » et « blues ». *Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris-13e. Mo Chevaleret. 20 h 30, les 2 et 3 décembre. Tél. : 45-84-72-00. Location Fnac. De 50 F à 100 F.*

# CINÉMA

## NOUVEAUX FILMS

**L'AMOUR MEURTRI**
Film italien de Mario Martone, avec Anna Bonaiuto, Angela Luce, Carmela Pecoraro, Licia Maglietta, Gianni Cajafa, Anne Calato (1 h 44).
VO : 14-Juillet Beaubourg, dolby, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Ambassade, dolby, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 : réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).

**AMOUR ET MENSONGES**
Film américain de Lasse Hallstrom, avec Julia Roberts, Dennis Quaid, Robert Duvall, Gena Rowlands (1 h 46).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56).
VF : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

**AU BEAU MILIEU DE L'HIVER**
Film britannique de Kenneth Branagh, avec Michael Maloney, Richard Briers, Mark Hadfield, Nicholas Farrell, Gerard Horan, John Sessions (1 h 35).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, dolby, 6e (36-68-37-62) ; UGC Champs-Elysées, dolby, 8e (36-68-66-54) ; UGC Opéra, dolby, 9e (36-68-21-24) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (36-68-48-56 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22).

**AURÉLIA**
Film français de Christophe d'Hallivillée, avec Emmanuelle Hébreud, Patrick Fontana, Véronique Ruggia, Damien Eupherte, Chloé Decoust-Jarsky (1 h 20).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**LA CHANTEUSE DE PANSORI**
Film coréen d'Im Kwon-Taek, avec Kim Myung-Gon, Oh Jung-Hee, Kim Kyu-Chul (1 h 53).
VO : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Hautefeuille, dolby, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

**CROOKLYN**
Film américain de Spike Lee, avec Alfre Woodard, Delroy Lindo, Spike Lee, Zelda Harris, Carlton Williams, Sherif Reshid (1 h 53).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G.-de-Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; réservation : 40-30-20-10).

**LA FILLE SEULE**
Film français de Benoît Jacquot, avec Virginie Ledoyen, Benoît Magimel, Dominique Valadié, Aladin Reibel, Vera Briole, Virginie Emane (1 h 30).
14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, dolby, 9e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Le Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; réservation : 40-30-20-10).

**JADE (*)**
Film américain de William Friedkin, avec David Caruso, Linda Fiorentino, Chazz Palminteri, Michael Biehn, Richard Crenna (1 h 37).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; George-V, THX, dolby, 8e (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27).
VF : Rex, dolby, 2e (36-68-70-23) ; Saint-Lazare-Pasquier, dolby, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; réservation : 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, dolby, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation : 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, dolby, 13e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Miramar, dolby, 14e (36-65-70-39 ; réservation : 40-30-20-10) ; Mistral, dolby, 14e (36-65-70-41 ; réservation : 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, dolby, 15e (36-68-75-55 ; réservation : 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, dolby, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, dolby, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation : 40-30-20-10).

**OUI**
Film français de Pascal Pérennès, avec Jean-Paul Roussillon, Isabel Otéro, Cécile Sanz De Alba, Maurice Baquet, Ginette Garcin (0 h 46).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**RAMPO**
Film japonais de Kazuyoshi Okuyama, avec Masahiro Motoki, Naoto Takenaka, Michiko Hada, Teruyuki Kagawa (1 h 40).
VO : UGC Ciné-cité les Halles, dolby, 1er (36-68-68-58) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; réservation : 40-30-20-10).

**REVIVRE**
Film français de Jean-Luc Raynaud, avec Marion Laine, Valérie Meynadier, Stéphane Rideau, Jean-Marc Savean (1 h 05).
L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**SIDA, PAROLES DE FAMILLES**
Film français de Paule Muxel, Bertrand de Solliers, (1 h 35).
Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09 ; réservation : 40-30-20-10).

## LES EXCLUSIVITÉS

**À LA VIE, À LA MORT !** (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

**AU PETIT MARGUERY** (Fr.) : Elysees Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).

**AU TRAVERS DES OLIVIERS** (iranien, v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**BABYFEVER** (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43).

**ÇA TOURNE À MANHATTAN** (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

**LA CÉRÉMONIE** (Fr.) : 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12).

**CLOCKERS (**)** (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68 ; rés. 40-30-20-10) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14 ; rés. 40-30-20-10) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

**LE COUVENT** (Fr.-Por., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**LA CROISADE D'ANNE BURIDAN** (Fr.) : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49).

**CROSSING GUARD** (A., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan, 8e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16e (36-68-48-56 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).

**DIS, PAPA** (Nor.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**DOUCE FRANCE** (Fr.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).

**L'ENFANT NOIR** (Fr.-guinéen, v.o.) : Le République, 11e (48-05-51-33).

**LA FLEUR DE MON SECRET** (Esp., v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Latina, 4e (45-49-60-60) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).

**LES FRÈRES McMULLEN** (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-66-58) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31).

**LE GARÇU** (Fr.) : 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

**LA HAINE** (Fr.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02).

**JOHNNY MNEMONIC (*)** (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; v.f. : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).

**KIDS (*)** (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; 14-Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-58-31 ; 36-68-81-09 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).

**LAND AND FREEDOM** (Brit., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Europe Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; UGC Rotonde, 6e (36-65-70-73 ; 36-68-41-45) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (36-68-48-24 ; rés. 40-30-20-10).

**LENI RIEFENSTAHL, LE POUVOIR DES IMAGES** (All.-Bel., v.o.) : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

**LISBONNE STORY** (All.-Por., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**MADAME BUTTERFLY** (Fr., v.o.) : Gaumont les Halles, 1er (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; L'Arlequin, 6e (36-68-48-24 ; rés. 40-30-20-10) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67 ; rés. 40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; Escurial, 13e (36-68-48-24 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34).

**MANNEKEN PIS** (Bel.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

**NELLY ET M. ARNAUD** (Fr.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; Bretagne, 6e (36-65-70-37 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Danton, 6e (36-68-34-21) ; Biarritz-Majestic, 8e (36-68-48-56 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, 8e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Marignan, 8e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Opéra, 9e (36-68-21-24) ; Majestic Bastille, 11e (36-68-48-56 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Majestic Passy, 16e (36-68-48-56 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

**NEUF MOIS AUSSI** (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38 ; rés. 40-30-20-10) ; v.f. : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88 ; rés. 40-30-20-10) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; rés. 40-30-20-10) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Mistral, 14e (36-65-70-41 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22).

**L'OPÉRA DE QUAT' SOUS** (Fr., v.o.) : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65) ; v.f. : Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65).

**POCAHONTAS, UNE LÉGENDE INDIENNE** (A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; rés. 40-30-20-10) ; v.f. : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; Rex (le Grand Rex), 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan, 8e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Normandie, 8e (36-68-49-56) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-15 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Majestic Passy, 16e (36-68-48-56 ; rés. 40-30-20-10) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; Pathé Wepler, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; rés. 40-30-20-10).

**LE REGARD D'ULYSSE** (Gr., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77 ; 36-65-70-43) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

**THE DOOM GENERATION (**)** (Fr.-A., v.o.) : UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58) ; 14-Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; George-V, 8e (36-68-43-47) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).

**UNDERGROUND** (européen, v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Gaumont Gobelins Rodin, 13e (36-68-75-55 ; rés. 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20 ; rés. 40-30-20-10).

**USUAL SUSPECTS** (A., v.o.) : UGC Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00 ; 36-68-59-02) ; UGC Triomphe, 8e (36-68-45-47) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (36-68-21-24).

**VANYA, 42e RUE** (A., v.o.) : 14-Juillet Beaubourg, 3e (36-68-69-23).

## LES REPRISES

**AINSI PARLAIT BELLAVISTA** (It., v.o.) : Latina, 4e (45-49-60-60).

**AU-DESSUS DE LA LOI (*)** (A., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

**LA BELLE AU BOIS DORMANT** (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**LES 101 DALMATIENS** (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (42-56-52-78 ; 36-68-75-55) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

**CHRIST INTERDIT** (It., v.o.) : Reflet Médicis I, 5e (36-68-48-24).

**DRÔLE DE DRAME** (Fr.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

**LAURA** (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07 ; 36-65-70-64).

**LA NUIT AMÉRICAINE** (Fr.) : Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60).

**THE NAKED KISS** (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

**ZAZIE DANS LE MÉTRO** (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-26-94-08 ; 36-65-72-05 ; rés. 40-30-20-10) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

## FESTIVALS

**BUNUEL, ARCHITECTE DU RÊVE**, Reflet Médicis II, 5e (36-68-48-24). Le Charme discret de la bourgeoisie, mar. 12 h.

**CINÉ-CLUB CLAUDE-JEAN PHILIPPE** (v.o.), L'Arlequin, 6e (36-68-48-24). Ninotchka, dim. 11 h.

**CINÉ-LIBRE** (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). Chasseur blanc, cœur noir, sam. 12 h, lun. 12 h, mar. 12 h.

**CINÉ-MÉMOIRE**, Centre Wallonie-Bruxelles, 4e (42-71-26-16). Un mari idéal, dim. 18 h 30 ; Ils attrapèrent le bec, sam. 15 h ; Fripon, sam. 18 h 30 ; Comédie de l'argent, sam. 20 h 30 ; Rapt, dim. 15 h ; films de famille de Joan Bourne, dim. 18 h 30 ; Sodom und Gomorrha, dim. 20 h 30 ; La Victoire de l'amour, lun. 18 h 30 ; La Prisonnière de la forteresse, lun. 20 h 30 ; Le Mystère de la nuit du 25, mer. 18 h 30 ; La Fille du gardien de phare, mar. 20 h 30.

**CINÉ-U** (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). The Adjuster, sam. 12 h, dim. 12 h, lun. 12 h, mar. 12 h.

**CINÉMA ET MARXISME** (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). Imptoyable, sam. 20 h ; Leçons d'histoire, dim. 12 h ; Amerika, rapports de classe, dim. 20 h ; L'Evangile selon saint Matthieu, lun. 20 h ; La Chinoise, mar. 20 h.

**CINÉMÉMOIRE**, Auditorium du Louvre, 1er (40-20-52-99). le Dernier Cri, dim. 16 h ; Asta Nielsen, lun. 20 h.

**EGYPTE : CENT ANS DE CINÉMA** (v.o.), Institut du monde arabe, 5e (40-51-39-91). Les Rêves de Hind et Camélia, sam. 14 h 30 ; Un coup de foudre, sam. 17 h ; Un verre et une cigarette, dim. 14 h 30 ; La Terre, dim. 17 h.

**FESTIVAL D'AUTOMNE : CINÉASTES CHINOIS D'AUJOURD'HUI**, UGC Ciné-cité les Halles, 1er (36-68-68-58). Qiu Ju, une femme chinoise, mar. 10 h ; The Square, mar. 16 h 40 ; Zhao Le, jouer pour le plaisir, sam. 15 h 45 ; Full Moon in N.Y., sam. 10 h ; Thet Day on the Beach, sem. 12 h 30 ; Good Men, good Women, sam. 18 h ; Red Rose, White Rose, sam. 21 h ; La Fille du Nil, dim. 10 h ; Adieu, ma concubine, dim. 12 h ; Le Temps de vivre et de mourir, dim. 15 h 10 ; The Actress, dim. 18 h ; Flics de quartier, dim. 21 h, lun. 18 h ; La Vie sur un fil, lun. 10 h ; Le Maître de marionnettes, lun. 12 h 30 ; Epouses et concubines, lun. 15 h 30 ; Confusion chez Confucius, lun. 20 h 30 ; The Actress, mer. 12 h ; Terroristes, mer. 14 h 30 ; Les Garçons de Fengkuei, mer. 18 h 45 ; Les Bâtards de Pékin, mar. 21 h.

**FESTIVAL MORETTI** (v.o.), Reflet Médicis II, 5e (36-68-48-24). Journal intima, dim. 12 h 05 ; Bianca, lun. 12 h 05.

**LA FÊTE À BOURVIL**, Studio 28, 18e (46-06-36-07). Un drôle de paroissien, sam. 15 h, 17 h ; L'Etalon, sam. 19 h, 21 h 30 ; Les Arnaud, lun. 17 h, 19 h 30.

**FRANÇOIS TRUFFAUT, LE CINÉMA ET LA VIE**, Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09). La Peau douce, sam. 22 h, dim. 19 h 30 ; L'Enfant sauvage, dim. 15 h 45 ; Baisers volés, sam. 20 h 05 ; Vivement dimanche !, lun. 21 h 45 ; La Femme d'à côté, sam. 16 h, mar. 18 h ; L'Homme qui aimait les femmes, mar. 13 h 45 ; Les Quatre Cents Coups, dim. 13 h 45, lun. 20 h ; La Chambre verte, sam. 14 h ; Les Deux Anglaises et le continent, dim. 21 h 45, lun. 15 h 30.

**FRED ASTAIRE-GINGER ROGERS** (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89). Top Hat, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Swing Time, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; La Grande Farandole, lun. 14 h, 16 h, 18 h.

**HISTOIRE D'UN STUDIO : LA 20th CENTURY FOX** (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). La Flèche brisée, sam. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; Le Retour de Frank James, dim. 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; La Piste des géants, lun. 14 h 30, 17 h 30, 20 h 30 ; L'Attaque de la malle-poste, mar. 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h, 20 h 40, 22 h 20.

**LES INDÉPENDANTS AU RÉPUBLIC**, Le République, 11e (48-05-51-33). Beau temps mais orageux en fin de journée, lun. 20 h 30.

**L'INTÉGRALE BERGMAN** (v.o.), Le Quartier Latin, 5e (43-26-84-65). Le Septième Sceau, sam. 14 h 10, 20 h 10, 22 h 05 ; Cris et chuchotements, dim. 14 h 10, 20 h 10, 22 h 05 ; De la vie des marionnettes, lun. 14 h 10, 16 h 10, 22 h 05 ; Une passion, mar. 14 h 10, 18 h 10, 22 h 05.

**INTÉGRALE WOJCIECH J. HAS**, Le Champo - Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60). La Clepsydre, sam. 13 h 45, 16 h, 19 h 50, lun. 13 h 45, 16 h, 19 h 50 ; Le Manuscrit trouvé à Saragosse, dim. 13 h 50, 16 h, 19 h 55, mar. 13 h 50, 16 h, 19 h 55 ; Les Codes, sam. 18 h 15 ; Adieu jeunesse, lun. 18 h 15.

**KEN LOACH** (v.o.), Le République, 11e (48-05-51-33). Ladybird, lun. 16 h, mar. 16 h ; Raining Stones, mar. 19 h 50 ; Hidden Agenda, mar. 18 h.

**MARIA KOLEVA FILMS**, Cinoche Vidéo, 5e (47-00-61-31). Isabelle et les 27 voleurs, une leçon, sam. 18 h, dim. 17 h, lun. 18 h, mer. 18 h ; Annie Vacelat, psychogéographe, sam. 12 h, dim. 12 h ; John, le dernier ouvrier sur terre, dim. 15 h ; Antoine Vitez s'amuse avec Claudel et Brecht, lun. 20 h ; Paroles tues ou aimer à Paris en étrangère, sam. 20 h ; L'Etat de bonheur permanent, dim. 19 h.

**LA MÉLANCOLIE SCANDINAVE** (v.o.), Institut finlandais, 5e (40-51-89-09). Shadows in Paradise, mar. 19 h.

**NUITS AVENTURES, ACTION, SCIENCE-FICTION** (v.o.), Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88). Cliffhanger, sam. 0 h 30.

**SACHA GUITRY, CINÉASTE**, Le Champo-Espace Jacques-Tati, 5e (43-54-51-60). Si Versailles m'était conté..., sam. 13 h 50, 16 h 35, 19 h 20 ; Le Destin fabuleux de Désirée Clary, dim. 14 h 10, 16 h 30, 19 h 40 ; La Poison, lun. 13 h 50, 15 h 25, 17 h, 18 h 35, 20 h 10 ; Le Roman d'un tricheur, mar. 14 h, 15 h 35, 17 h 10, 18 h 45, 20 h 10.

**SCRATCH PROJECTION** (v.o.), L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63). Journalistes, mar. 20 h.

**LES VISITEURS DU NOIR** (v.o.), Grand Action, 5e (43-29-44-40). La Dame du lac, sam. 14 h, 16 h, 18 h ; Scarface, dim. 14 h, 16 h, 18 h ; Pris au piège, lun. 14 h, 16 h, 18 h ; Mitraillette Kelly, mar. 14 h, 16 h, 18 h.

**WERNER FASSBINDER** (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). Le Mariage de Maria Braun, mar. 17 h 10 ; L'Année des treize lunes, sam. 17 h 20 ; Les Larmes amères de Petra von Kant, dim. 17 h 40 ; Lola, une femme allemande, lun. 14 h ; Le Secret de Veronika Voss, lun. 16 h.

**WIM WENDERS** (v.o.), Accatone, 5e (46-33-86-86). Jusqu'au bout du monde, sam. 21 h 10 ; L'Ami américain, lun. 21 h 10.

## LA CINÉMATHÈQUE

**PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)**
**DIMANCHE**
Indomanie : Nocturne indien (1989), d'Alain Corneau, 16 h 30 ; Sara Aakash (1969, v.o. s.t.f.), de Basu Chatterjee, 19 h ; Albert Pinto Ko Gussa Kyon AAA Hai (1980, v.o. traduction simultanée), de Saeed Mirza, 21 h.
**SALLE RÉPUBLIQUE (47-04-24-24)**
**DIMANCHE**
Histoire d'un studio : la 20th Century Fox : films FEMIS, 17 h ; De l'influence des rayons gamma (1972, v.o. s.t.f.), de Paul Newman, 19 h 30 ; Roxie Hart (1942, v.o.), de William Wellman, 21 h 30.

## CENTRE GEORGES-POMPIDOU

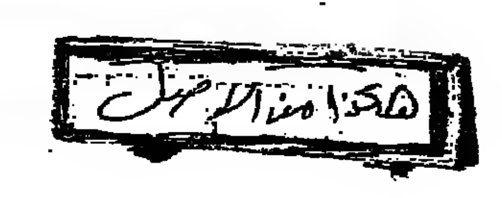
**SALLE GARANCE (42-78-37-29)**
**DIMANCHE**
Hommage à l'Institut Lumière : Liebelei (1932), de Max Ophuls, 14 h 30 ; La Leggenda del Piave (1952, v.o. s.t.f.), de Riccardo Freda, 17 h 30 ; Renaldo et Clara (1977, v.o. s.t.f.), de Bob Dylan, 20 h 30.
**LUNDI**
Hommage à l'Institut Lumière : Pot-Bouille (1957), de Julien Duvivier, 14 h 30 ; Noose (1948), d'Edmond T. Gréville, 17 h 30 ; Mecadam à deux voies (1971, v.o. s.t.f., courts métrages Lumière avant chaque séance), de Monte Hellman, 20 h 30.

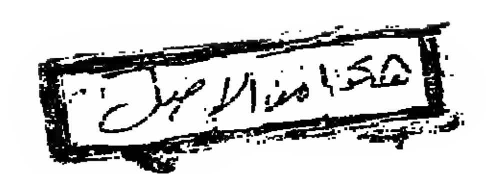
## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

**2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)**
**DIMANCHE**
Côté rue, côté cour : La Zone (1928), de Georges Lacombe ; La Crise du logement (1956), de Jean Dewever ; L'Abbé Pierre (1954), de Bernard Devlin ; Les Locataires de l'échangeur (1991), de David Pujades, 14 h 30 ; Miracle à Milan (1951, v.o. s.t.f.), de Vittorio De Sica, 16 h 30 ; Ceux de la zone (1933, v.o. s.t.f.), de Frank Borzage, 19 h ; Bombay notre ville (1985, v.o. s.t.f.), d'Anand Patwardhan, 21 h.
**MARDI**
Côté rue, côté cour : Rosette cherche une chambre (1987) ; L'Œil en beurre noir (1987), de Serge Meynard, 14 h 30 ; Mamma Roma (1962, v.o. s.t.f.), de Pier Paolo Pasolini, 16 h 30 ; Mother Dao, the Turtlelike (1995), de Vincent Monnikendam, 19 h ; Rue de l'Estrapade (1953), de Jacques Becker, 21 h.

(*) Films interdits aux moins de 12 ans.
(**) Films interdits aux moins de 16 ans.









## SAMEDI 2 DÉCEMBRE

### TF 1

**20.45 Un jour Coluche : La Soirée.**
Présenté par Josiane Balasko et Eddy Mitchell.
*Avec ses amis, des images d'archives inédites, des gags et des souvenirs.*

**0.50 Série : Paire d'As.**

**1.40 Journal, Météo.**

**1.50 Programmes de nuit.**
Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.) ; 2.10, Peter Strohm ; 3.00, Histoires naturelles (et 4.20, 5.05) ; 3.40, Histoire de la vie ; 4.50, Musique.

### FRANCE 2

**20.45 Magazine : Le Bêtisier du samedi.**
Présenté par Arthur et Pierre Tchernia. Avec Michel Serrault, Carmen Maura, Sabine Azéma, Les Inconnus, Sylvie Vartan, les Sales Gosses, Gold, la Compagnie Créole, C. Jérôme.

**23.00 Magazine : Les Enfants de la télé.**
L'Information et ses déboires.

**0.20 Les Films Lumière.**

**0.25 Journal, Météo.**

**0.40 Programmes de nuit.**
Le Top ; 1.40, Tatort ; 3.10, Soko ; 4.00, Jeu : Pyramide ; 4.30, Jeu : Les Z'amours ; 5.00, Bouillon de culture (rediff.) ; 6.00, Dessin animé.

### FRANCE 3

**20.50 Les Dicos d'or, la finale.**
Présenté par Bernard Pivot et Catherine Matausch en direct de la salle du congrès du Château de Versailles. Grande soirée palmarès.

**22.20 ▶ Les Dossiers de l'Histoire.**
Jan Palach, *mourir pour la liberté*, de Dobroslav Zbornik.

**23.20 Météo, Journal.**

**23.45 Musique et Compagnie.**
Contes et harpes de Bretagne avec Alain Le Goff, conteur.

**0.45 Musique Graffiti.**
*Fantaisie opus 17*, de Schumann, par Michel Dalberto, piano (20 min).

### M 6

**20.45 Série : Aux frontières du réel.**
Ombre mortelle, de James Contner. Quand vient la nuit, de Joe Napolitano. Avec David Duchovny, Gillian Anderson.

**22.35 Série : Les Contes de la crypte.**
La Perle noire.
*Tobe Hooper (Massacre à la tronçonneuse) réalise cet épisode dont l'interprète principale n'est autre que l'actrice Whoppi Goldberg (Ghost).*

**23.05 Magazine : A l'ouest d'Edern.**

**0.45 Boulevard des clips** (et 6.40).

**3.30 Rediffusions.**
Culture rock (La saga James Brown) ; 4.25, Oh, les girls ! ; 5.20, Jazz 6 ; 6.15, Magazine : Starnews.

### CANAL +

**20.30 Documentaire : Jeunesse 95, échec à la galère.**
De Jean-Pierre Moscardo.

**21.25 Flash d'informations.**

**21.35 Téléfilm : La Balade de Walter et Charlie.**
De Jeff Bleckner.

**23.05 Magazine : Les KO de Canal.**

**0.00 Le Journal du hard.**

**0.05 Club private aux Seychelles.**
Film français classé X de Michel Ricaud (1994).

**1.20 ▶ Bab el-Oued City. ■**
Film franco-algérien de Merzak Allouache (1994, v.o.).

**2.55 Cinéma : The Hidden 2. □**
Film américain de Seth Pinsker (1994).

### ARTE

**20.40 Téléfilm : Le Phare.**
[1/3] Janny, de Pieter Verhoeff, avec Hans Heerschop, Jaron De Paauw.
*Ce téléfilm néerlandais en trois épisodes raconte l'éducation sentimentale d'un jeune garçon né dans une famille modeste d'un village de Frise. Très belle reconstitution de la Hollande des années 50. (FIPA d'or 1995.)*

**21.40 Documentaire : Beurs.**
D'Ange Casta et Odile Casta-Raucaz.
*Un triple portrait de jeunes Français d'origine maghrébine.*

**23.30 Magazine : Velvet Jungle.**
Présenté par Valli. Top Live : Dee Dee Bridgewater ; Iron Horse ; Louise. Série : Les Zombies de la stratosphère, de Fred C. Brannon. [9/12] Flying Gas Chamber (v.o.).

**1.10 Documentaire : Franco.**
D'Yvon Gérault (rediff.)

**2.15 Cartoon Factory** [12/18].
Sky Skipper (1930) ; Jail Bird (1931) ; Cat's Canary (1932) ; Sinbad the Sailor (1935) (rediff., 30 min).

### CÂBLE

**TV 5** 19.00 Y'a pas match. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 Série : Julie Lescaut. La Mort en rose. 21.30 Télécinéma. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Les Dicos d'or. 0.10 Bon week-end. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min).

**PLANÈTE** 19.25 Une voix contre la nuit. De Sarah Benillouche et Jacqueline Royaards. 19.40 L'Homme technologique. [6/8] Culture propre. De Henry Singer. 20.35 Chemins de fer. [6/12] Du Cap aux ruines de la Cité perdue. De Gerry Troyna. 21.30 Le Roman de France. [4/6] L'Alsace, hommes de pierre, hommes de foi. D'Alain Schwarzstein. 22.00 Nomades du Pacifique. [5/5] Des trous dans le ciel. De Peter Crawford. 22.50 Fuir le Tibet. De Nick Gray. 23.40 Les Automates vivants. De Gérald Calderon. 0.35 Do ré mi fa sol la si do, les Krummer. De Christophe de Ponfilly et François Giré (55 min).

**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Top-flop. 19.30 Stars en stock. Fred Astaire. 20.00 Eco, écu et quoi ? 20.30 Patinage artistique. Halloween on Ice. 22.05 Paris Match Première. 22.30 Paris dernière. 23.25 Red Hot & Cool. 0.30 Concert : Paolo Conte. Enregistré au Spectrum de Montréal en 1988 (50 min).

**CANAL J** 17.30 Série : Le Vilain Petit Canard. 17.55 Capt'ain J. 18.00 Les P'tits Futés. 18.15 Regarde le monde. 18.30 Tarmac. 19.00 Série : Les Twist. 19.30 Momo et Ursule. 20.00 Dessins animés.

**CANAL JIMMY** 21.00 Série : Angela, quinze ans. Bruits de couloir. 21.50 Série : Le Frelon vert. Mort en silence. 22.15 3000 scénarios contre un virus. 22.20 Série : Liquid Television. 22.45 T'as pas une idée ? Invité : Jean-Claude Dreyfus. 23.45 Road Test. 0.05 Série : Seinfeld. La Collecte de dons. 0.30 Série : Route 66. Une partie de chasse (50 min).

**SÉRIE CLUB** 19.05 Le Club. 19.15 Série : Models Inc. La Charité. 19.55 Série : Miami Vice (et 0.00). Les Souvenirs. 20.45 Série : Schimanski. L'Arme de Schimanski. 22.20 Série : Combat. Les Emmurés. 23.10 Série : Au-delà du réel, l'aventure continue. Dos au monde. 0.45 Série : Le Retour du Saint. Double jeu (45 min).

**MCM** 19.30 L'Invité de marque. 20.00 Eurotrash. 20.30 MCM Euromusiques Nordica. 21.30 Buzz Tee Vee. 22.00 Rave On. 22.30 MCM Dance Club (210 min).

**MTV** 19.00 European Top 20. 21.00 First Look. 21.30 All Star Guest VJs. 23.30 The Zig & Zag Show. 0.00 Yo ! MTV Raps (120 min).

**EUROSPORT** 14.15 Athlétisme. En direct. Championnats d'Europe de cross country : dames et messieurs, à Alnwick (Grande-Bretagne). 16.00 Tennis. En direct. Tournoi exhibition : trophée de la Femme. Demi-finales, au Cap-d'Agde (Hérault). 18.00 Natation. En direct. Championnats du monde de courte distance. A Rio de Janeiro (Brésil). 19.00 Ski. En direct. Coupe du monde : descente dames. A Lake Louise (Canada). 19.30 Ski. En direct. Coupe du monde : super G messieurs. A Vail. 20.25 Basket-ball. En direct. Championnat de France Pro A, 12e journée : Pau-Orthez-Antibes. 22.00 Natation. Résumé. 23.00 Boxe. 0.00 Saut à skis. En différé. Saut à skis : Coupe du monde, à Lillehammer (Norvège) (60 min).

**CINÉ CINÉFIL** 18.55 Marie Stuart. ■■ Film américain de John Ford (1936, N.). 19.55 Actualités Pathé nº 2. 20.50 Le Club. 22.05 Anthologie du cinéma italien. 23.00 The Eve of St Mark. ■■ Film américain de John M. Stahl (1944, N., v.o.). 0.35 L'Insoumise. ■■ Film américain de William Wyler (1938, N., v.o., 105 min).

**CINÉ CINÉMAS** 18.20 Téléfilm : Dempsey. De Gus Trikonis (1983). 20.10 Hollywood 26. 20.40 Téléfilm : La Malédiction de Marialva. D'Antonio de Macedo. 22.05 Kevin Costner- Anjelica Huston. 23.00 Le Grand Frère. ■■ Film français de Francis Girod (1982, 115 min.).

### RADIO

**FRANCE-CULTURE** 20.00 Le Temps de la danse. Portrait de Frederik Ashton, chorégraphe anglais. 20.30 Photo-portrait. Claude Vasconi, architecte. 20.45 Nouveau Répertoire Dramatique. La Belle Etrangère, de Klaus Pohl. 22.35 Musique : Opus. Le Centre de musique baroque de Versailles. Œuvres de Francœur, Dumont, Clérambault, Gallot, Campra, Lully, d'Auvergne, Rameau, De Brossard. 0.05 Fiction : Tard dans la nuit. Le Berger sur le mur, de Patrick Drevet. Avec Thomas Rivière. 0.55 Chronique du bout des heures. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

**FRANCE-MUSIQUE** 20.00 Opéra. Donné en direct de l'Opéra des Flandres, à Anvers, par le Chœur de l'Opéra des Flandres, Andrew Wise, chef de chœur, l'Orchestre philharmonique royal des Flandres, dir. Stefan Soltesz : Die Tote Stadt (La Ville morte), opéra en trois actes op. 12, de Korngold, William Cochran (Paul), Cynthia Makris (Marietta), David Pittman-Jennings (Frank), Ans van Dam (Brigitta), Michael Kraus (Fritz). 22.45 Entracte. 23.05 Le Bel Aujourd'hui. Concert donné le 16 octobre au centre Georges-Pompidou, par l'Ensemble Inter-Contemporain, dir. David Robertson : Boyl, de Wallin ; Coyote Blues, de Lindberg ; Domaines, de Boulez. - Un portrait d'Allain Gaussin. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

**RADIO-CLASSIQUE** 20.40 Le chef d'orchestre Carl Schuricht. Concerto Brandebourgeois nº 3, de Bach, par l'Ensemble baroque de Zurich ; Symphonie nº 1, de Beethoven, par l'Orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire ; Concerto pour violon nº 3, de Mozart, par l'Orchestre philharmonique de Vienne, Boskovsky, violon ; Symphonie nº 2, de R. Schumann, par l'Orchestre de la Société des Concerts du Conservatoire ; Ruy Blas, ouverture, de Mendelssohn, par l'Orchestre de la Radio de Baden-Baden. 22.40 Da capo. Carl Schuricht : enregistrement d'archives. Requiem allemand, de Brahms, par le Chœur de la Hessischen Rundfunk de Francfort et l'Orchestre symphonique de la SDR de Stuttgart, Stader, soprano, Prey, baryton ; Symphonie nº 9 : Scherzo, trio, de Bruckner, par l'Orchestre des Reichssenders Berlin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles :**
**▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.**

## DIMANCHE 3 DÉCEMBRE

### TF 1

**12.50 Magazine : A vrai dire.**

**13.00 Journal, Météo.**

**13.20 Série : Walker Texas Ranger.**

**14.15 Série : Arabesque.**

**15.10 Série : Le Rebelle.**

**15.55 Série : Les Dessous de Palm Beach.**

**16.55 Disney Parade.**
Clip ; Donald est de sortie ; Comment épouser sa prof quand on a 14 ans (2e partie).

**18.00 Des millions de copains.**
Avec la série : Seaquest, police des mers.

**19.00 Magazine : 7 sur 7.**
Invités : Bill Gates et Jacques Attali.

**20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique, Météo.**

**20.45 Cinéma : Spécial police. ■**
Film français de Michel Vianey (1985). Avec Richard Berry.

**22.25 Ciné dimanche.**

**22.35 Cinéma : Risky Business. ■.**
Film américain de Paul Brickman (1983). Avec Tom Cruise.

**0.15 Cinéma : Elle court, elle court la banlieue. ■**
Film français de Gérard Pirès (1973).

**1.50 Journal, Météo.**

**2.00 Programmes de nuit.**
*Symphonie nº 6*, de Mozart, par l'Orchestra Filarmonica Italiana, dir. Alessandro Angoni ; 3.15, Histoire de la vie ; 4.10, Histoires naturelles (et 5.05) ; 4.40, Mésaventures ; 4.55, Musique ; 5.00, Musique.

### FRANCE 2

**12.55 Loto, Journal, Météo.**

**13.25 Dimanche Martin.**
Le monde est à vous, avec Salvatore Adamo.

**15.10 Documentaire : Cousteau.**
Le Trésor englouti.

**16.05 Dimanche Martin** (suite).
L'Ecole des fans, avec Frédéric François ; Ainsi font, font, font.

**17.50 Stade 2** (et 5.15).

**18.45 Magazine : Déjà dimanche.**

**19.25 Magazine : Déjà le retour.**

**19.59 Journal, Météo.**

**20.50 Cinéma : Aux sources du Nil. ■■**
Film américain de Bob Rafelson (1989). Avec Patrick Bergin.

**23.10 Variétés : Taratata.**
Avec Véronique Sanson, L. Muvoni, Clémentine Célarié, Jean-Philippe Jeoffrey.

**0.30 Les Films Lumière.**

**0.35 Journal, Météo.**

**0.45 Concert : Musiques au cœur.**
Le Concours Long-Thibaud 1995. Cent deux pianistes venant de trente et un pays se sont affrontés du 16 au 27 novembre.

**2.00 Programmes de nuit.**
L'Heure du golf (rediff.) ; 2.30, Savoir plus santé (rediff.) ; 3.25, Magazine : Polémiques ; 4.10, Répétition ; 4.30, Septième Continent ; 4.55, Urti.

### FRANCE 3

**12.00 Télévision régionale.**

**12.45 Journal.**

**13.05 Documentaire : Les Quatre Dromadaires.**
Isanga, de Françoise Ebrard.

**14.05 Série : New York District.**

**14.55 Magazine : Sports dimanche.**
15.05, Tiercé, en direct d'Auteuil ; 15.25, Handball : France-Biélorussie ; 16.55, Gymnastique : Trophée Massilia.

**17.55 Magazine : Lignes de mire.**
Présenté par Jacques Chancel.

**18.55 Le 19-20 de l'information.**
A 19.08, Journal régional.

**20.10 Divertissement : Débat.**
De et par Marc Jolivet.

**20.15 Divertissement : Benny Hill.**

**20.50 Série : Les Enfants du juge.**
Le Voleur et le Harki, de Daniel Losset, avec Frédéric Pierrot, Kader Setouty.

**21.50 Série : Un cas pour deux.**
L'Argent du contrat, de Jörg Grünler, avec Udo Samel, Horst Günter Marx.

**22.50 Dimanche soir.**
Débat animé par Christine Ockrent et Gilles Leclerc ; invité : Charles Millon, ministre de la défense, suivi de : A la une sur la trois, animé par Christine Ockrent, avec Serge July et Philippe Alexandre.

**23.35 Météo et Journal.**

**0.00 Cinéma : Le Dernier de la liste. ■■**
Film américain de John Huston (1962, v.o.). Avec Kirk Douglas, George C. Scott, Dana Wynter.

**1.40 Musiqua Graffiti.**
*La mi sola, laureaola-cora bon, porque pasais Chiquitita, la novia,* de Obradores, par Renata Scotto, soprano, Vincenzo Scalera, piano (15 min).

### M 6

**12.45 Série : Surfers détectives.**

**13.40 Série : Les Têtes brûlées.**

**14.35 Magazine : Starnews.**

**15.10 Magazine : Fréquenstar.**
Vanessa Demouy.

**16.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.**

**17.10 Série : Flash.**
De Robert Iscove. Episode pilote.
*Après Superman, un autre super-héros est de retour sur M 6. Barry Allen, un policier, est frappé par la foudre alors qu'il travaille dans son laboratoire. Il découvre qu'à la suite du choc, il peut se mouvoir à la vitesse de la lumière.*

**18.55 Série : Mission impossible, vingt ans après.**

**19.54 Six minutes d'informations, Météo.**

**20.00 Série : Les garçons sont de retour.**

**20.35 Magazine : Sport 6** (et 0.45)

**20.45 Magazine : Zone interdite.**
Reportages. Le Phénomène cyberkids ; Les Anges gardiens de Miami ; Tchernobyl, les enfants de l'oubli ; Mélatonine : faut-il croire aux miracles ? Miami sur les dents.

**22.45 Culture pub** (et 4.45).
La Mode de la bouffe exotique.

**23.15 Téléfilm : Le Parfum d'Emmanuelle.**
De Francis Leroi, avec Marcella Walerstein, Georges Lazenby.

**0.55 Boulevard des clips** (et 5.35)

**2.30 Magazine : E = M6.**

**2.55 Rediffusions.**
Girls de Paris ; 3.55, Frank Sinatra ; 5.10, Fanzine.

### CANAL +

*En clair jusqu'à 14.05*

**12.25 Flash d'informations** (et 19.55, 22.50).

**12.30 Magazine : Télés dimanche.**
Présenté par Michel Denisot.

**13.30 Magazine : La Semaine des Guignols.**

**14.05 Documentaire : La Chronique du dragon.**
De Samir Abdallah et Raffaële Venturi.

**14.50 Série : Babylon 5**
[20/22] Babylon 4, le Vaisseau fantôme.

**15.35 Documentaire : Les Corbeaux cambrioleurs.**
De Tim Shepherd.

**15.55 S'en sortir.**

*En clair jusqu'à 18.00*

**16.10 Décode pas Bunny.**

**17.10 Les Superstars du catch.**

**17.59 Cinématoc.**

**18.00 Cinéma : Radio Flyer. ■**
Film américain de Richard Donner (1992).

*En clair jusqu'à 20.35*

**20.05 Ça cartoon.**
Présenté par Philippe Dana. Comment prendre le taureau par les cornes (1953) ; J'ai beaucoup de moutons (1944) ; Jerry travesti (1942)

**20.35 Cinéma : Les Soldats de l'espérance. ■■**
Film américain de Roger Spottiswoode (1994).

**22.55 Magazine : L'Equipe du dimanche.**
Présenté par Thierry Gilardi.

**1.30 Cinéma : Sex and Zen. □**
Film chinois (Hongkong) de Michael Mak (1991, 90 min).

### LA CINQUIÈME

**13.00 Rintintin.** Le Retour du chef.

**13.30 Les Grands Maîtres du cinéma.**
Portrait de Louis Malle.

**14.30 Teva : Les Kayapos.**
Présenté par Teva Victor.

**15.30 Détours de France.**

**16.00 Feuilleton : Ardéchois cœur fidèle** [5/6].

**17.00 Le Sens de l'Histoire.**
La Bataille de l'Atlantique. Invités : Gilbert Bloch, Guy Malbosc.

**18.30 Va savoir.**
Présenté par Gérard Klein. Mystérieux ombre chevalier.

**18.57 Le Journal du temps.**

### ARTE

**19.00 Cartoon Factory** [13/18].
Toy Time (1932) ; Phoney Express (1932) ; Happy Hoboes-Tom and Jerry (1933) ; Ain't She Sweet (1933).

**19.30 Magazine : Métropolis** (et 1.30).
Présenté par Pierre-André Boutang et Peter Wien. Berlin-Paris ; La Vie dans toutes ses couleurs ; Le Cinéma en Amérique du Sud. Que lisez-vous en ce moment ? ; Sexe, sueur et larmes.

**20.30 8 1/2 Journal.**

**20.40 ▶ Soirée thématique : Tour Eiffel.**
Commentée en direct par José Artur.

**20.45 Course contre la montre** (et 21.25, 22.00).
De Philippe Truffault.

**21.00 Documentaire : La tour le 3 décembre 1995.**
De Philippe Truffault.

**21.40 Documentaire : Tour Eiffel, pot-pourri.**

**22.20 Série : Les Cinq Dernières Minutes.**
La Rose de fer, de Jean-Pierre Marchand, avec Raymond Souplex.
*Le commissaire Bourrel (Raymond Souplex) enquête sur la mort d'une vendeuse de souvenirs retrouvée perchée sur une poutrelle de l'un des piliers de la tour Eiffel. Le meurtrier est... Bon sang, mais c'est bien sûr !*

**0.05 Documentaire : La tour et Eiffel.**
De Claire Jeanteur.

**0.55 Magazine : Snark.**
Spécial tour Eiffel. Sabotach ! A bichycletteu (28 min).

### CÂBLE

**TV 5** 19.30 Journal de la RTBF. En direct. 20.00 7 sur 7. 21.00 Temps présent. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Le Choix. ■■ Film burkinabé d'Idrissa Ouedraogo (1986). 23.55 Correspondances. 0.05 Kaléidoscope. 0.30 Journal de France 3. Edition Soir 3. 1.00 Journal de la TSR. En direct (30 min).

**PLANÈTE** 19.40 Les Automates vivants. De Gérald Calderon. 20.35 Do ré mi fa sol la si do, les Krummer. De Christophe de Ponfilly et François Giré. 21.30 Allah Kabon, « Dieu est grand ». De Laurent Dubret. 21.55 Andreotti et les parrains. De Jane Ryder. 22.50 La Loi du silence. De Simon Edelstein. 23.25 Maisons de rêve : le génie tessinois. De Jean-Pierre Garnier et Jacques Bernard. 0.10 ▶ Les Matonnes. De Jean-Michel Carré (55 min).

**PARIS PREMIÈRE** 19.00 Jean-Edern's Club. 20.00 Totalement cinéma. 20.30 Top-Flop. 21.00 In Bed With Madonna. ■ Film américain d'Alek Keshishian (1990, v.o.). 22.55 Le court en dit long. 23.50 Eco, écu et quoi ? 0.20 Premières loges. 0.50 Le Canal du savoir. Oppositions et résistances allemandes (60 min).

**CANAL J** 17.30 Série : Le Vilain Petit Canard. Le principal va-t-il enfin sortir de son trou ? 18.00 Série : Les Monroes. Cour martiale. 19.00 Sur la piste de l'animal le plus secret. [8/12] Indonésie. 19.30 Momo et Ursule.

**CANAL JIMMY** 20.00 Série : Seinfeld. La Collecte de dons. 20.30 Série : Dream On. Par affection pour Peter. 21.00 Country Box. 21.30 Série : Bottom. He's Out. 22.00 3000 scénarios contre un virus. 22.05 La Semaine sur Jimmy. 22.15 Série : New York Police Blues. Episode nº 25. 23.00 Cobra girls. 23.30 Série : Les Envahisseurs. Vikor. 0.20 Automobiles : Chevrolet (50 min).

**SÉRIE CLUB** 19.00 Série : Models Inc. 19.45 Série : Miami Vice (et 0.00). Les Souvenirs. 20.35 Le Club. 20.45 Série : Les Incorruptibles, le retour. Les Fourrures. 21.30 Série : Le Retour du Saint. Duel à Venise. 22.20 Série : Combat. Le Magot. 23.10 Série : Au-delà du réel, l'aventure continue. Rendez-vous avec la mort. 0.50 Série : Schimanski. L'Arme de Schimanski (90 min).

**MCM** 19.30 Mangazone Mag. 20.00 NBA Action. 20.30 MCM Euromusiques Latina. 21.30 MCM Rock Legends Club. Bee Gees. 22.30 Eurotrash. 23.30 Blah-Blah Groove. 0.00 Rebel TV. 0.30 Zoom zoom (et 1.00). 0.55 Mangazone (5 min).

**MTV** 19.00 News : Weekend Edition. 19.30 Concert : Chris Isaak. Enregistré à New York, en août 1995. 20.30 The Soul of MTV. 21.30 The State. 22.00 Oddities Featuring the Maxx. 22.30 Alternative Nation. 0.00 Headbangers' Ball (90 min).

**EUROSPORT** 14.30 Tennis. En direct. Tournoi exhibition : trophée de la Femme. Finale. Au Cap-d'Agde. 16.30 Natation. En direct. Championnats du monde de courte distance. A Rio de Janeiro. 19.00 Ski. En direct. Coupe du monde : super G dames. A Lake Louise (Canada). 20.00 Nunchaku. 21.00 Aérobic. 22.00 Natation. 23.00 Boxe. 0.00 Saut à skis. En différé. Saut à skis : coupe du monde. A Lillehammer (Norvège) (60 min).

**CINÉ CINÉFIL** 19.15 Le Club. 20.30 L'Insoumise. ■■ Film américain de William Wyler (1938, N., v.o.). 22.10 Les Yeux de l'amour. ■ Film franco-italien de Denys de La Patellière (1959, N.). 23.55 Marie Stuart. ■■ Film américain de John Ford (1936, N., v.o., 120 min).

**CINÉ CINÉMAS** 19.50 La Quatrième Partie du cerveau. De Nenad Dizdarevic. 20.45 Une femme à sa fenêtre. ■ Film franco-italien de Pierre Granier-Deferre (1976). 22.25 Cohen and Tate. ■ Film américain d'Eric Red (1988, v.o.). 23.50 La Nuit des juges. ■ Film américain de Peter Hyams (1983, v.o., 105 min).

### RADIO

**FRANCE-CULTURE** 20.30 Atelier de création radiophonique. Autour du monument à Félix Guattari de Jean-Jacques Lebel. 1. Le Rêve de la sculpture. 22.25 Poésie sur parole. Boris Pasternak (6). 22.35 Musique : Le Concert. Enregistré le 22 août à La Chaise-Dieu. Intégrale de la messe du sacre de Napoléon 1er, de Giovanni Paisiello ; Œuvres de Lesueur, Roze. 0.05 Clair de nuit. Tentatives premières. Lewis Carroll : Logique symbolique et logique littéraire, une confrontation paroles et musiques ; Rub a dub dub ; Rémanences : Fils opaques ; Des mots dans le vent ; La Durée du oui : Autrement qu'être, de Tetsuo Furudate. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

**FRANCE-MUSIQUE** 20.05 Vox souvenirs. Hugues Cuénod, ténor. Œuvres de Mozart (enregistrées en 1961) : Komm liebe Zither K 351 ; Abendempfindung K 523 ; An Chloe K 524 ; Dans un bois solitaire K 308 ; Le Jardin clos, mélodies op 106 : Exaucement ; La Messagère ; Je me poserai sur ton cœur ; Dans la nymphée ; Dans la pénombre ; Inscription sur le sable, de Fauré (enregistré en 1952) ; Œuvres de Schubert (enregistrées en 1961) : Nachtviolen D 752 ; Blumenlied D 431 ; Frühlingslied D 919. Œuvres de Debussy (enregistrées en 1952) : Dans le jardin ; Fleur des blés ; Beau Soir ; Nuit d'étoiles. 21.00 Capitale Prague. Ou la mémoire des pierres. 22.30 Transversales. 1. Variations transversales. Hommage au saxophoniste de jazz « free » Albert Ayler : Œuvres et extraits d'interviews ; 2. Les Magiciens de la Terre : Souffles d'Afrique : Chants de cour du Rwanda ; Trompes des Banda Linda, avec Gérard Tourtrol et Françoise Gründ ; 3. Le jazz probablement : Sur les traces d'Albert Ayler, David Murray, Peter Brötzmann, Yosuke Yamashita, Dannik Lazro, Jac Berrocal, Dennis Charles, Charles Gayle, David S. Ware. 1.00 Les Nuits de France-Musique. Programme Hector.

**RADIO-CLASSIQUE** 20.00 Soirée lyrique. Lohengrin, opéra romantique en trois actes, de Wagner, par le Chœur de la Radio Bavaroise, le Chœur de l'Opéra d'Etat bavarois et l'Orchestre symphonique de la Radio Bavaroise, dir. Colin Davis. sol. Ben Heppner (Lohengrin), Sharon Sweet (Elsa), Sergei Leiferkus (Friedrich), Eva Marton (Ortrud), Jan-Hendrik Rootering (Le roi Henri), Bryn Terfel (Le héraut). 23.45 Soirée lyrique (Suite). Lohengrin, récit du Graal, de Wagner, par l'Orchestre du Festival de Bayreuth, dir. Heinz Tietjen, Franz Völker, Lohengrin. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

# La CGT cherche à étendre les grèves et sort progressivement de son isolement

## A l'occasion de son congrès, le syndicat capitalise une meilleure « image » parmi les salariés

**LE QUARANTE-CINQUIÈME** congrès de la CGT se réunit à Montreuil, en banlieue parisienne, au siège de la confédération, à partir de dimanche 3 décembre et pour six jours, alors que la direction de la centrale appelle pour le 5 décembre à *« un nouveau et puissant temps fort de l'action, avec l'objectif de renforcer l'unité, de développer encore plus la combativité, la détermination, la volonté de rassembler »*.

La CGT est, de loin, la confédération qui, dans la période actuelle, tire le mieux son épingle du jeu. Un sondage de la Sofres pour un groupe de journaux de province (auprès de mille personnes du 24 au 28 octobre) montre que la CGT est considérée par les salariés comme le syndicat qui défend le mieux leurs intérêts, notamment ceux des plus modestes d'entre eux. Mieux : entre février 1994 et octobre 1995, l'image de la CGT a grimpé de 8 points, alors que celle de FO et celle de la CFDT ont stagné.

**RAJEUNISSEMENT DE L'EXÉCUTIF**

Avec 640 000 adhérents en 1994, dont 480 000 actifs, la CGT demeure la première organisation syndicale française devant la CFDT, qui la talonne. Elle a reconnu avoir perdu les deux tiers de ses effectifs depuis 1977, mais estime avoir dorénavant enrayé cette chute. Du fait de ces reculs importants, les adhérents du secteur public, au nombre de 352 000, sont désormais majoritaires, devant ceux du secteur privé (271 000).

La CGT demeure très forte dans les grandes entreprises nationales (EDF-GDF, avec un salarié sur quatre syndiqués, SNCF, avec 12 % des effectifs, 10 % chez les postiers, 20 % dans les arsenaux) et dans quelques branches industrielles (chimie, verre, construction automobile). Depuis la fin des années 80, l'énergie est devenue la première fédération de la CGT avec 76 000 adhérents, devant la métallurgie (65 000), les cheminots (60 000), les PTT (52 000), les services publics (50 000) et la santé (35 000).

Parmi les huit nouveaux entrants au bureau confédéral, le choix de deux d'entre eux, proposé par la commission exécutive, traduit en partie ces rapports de forces : Jean-Louis Fournier, quarante-sept ans, est le secrétaire général de la Fédération des métaux, et Maryse Dumas, quarante-deux ans, celui de la Fédération des PTT, dont est aussi issu Louis Viannet, secrétaire général de la CGT. Tous deux membres du Parti communiste, ils sont considérés comme des « durs » au sein de l'organisation et devraient cumuler leurs fonctions au bureau confédéral avec leur responsabilité dans leur propre fédération. Françoise Duchesne, quarante-six ans, considérée comme proche des rénovateurs, vient aussi de la Fédération des métaux.

Sauf surprise exceptionnelle, la liste des seize membres (huit anciens, huit nouveaux) du futur organe de direction de la CGT devrait être adoptée sans difficulté. Parmi les sortants figureront Gérard Alezard, chef de file des « rénovateurs », Jeannine Marest, Bernard Vivant et André Deluchat, le « socialiste de service », passé depuis lors au Mouvement des citoyens. Les souhaits de M. Viannet d'un fort renouvellement et d'un rajeunissement de l'exécutif de la CGT seront donc plutôt exaucés.

Mises à part l'entrée quasi obligatoire de M. Fournier, de Mme Dumas et de Gérard Delahaye, quarante-cinq ans, secrétaire général de l'UGICT (cadres), les cinq autres nouveaux sont des inconnus. Il s'agit de trois trentenaires – Pierre-Jean Rozet, responsable du centre confédéral de la jeunesse, Françoise Daphnis, de l'union départementale du Nord, Jean-François Perrault, membre du MDC –, auxquels s'ajoutent Daniel Prada, de l'union départementale de Seine-Saint-Denis, et Mme Duchesne. Au total, le nouveau bureau devrait compter six femmes et comprendre une moitié de communistes.

Depuis un an, M. Viannet a repris à son rythme – lent – la marche du changement. Sortant de son isolement, la CGT a renoué des contacts au sommet avec le CNPF. Elle a accepté de signer, avec les autres confédérations et avec le patronat, un accord créant un fonds d'intervention pour l'emploi. Enfin, M. Viannet et M. Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, ont défilé seuls côte à côte, le 28 novembre, pour la défense de la Sécurité sociale, ce qui ne s'était jamais produit depuis la scission de 1947.

Cependant, alors que la nécessité du changement était déjà le leitmotiv du rapport d'activité du congrès de 1992, M. Viannet n'a pas pu ou voulu faire « monter » au bureau des dirigeants considérés comme rénovateurs. Bernard Thibault, trente-six ans, responsable de la Fédération des cheminots, très en pointe dans le conflit actuel et souvent présenté comme un des successeurs possible de M. Viannet, n'a pas souhaité entrer au bureau confédéral.

*Alain Beuve-Méry*

### *Le temps de parole des grévistes*

**France 2 a invité, dans la soirée du vendredi 1er décembre, « La France en direct » à *« faire la lumière »* sur une question d'actualité : *« Pourquoi ça bloque ? »*. Outre les experts invités sur le plateau – actuel et ancien ministres des affaires sociales, députés RPR et UDF, sénateur PCF, secrétaires généraux de FO et de la CFTC, secrétaire tout court de la CGT, etc. –, la chaîne avait convié en duplex un échantillon de la France en grève – cheminots du dépôt du Mans, employés du dépôt RATP d'Aubervilliers, postiers de Strasbourg et délégation d'étudiants de Toulouse.**

**Chronomètre en main, les paroles des uns et des autres n'ont pas pesé d'un même poids : les cinquante grévistes du Mans ont parlé 3 minutes et 41 secondes, les trente d'Aubervilliers 3 minutes et 21 secondes, les vingt de Strasbourg 4 minutes et 48 secondes et ceux de Toulouse 4 minutes et 17 secondes, soit un quart d'heure d'expression sur deux heures d'émission...**

# Sri Lanka : Jaffna serait tombée

**L'ARMÉE** annonce la chute de Jaffna. Un porte-parole de Colombo a déclaré, samedi 2 décembre, que le bastion des séparatistes tamouls, situé à l'extrême nord de l'île, était tombé lorsqu'une colonne avançant vers le nord-ouest et une autre qui faisait mouvement vers le sud ont fait leur jonction dans le centre-ville peu après 10 heures du matin. Les combats ont provoqué la mort d'au moins 107 personnes. – *(Reuter, AFP.)*

■ **HONGKONG : Anson Chan**, numéro deux du gouvernement de Hongkong, a déclaré vendredi 1er décembre devant la Chambre de commerce et d'industrie de Paris que Hongkong restera, après la rétrocession de la colonie britannique à la Chine, le 1er juillet 1997, *« une société capitaliste »* où *« les politiques et les lois de la Chine socialiste ne s'appliqueront pas »*.
Mme Chan a toutefois admis en toute *« honnêteté »* que la transition pouvait susciter des *« inquiétudes »*, faisant notamment allusion à la volonté de Pékin de dissoudre le Conseil législatif récemment élu. Sur ce point, elle se fait fort de convaincre les Chinois que le *« succès économique de Hongkong est inséparable de l'existence d'un État de droit »*.

■ **MAASTRICHT : André Laignel**, ancien directeur de la campagne du PS aux élections européennes de 1994, partisan, à l'époque, du traité de Maastricht, a déclaré, vendredi 1er décembre, qu'il voterait « non » si un nouveau référendum était organisé aujourd'hui.

■ **CORSE : deux attentats à l'explosif** ont été commis, dans la nuit du vendredi 1er au samedi 2 décembre, contre l'appartement d'un policier de Bastia et contre la voiture de l'un de ses collègues.

■ **POLLUTION : malgré l'augmentation très sensible du trafic automobile**, une nouvelle alerte à la pollution ne semble pas à redouter, en raison de conditions météorologiques favorables (froid et vents d'altitude). Des centaines de milliers de personnes sont toutefois soumises plus longtemps à l'inhalation de gaz d'échappement.

■ **ESPACE : le satellite d'observation du Soleil, Soho**, a été lancé, samedi 2 décembre, à 9 h 08 (heure de Paris), par une fusée américaine Atlas II-AS, tirée du centre spatial Kennedy (Floride). Cet engin de 1 850 kilogrammes comporte douze instruments, dont neuf réalisés par les Européens et trois par les Américains. Il sera placé au « point de Lagrange », à 1,5 million de kilomètres de la Terre, une zone où les forces d'attraction du Soleil et de la Terre s'équilibrent, et qu'il atteindra dans quatre mois.

■ **VENTES : un manuscrit de *A l'Ouest rien de nouveau***, le chef-d'oeuvre de l'écrivain allemand Erich Maria Remarque, a été adjugé 276 500 livres (environ 2 millions de francs), vendredi 1er décembre, chez Sotheby's, à Londres, à un particulier allemand. Le manuscrit révèle une version initiale très différente du texte définitif du livre, publié en Allemagne en 1929 et vendu à 50 millions d'exemplaires dans le monde.

■ **A NOS LECTEURS** : la forte actualité sociale en France nous a contraints à reporter la chronique hebdomadaire d'Alain Rollat. Nos lecteurs la retrouveront samedi prochain dans nos éditions datées 10-11 décembre.

# Le Front national prend pour cible le RPR

**ANNONCÉE** à grand bruit, la restructuration du Front national devrait être rendue publique à l'issue de la réunion du conseil national, samedi 2 et dimanche 3 décembre, au siège du parti, à Saint-Cloud. La première étape aura été la décision de Jean-Marie Le Pen, le 9 octobre, de remplacer le secrétaire général sortant, Carl Lang, par Bruno Gollnisch. Elle traduisait la volonté de circonscrire l'influence du délégué général, Bruno Mégret.

Après avoir ouvert la porte aux ambitions internes et aux querelles de tendances pendant la longue vacance du secrétariat général, M. Le Pen devrait annoncer une restructuration. Une des innovations portera sur la réorganisation dans les régions. M. Gollnisch devrait annoncer la création d'une structure intermédiaire, régionale, entre le national et le département. L'objectif de cette réunion du conseil national est, en effet, de mobiliser l'appareil et de le mettre en adéquation avec les ambitions électorales du parti, de tisser sur le territoire une toile qui permettra de mener la vaste campagne d'adhésions que M. Le Pen pourrait annoncer.

Pour M. Mégret ou pour Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique et président du groupe d'extrême droite du conseil régional d'Ile-de-France, jamais la situation n'a été aussi favorable au Front national. *« La situation fait prendre conscience aux Français de la nécessité d'un changement »*, et *« le désordre s'installe quand les Français sont de plus en plus nombreux à souhaiter le retour de l'ordre »*, explique M. Mégret, ajoutant : *« Nous sommes le parti de l'ordre. »*

**« INCOMPÉTENCE »**

*« Les Français ont vécu pendant des années sur l'idée que tout le mal venait du Parti socialiste et qu'on allait voir ce qu'on allait voir avec le RPR. Le RPR est au pouvoir depuis 1993, et l'on voit ce que l'on voit. Les gens découvrent l'incompétence du RPR »*, clame M. Le Gallou. Reste au Front national à se présenter comme une force d'alternance.

Pour ce faire, l'accent sera certainement mis sur la nécessité de montrer que le Front national peut être une force de proposition. Le Front national s'efforcera aussi de continuer la campagne de « dédiabolisation » par le biais d'actions de proximité menées par les multiples associations caritatives, sociales ou culturelles, réactivées ou créées ces derniers mois.

En outre, comme l'a laissé entendre récemment M. Le Pen, le conseil national devrait annoncer une intensification des activités en direction des diverses catégories professionnelles. Le coup d'envoi a déjà été donné avec la création d'un Front national de la police, suivie par la mise en place d'une coordination des commerçants et artisans de France. *« Nous en créerons d'autres en fonction des événements et des demandes »*, indique M. Mégret. Parmi les secteurs envisagés : les retraités, les transports publics et, particulièrement, les chauffeurs de bus, *« plus exposés que les autres aux agressions »*, souligne M. Le Gallou.

*Christiane Chombeau*

# Deux jeunes de la banlieue parisienne ont été condamnés après les incidents de Jussieu

***L'UN EST ÉTUDIANT***, l'autre pas. Ils ont été interpellés par les policiers au moment où ils quittaient en vélo le campus de Jussieu, jeudi soir 30 novembre. L'un avait en poche un paquet de chewing-gums et un paquet de caramels provenant de la cafétéria saccagée, ce soir-là, dans l'enceinte universitaire. L'autre portait deux paquets de gomme à mâcher et deux livres (un roman de Balzac et un essai sur les drogues) volés dans la librairie du campus qui fut pillée cette même nuit. Tous deux ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis et 5 000 francs d'amende, vendredi soir, par le tribunal correctionnel de Paris.

Niant être des « casseurs », Mamadou et Whabi ont seulement reconnu avoir *« ramassé par terre »* les menus objets du délit retrouvés en leur possession. Ils ont démenti la version des policiers qui affirmaient les avoir vus, de l'extérieur de l'enceinte universitaire, jeter du mobilier dans l'un des brasiers allumés sur la dalle de Jussieu.

Les deux amis, qui habitent les Hauts-de-Seine et se connaissent de longue date, ont assuré avoir participé à vélo au défilé étudiant pour *« soutenir »* le mouvement. Agé de dix-neuf ans, dépourvu de diplôme après une formation de plombier, Mamadou est livreur de pizzas dans les Hauts-de-Seine. Son ami Whabi, vingt et un ans, a raté un baccalauréat professionnel. Il est, cependant, inscrit en première année de BTS d'électronique et livre lui aussi, le week-end, des pizzas.

Peu avant son arrestation, Whabi avait été interrogé par une équipe de télévision qui l'avait filmé, projecteur allumé, de l'autre côté du fossé entourant le domaine universitaire. Dans cet entretien à visage découvert, qui ne cadre guère avec l'image d'un « casseur » soucieux d'anonymat, il avait développé un point de vue qu'il a répété à l'audience : *« Au début de la manifestation, on ne distinguait pas les étudiants et les casseurs. Je pense moi que c'est à peu près les mêmes personnes. Les étudiants en ont marre de se faire prendre pour des pommes, d'avoir des diplômes pour se retrouver au chômage. Le ministre de l'éducation doit trouver une solution rapidement. »* Requérant une peine d'emprisonnement, le ministère public avait laissé les juges libres d'en préciser la durée et d'apprécier si elle devait être prononcée avec ou sans sursis.

*Erich Inciyan*



*Tirage du Monde daté samedi 2 décembre 1995 : 456 432 exemplaires.* - 3